Dominique d'Antin de Vaillac
(2008)

L'invention des Landes

L'État français et les territoires

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron, bénévole
Professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec
Courriel: mabergeron@videotron.ca
[Page web](#)

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"
Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES](#).

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron, bénévole, professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec.

Courriels : marcelle_bergeron@uqac.ca; mabergeron@videotron.ca

Dominique d'Antin de Vaillac

L'invention des Landes. *L'État français et les territoires.*

L'Harmattan, 2008, 301pp. Collection "Pouvoirs comparés" dirigée par Michel Berges, professeur des universités, agrégé de science politique, Université de Bordeaux IV Montesquieu.

[Autorisation formelle accordée par le directeur de la collection "Pouvoirs comparés", Michel Berges, le 5 mars 2011 de diffuser ce livre dans Les Classiques des sciences sociales.]

Courriel : michel.berges@free.fr

Polices de caractères utilisée : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5'' x 11''.

Édition numérique réalisée le 8 mars 2012 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, Québec.

Dominique d'Antin de Vaillac
(2008)

L'invention des Landes.
L'État français et les territoires.

L'Harmattan, 2008, 301pp. Collection "Pouvoirs comparés" dirigée par Michel Berges, professeur des universités, agrégé de science politique, Université de Bordeaux IV Montesquieu.

Pouvoirs comparés
Collection dirigée par Michel Bergès
Professeur de science politique

Nathalie Blanc-Noël (sous la direction de)
La Baltique. Une nouvelle région en Europe

David Cumin et Jean-Paul Joubert
Le Japon, puissance nucléaire ?

Dmitri Georges Lavroff (sous la direction de)
La République décentralisée

Thomas Lindemann et Michel Louis Martin
Les Militaires et le recours à la force armée. Faucons, colombes ?

Constanze Villar
Le Discours diplomatique

Gérard Dussouy
Les Théories géopolitiques. Traité de relations internationales (I)
André-Marie Yinda Yinda
L'Art d'ordonner le monde. Usages de Machiavel

Gérard Dussouy
Les Théories de l'interétatique. Traité de relations internationales (II)

[p. 4]

« Le Landais, en général, ne sait ni lire, ni écrire. Il ne comprend pas le français ; il n'a d'autres lieux de réunion que l'église, où il se rend par habitude et l'auberge qu'il fréquente par goût. Le reste du temps, il erre seul dans la lande et les pignadas : les étrangers ne viennent pas l'y chercher, qui lui apprendraient à se plaindre, à critiquer les actes d'un gouvernement qu'il ne connaît que par ses bienfaits (...).

« Si l'année est dure, il restreint son ordinaire, déjà si misérable, déserte les assemblées, se renferme chez lui et attend, morne et triste, que les beaux jours reviennent. »

Extrait du rapport du Préfet des Landes au ministre de l'Intérieur, 31 décembre 1858.

Quatrième de couverture

L'invention des Landes. L'État français et les territoires.

Cet ouvrage, non sans rappeler les interprétations d'Alexis de Tocqueville ou de Fernand Braudel sur « l'identité de la France », étudie l'évolution historique des territoires à partir de l'exemple symptomatique des Landes de Gascogne.

Là, l'État a voulu « coloniser » un espace dominé par la nature: océan, sables, marais, vents, eaux phréatiques ou ruisselantes, inondations, forêts de plantation, tempêtes, incendies... Sur cette terre peuplée d'habitants clairsemés, perçus comme autant de « sauvages » rachitiques, incultes, ne comprenant pas le français, ont été projetés des modèles de normalisation : plans de « développement » agronomiques, immobiliers, touristiques...

Prenant le contre-pied d'une science politique officielle qui perçoit les territoires comme un attribut « naturel » de la souveraineté étatique sans déconstruire les faux-semblants qui l'actionnent, l'auteur dévoile les dispositifs de la territorialisation. De l'Ancien Régime à nos jours, il montre l'importance de « la construction symbolique de la réalité » et du social sur les identités et les pratiques.

Comment peut-on encore être « landais » ?

Dominique d'Antin de Vaillac, docteur d'État en Science politique, est professeur associé à l'Université Montesquieu de Bordeaux et chercheur au CAPCGRI (Centre d'Analyse politique comparée, de Géostratégie et de Relations internationales). Il s'est spécialisé dans l'analyse des politiques publiques de la forêt, de la sécurité environnementale et maritime.

[p. 5 à 8]

Sommaire

INTRODUCTION

Territoires symboliques et symbolique des terroirs

Déconstruire l'étatisation

La multitude des fictions identitaires

Remonter la chaîne identitaire depuis le local

Des landes imaginées et imaginaires

Des identités aux systèmes : quatre étapes dans la construction territoriale

LA TERRITORIALISATION JURIDIQUE ET AGRONOMIQUE

Ressources et limites de la coutume agropastorale

La coutume usagère et ses fonctions sociales

Les droits forestiers

Le droit de pêche dans les étangs

Les droits de pacage dans les lettes

L'économie familiale en système agropastoral

L'organisation communautaire

L'arbitrage institutionnel

Interventions seigneuriales et crise du pouvoir local

L'appropriation privée en conflit avec les privilèges collectifs

La consolidation juridique du système traditionnel 70

La surrection singulière de l'administration (XVII^e-XIX^e siècle)

L'impuissance de la société locale devant l'envahissement des sables

L'envahissement des zones habitées

L'inondation des zones habitées

L'anéantissement partiel de la forêt usagère de Biscarrosse

L'émergence du pouvoir administratif

La fabrication d'un « projet national landais »
Rivalités et installation des administrations techniques
La soumission des pouvoirs locaux

Des idéologies nouvelles de justification de l'étatisme

L'imperium administratif

Les procédés d'intervention
Les résultats
L'illusion du syllogisme
La volonté du contrôle par le compte rendu
L'administration livrée à elle-même
Le principe de prééminence
Le principe de monopole
Le principe d'impérialisme
L'incertitude du statut juridique des espaces plantés
La propriété des dunes avant l'intervention de l'État
Les droits reconnus à l'État dans le cadre de son intervention

La tentative coloniale imaginaire

Le contenu du projet colonial
Le contenu agronomique
La faillite des systèmes mis en place

LA TERRITORIALISATION POLITIQUE

Une Révolution éloignée des landes de Gascogne

La scène citadine

La présence physique d'autorités institutionnelles
La formation d'une classe politique
Concurrence dans la mise en place des fonctions administratives

La scène rurale traditionnelle : la Chalosse

- La résistance à l'ordre révolutionnaire
- La consolidation des structures traditionnelles
- La production notabiliaire
- Les notables de structure
- Les notables de régime

Les landes préforestières

- Le succès du principe d'administration locale
- La révolution par le droit de propriété
- De l'usage commun à la propriété communale
- De la propriété communale à la propriété individuelle
- Une élite introuvable

La représentation problématique des landes de Gascogne

L'hypothèque institutionnelle : le département des Landes

- L'espace des Landes livré à des enjeux périphériques
- La question préalable de l'identité des Landes de Gascogne, posée, mais rapidement abandonnée
- La création du département des « Landes »

La représentation culturelle : la société d'agriculture du département des Landes

Le dénouement radical : le changement par la loi et par les communications

- Les contraintes naturelles et les moyens de les surmonter
- Des moyens gradués pour l'adhésion sociale et politique
- L'examen parlementaire
- Les infrastructures routières et ferrées

LA TERRITORIALISATION ÉCONOMIQUE

Un espace artificiel : le système forestier

L'autonomie de principe de la forêt

- La forêt conservée ou créée, enjeu social et politique
- La politisation de la réalité forestière

La construction administrative de la forêt contemporaine

L'objet forestier d'utilité technocratique : le cas espagnol
Les avatars d'une « forêt institutionnelle »
Une forêt coupée de liens sociaux
Un objet forestier composite : le massif de Gascogne

L'utilisation politico-idéologique de la territorialisation économique de la forêt

La transformation d'une utilité provisoire en symboles durables : le gemmage

La transposition conflictuelle d'un mode d'exploitation agricole à une réalité industrielle
La transposition politique : symbolisme social et construction d'un appareil partisan

L'exploitation de la puissance onirique de la forêt

L'identité trompeuse des Landes : de la forêt économique aux habitats naturels

« La forêt économique » : discours tactique ou réalité diluée ?

La forêt désertée au profit des agglomérations

LA TERRITORIALISATION SYMBOLIQUE

Les étapes de la normalisation culturelle

L'identité landaise périmée

Un retournement de l'histoire : la forêt dévastée, humiliée par l'État

[p. 9]

INTRODUCTION

Territoires symboliques et symbolique des terroirs

[Retour au sommaire](#)

Qu'est-ce qu'un « territoire », espace à la fois réel et artificiel qui nous localise, définit nos repères, les « feux et lieux » des vieilles familiarités de la « France tranquille et profonde », la terre qui colle à la semelle de nos souliers, les paysages imagés et imaginaires de nos « lointains ancêtres », nos rites sociaux de passage, les repères mnémoniques de nos existences, au-delà du temps qui court et des cloches qui sonnent encore ? Quels sont les ressorts de cet instrument identitaire produit par l'État, ce grand et vieux personnage de l'histoire ? Sur quels fondements et quels acteurs repose finalement cette étrange institutionnalisation territoriale, objet que la science politique officielle traite comme un prérequis de la souveraineté étatique, sans oser déconstruire les dispositifs qui l'actionnent ? Au-delà de ses formes juridiques, politiques, administratives, quelles sont les conséquences de l'étatisation des territoires sur « la construction symbolique de la réalité » et sur les pratiques d'acteurs « situés » ?

Sans épuiser ici cette question historique complexe, nous aborderons le problème à partir d'un cas en apparence anodin : celui d'un territoire peuplé de « barbares » de l'ancien temps, indifférenciés des « bêtes sauvages », les « landes de Gascogne », perdues au fin fond de la France, entre Bordeaux et Bayonne, sur la côte ouest atlantique. Ces « landes » (désignation connotant la nature) ont fait paradoxalement l'objet d'interventions répétées de l'État central. Pourquoi et comment ? Quel a été le lien entre ce processus de « territorialisation » et la compréhension d'un objet si cher au dernier Fernand Braudel : « l'identité de la France » ?

[p. 10]

À partir d'une réflexion critique sur le constructivisme étatique en question, qui passe par un dialogue avec la société locale et ses élites, comme par l'« invention » d'un territoire « naturel » et « culturel » créé *ex nihilo* et sans cesse redessiné, nous nous interrogerons sur ce que sont précisément devenues, dans la longue durée, ces « landes de Gascogne ».

Cette formule revêt bien une consonance historique, mais sa version « géographique » et administrative officielle, le « département des Landes », évoque plutôt pour les « Européens » d'aujourd'hui (autre artefact symbolique) des « vacances-nature », avec baignades dans les rouleaux océaniques, sports de glisse « rajeunissants et revigorants », visions d'espaces forestiers « immenses » et « naturels » (alors qu'ils ne sont que le résultat du travail de sylviculteurs en matière de « forêt cultivée » !). Leçon encore apprise dans les classes primaires pour illustrer le « génie » de l'administration française qui a réussi à fixer des montagnes de sable en y plantant des arbres le long des côtes atlantiques ? Ou bien immense forêt de pins maritimes, monotone ou grandiose selon l'humeur du visiteur, mais où il fait bon vivre et où on n'est pas encore trop importuné par les voisins ? Napoléon I^{er} ne voulut-il pas faire de ces landes perdues et lointaines un immense « jardin » pour sa vieille garde ? Celle-ci est morte à Waterloo, on le sait (sans se rendre !), mais la vision impériale semble se réaliser aujourd'hui : les *papy boomers* s'y précipitent pour y vivre une « retraite » paisible (différente de celle subie par les hommes de l'Empereur ¹ !). Ces « landes » semblent en tout cas liées à l'Empire ainsi qu'au régime de Napoléon III qui les a investies en tentant de créer des « colonies modèles » sur leur terre (aux alentours de Solférino et d'Eugénie-les-Bains, petite ville auréolée du nom de la délicate impératrice...).

Soit par volonté politique, soit par capacité à éveiller des styles de vie « à la mode », ces « landes » agrestes et champêtres aux figures historiques multiples n'arrêtent pas d'être « inventées ». C'est en vivant en leur sein et en les aimant que nous avons pu observer que leur image émettrice et réceptrice bougeait sans cesse. Ce territoire perdu, sauvage, déserté, apparut « horrifant » en 1830 à nombre de voyageurs étrangers qui le traversèrent. Par un retournement paradoxal, aujourd'hui très fréquent, cet espace, par un étrange renversement de l'histoire, est devenu un support de « loisirs » modernes, balnéaire et natu-[p.11]riste. Ces « landes » (terme générique qualifiant un univers sans cesse redessiné) ont toujours répugné à rentrer dans des définitions ou des destins assignés. Elles sont finalement devenues, au-delà des identités factices dont on les a affublées, aussi mobiles que les sables de leur littoral ou le niveau des eaux qui s'écoulent sur leur sol... Elles continuent de jouer à cache-cache avec la réalité...

Surgit alors comme problème la « nature » (politique et sociale, celle-là !) d'un territoire symboliquement introuvable. De quoi, et de qui, ces images contradictoires projetées sont-elles concrètement le reflet ? Qui les a produites, voire extorquées, ou, à l'inverse, négociées ? Les territoires seraient-ils des

¹ Le Bassin d'Arcachon, mais aussi les Landes littorales, connaissent depuis cinq ans un accroissement sensible des résidences principales

victimes consentantes de leur propre expropriation compensée par des mirages et des représentations imaginaires ?

Avant de répondre à partir de notre étude de cas, ouvrons au préalable l'ouvrage illuminateur d'Eugen Weber, *La Fin des terroirs*¹. L'historien californien a bien montré comment les espaces autonomes de la France du XIX^e et du début du XX^e siècle ont été progressivement fusionnés, à la veille de la Grande Guerre, dans un ensemble national synthétique particulièrement symptomatique du mode de construction français de l'État-nation. Il a fallu un bon siècle de fabrication intellectuelle et pratique, d'efforts, d'artifices, de menaces, de dispositifs administratifs ingénieux, de négociations, de répressions diverses et de méprises, depuis la Révolution française, pour construire une nation apparemment unifiée. Tous les territoires français ont été ainsi éradiqués, rabotés, laminés, reconstruits de la même manière...

Les mécanismes en question d'« intégration » (terme essentiel sur le plan de la science politique) furent liés, démontre Weber, au surgissement d'un État unificateur et centralisateur qui a imposé à tous les « petits pays » une culture forgée par la mise en place de dispositifs simultanés de déculturation et d'acculturation multifonctionnels et multiformes. Ce processus de violence symbolique, fondé sur un dédoublement à effets « schizoïdes », doit beaucoup, on le sait, à la « croisade » des instituteurs, à un clientélisme de nominations dans des postes territoriaux de l'administration, au développement de réseaux techniques de communication et d'information qui, tenus en main depuis le cen-[p. 12] tre, ont accéléré une accumulation capitaliste industrielle, bancaire, commerciale, mais aussi un capital politique cristallisé autour du réseau des grandes villes et des villes moyennes et accaparé par des « notables ». La nation abstraite qui est née de cette alchimie, « une » et « indivisible », a triomphé par étapes successives, au prix de la destruction simultanée de communautés et de cultures immémoriales qui vivaient jusque-là de façon autarcique et enclavée. Après une démonstration sans compromis, Eugen Weber conclut au succès effectif de ce qu'il appelle un véritable « processus colonial », que la France allait exporter d'ailleurs, en l'inversant face aux « indigènes », dans son propre Empire. Le bilan de ce processus de déculturation et d'acculturation identitaire des territoires de la vieille France dans *La Fin des terroirs* s'arrête aux années du début du siècle, mais ses conclusions générales sont partagées par d'autres ouvrages historiques comme ceux de Maurice Crubellier (*L'Histoire culturelle de la France*) ou de Maurice Agulhon (*La République au village*). Les travaux ultérieurs d'Alfred Sauvy, de Jean Fourastié ou de Pierre Mendras sur les « Trente glorieuses » ont dégagé les résultats tardifs, après les erreurs des deux guerres mondiales, du processus de centralisation et de modernisation français en question décrits par les historiens, Fernand Braudel en tête, qui a passionnément et de façon troublante, avant de mourir, cherché « l'identité de la France »...

¹ Eugen Weber, *La Fin des terroirs*, Paris, Fayard, 1983.

L'État républicain, pendant plus d'un siècle, par ses institutions combinées au développement économique, administratif et technique, a prouvé qu'il était apte à apporter le progrès et l'aisance matérielle pour le plus grand nombre. Mais cela s'est accompagné de contreparties ayant entraîné la perte d'autonomie de la personne et des groupes sociaux de base (famille, communauté villageoise, *etc.*).

Le « citoyen », créé depuis moins d'un siècle, s'est trouvé contraint de troquer ses libertés traditionnelles contre un confort matériel et une garantie collective contre les grands risques de l'existence. Au milieu des années soixante-dix le rapport coûts/avantages donna raison à un assistanat généralisé prodigué par un « État providence » lié à la croissance et à une conception keynésienne de la redistribution des ressources qui constitua [p. 13] incontestablement une revanche contre la misère des masses paysannes du XIX^e siècle, si bien décrite par Eugen Weber. La contrepartie fut évidemment le dirigisme planificateur du territoire et de nouvelles fonctions sociales, menée par la technocratie gaulliste et une administration d'État de plus en plus interventionniste.

La question cruciale qui se pose, vingt ans plus tard, est celle de l'épuisement de ce modèle développementaliste keynésien, dont les signes sont manifestes sans que l'évolution qu'il a impliquée soit facile à préciser. Serions-nous en présence d'une dégénérescence de ce fameux État providence imprévisible ? Les tensions permanentes, aggravées dans la phase actuelle de « mondialisation » et d'eupéanisation, ont révélé les limites du potentiel d'interventionnisme économique-financier des États modernes, confronté à une demande sociale d'autant plus exponentielle que des fractions de plus en plus nombreuses de la population sont exclues du modèle intégrateur fondé sur le travail salarié. La permanence d'un système collectif inadapté aux nouvelles réalités économiques demeure cependant toujours une référence pour une large majorité du corps social. Dans le cas contraire, une « révolution » serait-elle envisageable ? Nous n'assistons pour l'instant qu'à des révoltes épisodiques, catégorielles, qui n'ont pas plus d'impact politique que les jacqueries sous l'Ancien Régime.

Certes, le chef-d'œuvre de l'intégration est de rendre impossible sa propre remise en question. Cette force partagée avec le totalitarisme peut-être expliquée de plusieurs manières. La plus démocratiquement acceptable consiste à la baptiser « consensus », et il est possible d'admettre que nous sommes dans cette situation. L'observation du système dans ses développements actuels oblige à ajouter que ses bénéficiaires statutaires, accompagnés de leurs porte-voix médiatiques, maintiennent autant qu'ils le peuvent la force d'attraction du modèle. Modèle qui cependant apparaît difficilement pérénisable... Une tout autre interprétation pourrait être suggérée : la face favorable de l'État-nation, tour à tour prestataire de services multiples, puis ouvert sur l'extérieur, et, pourquoi pas, modeste dans ses intentions, n'est après tout qu'une image et qu'une construction provisoire. [p. 14] S'agit-il du sourire séducteur du nouveau Léviathan, ou de la grimace de ses convulsions ? Qu'est-ce qui pourrait faire penser que l'intégration européenne, en tant que nouveau dépassement spatial du modèle technocratique à la française (transposé sur la scène bruxelloise), que la captation prépondérante des ressources

financières par les systèmes collectifs, toujours relancée mais point inépuisable, que la sophistication des méthodes de contrôle social ne sont pas des signes manifestes de la santé de l'Hydre, sans cesse à l'œuvre ?

Déconstruire l'étatisation

[Retour au sommaire](#)

Ces réflexions, liées à l'état actuel du système social et étatique français, champion des déficits publics, de la dette, mais aussi de l'absence paradoxale de moyens collectifs dans de nombreux secteurs, conduisent à nous interroger sur l'apport éventuel d'une science politique objective et sur les méthodes qu'elle exige. Encore faudrait-il s'entendre sur ce que l'on appelle « science politique objective ».

Il existe en France, avec force moyens d'institutionnalisation, légitimation et redondance, un savoir politologique officiel. Ce savoir intégrateur, assez unifié dans ses productions, qui fraye bien volontiers avec l'expertise, se préoccupe essentiellement de la validation et des perfectionnements du « modèle démocratique » sans remettre jamais en question ses mécanismes de légitimation. Cette louable intention explique sans doute l'abondance de travaux portant sur la politisation normale et sur le fonctionnement du système institutionnel ou politique. On peut ajouter à cet effort, assez puissant et répandu pour forger un cadre de pensée, le corps de méthodes adaptées, à l'usage des entrepreneurs politiques et administratifs qui seront amenés à faire fonctionner les mécanismes reproducteurs. La compétence qui en résulte pour gérer les organismes publics n'est plus à démontrer, de même que l'incapacité manifeste à s'adapter aux réalités économiques et sociales en dehors du prisme étatique. Cela aboutit tout autant à la parfaite adaptation des élites politico-administratives au système dominant, qui broie les réalités [p. 15] de tous ordres (nous y reviendrons) qu'à l'obsolescence même d'une culture qui mêle le relativisme le plus complet en matière d'options philosophiques (sauf la démocratie et les Droits de l'homme), à la certitude la plus arrogante dès qu'une présentation formellement raisonnée et adroite s'attache à des objets abstraits, relatifs ou idéologiques.

L'apport instrumental de ce type de recherches est incontestable : il est toujours utile au candidat à une élection locale ou nationale de bénéficier de monographies, assez fines pour la plupart, qui complètent une connaissance empirique du terrain. Mais les limites de cette perspective sont celles de tout savoir technicien : elles laissent à l'écart l'enjeu final de la connaissance, ou bien le réduisent à une amélioration du modèle démocratique. Les avancées les plus opérationnelles et remarquables sont offertes par la sociologie stratégique ¹ qui a

¹ Michel Crozier, Erhard Friedberg, *L'Acteur et le système*, Paris, Le Seuil, 1983.

fait la preuve de son efficacité en matière de réforme institutionnelle. C'est ainsi que l'adaptation du service public de la Poste doit beaucoup à la mise en œuvre des méthodes qu'elle a préconisées, sous l'impulsion d'un Michel Crozier. Il s'agissait pourtant d'un chantier difficile, salué aujourd'hui comme un succès, qui a été l'un des premiers terrains d'application des théories croziériennes. Le succès de ces dernières s'est forgé dans la durée (les premières applications ont commencé dans les années quatre-vingts), mais il est loin de s'être généralisé à l'ensemble des administrations et des entreprises économiques. La réforme de l'État est aujourd'hui confrontée à une urgence qui empêche justement la mise en œuvre de ces méthodes. Pourtant, le savoir sociologique ne saurait suffire à transformer la société par décret.

L'omniprésence de l'État dans la préoccupation intellectuelle française en a peut-être fait le passage obligé pour tout travail de légitimation de la démocratie. Ceci a permis à la science politique officielle, toujours très parisienne dans sa logique de production et de légitimation scientifique, de consacrer en permanence à l'étude de l'État, de mieux comprendre son fonctionnement, de dénoncer ses dérives, d'orienter le sens des transformations, et – occasionnellement – de les mettre en œuvre. L'apport pour la démocratie est incontestable, mais il voile des interrogations capitales pour un [p. 16] savoir dont la préoccupation devrait être aussi de « débusquer » le pouvoir tout en le confrontant de manière exigeante à sa légitimité... La science politique et la morale sont associées autrement qu'à travers une académie, d'autant plus que le voisinage des deux notions illustre une tradition française de critique, de Voltaire à Chateaubriand en passant par Tocqueville, de défiance créative, qui puise ses angles d'attaque chez de grands ancêtres et nourrit plusieurs écoles de pensée pour lesquelles l'orthodoxie des systèmes en place est en soi suspecte. Au fur et à mesure que les structures collectives se sont développées, il n'a jamais manqué de contempteurs pour dénoncer les faux-semblants, les illusions, les hypocrisies, les mensonges, les idéologies fonctionnelles et, éventuellement, la violence des grands appareils. À cette vigilance inquiète, l'Aquitaine a souvent apporté sa contribution depuis *L'Esprit des Lois* de Montesquieu. La non-allégeance *a priori* au système politique en place est la première condition mentale pour dénoncer les totalitarismes verticaux de toutes sortes, repérer les contradictions, passer au filtre les certitudes dominantes, et finalement questionner en permanence la démocratie sur son fondement essentiel : la liberté irréductible de l'homme.

La multitude des fictions identitaires

[Retour au sommaire](#)

Mais en évoquant de trop anciens référents, on peut craindre que leurs conditions mêmes d'existence finissent un jour par disparaître. La véritable « *fin des terroirs* » est inévitablement culturelle, et si elle se produit, elle emportera à son tour les tournures d'esprit, comparables aux « accents » dont sont encore marqués ceux qui n'entendent plus les « patois ». Le « politiquement distant », à la fois antidote et contradiction face au « politiquement correct », suppose donc une distance mentale qu'il faut toujours réactiver par rapport à l'objet politique. Il est évident que si les identités géographiques des communautés humaines sont pulvérisées, il sera plus difficile de créer une distanciation critique nécessaire pour penser les phénomènes de pouvoir.

[p. 17]

Sur ce point on peut admettre, avec Eugen Weber, que les dégâts en France sont considérables, sinon irréversibles : l'identité des terroirs – et, en premier lieu, la langue – doit son effondrement au succès de l'école républicaine, selon des mécanismes parfaitement décrits, mais aussi à l'évolution de langages nouveaux, plus universels, portés par les technologies modernes. La nouvelle identité citoyenne s'est brisée sur la faillite des idéologies, ces dernières ayant eu le mérite provisoire d'offrir des modes d'identité, donc d'appartenances, et d'oppositions de remplacement, ainsi que le déploiement de réseaux de sociabilité dans les espaces territoriaux et sociaux du pays.

Aujourd'hui, le citoyen, élément vital de la démocratie, est lui-même entré en crise, car, face à un afflux de symboles contradictoires, profondément individualistes même, l'identité collective et les repères traditionnels s'effritent ou s'entrechoquent de façon troublante. La crise des classes sociales de référence, l'effondrement des règles du travail et des repères sociaux de masse, l'ennui généralisé des mégalo-pôles, la déterritorialisation des espaces, sont venus brouiller l'unité symbolique de l'espace français.

De plus, en période de crise économique et sociale, mais aussi dans le contexte de la crise de l'État providence, les identités statutaires sont mises à mal par leur contraire que sont les précarités de toutes sortes, même si celles-ci n'échappent pas encore au modèle étatique référentiel (il existe des « précarités statutaires », comme le montre le consensus sur le « Revenu minimum d'insertion »). Plus que la précarité d'ailleurs, le terme de cette dialectique incessante n'est autre que l'exclusion, nouvelle souffrance sociale, qui regroupe la misère matérielle, la maladie, la vieillesse désemparée dans la solitude et, très logiquement, la destruction de l'image de soi... Même si le fétichisme des objets et des idoles de masse, lié à la profusion des images produites par « le bluff technologique » et l'idéologie publicitaire, comme l'émergence d'identités politiques nouvelles

(notamment autour de la « construction européenne ») peuvent servir d'éléments de substitution compensatoire, la crise d'identité des individus et des territoires est bien effective. La notion d'exclusion (avec ses côtés moralement insoutenables) met en évidence les bienfaits corrélés de son contraire, l'intégration. La boucle est ainsi achevée sans que l'on sache encore si le modèle intégrateur, seul dispensateur du salut, est en situation de défense idéologique, d'impuissance réelle, ou... en train de renvoyer l'homme à ses anciennes solitudes barbares.

Si ce dernier diagnostic pessimiste s'avérait pertinent, il n'est pas certain que les remèdes soient à portée de main des sciences sociales auxquelles on demanderait alors de reconstruire des identités inédites et de jouer à une alchimie d'un nouveau genre, consistant à manipuler des « espaces culturels ». Qu'est-ce à dire ?

Que la destruction des cultures anciennes, largement amplifiée par un État-nation lui-même à bout de souffle, jointe à la parcellisation et à la multiplication d'identités d'emprunt, façonne une identité sociale et politique alimentée par la fiction mentale, avant de l'être par toutes les virtualités, ce qui, somme toute, est voisin. Fiction d'un avenir salarié et statutaire que la société ne peut plus construire, fiction d'un intérêt général de plus en plus malmené par des corporatismes publics aux abois, fiction d'un discours politique condamné au mensonge par impératif consensuel ou tactique de reproduction « politicienne ».

Ces fictions semblent très largement partagées, restent globalement satisfaisantes et sont largement entretenues par tous les « entrepreneurs » et fonctionnaires qui vivent de la politique sur les budgets de la Nation. Elles correspondent certes aux critères généraux d'une société démocratique, mais n'échappent pas aux destins de toute fiction usée jusqu'à la corde. Elles ne débouchent guère que sur l'absurdité... Reste à savoir si cette dernière peut être durablement gérée par des États démocratiques. Sans doute tant qu'elle est supportable...

Les identités de terroirs, mais aussi de familles, de localités, de corps, de communautés, et, pourquoi pas, d'entreprises, laminées par la société globale, ont pu trouver des palliatifs au travers de certaines formes de regroupements culturels et affectifs qui restent marqués par la fiction dominante. N'est ce pas un des traits du folklore, de certaines pratiques sociales ou religieuses, ou de nombreux regroupements associatifs, que de cultiver des « différences » factices en permanence, et partant, de fabriquer [p. 19] des identités inévitablement volatiles ? Et la culture dominante (intégratrice) s'empresse de disqualifier ces tentatives en en faisant des « refuges », alors qu'elles sont aussi bien des efforts de reconstruction de la personnalité. Ainsi, seules les identités attribuées par le système global prennent une signification, les autres se trouvant rejetées dans la sphère du privé. Ainsi, la destruction des identités originelles (ou imposées par la naissance et par le lieu) prend peut-être un caractère irréversible, puisque les tentatives de reconstruction n'échappent pas à la fiction. Le citoyen de cette fin de siècle se trouve donc face à deux situations : soit il fait figure de nanti, parce qu'il

est parfaitement intégré (même si son intégration est fictive et, aujourd'hui, menacée) ; soit il porte sa souffrance en revendiquant une autre réalité, qui est douloureuse dès qu'elle échappe au système, à ses canons et à ses modes identitaires de légitimation.

Dans les deux cas, l'homme moderne est issu d'un fractionnement sans précédent de sa personnalité. Si l'on suit Eugen Weber, la citoyenneté républicaine s'est construite de façon schizophrénique par fractionnements successifs. Jeannot, Lucas, Jacquou et tant d'autres, laboureurs du Quercy, du Perche, du Creusois..., ont d'abord été transformés en écoliers de leur village, puis en conscrits, en bidasses, en chair à canon dans les tranchées de 14-18 et, pour continuer plus près de nous, en allocataires divers (de la Mutualité agricole à la Commission européenne), tout en demeurant d'indécrottables contribuables. Ce sont d'ailleurs ces deux dernières « qualités » qui fourniront l'essentiel de leur identité administrative concrète pendant la plus grande partie de leur existence...

Ces nouvelles appartenances, qui coïncident aujourd'hui avec tous les supports des identités collectives réservées aux usagers de la normalité, sont émiettées, spécialisées, mais aussi destructrices d'identités plus originelles. L'horizon sensible, et borné par les limites du champ ou du village, s'est élargi aux lignes lointaines – désormais abstraites – dessinées par des identités catégorielles dont le système central et unificateur a le monopole de la définition. La substance même des identités et des différenciations qui tenaient à l'appartenance locale s'en est trouvée bouleversée. [p. 20] Reste à savoir si l'on peut envisager encore le maintien d'une identité locale, tant son principe est mis à mal aujourd'hui par tous les « labels » déposés sur les lieux et les personnes comme autant de chaînes nouvelles...

Remonter la chaîne identitaire depuis le local

[Retour au sommaire](#)

Le parti pris de cet ouvrage est justement de s'en tenir à l'observation d'un territoire géographiquement limité : les landes de Gascogne, et plus particulièrement, leur littoral septentrional, appelé Pays de Born afin d'étudier l'évolution dans le temps de ses formes identitaires. Par quels enchaînements un groupe social spécifique et singulier (reconnu comme tel à l'image des habitants de la toute la France rurale au XIX^e siècle) est-il devenu un groupe intégré, fondu dans la masse, tandis que toute référence géographique, comme ciment des solidarités, des cultures et d'une substance personnelle et identitaire, s'est trouvée pulvérisée ? La méthode employée, compte tenu de cette problématique « girondiniste » de géographie et de science politique culturaliste, est

inévitablement explicative et « compréhensive », au détriment de l'exhaustivité. En soi, aucun choix n'est jamais innocent.

La délimitation d'un terrain géographiquement précis, mais à une période cruciale de son histoire, permet d'appliquer un semblant de méthode expérimentale à la science politique, au prix cependant de transpositions inévitables. La méthode employée est totalement inversée par rapport aux canons d'une recherche intégrée dont le résultat escompté serait d'aboutir à des règles générales et à la confirmation des consensus existants. Ici, c'est exactement l'inverse qui sera mis en avant, puisqu'on s'attachera plutôt à démentir ou à infirmer toute idée générale (ou communément reçue) par sa confrontation au réel localisé. Nous suivons en cela Raymond Boudon qui nous prodigue ce conseil : « Il n'existe de théories scientifiques du changement social que partielles et locales »¹. Cette « rationalité inversée » peut-elle devenir autre chose qu'un exercice de style aux contours monographiques ? La réponse est bien sûr incertaine.

[p. 21]

Si, comme nous le pensons – et, pour une part, l'expérimentons, puisque l'observation de certains sujets s'échelonne sur vingt ans –, le pouvoir intégrateur de l'État a procédé par fractionnement des réalités primitives avec la possibilité inouïe d'accélérer ainsi les capacités de changement et d'adaptation des individus, il n'est parvenu à ses fins qu'au prix de la mise en œuvre, avec ses appareils et ses fonctionnaires, de certains dispositifs de pouvoir. Lesquels ?

D'abord, à partir d'une requalification permanente de l'horizon mental des individus et des groupes sociaux, il a mis en place des moyens culturels en grande partie préfabriqués, dont le droit public contemporain offre une des meilleures illustrations².

Ensuite, il a déployé un travestissement idéologique non moins continu, dont on peut résumer le processus. Si le système de la société verticale s'est partagé les oripeaux d'une humanité autrefois reliée par ses lieux, ses tribus, ses langues, et ses croyances, il a forcément été créateur d'idéologies délocalisatrices, ou de mensonges par omission, qui ne se terminent pas nécessairement par des « ismes » et qui n'ont même plus besoin de puiser dans une utopie collective les ressources d'une attraction mobilisatrice. Procédant par reconstruction culturelle, par identification statutaire et par conditionnement, cette « idéologie du pouvoir » est omniprésente dans l'histoire de la destruction des terroirs. Sorte de trou noir dans le cosmos des systèmes d'adhésion, sa force est d'être peu identifiable : serait-ce la véritable étoile du pouvoir, aux apogées masquées et aux attractions indolores ?

¹ R. Boudon, *La Place du désordre*, Paris, PUF, col. « Quadrige ».

² La science politique « frondeuse » doit beaucoup à cet édifice aux perfections formelles qui lui donne l'occasion permanente de dénoncer ses contradictions et ses faux-semblants.

Entreprendre de la circonscrire ne permet pas d'échapper à la malédiction de toute construction intellectuelle sur le pouvoir : nous sommes en présence d'un objet insaisissable, secret, filandreux, qui avance masqué, par définition, et fuit les atteintes de l'esprit. Il n'est déjà plus là quand on pense le cerner, et si jamais il se laisse enfermer dans une appréciation exacte, il faut, pour le prendre et le conserver, fabriquer encore quelques faussetés...

Ce qui est peut-être nouveau – moderne –, c'est l'emballlement de la logique de fractionnement et de soumission plurielle des personnes et des territoires. Cette logique est plus que jamais fondée sur un symbolisme particulier, celui du pouvoir étatique producteur de sens, de normes, de lignes, de zones, de textes d'assignation et d'identification. Le symbole est, étymologiquement parlant, un objet fractionné, dont la part de rêve qu'il est censé déclencher remplace une réalité manquante. Quelle réalité représente tel territoire ? La réponse est d'autant plus difficile que l'on se trouve en présence d'un mille-feuille identitaire, d'une « carte » composée des décalques successifs déposés par le temps du pouvoir d'État. Les enchaînements entre les formes symboliques identitaires se sont renforcés à travers les époques, même si certains sont radicalement inédits, l'expérience historique n'étant plus d'un grand secours pour effectuer un travail de déconstruction. Il est donc difficile de ne pas se tromper d'étape lorsque l'on veut remonter la chaîne des identités politiques depuis le local, et de bien mesurer la durée d'un système identitaire. L'actuel, construit dans les années soixante, persiste toujours, au-delà de ses crises de fonctionnement et de sa croissance exponentielle.

En dépit de craquements manifestes, rien n'indique en effet que le « modèle orthodoxe »¹ dérivé d'un gouvernement d'opinion hypermédiatisé, ne continue pas sa progression irrésistible. Ne doivent pas faire illusion les réductions du budget de l'État, incapable de réguler son expansion financière (même sous un régime libéral, la croissance des dépenses publiques est permanente !). L'augmentation est moins forte, mais elle existe toujours. L'emprise des finances publiques et des flux de redistribution est tellement installée, que même une diminution relative de la pente ascendante provoque des tensions permanentes rééquilibrées de surcroît par l'alternance politique. Ainsi, selon Pierre Lemeux, « le Léviathan ira chercher chez les contribuables le maximum qu'il peut en tirer sans risquer de tuer la poule aux œufs d'or. On peut penser qu'une régulation (ou une limite) réside dans les capacités contributives des agents économiques. Ce serait supposer qu'une "raison" ultime encadre la croissance des systèmes publics ». Cette supposition serait fort optimiste si l'on s'en tient aux conclusions de James Buchanan et Jeffrey Brennan dans *The Power to tax*², qui constatent que l'État se comporte surtout comme un acteur cherchant avant toute chose à

¹ Pierre Lemeux, « L'Économie de la Résistance », *Le Figaro*, pages économiques, 30 janvier 1997.

² James Buchanan et Jeffrey Brennan, *The Power to tax. Analytical Foundations for a fiscal Constitution*, Cambridge, Cambridge University Press, 1980.

maximiser ses revenus. Dans ces conditions, il ne [p. 23] faut rien espérer d'un règlement économique et objectif du système. Il reste à chercher les véritables explications dans un pur rapport de forces et à accepter cette formidable perversion comme une simple manifestation politique. La question de l'étape du processus (s'agit-il de l'accentuation ou de la modération du principe de croissance de l'État) perd alors de son acuité. Ce qui importe, c'est avant tout de comprendre, à partir de réalités simples et quotidiennes, ce processus subtil de consolidation de la chose publique, grâce aux moyens inédits dont l'État se sert, et ce qui reste quand il a fait son œuvre.

Ce choix dissimule mal une suspicion critique devant toute tentative de dresser un état des lieux sincère et véritable de la moindre réalité sociale ou politique. Obligation méthodique puisque l'un des aspects de notre analyse est justement de confronter le tableau de notre sujet, à différentes époques, au crible de la critique. Ce sera chose facile, tant le terroir des landes de Gascogne a suscité de déformations et de méprises – pas toujours innocentes – avant qu'il soit rattrapé par l'histoire moderne, à l'instar de tous les autres terroirs français¹. Ensuite, un « tableau », quels que soient ses mérites, demeure avant tout une image, et notre objet est de traquer des images successives, non pas pour leurs imperfections formelles, mais en tant que mode de consolidation d'une action politique, et par suite, d'un rapport de forces. Ce lien à approfondir entre l'image d'une réalité sociale et son utilisation fait pleinement partie de notre objectif de recherche. C'est d'ailleurs l'une des méthodes pour débusquer l'idéologie où qu'elle se trouve, et pourquoi pas dans sa commune de naissance... Le « local », le « délimité » n'ont rien d'infamant dans la gamme des objets scientifiques. Toute monographie approche la réalité. Faire coïncider les frontières d'un sujet avec celles d'un cadre géographique procède au moins de l'humble respect des données naturelles : la différenciation des lieux et des paysages.

Dans ces conditions, la délimitation précise, physique même, de l'objet compte moins que les focalisations successives, pourvu qu'elles fassent apparaître des hommes.

Des landes imaginées et imaginaires

[Retour au sommaire](#)

Que représentent alors les « landes de Gascogne » ? D'un point de vue géographique, il s'agit d'un vaste territoire. Il est juste de le faire remonter au nord jusqu'à la pointe de Grave, en y incluant les landes médocaines, de le retrouver à l'est en bordure des campagnes de Bazas et de Casteljaloux, de le voir tangenter les portes de Bordeaux, et de le maintenir sur la rive droite de l'Adour,

¹ Eugen Weber, *op. cit.*

jusqu'à son débouché maritime, face à Bayonne. Il s'agirait là du « vrai » « département des Landes », dont l'évidence naturelle s'est imposée un moment à certains députés de 1789, mais que des densités « sibériennes », mise à part l'enclave du Bassin d'Arcachon, rendait impropre à un destin institutionnalisé. On eût fusionné, dans ce cas, « landes de Bordeaux », et « landes de Gascogne », ce qui est conforme aux délimitations linguistiques puisque le Médoc est de parler gascon.

Cette définition par la langue et par le « vide », désormais peuplé d'arbres et de champs de maïs (parfois transgénique !), serait une sorte de « degré zéro » de l'identification. Issu de perceptions élémentaires, « l'objet landais » est paradoxalement difficile à construire par l'histoire, tout en étant d'une homogénéité que l'on rencontre rarement avec un tel point de perfection dans d'autres terroirs de France.

Si les landes sont « gasconnes » – ou l'étaient – par leur dialecte, s'intégrant ainsi dans un ensemble plus vaste, il faut remonter loin, jusqu'aux temps « obscurs » des V^e-X^e siècles pour leur reconstituer une histoire collective. Malheureusement, il ne reste de ce royaume de Gascogne qu'une généalogie incertaine qui fait succéder ces « Loup » ou ces « Sanche », batailleurs et altiers, qui laissèrent les Mérovingiens au nord de la Garonne. À partir du XI^e siècle, passé l'épisode brillant de l'éphémère royaume d'Aquitaine et de ses Guillaume, poètes et troubadours, l'identité politique gasconne n'a cessé de se morceler entre des appartenances et des influences diverses.

L'anglaise, d'abord. Elle concerne toute la zone, en théorie mais aussi dans la durée, puisque la souveraineté des Plantagenets est parfaitement médiatisée par le réseau seigneurial. Selon des préférences qu'il faudrait évaluer à l'échelon de [p. 25] chaque famille, les seigneurs locaux choisissent l'un ou l'autre camp, entraînant dans leur suite une portion infime de la population, celle des hommes d'armes recrutés saisonnièrement et des officiers seigneuriaux. Plus que par ses rares toponymes (Soustons, Hastings), ses non moins épisodiques héritages génétiques, qui peuvent faire des Landais aux yeux bleus rencontrés dans certaines familles, la souveraineté britannique a su concilier le contrôle politique du pays « par le haut » et le respect systématique des droits collectifs. Jusqu'au XIV^e siècle, les confins occidentaux du Duché de Guyenne, du Médoc jusqu'au Pays de Born, sont sous la mouvance seigneuriale de familles issues de Bordeaux et de l'Entre-deux Mers : Fronsac, Soler, Pommiers, Montferrand, sont des noms de fidèles du Roi-Duc ; elles sont aussi présentes au Nord et au Sud du bassin d'Arcachon, de part et d'autre du caplat de Buch, qui s'est toujours distingué par une fidélité sans faille à l'égard du souverain britannique.

Ce réseau fournit des contributions militaires (les occasions sont nombreuses), à charge d'entretenir de rares places fortes et leur garnison (Biscarrosse en est une). Les fonctions au sein du gouvernement du Duché se partagent à Bordeaux. Mais les communautés d'habitants n'ont pas à craindre de manifestations directes excessives : les droits collectifs (franchises, queste) sont généralement confirmés,

étant souvent utilisés comme moyen de pression politique vis-à-vis du seigneur local. Par mimétisme, mais aussi par génie politique, les Plantagenets souffleront sur ces territoires l'esprit du *self-government* autant que celui de l'*open-field*.

Plus au sud, l'attraction du monarque anglais devient moins nette. La vicomté de Tartas étend son emprise sur le littoral de Lit-et-Mixe, et les vicomtes de Tartas sont du parti français. L'écheveau du réseau anglais perd de son importance et l'attraction bordelaise s'atténue au profit des grands féodaux pyrénéens (Foix, Béarn, Navarre), par l'intermédiaire de familles à implantation chalossaise ou dacquoise. Les mouvances, réparties à peu près équitablement entre Bordeaux et le Bassin de l'Adour, créent une différenciation surtout administrative sur cet espace homogène, que l'organisation ecclésiastique confortera à la fin du Moyen-[p. 26] Âge. De Soulac jusqu'à Mimizan, les paroisses sont rattachées au diocèse de Bordeaux ; toutes les autres, jusqu'aux portes de Bayonne, à celui de Dax. Ceci suffit-il à expliquer une différenciation par « pays », plus complexe en soi que la ligne de partage ainsi identifiée qui semble se surajouter à une mosaïque faite du Médoc, du Pays de Buch, du Marensin, des landes bazadaises, qui encerclent le plus gros de la superficie qui a toujours eu de la peine à trouver un nom ? Plus de la moitié du territoire « landais » deviendra provisoirement « l'Albret », puis sera dénommé plus tard « grandes landes » et « petites landes ».

On n'est guère renseigné, lorsqu'elles existent, sur l'origine de ces identités toponymiques qui peuvent paraître saugrenues ou destinées aux seuls initiés, quand le même habitat, le même rapport à l'espace, le même mode millénaire de subsistance agropastoral, et, désormais, les mêmes semis de pins, les concernent tous.

Il faut tout le talent d'un Julien Gracq pour faire coïncider avec ces démarcations des sensations fortes :

« Dès qu'on aborde le pays de Born, la forêt perd de sa régularité, de sa rigidité distante... La grande armée desserre ses rangs et laisse du jeu à son ordonnance sévère, comme une légion nordique qui vient fourrager dans un pays de vignes »¹...

Soit, mais est-ce l'identité géographique (le pays de Born) qui structure la description, ou celle-ci est-elle déduite de sa particularité évidente ?

Si l'on s'en tient aux hypothèses historiques, le terme de « Buch » serait dérivé de celui de « Boïens », du nom d'une peuplade barbare et germanique mentionnée par Ausone au IV^e siècle : pays de Buch, pays des Boïens. On ne sera pas plus renseigné lorsqu'on apprendra que, de tradition, les habitants du pays de

¹ Julien Gracq, *Lettrines II*, Paris, José Corti, 1990.

Born, et d'une partie des grandes landes, se distinguaient des autres par leur « *parlaou neugue* », ou « parler noir ». Quant à la dénomination d'Albret, gagnée tardivement et pour peu de temps sur l'immense espace intérieur, elle est le fruit du succès fantastique des modestes seigneurs de Labrit, ancêtres des rois de Navarre et d'Henri IV. Ceux-ci n'ont pas construit leur gloire sur les immensités désertiques du « plateau landais », mais sur des alliances matrimoniales, périphériques et cumulatives. Vu ultérieurement de Paris, ce fief originel et sablonneux sera jugé sans [p. 27] importance, puisqu'il sera cédé par ses prestigieux héritiers à la famille de Bouillon qui ne lui laissera pas son nom. La « grande lande » concentre en son nom commun, les traits les plus accentués de l'évocation géographique :

« Pays le plus déshérité, le moins peuplé, où l'agriculture occupe le moins de place et les parcours à moutons le plus d'étendue »¹.

Ainsi, les landes seront successivement « de Bordeaux », puis « de Gascogne », par une sorte de préterition géographique qui oblige à les rattacher à une évocation extérieure pour pouvoir les situer sur une carte. Mais n'est-ce pas le sort sémantique de tout espace naturel qui s'impose au sens et à l'imagination par ses traits physiques, plus que par le poids de l'histoire ?

Et pourtant, contrairement aux affirmations de Taine en 1840 (« *l'homme n'est pas bien ici, il y meurt ou dégénère...* »), la présence humaine est attestée depuis le néolithique par la découverte récente de pirogues, datées au carbone 14, enfouies dans le sable des plages comprises entre La Teste et Biscarrosse. Le site de Losa, cité celtique engloutie sous le lac de Sanguinet, fut découvert à la fin des années soixante-dix par une équipe d'archéologues plongeurs locaux, et une voie romaine, appelée *camin harriou*, desservait le littoral. Elle est encore perceptible, vue d'avion, sous les eaux sombres du lac de Parentis...

Les hommes, depuis fort longtemps, furent donc présents sur ces « marches » lointaines, mais ce n'est qu'à la fin du XX^e siècle que l'on commença à l'admettre. Ne faut-il pas, pour entrer dans l'histoire, un minimum de densité nécessaire à la prise en compte par les mémoires collectives ? Pendant des siècles, ces populations, mal reliées aux centres de pouvoir politique, éloignées de tout, ont fait plus que survivre libres, mais elles sont restées silencieuses et c'est par les vestiges, plus que par la mémoire, que leur passé commence à être reconstitué. Malheur à l'homme seul...

Pourtant, à y regarder de près, le Landais « immémorial » n'est pas dépourvu d'identités collectives, circonscrites entre le clan familial et le « petit pays », en passant seulement par le quartier (ou hameau) et le village. Mais le choix de

¹ Louis Papy, « L'ancienne vie pastorale dans la grande lande », Bordeaux, Mélanges géographiques, 1949.

l'identifiant ne répond pas à une règle générale. On désigne l'habitant du Marensin, d'abord par son nom de pays (« *Lou Marensin* »), tan-[p. 28] dis que celui du pays de Born le sera d'abord par le nom de son village (« *Lou Biscarrosse*, *Lou Parentis* ») ; et à l'intérieur du village, c'est le nom du quartier qui prévaudra : Dubos ou Lalanne, de tel quartier... ne serait-ce que pour identifier des patronymes qui se répètent souvent ¹. Ceci est la réalité vécue et toujours subsistante dans le réseau des « vieilles » familles encore présentes. Ainsi, l'identité « landaise » est surtout un produit culturel d'importation récente, d'auto-analyse pourrait-on dire. En réalité elle demeure fractionnée, donc symbolique, et à la fois difficile à saisir, et... redoutablement efficace.

Si les référents collectifs ne dépassent guère l'horizon du village, on est obligé de se référer au modèle de « l'archipel » pour rendre compte de cet espace aujourd'hui traversé de différenciations plus précaires que fondamentales : un « océan » sylvestre parsemé de carrés céréaliers, dont les foyers de peuplement s'égrènent pour former une sorte de Micronésie qui fait coexister îlots et archipels, traversés d'influences hégémoniques extérieures. Mais les regroupements internes, les identités réelles, sont surtout le fait de vieilles habitudes de coexistence réglées par des écarts de densité relative...

Il est vrai que les systèmes insulaires ne se prêtent pas aisément aux définitions. Il faut, soit procéder à un inventaire pointilliste, soit se contenter de facteurs très généraux d'environnement, mais qui ne sont guère, pour les sociétés humaines en question, qu'une transcendance naturelle avec laquelle on doit établir des ponts pour vivre... à moins d'être chassé, et cette fois définitivement. La culture d'isolat donne à toute perception de « l'extérieur » la dimension du mystère, du danger, peut-être du sacré...

Comme l'a très bien montré Bernard Traimont ² en étudiant les réseaux de sociabilité de la société landaise, la relation sociale induite par ces peuplements insulaires s'est développée sur un mode quasi-rituel, au point de constituer aujourd'hui le ciment essentiel de la seule identité pertinente pour ceux qui la partagent : une manière de vivre, selon un mode codifié de la relation à autrui, très nettement influencé par un rapport approfondi à l'espace-temps, tant la nature le rend omniprésent. Ainsi le rapport de voisinage détermine des rôles sociaux en fonction de la distance : le premier voisin est associé aux grands événements de l'existence, [p. 29] aux veillées funèbres, à la préparation des banquets de mariage, mais il pourra rester étranger à la vie quotidienne. D'autres cercles obéissent au même principe, tels ceux qui regroupent les classes d'âge, et se sont adaptés aux changements historiques, allant de l'ancien charivari, auquel a succédé, avec l'apogée de la République, la « fête des conscrits », mais qui survit

¹ Consultez aujourd'hui l'annuaire du Minitel, dans n'importe quelle commune landaise, un patronyme local tel que « Belliard » ou « Lacoste » et la machine répondra : « plus de vingt réponses ».

² Bernard Traimont, *La Sociabilité rurale landaise. Histoire et structure*, Paris, Thèse École des Hautes Études en Sciences Sociales, 1993.

de nos jours avec les banquets de classe, soigneusement organisés à chaque anniversaire marqué par un changement de dizaine, pour tous les compatriotes du village ¹. Même les loisirs des réseaux de chasseurs comme celui de la palombière n'échappent pas à un jeu de rôles très organisé qui subordonne subtilement l'usage recherché des installations à la qualité des services rendus.

Derrière ces solitudes et ces solidarités landaises ordinaires, s'est depuis longtemps façonné un mode diplomatique de la perception et de la pratique d'autrui selon lequel l'inconnu inspire tout à la fois terreur et méfiance. « L'Etranger » signifie tout ce qui n'appartient pas à cette visibilité immédiate et préétablie. Il peut lui suffire, seulement, d'appartenir au prochain village, à l'île d'en face. Pour le Landais, comme pour le diplomate d'État, tout ce qui échappe à un jeu de rôles familier est dangereux. Il faudrait, pour être exact, compléter la description de ces modes sociaux extra-familiaux, par ceux, non moins pertinents, que l'on peut découvrir à l'intérieur des groupes familiaux, qui sont, ici comme ailleurs, les véritables lieux d'apprentissage de la vision du monde. Le nœud, le plus souvent confidentiel, des haines et des alliances qui traversent ces microsociétés de villages et de quartier, s'établit souvent au cœur de vieilles histoires de famille, qui traversent les générations, et, toutes classes confondues, créent des combinaisons tenaces de préjugés parfois farouches. Ce sont ces matrices qui forgent d'abord les tempéraments et les idéologies, qui produisent ensuite des actions individuelles ou collectives. Si, comme on peut le penser, la politique commence avec Caïn et Abel, il n'est pas faux d'en chercher la genèse véritable à cet échelon, tout le reste n'étant que transposition ou développement... Et, inévitablement, parce qu'elles sont pauvres en dimensions « collectives », les landes sont surtout riches [p. 30] d'un point de vue individuel ou familial. Comme l'exprime très bien Françoise Trigeaud ² à propos de l'œuvre de Mauriac :

« L'univers landais est d'abord un espace, construit par des voies qui, dans l'œuvre romanesque, deviennent la projection des élans, des attirances, des répulsions, des itinéraires d'approche ou de fuite qui marquent le monde spirituel du personnage ».

Il est vrai que François Mauriac en fut fasciné et qu'il nous en a révélé les ombres et les lumières, à travers la belle musique de son écriture.

L'écrivain bordelais nous a suggéré, par un prodigieux raccourci poétique, que les landes de Gascogne sont aussi une communion tragique et agissante entre cette nature intacte, souvent révoltée, et des natures humaines complexes et torturées. Quand Thérèse Desqueyroux devient empoisonneuse, le jour précisément de

¹ Et qui représentent pour les rédacteurs locaux du journal *Sud-Ouest* une matière fréquente aidant à remplir les colonnes locales.

² Françoise Trigeaud, « Itinéraires de François Mauriac en Gironde », *Les Cahiers du Bazadais*, mai 1974.

« l'incendie » de la lande, quand c'est cette circonstance qui la fait passer mystérieusement de soignante à meurtrière, c'est ici que s'épuisent les déterminismes psychologiques et sociaux. Sans être expliqué, l'envahissement de l'âme par le paysage devient une cause, une « nécessité » au sens de Schopenhauer. Les flammes qui n'épargnent pas l'innocence des arbres inversent de même la vertu quelque peu languissante de Thérèse en capacité de détruire, sans qu'elle s'en aperçoive, sans la rendre coupable... Cette conjonction, appuyée par l'auteur, constitue bien la synthèse des deux pôles de la réalité landaise.

D'abord celui des hommes et de leurs passions, saisis avant toute chose chez Mauriac dans le rapport familial, qui le plus souvent les enchaîne, les protège, et les rancit parfois. Orbite étroite, largement autosatisfaite, landaise enfin, en ce qu'elle se surprend toujours de ses propres singularités (illusoires) et finit par s'en régaler, puisque l'au-delà, l'outre-pins, social ou géographique, est inatteignable et inquiétant.

Ensuite, celui des transcendances naturelles qu'impose aux sens et à l'esprit un ciel plus étendu, puisque baignant une terre sans relief, auquel répond la cohorte sans fin des arbres à la conquête des sables. Nature forte et sans société, qui ne s'apprivoise que par les sens, aiguillonnés par les contrastes de son climat, la variété des odeurs, et peut-être aussi, par une métaphysique préchrétienne d'avant l'Incarnation. La poésie, [p. 31] cette enfance princière de la raison, serait-elle seule en mesure de rendre compte de cette seconde communication, laissant aux sciences humaines le soin d'appréhender la première ?

Ce n'est pas ce qui se passe : il existe un objet rationnel landais qui se rapporte seulement à la nature des lieux – c'est sa définition géographique – et nous avons vu que c'était la seule qui était réellement significative, mais elle laisse les hommes à sa marge. À l'inverse, rendre compte des hommes, avec leurs regroupements, leurs sociétés, immergés dans cet océan selon des hasards obscurs et multiples, se heurte aux objections de la méthode dans la mesure où la plupart des systèmes d'analyse y seraient artificiellement projetés. La réalité des Landes, autre que poétique, est insaisissable, parce qu'elle n'est pas incarnée, parce que la terre ferme des institutions et des densités sociales y est intermittente, et que les pas s'arrêtent trop vite sur des rivages. Ceci constitue à la fois leur malédiction et leur chance.

« *L'homme n'est pas bien ici, il y meurt ou dégénère* » ¹... Lorsqu'ils traversent les landes, c'est ce même regard d'effroi qu'expriment les voyageurs partis en reconnaissance, tous apitoyés et déconcertés, au siècle de la machine à vapeur, par la survivance d'une société primitive aux confins de la France.

En ce milieu du XIX^e siècle, les landes de Gascogne semblent figées, à l'image des eaux stagnantes qui les recouvrent six mois sur douze, sur un modèle d'organisation plusieurs fois millénaire, remarquablement stable et singulièrement

¹ Taine à propos des Landes en 1840, in « Voyage aux Pyrénées ».

original pour sa capacité de résistance aux modèles dominants que la « France des Lumières » emporte comme des bagages sur les chemins de l'histoire moderne.

Ainsi, toute une génération d'observateurs, qui dure un siècle (1750-1850), émet ce jugement brutal. Elle est pourtant prédisposée par la mode naturaliste à s'émerveiller devant tout ce qui porte pagnes ou plumes, avide d'exotisme, curieuse des « bons sauvages » et encore peu initiée aux délices de l'enquête sociologique. Pourtant, la litanie est constante chez tous ceux qui écrivent, tous gens d'ailleurs, tous libéraux au grand cœur, pour s'épancher sur l'affligeant spectacle des landes du début du XIX^e siècle.

Que découvrent-ils donc ? Une population misérable, arriérée, rongée par la pellagre et le paludisme, « *un état de choses qui fait [p. 32] tache sur la civilisation* »¹. La singularité de ces « sauvages » d'avant la rencontre civilisatrice alimentera encore bien des débats sur la manière dont ils broyaient le millet, dont ils réglaient leurs épousailles, ou occupaient d'airs de flûtiaux leurs longues heures de compagnonnage moutonnier. Ces recherches et ces remises en place permettent sans doute de restaurer leur dignité et leur génie propre. Elles ne parviennent pas pour autant à expliquer pourquoi ce territoire rigoureusement plat et homogène ait été aussi celui qui fut touché le plus tardivement par le « progrès ». Au point d'organiser son « rattrapage » en quelque cinquante ans avec une facilité somme toute exemplaire.

Car voilà qu'écrivains, ingénieurs, agronomes, investisseurs, pendant la première moitié du XIX^e siècle, s'émeuvent, s'intéressent, et « inventent » le paysage des landes d'aujourd'hui. La mode landaise parviendra même jusqu'à Napoléon III qui fera voter le 25 mai 1857 par le Corps législatif une « loi relative à l'assainissement et à la mise en culture des landes de Gascogne ». La France du Second Empire, en pleine ère industrielle, semble découvrir avec émoi, que 600 000 hectares sur son propre sol ne sont pas « mis en culture ». Un peu, comme si aujourd'hui, on s'apercevait que deux départements français étaient dépourvus d'électricité, de moteurs à explosion, ou de télévision !

En 1864, une brochure officielle sur le département des Landes, malgré les transformations en cours, reste inspirée par la même commisération :

« On a regretté jusqu'ici qu'Henri IV n'ait pu accueillir, dans leur émigration, les Sarrasins d'Espagne, ces Maures poètes, guerriers et industriels, expulsés définitivement de la péninsule ibérique en 1609, et qui offraient de venir peupler nos déserts (...). Mais désormais le pauvre pays des Landes cessera de se voir isolé du grand centre d'activité qui fait circuler partout ailleurs le mouvement et la vie et, grâce aux importantes voies de

¹ Rapport préliminaire de la loi de 1857 relative à l'assainissement des landes de Gascogne.

communication dont il est déjà doté, à celles qui s'exécutent (...), il jouira de tous les avantages dont il pourra être susceptible¹. »

Quelle chance, dirions-nous peut-être, nous représentant à l'inverse une sorte d'Éden préservé du progrès technique, pris par le fantasme répandu de l'éternel retour aux sources, tandis qu'un reportage télévisé nous montrerait des hommes et des femmes en contact avec la nature sauvage...

[p. 33]

La frange littorale sur laquelle porteront nos observations s'inscrit parfaitement dans cet arrière-plan dont, avec d'autres, nous dévoilerons la mythologie. Située aux confins du glacis formés de sables et de marécages, réputés impénétrables, la frange côtière est pourtant relativement habitée. Les communes du « pays de Born » regroupent entre 600 et 1 000 habitants, dont la pauvreté est moins frappante pour les voyageurs qu'à l'intérieur des terres. Une « civilisation » insolite assure aux descendants des antiques Boïens la tranquillité collective que leurs ancêtres barbares, chassés de partout en Europe, finiront par trouver en bordure de l'Océan. Par la suite, aucune peuplade concurrente, ni aucun prince n'ont vraiment cherché à faire œuvre de conquête, faute de richesses à convoiter, faute d'intérêts réels. Il n'y a eu d'influences, successivement du Romain, du Basque, de l'Arabe, de l'Anglais, et plus récemment, du Français, pour ne citer que les plus durables... Ces conditions de saisie des facteurs humains, même si elles sont renouvelées par le livre récent d'un Landais de souche², créent le véritable paradoxe de l'objet landais, qui est de reposer sur des mythes et d'entrechoquer les espaces, les projets et les vides.

La réalité – au moins culturelle et historique – des landes a été en permanence formulée par des observateurs extérieurs qui n'ont pu échapper aux impasses relevées plus haut. L'approche par l'identité géographique a imposé les landes comme « désert », et comme un désert est le contraire de la civilisation, ceux qui le peuplent sont inévitablement des « barbares »³. Jacques Sargos a parfaitement démonté ce décalage initial, lors de « l'invention » des landes à la fin du XVIII^e siècle. La question qui nous préoccupera au cours de nos développements ultérieurs sera celle de sa permanence, même atténuée, dans la période contemporaine, au travers des plans bâtis sur les landes par les administrations parisiennes. Plan d'Aménagement des landes de Gascogne dans les années soixante, Plan d'Aménagement de la Côte Aquitaine dans les années soixante-dix, loi sur le littoral et Plan « Natura 2000 » venant de Bruxelles aujourd'hui. Peut-être découvrirons-nous, à l'examen, cette tendance lourde à toujours se heurter à une réalité landaise insaisissable, donc mal conçue et inadaptée à une

¹ F. J. Burdeau, « Département des Landes », 1864, *reprint* Lacour/Rediviva, Paris, 1994.

² Jacques Sargos, Histoire de la Forêt Landaise. Du désert à l'âge d'or, Bordeaux, Bordeaux, L'Horizon chimérique, 1997.

³ Au sens romain, c'est-à-dire qui ne sont pas intégrés dans le modèle dominant.

transposition politique fidèle. Raisonner sur les landes conduit de manière presque axio-[p. 34] matique à déformer ou exclure ses habitants. Raisonner sur les Landais, c'est peut-être bien s'intéresser à toute autre chose que les landes : tout simplement à des familles, à des clans, à des réseaux d'appartenance informels, dont les modes d'organisation sont seulement influencés par un environnement qui constitue en lui-même une singularité dans l'Europe occidentale. Ces Landais là, et c'est la difficulté, sont structurellement paisibles : ils se laissent observer, mais échappent aux définitions exactes et répugnent à se laisser enfermer dans tout système autre que l'équation précise qui les relie individuellement à leur environnement. Leur histoire intimiste existe et reste à l'intérieur du cercle de destins individuels et familiaux. Tout au plus peut-on les décrire à gros traits, par impressionnisme, comme peut le faire Jean-François Ratonnat¹ dans un livre de présentation des Landes à l'usage du grand public :

« Au sud domine l'esprit béarnais, vif et enjoué, au Centre est le vrai sang landais, conservant religieusement les coutumes de ses ancêtres, alors que vers le nord se rencontre déjà le type bordelais. Cependant, le point commun à tous est une robuste constitution, une nature active, même si la taille est au-dessous de la moyenne, et une réelle ardeur auprès des femmes (sic !). »

Baignées par ces transcendances naturelles fortes, perçues et distillées à travers des clichés selon le hasard des cultures et des mémoires familiales, elles manquent à se fondre dans une histoire collective dont la substance leur est inéluctablement extérieure. La définition géographique, celle du désert, même rempli d'arbres, crée des similitudes d'existence ; elle ne forge pas une identité collective. Il ne faut pas chercher dans une « âme » landaise un substitut satisfaisant, sinon comme une fabrication, là encore extérieure, à l'usage des guides touristiques, destinée à traduire les fascinations d'une nature particulière et d'un folklore encore riche.

L'habitant des Landes, dont l'identité collective lui est « soufflée » par ceux qui l'observent, ou empruntée au milieu qui l'entoure, à travers la figure folklorique du berger ou du forestier, se trouve ainsi assigné dans des rôles. Et c'est là sa malédiction.

Sa chance, c'est de construire sa propre réalité dans le rapport subjectif qu'il entretient avec ces horizons à la fois infinis et [p. 35] limités, et comme le castillan ou l'aragonais des déserts, en nourrir un individualisme et une fierté impartageables, éperons libertaires opposés à toutes les définitions et à toutes les intégrations.

¹ Jean François Ratonnat, *La Vie d'autrefois dans les Landes*. Bordeaux. Éditions Sud-Ouest, 1994.

Ce jeu de cache-cache permanent, nous le retrouverons dans la confrontation des landes avec le pouvoir d'État qui cherchera longtemps la faille par où instiller l'organisation collective et ses servitudes. Ceci rend toute politique landaise problématique, puisqu'il faut d'abord modifier le paysage, influencer sur le rapport qu'entretiennent les habitants avec lui, pour espérer les faire rentrer dans de nouveaux desseins. Mais comme le territoire est vaste, le passage par les habitants est la nécessité de tout succès durable. La tactique de « l'enclavement », de type nord-américain, plus immédiate, mais qui crée simultanément des « réserves » pour ses Indiens, a pu être appliquée avec des succès aussi brillants qu'éphémères. Une commune comme Biscarrosse, en plein XX^e siècle, a dû son développement successivement au choix de ses sites vierges par les ateliers Latécoère, puis par le ministère de la Défense pour lancer des missiles. Dans les deux cas, dix ans d'essor et dix de déclin, puis le soufflé est retombé ; et les pins ont repoussé sur la démolition des œuvres d'hommes « venus d'ailleurs ». Nous évoquerons bien d'autres exemples dont les habitants sauront tirer les avantages matériels provisoires tout en y gagnant une incontestable intelligence politique dans leurs rapports avec tout système d'implantation extérieure avec lesquels ils ont cultivé au mieux l'art du « donnant-donnant ». Ils ont généralement gardé pour leur for intérieur cette botte stratégique – qui est aussi une jouissance – qui consiste à savoir que l'on sera toujours là quand les autres seront partis...

À l'ère de l'intégration par le « statut » et de la dépendance financière, ce discours s'épuise. Mais il en reste ce « quant à soi » qui maintient la distance avec tout pouvoir extérieur, qui ressemble bien à l'expression de cette « fierté », à la fois dérisoire et hautaine, déjà « quijotesque » et certainement gasconne, qui repose essentiellement sur l'illusion que l'on se sait capable d'entretenir. Pouvoir de pauvre sans doute, mais pouvoir suffisant pour conduire des actions diplomatiques à effet momentané tant que les systèmes d'encerclement n'ont pas créé leurs ravages.

Ainsi, la définition des « Landais » par les « Landes » est définitivement piégée ; la réalité des uns est intimiste, celle de l'autre [p. 36] est uniforme et paysagère. Ici, comme ailleurs, se vérifie le constat d'André Siegfried ¹ :

« Partout j'ai rencontré des hommes, nulle part, j'ai rencontré un peuple ».

La limite est ainsi tracée, plus généralement, à toute recherche en sciences humaines, entre deux objets effectivement insaisissables : l'homme et son mystère, d'un côté, le pouvoir et ses masques de l'autre. Aussi est-il plus humble,

¹ André Siegfried, *Tableau politique de la France de l'Ouest*, 1913, Paris, Imprimerie nationale, reprint., 1995.

et plus véridique en même temps, de s'intéresser aux interactions entre ces deux « continents » de la pensée.

Des identités aux systèmes : quatre étapes dans la construction territoriale

[Retour au sommaire](#)

Et cette relation est vive, omniprésente, fondamentale, même si elle n'épuise pas le problème de la définition des bornes. C'est dans la confrontation, qui peut être pacifique, entre deux « inconnus », l'homme et les pouvoirs (et tous les pouvoirs), que se construit le monde visible, concret, intelligible : il est fait d'appartenances, de nécessités, de systèmes, de structures ; mais comme ce qui précède ne saurait concerner tout l'homme, le renfort de l'esprit et du sentiment est la condition même de son adhésion – et voilà l'idéologie. Là où la relation se corse, c'est que cette relation est devenue dialectique et cumulative : l'idéologie secrète la structure, la structure nourrit l'idéologie dans une course folle qui parfois s'interrompt lorsque l'homme, le pauvre homme avec ses intérêts immédiats, rencontre le pouvoir politique, avec ses gourdins et ses mensonges. Il faudrait des typologies multiples, et toujours imparfaites, pour tenter de rendre compte, comme s'y essaie avec raffinement l'analyse systémique, de ces interactions incessantes qui conduisent à l'absurde ou à la violence, émotions elles-mêmes contenues et gérées selon la même logique, par des systèmes et des idéologies.

« L'absurde » – l'incohérent – et la « violence » – l'illégitime révoltant – voilà les deux marques de ces constructions qui ne s'adressent qu'à l'homme émiété, catégoriel, « qualifié », et englobé : car loin d'ordonner, comme le prétend l'idéologie, les hommes et leurs passions vulgaires dans des aspirations qui les [p. 37] dépassent et les élèvent, les systèmes collectifs exacerbent généralement ce qu'il y a de plus vil et de plus étroit dans leur dynamisme individuel : recroquevillement statutaire, chasses gardées, vanités protocolaires... au prix, bien entendu, de tous les reniements, volontaires ou subis. Nous avons rencontré ces contradictions à l'occasion de l'examen d'une administration honorable ¹, mais nous craignons, à la suite de Michel Crozier, qu'aucune institution collective, même sommaire ², n'échappe à ce virus si déterminant dans l'explication de trop de nos malheurs collectifs.

L'incohérence et la violence, qui peut être sournoise, c'est-à-dire juridique, sont les antinomies de la rationalité et du bonheur qui demeurent en démocratie la

¹ *Politiques forestières comparées : l'Administration forestière*, Bordeaux, Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine 1986.

² Telles les associations humanitaires.

justification inscrite sur toutes les cartes de visite des systèmes collectifs : c'est sur ce terrain, c'est-à-dire à leur propre jeu, qu'il faut les dénuder et démasquer les constructions progressives qui partent de réalités sommaires pour fabriquer les bulles idéologiques qui peuplent aujourd'hui les mondes de l'organisation sociale, au point de baliser l'horizon mental de tout un chacun. C'est bien ce que nous avons constaté à propos de la construction de « l'objet landais » : voilà l'objet effectif de notre recherche.

La réponse méthodologique à cette difficulté simplifie les choix. Puisque nous soupçonnons, derrière toute fabrication idéologique, un jeu subtil d'enchaînements, d'interactions, qui modifient la perception des réalités et reconstruit les mondes, nous avons affaire à un processus de nature génétique, dans lequel l'observation d'un segment, d'une chaîne de réactions, est plus significative que celle du corps tout entier. C'est dans la mesure où nous avons perçu – le plus souvent sur le terrain – que ces phénomènes étaient à l'œuvre, que nous avons choisi de les focaliser, à partir d'indices élémentaires, tels que des contradictions évidentes prises dans l'histoire, dans l'ordonnement juridique, dans la création institutionnelle, pour terminer avec l'expression électorale, qui les récapitulent toutes.

Ce jeu inquisiteur qui reste l'aiguillon de toute recherche est sans doute sans fin : il s'applique à de multiples théâtres et nous nous sommes bornés à ceux qui faisaient intervenir le pouvoir d'État ; il puise à toutes les méthodes, mais ne choisit pas ses séquences. Quels ont donc été les critères de délimitation de notre attention déconstructrice ?

[p. 38]

D'abord : l'étonnement et la surprise devant l'extraordinaire efficacité, dans le cas des landes de Gascogne, d'une « rencontre » transformatrice, que nous nous efforcerons de caractériser, entre des systèmes locaux stabilisés depuis des siècles, et des perceptions extérieures largement oniriques, qui, malgré tout, réussiront à transformer un paysage, une économie, et un mode d'exploitation... en moins de cinquante ans. Dans cette « révolution » que l'on s'apprête trop vite à attribuer à la technique, nous constaterons que celle-ci ne joue qu'un rôle secondaire dans l'efficacité du processus, mais qu'elle est utilisée, à tout moment, y compris dans l'histoire, comme argument justificateur, comme arme idéologique. Si la technique n'est pas déterminante, si elle n'est au mieux qu'une variable d'environnement mental, même puissante, c'est que d'autres forces sont à l'œuvre.

Ce sont celles-là que nous efforcerons de mettre en évidence, en identifiant les objets qui permettent de les mettre en mouvement. L'échelle du « petit pays », le Pays de Born en l'occurrence, a été délibérément choisie pour observer le segment crucial, entre 1780 et 1860, puisqu'il est aux premières loges des « expériences » fondatrices, celle de la fixation des dunes à la fin du XVIII^e siècle, puis celle de la généralisation d'un droit de propriété exclusif, sur l'initiative de Napoléon III et par la loi de 1857. Ajoutons que nous avons pu

disposer d'un fonds d'archives familiales inédites et que, par héritage matériel autant que culturel, nous sommes aussi immergés dans cette réalité locale de manière quotidienne.

Nous avons largement puisé dans le matériau juridique landais constitué par le régime des droits d'usages, dont les évolutions multiples, puis la survivance jusqu'à des années récentes, ont pu servir de révélateur aux changements de nature économique et politique enregistrés sur la période. Sans réduire la portée de phénomènes physiques, tels que l'avancement des dunes, ou psychologiques, comme la concurrence entre ingénieurs penchés sur le « berceau » des landes, il nous est apparu que le facteur explicatif central de cette « révolution » tranquille résidait surtout dans la jonction administrative et politique de ces territoires atypiques. Cette notion, interactive s'il en est, nous semble la seule en mesure de rendre compte des changements sociaux décisifs par lesquels la transformation effective du paysage des landes a été possible. Les [p. 39] indices essentiels de cette approche ne manquent pas : volontarisme administratif initial s'épuisant – déjà – dans les retards budgétaires, rôle déterminant de l'institution communale, adaptation progressive des hommes, non sans réticences, au moyen de ces multiples marchandages du progrès par lesquels l'intégration dans le système dominant finit par l'emporter. Ces interactions sociales initiales sont fondamentales, correspondent à ce que Bertrand de Jouvenel ¹ considère comme la base du « politique ». Elles créent en effet l'entrepreneur politique avant que n'apparaisse le « rentier politique ». Notre objet d'étude, entre le local et le national, nous permet de les rendre identifiables.

Qui dit jonction suppose l'existence préalable de plusieurs entités ce qui implique qu'elle s'établit sur quelque chose. Or, la vision historique reste inévitablement marquée, en ce qui concerne les Landes, par un certain monolithisme des points de vue. La revendication du succès, du côté de l'État, ou de celui des acteurs locaux, sert de modèle à toute présentation de la transformation ; l'histoire des Landes, comme toute histoire, n'évite pas l'influence de ce balancier qui a trop longtemps penché du côté de l'acteur public. L'histoire de la forêt landaise ² rétablit très judicieusement un nouvel équilibre qui, se nourrissant de faits oubliés, corrige utilement l'histoire officielle. Faits nouveaux contre faits établis : l'histoire reste dans la logique du procès, et un procès n'explique rien. Derrière les histoires, se cache une autre réalité, faite d'interactions parfois identifiables, parfois pertinentes, le plus souvent perdues entre mille. Ce sont elles qui contribuent le plus efficacement à faire l'histoire. C'est bien ce que nous découvrons sur ce littoral privilégié où se nouent, dans un jeu d'apprentissage, de rapports de force, de conflits larvés, des évolutions lentes qui vont aboutir, comme de façon préméditée, au surgissement des landes forestières contemporaines.

¹ Bertrand de Jouvenel, *De la politique pure*, Paris. Le Seuil, collection « Points », 1990.

² *Op. cit.*

L'un des paradoxes de cette transformation, qui est donc sociale et politique avant d'être technique, c'est de s'appliquer, avant et après, à une réalité qui demeure désertique, dont la force d'évocation crée des mirages, comme nous l'avons déjà indiqué. C'est là toute la difficulté que rencontrera notre analyse. Mais c'est peut-être aussi la clé de la réussite de la « jonction ». À y regarder de près, la vision extérieure sur les Landes, en dépit de [p. 40] ses outrances, de ses contradictions épistémologiques, va développer chez les acteurs publics une problématique constante, originale et une nécessité de découvrir, souvent après des tâtonnements, les charnières par lesquelles se construira le « monde nouveau ». Si nous valorisons ainsi cette idéologie déformante, si nous lui trouvons aussi des vertus dynamiques et « créatives » de réel, c'est qu'un autre scénario, réformiste et gestionnaire, n'était pas exclu : celui consistant à « faire avec » le système agropastoral traditionnel, à le perfectionner, à l'arbitrer, et à attendre le XX^e siècle pour éventuellement l'entretenir et le subventionner comme patrimoine ethnologique et socio-économique. Cette hypothèse n'est point saugrenue, puisqu'un scénario comparable prévaut aujourd'hui pour l'agriculture de montagne, avec la bénédiction des instances européennes ¹ sans transformation radicale des traditions séculaires.

Mais parce que les landes de Gascogne étaient trop effroyables et la misère de ses habitants trop affligeante, parce qu'ainsi la déformation de la réalité se nourrissait des ressorts de l'affectivité, il s'est créé une idéologie « moderniste » de rupture, de transformation, qui a conduit les réglages politiques et institutionnels. Nous nous efforcerons de montrer comment ce phénomène de va-et-vient entre l'idéologie et l'action publique confrontée à une « réalité immémoriale », s'est avéré en vérité incompatible avec les projets modernisateurs.

Pour rendre compte de ces interactions, il faut commencer par comprendre le système local, tel qu'il est organisé à la fin du XVIII^e siècle, mesurer son degré d'autonomie et identifier le mode de jonction avec le système extérieur qui prendra toute son importance dans la phase de transformation radicale en 1857 ². Cela revient à étudier, dans une première partie, la territorialisation juridique et technique qui a dû le dépasser et « l'intégrer » en même temps. Cette construction nouvelle de territoire s'est mise en place avant 1789, mais elle s'est poursuivie sous la Révolution et les régimes ultérieurs.

Nous décrirons là la société agropastorale du Pays de Born habituée au régime juridique des « droits d'usages ». Celui-ci nous fera découvrir la réalité « préexistante » de cette contrée, le rôle du pouvoir local, la stabilité du système d'affectation des [p. 41] ressources et une relation au pouvoir central commandée essentiellement par le souci de maintenir un système socio-économique original et remarquablement stable.

¹ Règlement CEE du 12 mars 1985.

² Lors de l'intervention de la loi obligeant les communes landaises à généraliser la plantation de pins maritimes.

C'est au travers d'une menace fondamentale touchant l'ensemble du littoral, constituée par l'avance inexorable des sables, que le protocole de relations avec le pouvoir va évoluer, modifiant sa posture de régulateur en celle d'intervenant direct. Le changement de cette relation politique se trouve à l'origine du véritable bouleversement dont tout va découler à plus long terme : un surinvestissement idéologique à propos des landes de Gascogne, dont les manifestations déclencheront l'intervention administrative et la tentative coloniale. Au terme de cette séquence d'enchaînements, rapportée au seul Pays de Born, rien n'annonça cependant les transformations radicales ultérieures : en 1840, les colons extérieurs repartirent, désappointés. La logique bureaucratique, déjà en cours, retarda quant à elle l'œuvre agronomique technique des ingénieurs de fixation des dunes sur tout le littoral landais. Les deux sphères, locale et centrale, se rapprochèrent à l'occasion de ce processus d'intervention et de territorialisation, puis continuèrent leur chemin. Le système agropastoral en sortit presque renforcé : l'acteur administratif remplaça simplement le seigneur d'Ancien Régime, absent depuis 1750, par l'institution communale naissante qui découvrit alors la « supplique » au préfet, en lieu et place des appels au Parlement de Bordeaux. Mais le mode d'exploitation de l'espace ne changea pas, le paysage global ne pouvant encore devenir forestier...

Cette première étape de la territorialisation « par en haut » a rempli une fonction de familiarisation. Mais elle s'est avérée insuffisante pour aboutir au changement indispensable qui avait besoin d'alliés à l'intérieur du système local lui-même. C'est à ce niveau que s'est opéré un renversement dialectique. La structure à dominante juridique et ses motivations agronomiques d'intervention allaient créer dans l'« archipel » landais les ferments modernisateurs en mettant en œuvre un processus comparable à l'invasion cellulaire, d'origine politique. Une seconde phase de territorialisation politique s'enclencha. Les conseils municipaux issus de la République, qui firent plus ou moins l'apprentissage de la démocratie, découvrirent surtout un nouveau mode de rapport à l'espace : celui de la propriété foncière pleine et entière, soumise à un budget, autonome et exclusive. Il s'agissait de tout le contraire [p. 42] d'une propriété fractionnée entre de multiples droits réels, conçus pour satisfaire des besoins précis et limités. Remarquablement stables, et constitutifs d'un espace social, parce qu'appropriés par les populations¹, mais parfaitement inadaptés au changement des paysages. C'est lorsqu'ils y eurent goûté, aidés en cela par l'expérience des notaires et géomètres, seuls initiés au nouveau droit de la propriété, que la vraie transformation (ce que nous appelons la jonction définitive) allait faire son œuvre.

D'où l'intérêt et l'importance factuelle de l'œuvre révolutionnaire prise comme processus de nouvelle administration locale. Elle fut le fait générateur indissociable des changements ultérieurs. C'est ainsi que nous développons une présentation de type théâtral (d'abord : les théâtres de la Révolution dans les

¹ Cf. Henri Lefebvre, *Du rural à l'urbain*, Paris. Le Seuil, 1969. Il n'y a d'espace social que s'il y a appropriation.

Landes), pour mieux souligner les écarts de mise en scène, entre la Chalosse, les villes, et les landes préforestières. Autant de cadres différenciés qui font apparaître des prédispositions aux institutions républicaines, ou, au contraire, des résistances. La chaîne « structure/idéologies » est particulièrement instructive au moment de cette mise en place, car, ensuite, les systèmes institutionnels de l'État moderne vont vivre leur vie, selon leur cohérence et leur efficacité.

Cette analyse de la territorialisation politique montre que ceux-ci ne seront pas épargnés de vices originels, sensibles dès les travaux de réorganisation administrative, notamment au niveau de la représentation problématique des forêts dans le nouveau « département des Landes ». Cet instrument étatique rejoint celui de la perception ontologiquement « piégée » des réalités sociales locales. Que la focalisation s'effectue à l'échelle d'un canton ou à celle du département tout entier, elle révèle une typologie d'interactions entre structures et idéologies dont l'inventaire doit être dressé. En pressentant, derrière ces « dialectiques séquentielles » les formes contemporaines d'une société éclatée en systèmes artificiels, nous essaierons de remonter à la source de leur dynamique actuelle. Ainsi nous décrivons les processus de façon phénoménologique (« comment ça se passe ? ») l'instauration d'un découpage et d'un fonctionnement politique des Landes (la majuscule dénotant ici le processus d'étatisation en œuvre), avant d'étudier le devenir des systèmes et de nous interroger sur ce que cela entraîne.

[p. 43]

Mais c'est ici que le vice originel – le mauvais gène – consistant dans l'impossibilité de saisir la réalité sociale landaise, allait continuer à produire ses effets. Certes, le développement institutionnel et systémique du XIX^e siècle, à l'instar de celui des cellules vivantes, aurait tendance à le faire oublier..., jusqu'à ce qu'on tombe sur une dysfonction, une incohérence, une absurdité maligne ou bénigne. Alors il faut remonter la chaîne, de l'idéologie à la structure, ou réciproquement, puis pister dans leurs étapes essentielles ces marqueurs héréditaires que tout voudrait dissimuler. C'est ce que cherche à décrire notre troisième partie sur les landes forestières fabriquées par un processus de territorialisation à dominante économique. On rencontre alors un nouveau « paysage », celui de la forêt désormais cultivée. Ce système, porteur de nouveaux rôles sociaux, individuels et collectifs, de nouveaux modes de « politisation », fut marqué évidemment du signe de l'économie capitaliste qui exporta dans les Landes une organisation humaine extérieure : le « système forestier », soumis à ses propres dialectiques : celle de la prolifération bureaucratique à l'intérieur de la sphère publique ; celle de la concurrence corporatiste entre l'appareil public et privé, celle – promise à une longue histoire – entre usages économiques et usages écologiques... Les décalages entre les différentes strates sociales et économiques et la représentation politique, placée dès lors face à une logique décalée par rapport au début du XIX^e siècle, démontre tout à la fois l'intégration la plus accomplie des landes de Gascogne dans le régime démocratique nouveau, en

même temps que la présence, toujours inaperçue et masquée par le système, de l'habitant étranger aux processus se déployant au-dessus de sa tête.

Dans une quatrième partie, nous nous attachons enfin à l'évolution de la « territorialisation symbolique » actuelle qui dépasse l'accumulation feuilletée des anciens territoires produits par l'État, la politique et l'économie, qui, si l'on peut dire, s'accrochent toujours aux branches à l'orée du XXI^e siècle¹. De nouvelles dimensions sociales, porteuses de représentations et d'usages variés ont « envahi » les vieilles Landes, elles aussi mondialisées et globalisées. Le « territoire » connaît dès lors un brassage des classes d'âges et de groupes sociaux, sous l'égide [p. 44] de technologies multiformes, délocalisées (et délocalisantes !), individualisantes plus que communautaires, d'économies inédites, parfois « virtuelles », qui reposent sur des systèmes de valorisation de leurs « produits » ayant leurs « labels » externistes, sur des « publics » implantés et des « usagers » délocalisés, cela dans le contexte d'une redéfinition des rapports entre l'État central et ses territoires.

Là encore, les contradictions conservées dans la « mémoire territoriale » que reproduisent les générations successives d'acteurs sociaux, s'entrechoquent avec la réalité actuelle.

Ces différentes « territorialisations » construites à travers les périodes politiques historiques qui ont « inventé » les Landes, révèlent en définitive une certaine « aliénation » qui est l'objet fondamental de notre interrogation dans cet ouvrage, ainsi que le caractère mystérieux et insaisissable de l'objet « forêt », si bien compris et si humainement décrit par François Mauriac...

¹ La littérature sur la « nouvelle modernité » est immense. On consultera avec intérêt l'ouvrage de synthèse d'Yves Bonny, *Sociologie du temps présent. Modernité avancée ou postmodernité ?* Paris, Armand Colin, col. « U », 2004.

[p. 45]

LA TERRITORIALISATION JURIDIQUE ET AGRONOMIQUE

[Retour au sommaire](#)

Nous allons voir que le premier mode de territorialisation et de « civilisation » des Landes a commencé en fait avec le rationalisme dirigiste et physiocratique de l'Ancien Régime, celui de l'État absolutiste, de ses légistes, de ses ingénieurs agricoles et de ses intendants centralisateurs. Sa forme initiale fut à la fois juridico-administrative, mais aussi agronomique. Elle allait être reprise à l'identique, avec les mêmes visées, par les régimes ultérieurs de la Révolution, de l'Empire, des Monarchies restaurées et du Second Empire. Cette logique centralisatrice et technique n'aurait nullement surpris Alexis de Tocqueville, théoricien de la continuité étatique française dont il a démontré le déploiement au-delà des changements de Régime. Cet analyste du pouvoir eût certainement esquissé un sourire s'il s'était penché sur le cas retenu ici...

L'organisation sociale des landes ne diffère pas sensiblement de ce que le professeur Louis Papy a parfaitement qualifié, pour l'ensemble des landes de Gascogne, de société agropastorale¹. Sur le littoral, ainsi qu'en bordure des rivières de la Leyre et du Ciron, il s'agit en fait d'une société agro-sylvo-pastorale. Les structures foncières et les coutumes locales révèlent en 1840 (date de confection du premier cadastre) une organisation socio-économique originale qui commande le régime d'affectation des terres.

Le terroir vivrier se limite en moyenne de deux à quatre hectares par famille, surface qui n'évolue guère dans l'histoire et qui est seule concernée par un souci d'appropriation exclusive. C'est [p. 46] le « fonds » d'Ancien Régime où est

¹ Louis Papy, « L'ancienne vie pastorale dans la grande lande », art. cit.

édifiée la « maison »¹ et où se cultivent les céréales nécessaires à l'alimentation familiale ainsi que quelques pieds de vigne pour la boisson. Les rares témoignages architecturaux, tels ceux que l'on peut rencontrer au musée landais de Marquèze, près de Sabres, remarquablement conservés par le Parc naturel des Landes de Gascogne, rendent compte de cette organisation. Que trouve-t-on ?

Une architecture paysanne « d'époque », un mobilier, un trousseau, quelques outils qui ne se démarquent pas, hormis quelques adaptations mineures, des vestiges rencontrés habituellement dans le patrimoine rural de l'ancienne France. Ce qui est spécifique et original et confère aux lieux un charme particulier, c'est l'organisation de l'espace domestique, essentiellement fonctionnelle, spécialisée et « pluridisciplinaire ». L'airial landais rassemble en autant de constructions isolées, sans souci de délimitation foncière, des lieux de vie, des bâtiments d'élevage, des ouvrages de transformation (four à pain, atelier de distillation de résine). Les infrastructures nécessaires à l'existence économique de la famille mordent sur l'espace sans contrainte, par dissémination, et lorsque toutes ses utilisations sont épuisées, le maître des lieux n'oublie jamais de se réserver son « fouillis », seul lieu non spécialisé, hors normes par définition, espace de sa liberté profonde.

L'extension de la propriété individuelle, systématiquement recherchée dans les régions d'agriculture traditionnelle à l'occasion de la période révolutionnaire ne sera pas donc pas poursuivie ici avec la même acuité. Les livres terriers mettent en évidence, dès le début du XVII^e siècle une « micropropriété » de subsistance qui concerne 80 % de la population d'un village comme Biscarrosse et dont le *Code civil* provoquera les subdivisions successives en provoquant son morcellement souvent inadapté à une sylviculture moderne². Les équilibres naturels (pauvreté du sol) conduisent à une agriculture vivrière intensive qui se contente d'un espace cultivé limité, mais nécessite de considérables espaces pacagés pour que le bétail puisse apporter le complément indispensable en fumures.

C'est aux terres vaines et vacantes que cette fonction est attribuée, qui couvrent l'essentiel de l'espace landais (plus de 90 %) [p. 47] pour assurer le pacage des moutons. Ceux-ci sont confiés par un ou plusieurs propriétaires à un berger professionnel ou pacagent librement à proximité des habitations. « Landes » par nécessité plus que par une quelconque malédiction, ces immenses espaces dont l'usage est gratuit en pays de queste ou de franc-allevé, sont affectés au parcours des bestiaux, et par là même inexploitable pour d'autres usages. Ils changeront de maître théorique, passant du seigneur aux communes à la suite des lois révolutionnaires de 1792. Les communes, entités nouvelles absorbant à la fois la paroisse et le syndic des habitants se substitueront, sur la plus grande partie de

¹ Et parfois ses annexes, selon la structure de « l'airial », parfaitement conservée et mise en évidence au musée écologique de Marquèze à Sabres.

² Livre terrier de la paroisse de Biscarrosse (1703). Archives du Château de Biscarrosse, Archives départementales des Landes.

la surface à la lointaine famille de Bouillon, en dépit de nombreuses contestations de la part de ses héritiers sous la Restauration. Le changement d'affectation des vacants, facilité par la généralisation du principe de la propriété communale, constituera l'enjeu le plus important de la « modernisation » des Landes face aux résistances d'une société agropastorale inévitablement déstructurée par les nouveaux destins assignés à ses espaces d'équilibre vitaux par la généralisation de la forêt.

Sur l'ensemble du littoral, la forêt est cependant familière et complète parfaitement le système agropastoral. Présente depuis les temps les plus reculés entre la ligne des étangs et le cordon des dunes, il s'agit d'une forêt primaire dont la présence est attestée par le poète Ausone au IV^e siècle après J-C, sur laquelle s'exercent des privilèges collectifs, cela depuis le Bassin d'Arcachon jusqu'au Marensin et selon des modalités voisines. Nous sommes très bien renseignés sur ces « pratiques immémoriales » par les multiples litiges qu'occasionna leur exercice et qui cristallisèrent l'attachement des populations de manière constante au maintien d'un statut d'usage commun. Il faudra de longs siècles pour que la propriété du sol parvienne à s'y individualiser, emportant au nord, l'appropriation privée de l'exploitation de la résine, tandis qu'au sud, la gestion collective restera la règle. Hormis ces exceptions, les ressources de la forêt et des étangs limitrophes sont à la disposition des habitants qui y trouvent un complément d'alimentation (par le gibier et le poisson) et une réserve de matière première domestique (bois pour la construction et le chauffage).

Ressources et limites de la coutume agropastorale

[Retour au sommaire](#)

Cet équilibre vivrier est parfaitement stable et n'évolue pas, sans que l'on sache depuis quand il fut instauré, probablement depuis plusieurs millénaires. Son secret réside dans l'abondance de l'espace par rapport au nombre des habitants et dans le respect du *statu quo* imposé par une nature non domestiquée en même temps que peu généreuse, sinon en étendue. L'instinct vital ne s'exprime pas, ici, en énergies conquérantes d'un « ailleurs » trop inaccessible, mais dans le perfectionnement d'une géométrie à la fois foncière et sociale. Jusqu'au désenclavement provoqué par l'apparition du chemin de fer, une densité immuable retarde toute remise en question, même si des forces d'appropriation exclusive sont à l'œuvre, qu'elles proviennent du seigneur local, du roi, de l'État, ou, plus tard, des coqs de village. Leurs tentatives sont repoussées de l'intérieur dès qu'elles perturbent le jeu des antiques équilibres. Comme dans tout système d'isolat il existe pourtant des brèches, par où s'infiltreront, après avoir longuement frappé à la porte, les ferments de l'histoire dominante.

La rançon de l'isolement « protecteur » s'est pourtant accumulée au fil des siècles : la consanguinité a pénétré dans les familles et aggravé l'état sanitaire des populations ; la précarité des voies de communication laisse la plus grande part du progrès technique, culturel, ou monétaire, aux portes de Bordeaux. À l'Éden relatif des landes côtières, tout laisse à penser que l'on parvenait à se nourrir et à vivre sans que trop d'efforts ou trop de menaces compromettent un certain bonheur originel ¹. Très vite, vers l'intérieur, la tyrannie des grands espaces déserts se faisait implacable : l'infinie tristesse de l'horizon peuplé de marécages et l'interpellation plaintive du vent d'ouest dans les pignadas enveloppaient « l'homme seul » de son vieux malheur, lui infligeant un destin obscur et pitoyable. Mais ces impressions, aujourd'hui comme à l'époque des voyageurs resteront à jamais des réactions de « gens de société » ². Souvenons-nous du « mythe de la caverne », redécouvert récemment à propos du sentiment d'injustice sociale qui ne peut éclore que lorsque le constat d'une différence, provoqué par l'échange, peut créer des dynamiques revendicatives ³. Le « Landais agropastoral » ne connaît pas encore la « lumière », parce qu'elle n'a jamais pénétré sur son territoire, et lorsqu'il va à sa rencontre, par exemple dans le Bordeaux industriel du XIX^e siècle-[p. 49] cle, il change de planète et tombe à la renverse. Tel le berger Jean Chalosse, en ses derniers instants, qui s'effondre sur les marches de la faculté de médecine de la ville, évoqué par le romancier Roger Boussinot ⁴.

Tirant ainsi des données naturelles la constante de son équilibre, la société immémoriale est demeurée à l'écart des mutations politiques qui, depuis au moins le XV^e siècle, avaient concerné le pouvoir central et forgé l'histoire de France.

La monarchie demeure lointaine et prestigieuse. Ses commis ne s'aventurent guère au-delà des villes-centres. Elle ne se manifeste pas ordinairement par de trop lourdes ponctions fiscales : la misère notoirement reconnue favorise les exonérations ou, à défaut, des allègements sensibles.

Si la vie quotidienne des habitants se déroule dans l'ignorance et l'indifférence, de rares circonstances leur rappellent sous une forme brutale les réalités d'une force souveraine : les armées du roi pourchassent sorcières et incendiaires au travers de battues exemplaires réclamées par les intendants contre ces aventuriers de l'inconscient dont certains déclarent très dignement « gagner l'âme de Dieu » en propageant le feu dans les pignadas. Instrument plus raffiné et moins coûteux que la dragonnade, la réglementation demeure impuissante comme une déclaration royale de 1725 qui sanctionne par la responsabilité pécuniaire et par les galères l'incendie criminel. Le pouvoir central n'intervient donc que par

¹ Ce qui reste une interprétation mythique, mais qui fait contrepoids aux mythes misérabilistes beaucoup plus répandus.

² Que nous entretenons ici volontairement dans la lignée de la littérature inspirée par les Landes de Gascogne au XIX^e siècle.

³ Jean Fourastié, *Le Jardin du voisin*, Paris, Le Seuil, 1982.

⁴ Roger Boussineau, *Vie et mort de Jean Chalosse*, moutonnier des Landes, Paris, Denoël, 1981.

exception, lorsque des désordres graves touchent la vie sociale et bien sûr en cas de rébellion flagrante.

Ceci suppose donc une autorégulation suffisante de la société immémoriale dont on peut tirer un indice du type de relation établie par la tradition entre le monarque et ses sujets des landes de Gascogne. Rapports lointains, théâtraux, irréguliers, symboliques, tels sont ceux qui viennent de l'initiative centrale.

Ceux qui se créent sous l'impulsion directe d'une communauté d'habitants – l'autre partie du contrat social cher aux théoriciens politiques de la Renaissance – sont riches d'enseignement à plus d'un titre : ils rendent compte en particulier du mode d'initiative émanant du milieu local à l'endroit de l'autorité suprême de même que du type de comportement qui en est attendu : ainsi peut-on mieux définir les termes du contrat social selon qu'il est perçu et qu'il évolue au gré des circonstances historiques.

[p. 50]

En se consacrant presque exclusivement à l'analyse de l'État, l'histoire politique voit généralement dans la formation des sociétés nationales le renforcement d'un rapport de domination au fur et à mesure que se fortifie le souverain. Bodin, Hobbes, ont, parmi d'autres, rendu compte de cette montée de l'absolutisme des temps modernes. La redécouverte des sociétés d'Ancien Régime par l'historiographie, facilitée par une lecture attentive des Cahiers de Doléances, met en évidence l'autre plateau de la balance, celui du corps social « situé » et engagé dans une progressive soumission au pouvoir d'État. Trajectoire plus subtile et peut-être plus aliénante que celle obtenue par la violence.

Parce qu'elle est exceptionnelle, parce qu'elle se rattache, même confusément au pacte sécuritaire originel, l'initiative d'une paroisse vers le monarque, avec les difficultés qu'elle peut laisser supposer, n'est suscitée que par un enjeu d'une gravité exceptionnelle. Dans ces conditions, le recours est l'aveu même d'une incapacité du milieu local à tirer de sa propre organisation les solutions aux problèmes rencontrés. Son analyse nous renseignera donc sur les enjeux fondamentaux du milieu local.

Enfin, les résultats de l'initiative (la réponse du pouvoir central) permettront de s'interroger sur la dynamique politique qui peut éclairer, sur une longue période, le changement social. Est-elle efficace, provisoire ou durable, monnayée par des concessions quelconques, de part et d'autre ? Consolide-t-elle les positions locales ou est-elle un facteur d'évolution ?

Ces trois questions seront rapportées à deux types de recours manifeste au roi saisis concrètement : la défense des droits d'usages par la paroisse de Biscarrosse aux XVII^e et XVIII^e siècles ; la demande d'une assistance contre l'envahissement des sables sur le littoral des landes de Gascogne pendant la deuxième moitié du XVIII^e siècle.

La coutume usagère et ses fonctions sociales

[Retour au sommaire](#)

« Régnault Thibault aîné, fils du roi d'Angleterre, prince d'Aquitaine et de Galles, duc de Cornouailles, comte de Cestres, à notre sénéchal d'Aquitaine, salut !

[p. 51]

Les paroissiens et habitants de Biscarrosse, nos hommes et nos sujets ont expliqué qu'ils sont et ont été en bonne possession corporelle et en saisine franche et libérale, comme nos francs et libéraux de faire pâturer leurs bestiaux, gros et menus, de faire gomme et résine, de semer blé, de planter vigne, de faire maisons et hôtels, de les abattre et les changer de place et de faire ainsi toutes leurs autres volontés comme de leur propre chose et de leur propre héritage comme nos hommes francs en la forêt lieu-dit montagne s'étendant entre la rive de la mer, d'une part, et la Lucatte, d'autre part ; et entre la ferme de Buch et celle de Sainte Oladie en Born et de Movisant et eux et leurs ascendants ont été en cette possession et saisine depuis une telle époque que personne n'a mémoire du contraire, et ce sans nul empêchement ni perturbation d'aucune personne... »

Tel est l'extrait d'une charte établie à Bordeaux le 2 juillet 1277 par le prince d'Aquitaine et de Galles à la suite de la requête des habitants de Biscarrosse perturbés par le seigneur local dans la jouissance des droits d'usages qu'ils exerçaient depuis un temps « immémorial » sur un vaste territoire ¹. Le souverain anglais donne raison aux habitants et confirme leurs privilèges. Ce droit d'exception provoquera de nombreux litiges jusqu'à aujourd'hui, mais en particulier aux XVII^e et XVIII^e siècles ². On le rencontre, avec une origine différente, en Corse, dans le Jura et sur la commune de La Teste (Gironde), limitrophe de celle de Biscarrosse.

Plus tard, le réflexe des habitants sera toujours, en cas de conflit avec le seigneur de Biscarrosse, d'en référer directement au roi dont ils obtiendront des lettres patentes confirmant leurs « usages ».

Replacées dans le contexte de l'Ancien Régime, les franchises et libertés usagères sont en effet une occasion de conflit privilégiée entre le seigneur local et

¹ Ce texte, dont la teneur fut reproduite génération après génération fut retrouvé au début du XX^e siècle par Maître Fabre, notaire et maire de Biscarrosse, dans les rôles gascons conservés à l'abbaye de Westminster.

² Une procédure de cantonnement y a mis fin seulement au début des années quatre-vingts.

la communauté des habitants. Assimilable à une tenure libérée de toute redevance, l'espace usager n'offrait au propriétaire de la terre aucun avantage économique ; il en demeurait le Haut Justicier, et, à ce titre, veillait au respect d'un ordre particulier voire exorbitant, qui faisait de chaque habitant un usufruitier à part entière, sans aucune obligation à l'égard du propriétaire formel. Au fil des siècles, le régime des [p. 52] droits d'usages se précisera et s'adaptera, la force jurisprudentielle des différents procès qui marqueront son histoire s'ajoutant au poids de la tradition.

Il devait atteindre en 1680 son point de perfection juridique à l'occasion de la transaction intervenue entre la dame Élisabeth de Baleste, vicomtesse de Biscarrosse et le syndic des habitants de la même paroisse à la suite d'un différend qui les opposaient au sujet du droit de pêche dans les étangs. En voici un extrait significatif :

« Lesdits habitants de Biscarrosse en Born et Uza continueront dorénavant à l'avenir et à jamais de jouir et user comme ils ont accoutumé de tout temps immémorial en conséquence des susdits privilèges du droit de pacage, pâturage, glandage, soustrage, mettre des pourceaux, construire des parcs pour le logement des bestiaux et pasteurs, et des fours pour faire la poix autrement appelée pègle, couper bois vert pour la bâtisse et du sec pour le chauffage, faire des fenêtres propres à la chasse des bécasses tout en faisant le moins de dommages que faire se pourra, ramasser de l'encens dans le pignada, couper des échalas pour appeler les vignes, prendre des buissons pour faire des haies faire des appieds et tenir des ruches à miel, et généralement jouiront les dits habitants de tous les autres privilèges, franchises, et libertés, dont ils ont accoutumé de jouir en conséquence des susdits privilèges (...) sauf que les susdits habitants ne pourront faire des gommages, résines et goudrons, semer blé et planter vigne, faire maisons ni hôtels dans la dite montagne de Biscarrosse si ce n'est chacun dans son fonds. »

Le droit collectif des habitants se retrouve ici délimité avec une relative précision par rapport à la Charte précédente de 1277 et le propriétaire du sol se voit reconnaître un droit exclusif à la récolte de gemme, à l'exploitation directe, à la construction. La notion de propriété privée – une propriété minimale et délimitée – coexiste avec le statut usager sans conflit apparent, du moins sur le papier.

Au-delà d'une vision strictement juridique, l'énumération des droits d'usages présente un intérêt historique et social de premier plan : l'espace usager fait figure d'une terre d'abondance où l'activité paysanne semble pouvoir se déployer avec une étonnante prodigalité. Pacage, soustrage, glandage, récolte de l'encens, éta-[p. 53] blissement de ruches à miel... Évocation aux consonances bibliques d'un lieu fécond aux ressources diversifiées et abondantes, qui contraste avec la description

habituelle du milieu landais. Voilà un bel exemple de « multifonctionnalité » forestière que l'on cherche à redécouvrir aujourd'hui. C'est elle qui fait ressembler le littoral à une sorte de « terre promise », très relative sans doute, où le précaire équilibre agropastoral des populations trouve dans la forêt des compléments utiles.

Il est possible de le mesurer à travers une présentation géographique, puis par une analyse des fonctions remplies auprès des populations, enfin en recherchant la liaison du phénomène usager avec le système agropastoral traditionnel. Mais qu'en est-il d'abord de la délimitation du territoire usager ?

Selon la définition de 1277, le territoire usager s'inscrit dans un rectangle délimité : au nord par une perpendiculaire joignant l'Océan aux rives de l'étang de Cazaux, correspondant aux limites actuelles du département de la Gironde, au sud, par une ligne joignant les actuelles communes de Sainte-Eulalie-en-Born et de Mimizan, à l'est par un point proche de l'actuelle commune de Lugos, équidistant des communes de Parentis en Born et de Sanguinet, et baptisé ferme de La Lucatte, à l'ouest par l'Océan.

Dans une perspective plus large, il convient d'ajouter l'espace usager des habitants de La Teste, dont le statut est voisin, et dont le domaine s'étend jusqu'à la limite sud du Bassin d'Arcachon. Les droits d'usages s'exercent ainsi sur une bande côtière de cinquante kilomètres de long pour une largeur de cinq à dix kilomètres selon les endroits, entre le Bassin d'Arcachon et le port de Mimizan. L'actuelle configuration boisée de cet immense espace ne doit cependant pas faire illusion.

Jusqu'au moment de la fixation des dunes grâce à la technique de plantation de pins maritimes (début du XIX^e siècle), sa majeure partie était constituée par le champ infini des sables littoraux dont la lente progression vers l'intérieur sous l'effet des vents marins ne s'accommodait guère d'une végétation durable. Épineux, lichens, oyats parvinrent seuls à pousser sur ces mamelons ; en revanche, dans les vallées (ou lettes) qui subsistaient entre deux cordons de dunes, se développa une herbe recherchée [p. 54] par les pasteurs pour leurs troupeaux. Sur la bordure des étangs ¹, toujours entre terre et mer, subsista l'ancienne forêt littorale au peuplement de pins maritimes et de chênes dont l'existence est attestée dès la période gallo-romaine ².

Cette bande littorale était d'un accès difficile puisqu'entourée d'eau ; aucun peuplement durable ne pouvait s'y fixer ; les bourgs et hameaux étaient situés à l'intérieur des terres, à proximité immédiate des plans d'eau. Au nom de quels bienfaits l'espace usager fit-il donc l'objet de si âpres querelles ?

¹ Ou plus exactement ce qui en tient lieu jusqu'au XVII^e siècle, la carte de Belleyme faisant apparaître un immense courant entre Arcachon et Mimizan, en communication avec l'Océan.

² Le poète Ausone affirma à propos des Boïens (peuplade installée dans le pays de Buch) : « *Boii sunt picii* », ce qui suppose l'existence d'une production gemmière.

Les droits forestiers

Dans le paysage de l'ancienne lande, la forêt abondante n'existait que sur le littoral. C'était seulement dans cette partie de l'immense plaine landaise que les arbres étaient regroupés pour former un milieu forestier d'une vaste dimension, pratiquement ininterrompu entre Arcachon et Vieux Boucau. Partout ailleurs, les voyageurs ne décrivent que des « pignadas », regroupements épars de quelques pins maritimes issus, çà et là, des pollens déposés par le vent d'Ouest depuis la forêt côtière. Ces arbres, issus du hasard, avaient une autre utilité que de rompre la monotonie du paysage. La future ressource du pays landais fut pendant des siècles présente dans certains endroits privilégiés tels que les bordures de rivière ou le littoral et la population y puisa des ressources domestiques comme le bois de chauffage et de construction. Les pignadas n'ont jamais été des meubles inutiles au milieu des pacages et des troupeaux comme pourraient le laisser croire les récits de voyage du XIX^e siècle. Ainsi, pour les populations du littoral, la forêt et ses voisinages immédiats, lacs et dunes, s'insérèrent dans la vie quotidienne. La jouissance de la forêt n'était pas spécialisée : glandage, soustrage, confection de cabanes pour la chasse à la bécasse... Il ne ressort de la rémunération de 1680 aucune notion d'exploitation planifiée, mise à part la récolte de la gemme.

La forêt usagère semblait ainsi vouée à la cueillette ; elle constituait un espace de loisir avant la lettre puisque dispensatrice des accessoires propres à agrémenter l'ordinaire du paysan agropastoral. Sur la parcelle qu'il cultivait pour produire l'essentiel de son alimentation (orge millet), il recherchait (et obtenait généralement) l'appropriation familiale, mais dans la réserve de [p. 55] « superflu » que représentait la forêt usagère, il l'évitait farouchement au profit de la jouissance collective. L'effet domesticateur de la propriété privée était-il d'instinct effacé comme étant en contradiction avec la vocation de la forêt ? Le droit de récolter la gemme et non celui d'exploiter les bois, consolation apportée au propriétaire du sol à partir du XVII^e siècle, procédait peut-être d'un souci de conservation : l'exploitation des bois contredisant la cueillette par les perturbations qu'elle provoquait, la récolte de la résine s'en accommodant parfaitement.

L'effort des paroissiens de Biscarrosse et de La Teste consista avec une remarquable insistance à maintenir à l'état vierge une réserve naturelle identifiée par sa situation géographique, confortée par la tradition dans son statut de territoire sous jouissance collective. On peut s'interroger dès lors sur les raisons qui ont empêché historiquement le développement du phénomène d'appropriation que l'on observe généralement dans les campagnes françaises.

En dehors des particularités juridiques locales ¹, c'est sans doute à travers le caractère principalement forestier de cet espace, étranger en tant que tel à la société agropastorale, qu'il faut rechercher l'explication de ce statut d'exception.

Isolée et délimitée, dans une région où l'espace est infini, la forêt ne pouvait se prêter sous peine d'élimination aux méthodes de culture intensive pratiquées partout ailleurs à proximité des lieux d'habitation. La logique de la cueillette, inconciliable, comme aujourd'hui en Afrique avec l'exploitation rationnelle de la ressource forestière s'opposait bien à celle de la conquête de la matière identifiée aux prétentions seigneuriales de propriété exclusive. Celles-ci, curieusement, ne se manifestèrent pas sur la forêt, à propos de laquelle un consensus provisoire finit par s'établir, mais à propos de la pêche dans les étangs.

Le droit de pêche dans les étangs

« Dans l'étendue desquelles bornes et limites il y a un étang et plusieurs lacs où lesdits habitants et leurs devanciers ont par un temps immémorial l'usage et la liberté de tous les engins propres et convenables à la dite pêche sans aucun trouble ni empê-[p. 56] chement jusqu'à ce qu'il y a trois ans environ que Dame Élisabeth de Baleste veuve de feu Monsieur Jean de Caupos, vivant Conseiller et Secrétaire du Roi, baron de La Canau, vicomte de Biscarrosse, seigneur Haut Justicier de la Prévôté de Born, aurait troublé les dits habitants dans la possession du dit droit de pêche et leur aurait fait prendre les bateaux et rets servant à la dite pêche, duquel trouble les dits habitants auraient porté plainte devant le Sénéchal ou son Lieutenant au siège du présidial de Guyenne. »

Cet événement est à l'origine d'une transaction passée en 1680 entre la vicomtesse de Biscarrosse et les habitants. Nul n'est renseigné sur les circonstances exactes qui donnèrent naissance à ce conflit. Devant l'arbitre choisi par les deux parties, la vicomtesse invoqua les droits d'usages pour justifier son intervention :

« La dite dame prétendait contester aux habitants non seulement le droit de pacage mais encore particulièrement le droit de pêche sous prétexte que

¹ Le principe de l'usage est largement répandu dans le droit de l'Ancien Régime mais il est limité au régime pastoral. Pour ce qui est de Landes, le Doyen Papy cite les coutumes de Labouheyre et Maremne (RBSO, avril 1973). Un droit général de perprise est reconnu aux habitants notamment en matière de construction. En contrepartie, la communauté verse une « quête » au seigneur. Cette formule d'essence contractuelle diffère radicalement du droit d'usage en vigueur sur la bande côtière qui s'exerce sans contrepartie.

dans les dits titres et dans les dites lettres patentes de l'an 1486, il n'est pas fait mention du droit de pêche. »

L'argumentation des habitants, devant laquelle elle devra céder, est significative du caractère de territoire exceptionnel rencontré plus haut à propos de la forêt :

« À quoi les dits habitants répondaient que premièrement les dits lacs et étangs étaient renfermés et englobés dans les bornes et limites désignées dans les dits titres, ils auraient droit d'en jouir, en deuxième lieu que, quand ils n'auraient pas de titres, leur possession immémoriale leur servait de titre puisque le droit de pêche pouvait s'acquérir par l'usage et la coutume, et la dite Dame répliquait qu'encore que le droit de pêche appartient de droit au seigneur Haut Justicier, néanmoins, pour bien vivre avec les habitants, elle relâcherait ses prétentions sous les conditions qui leur seraient favorables. »

Comme la chasse et les autres menues activités exercées dans la forêt, la pêche dans les étangs offrait aux habitants un complément appréciable de nourriture, d'autant que le poisson y abondait. Perches, carpes, brochets sont capturés au filet ; les anguilles au moyen de barrages confectionnés dans les goulots formés aux extrémités des étangs. Au XIX^e siècle, la pêche, concédée par la commune à un fermier ou exploitée en régie directe constitua la principale ressource du budget communal [p. 57] avant de devenir le monopole des sociétés de pêche¹. Mais la gestion collective des habitants connut bien des vicissitudes, souffrant à la fois de la raréfaction du poisson liée à l'accroissement démographique et de la municipalisation des étangs à partir de la Révolution qui, sans se préoccuper des pratiques anciennes, fera triompher l'intérêt du groupe sur celui des familles. Le rôle alimentaire joué tant par la forêt que par la pêche dans les étangs apparut comme un complément précieux aux ressources tirées du seul système agropastoral ; mais il fut en grande partie extérieur aux activités substantielles de la culture et de l'élevage. Il en alla autrement de l'exercice du pacage sur les lettes qui se greffa directement sur le système agropastoral.

¹ Les registres des délibérations de la commune de Biscarrosse font état du monopole exigé par le fermier de la pêche pour remplir les obligations fixées par le cahier des charges et justifiées, selon lui, par le montant élevé du loyer.

Les droits de pacage dans les lettes

Entre les cordons de dunes, parallèlement à la rive de l'Océan, s'étendaient des vallées herbeuses propices à toutes sortes d'élevage. Cette végétation, quelque peu inattendue au milieu d'un paysage saharien, s'explique par la proximité immédiate de la nappe phréatique et la résurgence, de place en place, du lit originel des anciens cours d'eau qui débouchaient sur l'Océan. La « montagne »¹ constituait aussi une réserve de fourrage. Les troupeaux de moutons et de chèvres en bénéficiaient, mais aussi les vaches et les chevaux sauvages². Ces derniers disparurent au XIX^e siècle faute d'habilitation par les haras et furent écoulés pour le trait des wagonnets utilisés dans les mines de charbon³.

Les vaches résistèrent quelque peu au progrès et se maintinrent jusqu'en 1960. Vivant à l'état sauvage, elles étaient la propriété des bouchers locaux qui les convoaient une fois par an vers la gare de Caudos à la pittoresque manière des « gauchos » d'Amérique. La création de nouvelles routes, l'ouverture au tourisme, et, enfin, l'implantation du Centre d'Essais des Landes sur leur territoire de parcours, mirent fin à leur existence.

Le régime des « vacants », tel qu'il existait dans le « pays »⁴ aurait pu s'appliquer à l'ensemble des lettes sans conséquence dommageable pour l'économie agropastorale. Jamais, cependant, la distinction n'a été faite, le territoire usager représentant un tout dans l'esprit des habitants et dans la coutume. Forêt, étangs, et lettes remplissaient donc des fonctions différenciées, à [p. 58] travers un même statut juridique. Elles complétèrent « l'ordinaire » des populations agropastorales. Les droits d'usages ne constituaient-ils pas des privilèges ? Ils n'affirmaient en fait que l'affectation de ce terroir particulier au mode de jouissance collective en vigueur sur le territoire des landes de Gascogne ; et en cela, ils s'intégraient parfaitement au système d'affectation de l'espace adapté à ces sociétés rurales.

Le système agropastoral traditionnel était en mesure d'assurer aux populations de la lande un équilibre précaire, médiocre, mais suffisant pour assurer la survie des habitants. Ceux du Born et du Buch, concernés en même temps par les droits

¹ Selon Élisée Reclus, le terme de « montagne » est dérivé directement du mot latin « montes », servant à désigner dans les langues anciennes à la fois les dunes, les collines et la forêt.

² Selon Toulgouat, *La Vie rurale dans l'ancienne lande*, Pau. Marrimpouey, 1977. Plus de 40 000 vaches sont répertoriées sur le territoire des Landes en 1748 et soumises à d'importantes transhumances entre leur terroir d'origine et les Pyrénées (Pays Basque et Espagne).

³ Toulgouat, *ibid.* Pour ce qui est des chevaux, le comte A. de Bonneval en distingue trois sortes en 1839 :

- le cheval barbe
- le cheval des landes
- le cheval sauvage dans la « montagne »

⁴ Le terme de « pays », dans la tradition orale, désigne tout ce qui n'est pas la montagne.

d'usages se rattachaient au même système dominant : la structure de l'habitat, la technique de l'airial, la coexistence d'une micropropriété vivrière et d'espaces vacants considérables réservés à l'élevage sont autant de points communs. La « réserve usagère » apportait cependant des modifications importantes au schéma en vigueur dans la grande lande. Ses répercussions peuvent être appréciées au regard de l'économie familiale, de l'organisation communautaire et de l'équilibre socio-économique du groupe concerné.

L'économie familiale en système agropastoral

L'intégration fut soumise de manière rigide à des données naturelles dont les proportions seront figées pendant des siècles. Les recherches menées par l'écomusée de la Grande Lande (Marquèze) en fournissent une parfaite illustration et aboutissent à une véritable équation. Un troupeau de 100 moutons fournit annuellement 60 tonnes de fumier, en permettant de récolter deux hectares de seigle livrant 2000 kilos de farine transformables en 2400 kilos de pain assurant la subsistance de 5,5 personnes.

Par ailleurs, ces 100 moutons devaient disposer d'environ 25 hectares de landes pour prospérer. On en déduit immédiatement que la surface cultivée ne pouvait dépasser le dixième de la surface vacante utile pour une communauté donnée. Le paysan agropastoral intégral était donc à la fois pasteur et agriculteur, et devait nécessairement être les deux à la fois selon la loi dégagée plus haut. Le paysan du Born et du Buch se trouvait ainsi soumis aux mêmes règles, mais il bénéficiait en plus du privilège de la prédation sur un territoire qui s'y prêtait. Sa situation se caractérisait [p. 59] donc par une pluralité d'activités à des fins de subsistance. Il est sans doute difficile de cerner les parts respectives que pouvaient représenter les temps de travail accordés à chaque type d'activité dans la vie quotidienne. Mais ce qui distinguait les populations côtières, c'était bien cette marge de sécurité que constituait pour elles l'espace usager, ce qui leur conférait ainsi un sort plus enviable que celui des habitants de l'intérieur des terres.

L'organisation communautaire

Pour construire puis exploiter un parc à moutons, pour constituer un troupeau suffisant, le regroupement des bras et des économies s'avérait indispensable. Aussi, l'association des familles pour l'exploitation en commun d'une parcelle était-elle un phénomène fréquent ¹. On peut également imaginer que l'isolement extrême de l'habitat créait des habitudes d'entraide réciproque entre les familles, même si la vie sociale se trouvait réduite le plus souvent au minimum, la taverne et l'église étant les seuls lieux de rencontre organisés. L'existence de droits d'usages reconnus à l'ensemble des habitants et paroissiens suscitait une

¹ Gabriel Dubourg, « Le pays landais et sa langue ».

organisation collective plus élaborée. Dès le Moyen-Âge, la représentation des habitants se distinguait du circuit traditionnel passant par la paroisse et le curé ; à l'occasion des nombreux procès engendrés lors des « troubles » seigneuriaux, les habitants prenaient l'habitude de désigner l'un des leurs pour les défendre devant le Parlement. Celui-ci, qualifié dans les actes de procédure de « syndic des habitants », effectuait alors les démarches auprès du Roi en vue de l'octroi de lettres patentes confirmant les franchises et privilèges. Il finissait par remplir une fonction permanente lorsque les prélèvements abusifs de part et d'autre rendaient indispensable une réglementation stricte, et, à certaines périodes, la fermeture intégrale de la forêt usagère (par deux fois au XIX^e siècle) ¹.

L'institution du syndic s'avéra d'ailleurs plus efficace en matière juridictionnelle que dans la gestion au jour le jour des droits collectifs. Une menace sérieuse était nécessaire pour restaurer une discipline bien souvent méconnue en dehors de périodes de plaidoirie. La terre des libertés ne s'accommodait guère d'une quelconque organisation restrictive pour leur exercice. [p. 60] L'espace usager favorisa ainsi une pratique communautaire d'ordre politique sans équivalent dans le système agropastoral intégral. Celle-ci ne fut pas sans importance pour expliquer le succès des actions menées pour sauver la « tradition » contre les tentatives d'appropriation exclusive. Que peut-on répliquer à ceux qui démontrent que leurs pratiques s'avèrent essentielles au maintien d'équilibres séculaires sans solution de rechange ?

Une correspondance étroite s'établit en effet entre la vocation des terres, leur régime juridique et l'organisation humaine dont elles étaient le reflet. Ce schéma, longtemps statique, suppose un rapport constant entre l'espace mis à la disposition du groupe et sa taille démographique, sauf hypothèse de perfectionnement technique. L'autorité politique ou judiciaire se garda bien, sous l'Ancien Régime, de remettre en cause ces coutumes vivrières.

L'arbitrage institutionnel

[Retour au sommaire](#)

Le statut usager correspond aux fonctions spécifiques du territoire auquel il s'appliquait. Celles-ci n'étaient pas seulement nutritives ; en outre, la substitution s'avérerait impossible en raison du caractère unique de la forêt. L'enjeu de la défense des droits d'usages fut la sauvegarde de ces équilibres complémentaires ². Pour quelles raisons, et selon quel processus, une tradition aussi ancienne devint-elle source de conflits et justifia-t-elle le recours au Souverain ?

¹ Délibérations de la Commune de Biscarrosse.

² À rapprocher de la théorie de l'espace vital. Une différence : l'espace vital nécessaire à l'équilibre agropastoral n'implique pas l'appropriation exclusive et s'apparente davantage à la notion contemporaine « de patrimoine commun ».

« Immémoriale », soudée par des générations à la vie quotidienne des habitants, la tradition usagère s'avéra menacée à plusieurs reprises par l'intervention du seigneur en vue de l'appropriation de la forêt. Ce seul fait, remarquable par sa constance historique, apparaît également comme exceptionnel dans l'histoire des landes de Gascogne. Le problème ne s'était jamais posé pour les vacants. Du moins n'en a-t-il pas laissé de trace dans les archives ou dans la tradition orale ; preuve, à défaut de son inexistence, qu'une solution locale a pu suffire pour résoudre le conflit sans remontées juridiques sous l'Ancien Régime...

Qu'est-ce qui peut donc expliquer la rupture du consensus local et « l'appel en garantie » auprès de ce monarque lointain et ordi-[p. 61] nairement oublié ? Quels furent les moyens utilisés par les habitants à cette fin et quels sont leurs fondements ? La réponse à ces deux questions illustre le type de relation qui pouvait exister dans la société d'Ancien Régime entre pouvoir local et pouvoir central ; en outre, elle marque la limite politique de l'autonomie décrite par ailleurs sur les plans économiques et sociaux.

Interventions seigneuriales et crise du pouvoir local

Depuis 1277, date de la première confirmation des privilèges des habitants, l'exercice d'une propriété pleine et entière fut recherché en permanence par le seigneur. Il s'ensuivit perturbations, troubles, gênes perpétrées occasionnellement sans que l'on soit vraiment renseigné sur leurs circonstances ni sur leur périodicité. Chaque siècle laissa cependant une trace écrite, soit d'un procès, soit d'une lettre patente. La même autorité (le seigneur) se trouvait de manière formelle investie des pouvoirs de justice garantissant l'ordre établi en même temps qu'elle tentait de le remettre en cause. C'est de cette contradiction que l'on peut tirer les éléments d'explication d'une impossibilité de solution locale au conflit usager.

La contestation seigneuriale de la notion de patrimoine collectif à propos de la forêt usagère ne fut pas seulement une question de principe. La forêt à cette époque pouvait devenir une source de revenus non négligeable pour celui qui en exploitait les produits. Parmi ceux-ci : la résine, utilisée dès la période gallo-romaine pour le calfatage des navires et la confection des torches et exportée vers la Grande Bretagne au Moyen-Âge¹. Au XVII^e siècle, sous l'influence de Colbert, le regain d'activité des chantiers navals français favorisa l'accroissement des débouchés. Le Suédois Porfrey Asser, mandaté spécialement par la Couronne

¹ En matière forestière, un régime propre au sol, aux arbres et aux autres fruits semble s'être différencié dès l'origine sans qu'une règle stricte finisse par s'imposer. Chaque tradition est ici source de droit. Ainsi, la loi des Burgondes prévoit que celui qui n'a point de forêt peut puiser dans celle du voisin. À La Teste, on assiste à une renonciation progressive de la part du seigneur à ses prérogatives de propriétaire foncier (1746). Les conflits naîtront ici entre « ayant pins » (soit une quarantaine de familles), et « non ayant pins » exerçant le droit d'usage. D'après Toulgouat, « La vie rurale dans l'ancienne lande », *op. cit.*

pour perfectionner les méthodes de calfatage, en mission autour de La Teste, mit au point un procédé de carbonisation du bois qui permettait d'obtenir un goudron de meilleure qualité. Cette technique était cependant consommatrice de bois et le statut usager s'opposait à toute exploitation des arbres à des fins industrielles ; la fonction économique de la forêt ne pouvait s'élargir au-delà du cadre étroit des besoins domestiques ; la seule possibilité de récolter la résine, reconnue au seigneur, lui apparut vite insuffisante au regard des [p. 62] débouchés ligneux proprement dits. En second lieu, l'espace usager, pris dans son ensemble, revêtait une dimension stratégique non sans importance dans le contexte féodal où la préoccupation de sécurité demeurait prioritaire durablement. Il coïncidait exactement avec une bande de terre inaccessible par voie terrestre et placée directement en bordure de l'océan. D'un point de vue militaire, elle possédait tous les avantages de l'insularité : abords difficiles et défenses naturelles contre un agresseur éventuel venant de la mer, mais aussi, du continent. En cas de débarquement, la « montagne » était un avant-poste privilégié ; en cas d'attaque venue de l'intérieur des terres, elle offrait une zone de repli particulièrement sûre. La situation des places fortes (La Teste, Biscarrosse, Sanguinet), en bordure directe du bras d'eau, l'accès souterrain qui les reliait parfois directement à l'autre rive, semblait confirmer cette fonction stratégique que les incursions normandes justifiaient pleinement à l'origine.

Dans ces conditions, l'espace usager se rattachait totalement à la compétence du seigneur en matière de sécurité locale, justification originelle de son statut social. L'absence de contrepartie sous forme de droits économiques seigneuriaux pouvait apparaître comme une exception exorbitante dans le contexte féodal. Il y a tout lieu de penser que cette sorte de « pénalité » ait en fait pour origine précise un règlement de compte politique entre le Roi d'Angleterre et le seigneur de Biscarrosse qui, à l'époque de l'établissement de la Charte, guerroyait avec le vicomte de Tartas contre le suzerain britannique. Soulignons, si c'était le cas, le génie d'Outre Manche consistant à ruiner le maître des lieux en opposition, tout en s'assurant l'amitié des populations !

Ce « traitement » défavorable, issu de circonstances particulières, mais légué à toutes les postérités, explique les tentatives incessantes de remise en cause du statut usager, contraire au « droit commun de l'usage » qui s'accompagnait partout ailleurs d'une redevance payée collectivement par les habitants au seigneur. Les arbitrages ultérieurs émanant du souverain – et, en particulier, du roi de France – peuvent apparaître ainsi comme des contresens. À moins qu'ils ne rendent compte une fois de plus de ces exceptions multiples qui faussent toute interprétation définitive de l'Ancien Régime.

[

p. 63]

L'appropriation privée en conflit avec les privilèges collectifs

Quelle que soit la forme du recours, demande directe de confirmation au Roi, ou plaidoirie devant le Parlement, l'argumentation des habitants s'appuya sur des motifs suffisamment convaincants puisqu'ils emportèrent l'adhésion du souverain et obtinrent le plein succès de leurs entreprises. Comme le fond du débat demeura constant, il est intéressant de suivre l'évolution de l'argumentation au fil des siècles. Selon les motifs invoqués, ne peut-on pas être renseigné sur l'évolution de l'état d'esprit touchant aux rapports entre le pouvoir central et la communauté des habitants. Quatre textes peuvent servir ici de référence : la Charte de Regnault Thibault aîné, prince d'Aquitaine et de Galles (1277) ; la transaction de 1680 entre les habitants et la vicomtesse de Biscarrosse ; la plaidoirie de Maître Thibault, avocat des usagers contre les Commissaires généraux du Royaume (1752-1760)¹ ; la délibération du Conseil municipal de Biscarrosse demandant à l'administration des Eaux-et-Forêts de préserver le parcours du bétail en forêt domaniale (1854). L'étude du contenu de ces textes permet de dégager l'évolution des rapports entre le centre et la périphérie, entre le local et le central.

Les propos de 1277 se réfèrent exclusivement à la notion de « saisine franche et libérale », qui dans le contexte médiéval, constituait un droit personnel, créateur de droits réels sur un territoire donné. Cette seule qualification est une garantie de liberté, un principe général d'autonomie collective et personnelle dont la seule limitation pourrait provenir de la concurrence d'un régime comparable s'exerçant au profit de personnes distinctes du groupe considéré. C'est ce que laisse supposer l'absence de preuves contraires.

Le privilège ainsi établi peut se comparer, avec toutes les réserves d'usage, à l'*habeas corpus* des droits contemporains. S'appliquant à une société de personnes inégales, il en possède à la fois les caractères déclaratif et général tandis que sa définition, limitée à un groupe et à un territoire particuliers, lui confère une valeur pratique immédiate. La difficulté du droit positif contemporain à transformer les libertés déclarées en libertés appliquées semble ainsi parfaitement résolue dans l'exemple qui nous intéresse.

[p. 64]

L'argumentation utilisée quatre siècles plus tard (en 1680) repose sur une énumération de droits précis. On passe d'un principe général (1277), à des modalités d'exercice précises et bien délimitées. Le décalage est ici de même nature que celui qui peut exister entre une « Déclaration de Libertés » (telles

¹ Défense des usagers à l'occasion de la confection des Papiers Terriers des domaines royaux de Guyenne, contre les Commissaires généraux députés par le Roi pour l'enquête en dernier ressort (Lettres Patentes du 15 août 1752).

qu'un préambule constitutionnel), et le régime légal d'exercice des libertés publiques. Ce processus de dégradation, bien repéré par l'analyse juridique contemporaine, se vérifie aussi à travers un exemple historique. Dans la diversité des situations et des époques, c'est la même technique intellectuelle de délimitation, le même exercice rigoureux de précision d'un objet donné qui est l'instrument du pouvoir d'État. Cela à partir de l'outil politique que constitue le droit écrit.

La deuxième empreinte, indissociable de la précédente, est d'ordre fiscal. Le texte de 1752 l'illustre parfaitement : « l'exemption » est invoquée contre les commissaires du Roi, avides de revenus supplémentaires pour la Couronne, comme fondement et comme preuve, tout à la fois, de la validité des droits d'usage. *A contrario*, « l'imposition » est signe d'extension des prérogatives étatiques. La poursuite du débat usager, tout au long du XIX^e siècle, sur laquelle nous reviendrons, fera apparaître les mêmes critères, mais en opposant, cette fois, des personnes interposées, la commune et l'administration des Eaux et Forêts.

Une autre différence apparaît aussi entre le XIII^e siècle qui admet la coutume comme source de droit incontestable et le XVII^e qui ne la fait intervenir qu'en second lieu. Entre-temps s'est manifesté le droit positif sous la forme de lettres patentes émanant de cinq souverains auxquels les habitants ont eu la prudence de demander la confirmation de leurs privilèges.

Elles deviendront la source de droit essentielle et admises comme telles, la coutume n'étant même plus mentionnée dans les plaidoiries de 1752 et 1760.

La prééminence manifeste du droit positif sur la coutume comme source des droits d'usages est aussi un indice d'affirmation du Pouvoir central comme seul créateur légitime de la règle de droit. Le droit écrit positif continue, restant premier. Il en est de même au niveau des contenus des textes.

La « bonne possession corporelle » de 1277 fait place en 1752 à des considérations attristées sur le sort des populations usagè-[p. 65] res. L'effet de plaidoirie explique en grande partie ces développements lyriques en usage dans tous les prétoires. On retrouvera pourtant au XIX^e siècle, dans les délibérations des conseils municipaux, sous des formes plus dépouillées, des arguments comparables à la force juridique des « franchises et privilèges ». Elle ne sera plus suffisante pour éviter « l'expropriation » implicite des droits d'usages lors de l'intervention de l'État pour fixer les dunes côtières.

Des éléments de pur fait, et non de droit, tels que la situation économique particulière des habitants et la raréfaction des vacants seront les seuls moyens d'obtenir de l'administration une tolérance révocable pour le parcours des bestiaux en forêt domaniale.

Le fait servait en 1277 à confirmer la pratique d'un droit antérieur ; six siècles plus tard, il eut pour fonction de servir d'ultime exception pour atténuer les rigueurs du droit de l'État, mais sans succès, puisque 90 % de la surface concernée sera délimitée en 1863 comme « forêt domaniale » et les pratiques

usagères définitivement proscrites sur cet espace. Dès lors, le débat usager, qui conservait encore une valeur idéologique, se prolongera de manière privée opposant directement les propriétaires du sol et le reste de la population concernée.

Telle qu'elle est illustrée par les différentes confrontations juridiques, l'évolution à long terme du statut usager conduit donc à la remise en cause du contrat initial. Néanmoins, l'exceptionnelle résistance de la coutume dans un contexte qui lui est de plus en plus défavorable prouve que la solution traditionnelle a pu se conforter, avec l'accord du pouvoir royal. La remarquable stabilité du statut usager, observée sur plus de cinq siècles, conduit à s'interroger sur les rôles réciproques des différents partenaires.

La communauté des habitants revendique en permanence le maintien du *statu quo*, ce qui reflète une stabilité corollaire de son équilibre économique. La combinaison espace vivrier et de parcours, espace forestier de complément, constitue un ensemble indissociable, étroitement dépendant de la stabilité démographique. C'est seulement au XX^e siècle, à la suite d'une augmentation spectaculaire de la population locale, que le système atteindra ses limites puisque l'exercice des droits d'usages rentrera en contradiction avec les capacités naturelles de la forêt, par ailleurs sensiblement réduite ¹.

[p. 66]

Il est un autre facteur d'évolution qui tient au caractère strictement domestique et autarcique du système « agro-sylvo- pastoral », c'est la perturbation apportée par l'échange monétaire. Dès avant le XVII^e siècle, mais à une époque et pour des raisons que l'on ne peut encore déterminer, certaines familles s'approprièrent des lots de pignadas grevés par le statut usager. Ceci est démontré par l'abondance des rachats effectués par Jean Baptiste de Caupos, parallèlement à l'acquisition en 1663 de la vicomté de Biscarrosse, ainsi que par l'expression « chacun en son fonds » employée par sa veuve en 1680 lors de la rédaction de la célèbre transaction. Ceci signifie qu'à cette époque, contrairement à la situation originelle du XIII^e siècle, coexistaient un régime de franchises collectives et une individualisation de nombreuses parcelles. Ces « propriétés » demeuraient embryonnaires et limitées à la seule ressource susceptible de transfert monétaire : l'extraction et le commerce des « résines, gommes et goudrons ». Le même phénomène se produisit en forêt de La Teste et fut institutionnalisé dès la fin du XV^e siècle par le capital de Buch qui réserva aux seuls « ayant pins » le droit d'exploitation de la résine et des « gommes et goudrons ». Ainsi, par un même mouvement qui concernait ces deux forêts proches du Bassin d'Arcachon propice au débouché commercial et maritime, la médiation monétaire inhérente à l'échange s'avéra indissociable de l'exploitation individuelle de la ressource. Par

¹ La population de Biscarrosse passera de 2500 à 8000 habitants entre 1960 et 1970 du fait de l'implantation du Centre d'Essais des Landes.

chance (ou par nécessité ?) les deux conceptions coexisterent, non sans conflits, mais par accommodements successifs.

Le statut usager reste globalement en vigueur, garant des équilibres « immémoriaux », mais son caractère domestique se précise : les droits qu'il confère doivent s'exercer « en nature », en direction des besoins individuels ou familiaux. À La Teste comme à Biscarrosse, les syndics des habitants sanctionnèrent les faits de commerce exercés par les usagers ; la ressource collective, pour assurer sa fonction longtemps considérée comme vitale, devait être conservée à la communauté des habitants. L'exercice des franchises fuit presque d'instinct l'usage de la monnaie et excluait l'échange extérieur quand il portait directement sur les ressources du « patrimoine commun ».

[p. 67]

À l'inverse, l'appropriation individuelle concerna avec acharnement les produits commercialisables et monétisables, tels que la résine, les poix et goudrons, dont les volumes excédaient largement l'usage strictement domestique, et dont on peut penser que les débouchés durables étaient effectifs dès la fin du XV^e siècle. Pourquoi n'assista-t-on pas à une prise en charge collective de l'échange monétaire, ce qui eût fait enjamber les siècles à la communauté des habitants en la transformant en « société (très) avancée », selon les critères idéologiques du XX^e siècle ? Ce débat, qui nous porterait loin puisqu'il illustre de façon pratique la genèse de la propriété privée, peut en partie s'éclairer si on prend en compte la fonction seigneuriale.

Le seigneur, qui à travers les textes, apparaît comme le principal perturbateur (en particulier en 1680) fut placé, depuis l'origine, dans une situation inconfortable qui l'obligeait à mener de pair une stratégie patrimoniale en même temps qu'une fonction de régulation sociale et juridique inhérente à son statut.

D'un point de vue patrimonial, depuis la charte de 1277 octroyée contre les intérêts du Sieur de Pommiers, baron de Fronsac, la vicomté de Biscarrosse fut un véritable « cadeau empoisonné » : son territoire était vaste, puisqu'il correspondait à un triangle de 30 km de base (sur l'océan), de 20 km de côté (jusqu'à une pointe dénommée « Lucatte », aux portes de Lugos, dans le département de la Gironde), la population peu nombreuse (de l'ordre de 200 « feux »), mais les charges étaient loin d'être insignifiantes. En dehors du coût de fonctionnement de la Basse Justice, qui se traduit par l'appointement d'un ou deux lieutenants, l'entretien du château et de la garnison correspondante, qui est attestée pendant la période anglaise¹, devait représenter une dépense non négligeable. En face, les « biens du Château » semblent bien modestes : une ou deux métairies en directe, trois à quatre moulins, des droits de lods, d'esperles, le droit d'herbage dans les lettres... et rien pour le reste puisque les habitants disposaient de tout l'espace pour y exercer des droits précis et affranchis de toute

¹ Des pièces de monnaie anglaise et des inscriptions dans la même langue furent découvertes au milieu des années soixante-dix dans l'une des tours du château qui devait servir de prison.

redevance ! Force est de constater que la vicomté changea quatre fois de mains entre 1277 et 1663, passant successivement des Fronsac, aux Montferrand, aux Saint Martin, marquis de Pontonx, et enfin aux Caupos, comme si elle avait épuisé [p. 68] économiquement les différents titulaires¹. L'acquisition de la vicomté en 1663 par Jean Baptiste de Caupos se doubla d'une trentaine de transactions particulières portant sur des lots de pignadas détenus par de nombreuses familles locales, qui ont obtenu des baux à fief des précédents seigneurs. Ceux-ci, sans doute à la recherche permanente de revenus complémentaires, ont favorisé, autant qu'ils ont pu, l'appropriation individuelle, mais elle ne portait guère que sur des territoires grevés, et consentait des droits exclusifs, contestables par principe. Pourtant, si elle se produit, et si elle est attractive, c'est que des individus y ont trouvé un intérêt matériel, celui d'exploiter à leur profit la ressource gemmière et de transmettre à leurs héritiers le gisement désormais identifié. En diffusant ainsi une « propriété gemmière », les seigneurs ont en même temps constitué progressivement un groupe social propre à soutenir leurs tentatives séculaires de limiter l'ampleur des franchises collectives, pourtant régulièrement confirmées par le pouvoir royal. Les tentatives échouent jusqu'en... 1680. La transaction est provoquée par la remise en cause du droit de pêche, sur laquelle le seigneur échouera, comme toujours, mais elle porte une novation essentielle, à travers le droit exclusif d'exploitation gemmière. Celui-ci n'a pu être ainsi consacré que parce que le seigneur n'était plus seul pour le revendiquer, parce qu'il pouvait s'appuyer sur un groupe interne à la communauté qui souhaitait tout autant la reconnaissance définitive de ses droits. La même configuration prévaudra lors du cantonnement (réussi) de la forêt usagère à la fin des années 1970 : contrairement à La Teste où la procédure piétine, c'est l'unanimité des propriétaires de Biscarrosse (petits et gros) qui favorisera la mise au point du projet et entraînera la décision des juges.

La transaction de 1680 marque ainsi une continuité dans le problème patrimonial inhérent à la vicomté de Biscarrosse, en même temps qu'une régulation sociale et politique totalement inédite. La veuve de Jean Baptiste de Caupos, qui prend la suite d'un patrimoine constitué essentiellement pour détenir une matière première recherchée, pourra faire figure d'arbitre en « transigeant » sur l'appropriation individuelle de l'exploitation de la résine. Elle servira les intérêts de son commerce, mais aussi celui d'un groupe social déjà concerné par l'échange monétaire [p. 69] et installé en forêt usagère, après avoir systématiquement racheté au préalable les lots de pignadas souvent mis en gage auprès de son défunt mari contre avance monétaire².

¹ Expédition de l'acte d'achat de la vicomté de Biscarrosse par Jean-Baptiste de Caupos le 2 septembre 1663 (Archives départementales des Landes).

² Les titres de la famille de Caupos inventoriés aux Archives Départementales des Landes depuis décembre 1996 font état, à côté de l'achat de la vicomté proprement dite, d'une trentaine de transactions auprès de particuliers portant sur des pignadas et venant solder des emprunts antérieurs.

C'est ainsi l'échange et l'argent consubstantiel, qui ont ouvert la brèche par où s'introduira la propriété individuelle, et qui viendront à bout de « l'équilibre immémorial » après trois siècles supplémentaires d'ajustements successifs et de résistances farouches.

Appelé à arbitrer ces lointains conflits, le pouvoir central, judiciaire ou exécutif, a, jusqu'au XIX^e siècle, consolidé avec une rare constance les privilèges collectifs, en dépit des appétits fiscaux manifestés au XVIII^e siècle. Cette posture changera radicalement lorsque l'Administration forestière interviendra dans le jeu interne en tant qu'acteur direct des travaux de fixation des dunes. Elle balaiera alors sans résistance sur 90 % du territoire concerné le « régime immémorial » qui continuera à survivre de manière exacerbée sur « une peau de chagrin ». L'État, curieusement intouchable, entreprendra un règne de propriétaire exclusif, tandis que le débat usager poursuivra son agonie au travers de développements idéologiques internes. Cette même dialectique de la survie d'enjeux irréels ou contradictoires dans la construction idéologique se retrouvera dans la question du gemmage. Mais elle est précédée dans les deux cas d'une phase de construction (ou de structuration) juridique qui constituent leur histoire avant de devenir leur épopée.

La consolidation juridique du système traditionnel

Sans d'autres violences que celles des mémoires en justice, la communauté des habitants de Biscarrosse est parvenue à faire jouer la garantie du pouvoir royal au profit de son équilibre traditionnel, cela contre les tentatives d'appropriation seigneuriales. En termes de relations de pouvoir cette situation peut paraître paradoxale à plus d'un titre.

D'abord, la demande des habitants est satisfaite intégralement sans contrepartie apparente imposée par le pouvoir central. Tout se passe en effet comme si le Roi entérinait un contrat initial ayant presque valeur de droit naturel. Les changements liés à l'affermissement du pouvoir monarchique et exprimés par la [p. 70] naissance d'un droit écrit sous François I^{er} passent parfaitement inaperçus localement. Nous retiendrons comme explications provisoires l'absence d'enjeu pour la Couronne dans cet octroi généreux de lettres patentes, le caractère lointain et « misérable » de cette province, même d'un point de vue fiscal, l'insignifiance de son seigneur dont les récriminations n'atteignaient sans doute pas la Cour, enfin, le souci de prendre la digne suite du souverain anglais, répandu dans la Généralité de Bordeaux. Autant d'éléments favorables au maintien des libéralités originelles.

Ensuite, la fonction seigneuriale se révèle également sous un jour particulier. Le schéma, désormais classique du « notable charnière » entre la société globale et le sous-système local se trouve à la base des interprétations fonctionnalistes. On lui reconnaît, soit le rôle d'accélérateur du changement local (comme le notable politique modernisateur ou le « cacique » des Indiens du Paraguay), soit de

résistant (le koulak ou le seigneur d'ancien régime). L'hypothèse d'une alliance entre le groupe de base et le pouvoir central contre le notable déstabilisateur est plus rarement vérifiée. Les vains efforts du seigneur de Biscarrosse en vue de remplir sa fonction latifundiaire, cohérente avec son époque, sont difficiles à expliquer sur le long terme à l'aide d'une théorie sociologique. Nous avons vu cependant plus haut comment, en 1680, c'est en s'appuyant sur un groupe interne à la société locale que le seigneur parvient à introduire des germes d'évolution.

Enfin, à l'échelon de la communauté des habitants, l'habitude est prise de s'en remettre à l'arbitrage du pouvoir central dès qu'une agression quelconque menace les équilibres internes du groupe consacrés par des garanties juridiques. La constance de la confirmation des « privilèges et franchises » fera la force des habitants. Mais elle provoquera aussi leur faiblesse, quand, après six siècles de paternelle bienveillance de l'État, ceux-ci, par édiles interposés, seront contraints à tous les renoncements devant l'avancée des dunes.

Nous verrons que plus tard, l'effet en retour n'a pas été systématiquement favorable à la consolidation de l'équilibre local traditionnel. Bien pire, l'État acteur trahira l'État arbitre, prenant de court la confiance séculaire des populations dans le souverain. Mais le souverain, ou son représentant direct, l'administration [p. 71] bénéficie encore de la « transcendance » attribuée au « garant ». Quitte à ce que, dans leurs cœurs, les « *enfants du désert, chassés de leur héritage* »¹ méditent secrètement cette injustice quand ils ne peuvent plus fouler les sables jusqu'à « la grande mer », à la différence de leurs aïeux.

La surrection singulière de l'administration (XVII^e-XIX^e siècle)

[Retour au sommaire](#)

Depuis la fin de la période gallo-romaine, l'ensemble du littoral aquitain est soumis à de profondes transformations sous l'effet des vents dominants d'ouest et nord-ouest. On a longtemps cru ce phénomène imperceptible, sans effet sur les populations, jusqu'à ce que l'accumulation des sables finisse par menacer au XVII^e siècle des bourgs tels que Mimizan et Libyenne situés à six kilomètres à l'intérieur des terres.

À l'issue de vingt ans de fouilles archéologiques menées sur le site de Losa², Bernard Maurrin³ et son équipe de plongeurs, ont mis à jour des lieux de

¹ Gérard Saint Jours, *Histoire des dunes de Gascogne*, Dax, 1827.

² Ancien nom de Sanguinet, Losa est mentionné sur l'itinéraire d'Antonin (III^e siècle après J. C.).

³ Bernard Maurrin, *3000 ans sous les eaux*, Bordeaux, Gaïa, 1998.

peuplement dont les plus anciens remontent à l'âge du bronze ancien ¹, qui se sont déplacés successivement au fur et à mesure de la montée du niveau des eaux. La mouvance du paysage et des populations est donc sur le très long terme une réalité structurelle de ce littoral.

Au danger d'enlissement s'ajoute celui de l'inondation des parcelles cultivées sur la rive orientale des étangs littoraux : la pression de 90 000 hectares de dunes mouvantes refoule les eaux lacustres vers l'intérieur, là où s'étendent non seulement les habitations mais aussi les zones de culture vivrière.

Bien que d'une autre nature que la tentative d'appropriation de la forêt usagère, ce phénomène physique possède le même effet perturbateur sur le système agropastoral. L'équation précise qui le définit par rapport à l'espace environnant est, cette fois, remise en cause par le risque de destruction pure et simple du terroir vivrier.

Comme dans le cas précédent, la solution sera recherchée à travers l'appel direct à l'intervention du pouvoir central, même si des expériences locales suffisent parfois à contenir le danger. Le [p. 72] schéma de « l'appel en garantie » se vérifie à nouveau, selon le triple processus déjà observé à propos des droits d'usage. L'origine du recours réside dans l'atteinte à l'équilibre vital de la communauté. Son mécanisme est caractérisé par l'appel à la compétence technique, et non plus à l'arbitrage politique. Enfin, l'intervention de l'État provoque des changements structurels sans rapport avec le problème posé.

L'impuissance de la société locale devant l'envahissement des sables

[Retour au sommaire](#)

Si le pouvoir souverain est garant de la justice, il l'est pareillement, après Dieu, de la sauvegarde des biens et des personnes. Le réflexe de demande de mise en œuvre du « plan ORSEC » est aujourd'hui immédiat dès que les avatars de la météorologie viennent perturber les habitudes. Dans l'histoire, la puissance publique était également invoquée lorsque des fléaux insurmontables (famines, épidémie) mettaient en péril l'existence même des personnes. Dépositaire d'une parcelle de puissance divine, symbolisée par l'onction du Saint Chrême lors du Sacre de Reims, le Roi intervenait sans grand moyen après les supplications d'usage. L'efficacité matérielle, notion essentiellement laïque, apparaîtra lorsque l'État moderne, dépositaire du savoir et de la technique, se dotera d'un dispositif permanent d'intervention en la matière par la création de services publics.

¹ Soit autour du VII^e siècle avant J.-C.

L'épisode, durable, de l'envahissement des sables coïncide avec ce changement structurel du pouvoir central qui n'est pas perçu par les populations demanderesses restées à l'âge des processions et de la « guérison des écrouelles ». Tandis que la nature du cataclysme exigera sur deux siècles, la mise en place d'un appareil administratif inattendu, dont l'intervention « réclamée » préparera la surprenante révolution économique du XIX^e siècle.

L'envahissement des zones habitées

Peut-être parce qu'il est le plus spectaculaire et le plus inédit dans le catalogue des catastrophes naturelles, c'est l'enlèvement [p. 73] des habitations qui a le plus souvent été retenu par les historiens comme manifestation de l'avancement des dunes. La destruction de Mimizan en 1770 apparaît comme le fait marquant, celui qui provoquera l'émoi des populations et les rapports alarmés des Intendants.

Dès 1666, cependant, plusieurs maisons de la paroisse d'Aureilhan furent détruites par les sables tandis qu'à la même époque, les habitants de Labenne maîtrisaient le danger par le procédé de la plantation. Au début du XVIII^e siècle, l'église primitive de Sainte Eulalie, prieuré de l'Ordre de Malte, fut ensevelie et la nouvelle paroisse construite plus à l'Est bientôt menacée ¹.

Les cas d'ensablement se multiplient donc à la veille de la Révolution, mais ils sont concentrés dans le Pays de Born. Le rythme et le volume de l'avancement restent inégaux. En 1810, Dominique Larreillet, envoyé à Parentis en Born par la Commission de fixation des dunes fournira ces précisions :

« Nulle part les sables ne font autant de progrès et ne causent autant de dommages que dans la partie que je suis chargé de surveiller. Les dunes qui existent depuis Bias jusqu'à l'embouchure de l'Adour ne sont ni aussi élevées, ni aussi mobiles, que celles qui sont au nord, un aussi grand espace ne sépare pas la mer de la terre ferme, ce qui prouve qu'elles voyagent d'une manière moins sensible... Les vents ne font point voyager aussi facilement les dunes qui cernent le pays appelé Marensin que celles qui existent dans la contrée connue sous la dénomination de pays de Born... »

L'habitant du Marensin a su fixer et utiliser partie de ces dunes mobiles, il y a planté des vignes ². »

Deux ans plus tard, comme pour confirmer ces observations, l'ancienne église de Mixe fut découverte sous le sable, à 1800 mètres du front oriental des dunes :

¹ Cité par Buffault in *Histoire des dunes maritimes de la Gascogne*, op. cit., p. 110.

² *Ibid.*

« Les vieillards du pays se rappelaient encore, il y a quelques années, en avoir vu les ruines dans leur jeunesse ¹. »

En l'espace d'une vie, les sables arides purent recouvrir deux kilomètres d'un espace primitivement domestiqué par la forêt, la culture ou l'habitat. L'ensablement des constructions (églises, maisons d'habitation, cabanes) demeura malgré tout un phénomène ponctuel, lié aux hasards du peuplement et à la rencontre inopinée de l'avancée des dunes et des ouvrages humains. Il ne fut [p. 74] que potentiellement un cataclysme social et ne se révéla qu'à travers des cas localisés. Le rythme de la progression apparut trop lent, l'habitat trop dispersé pour que la survie réelle du groupe humain fût en jeu.

En fait, le danger le plus grave de l'envahissement des sables, résida d'un point de vue social dans ses conséquences géologiques et mécaniques : l'inondation des terres arables liée au bouleversement du régime hydrologique de la zone littorale.

L'inondation des zones habitées

La fixation des dunes supprimera la cause de ces déséquilibres hydrologiques, mais les prolongements lointains de ce cataclysme se font encore sentir aujourd'hui : le niveau des étangs est maintenu artificiellement à une cote sur laquelle ne s'accordent guère les techniciens du service de l'Équipement et les représentants des communes riveraines.

Les conséquences en furent légères par rapport aux inondations de récoltes, aux conflits de bornages, aux rivalités entre villages que purent provoquer les caprices des eaux mouvantes soumises à la pression des sables. Pendant tout le XIX^e siècle, la vie locale fut émaillée d'incidents et de difficultés graves liés au bouleversement des règles vitales de l'affectation traditionnelle de l'espace. On demanda avec insistance une action de la préfecture pour compléter entre Arcachon et Mimizan l'œuvre de fixation entreprise partout ailleurs. Celle-ci tarda puisque les dunes du Pays de Born ne furent fixées qu'entre 1850 et 1860. Dans le cas de Biscarrosse, l'intervention de l'État arriva trop tard pour que soit sauvegardé intégralement l'équilibre originel.

L'anéantissement partiel de la forêt usagère de Biscarrosse

S'étendant jusqu'aux rives de l'Océan, selon le texte même de la Charte de 1277, le territoire usager fut, le premier, gagné par l'avancement des sables. Pendant tout l'Ancien Régime, le rythme fut sans doute trop lent pour que la population puisse se rendre compte de la menace que faisaient peser les dunes

¹ Buffault, *op. cit.*, p. 252.

côtières sur sa forêt de prédilection. Elle était d'ailleurs familiarisée avec ces lettres de sable blanc mentionnées dans la plupart des textes et utilisées comme lieu de pacage ¹.

[p. 75]

Les choses changèrent brusquement à la fin de l'Ancien Régime. En 1818, Le Boullenger, ingénieur en chef des Landes, consignait les observations suivantes :

« Les gens du pays m'ont assuré qu'ils [les sables] ont déjà couvert une demi-lieue de longueur de la forêt [montagne de Biscarrosse] et suivant leur expression, un espace capable de nourrir quatre familles de résiniers,... ces mêmes particuliers affirment que les sables avancent avec rapidité depuis 60 ans » ².

Dix ans plus tard, Pierre Dalis, maire de Biscarrosse, pouvait écrire au préfet des Landes :

« La commune de Biscarrosse... de riche qu'elle était autrefois, elle se voit indigente quelle chose qu'elle fasse par ses propres moyens.

Sa richesse passée consistait dans une forêt d'arbres pins dont la propriété était à quelques-uns, le travail, le droit de parcours, celui des bois à brûler, pour bâtir, former et construire, était à tous. Cet usage, joint à l'exploitation de cette forêt, mettait ses habitants dans une aisance que ceux d'aujourd'hui ont à peine vue, mais ne reverront plus (...).

L'effet des sables déposés par la mer sur ses plages, de là emportés par les vents depuis la partie du nord, jusques et y compris là celle du sud-ouest qui sont venus se porter sur elle, l'ont tellement couverte [la forêt] et amoindrie en tous sens qu'elle se trouve réduite à une superficie du quart au tiers d'alors, et tel qui était propriétaire il y a 100 ans ne l'est plus depuis cinquante ans, et successivement de moins en moins ; ce qui indépendamment des revenus perdus pour les propriétaires, les usagers ont aussi perdu les droits de parcours et autres usages ce qui porte un préjudice notable à la population actuelle... ³. »

Qu'il s'agisse d'habitations, de zones de culture ou de forêts d'usage collectif, la soustraction par les sables de l'espace utile condamna la société locale à

¹ Et sur lesquels s'exerçait, à Biscarrosse, le « droit d'herbage ». Acte d'achat de la vicomté de Biscarrosse par Jean-Baptiste de Caupos en 1663, (Archives départementales des Landes).

² Buffault, *op. cit.*, p. 110.

³ Extrait des Archives des Eaux et Forêts, indiqué par Buffault, *op. cit.*

s'adapter à une nouvelle géographie. Ni l'organisation agropastorale ni le niveau des techniques agronomiques ne lui permettaient de faire face à cette situation.

Ce cas de figure particulièrement critique ne s'étendit pourtant pas à l'ensemble du littoral aquitain. Le degré de perturbation se montra variable et les enjeux différenciés sensiblement dans le Marensin, où une solution locale (la plantation des vignes) suffit à contenir le danger. Il en alla de même sur la côte médocaine où [p. 76] plusieurs localités subirent une menace moins pressante parce qu'elles se trouvaient plus éloignées du rivage, ou encore à l'embouchure du Bassin d'Arcachon qui bénéficiera des premiers essais fructueux de fixation à l'aide des pins maritimes.

Ces différences de situation sont à prendre en compte pour analyser le processus initial de recours à la puissance publique, première occasion pour ces régions d'une confrontation directe avec un interventionnisme d'avant-garde : celui de l'État royal.

L'émergence du pouvoir administratif

[Retour au sommaire](#)

Une seule génération sépare la survenance de ces événements localisés et la mise en place d'une forêt artificielle depuis Bayonne jusqu'à l'embouchure de la Gironde. Le contraste entre la situation de ces sociétés agropastorales pratiquement autonomes et l'apparition sur leur propre territoire de méthodes foncières et sociales autant que techniques appliquées par un pouvoir d'État provoque l'embarras de l'observateur. Là où l'on pourrait s'attendre à une confrontation accompagnée de rapports de force et de résistances, l'histoire locale de ces changements ne parvient à dégager que des accoutumances progressives ponctuées par des figures individuelles. L'évidente transformation physique qui en découlera est généralement source d'admiration, parfois de controverses sur leur bien fondé, toujours de travaux historiques remarquablement complets et précis issus le plus souvent d'une culture scientifique.

Autant qu'agronomique, la performance de cette transformation est aussi d'ordre social et politique : celle de la rencontre de deux mondes séparés par l'histoire et associés autrement que par la guerre ou la révolution.

À s'en tenir à la vision habituelle de l'œuvre de fixation des dunes, la société locale va s'effacer petit à petit devant l'action administrative et ses héros. Pour raconter la transformation des Landes, il n'est plus question de paroisses, de communautés d'habitants, de notables, sinon comme simples sujets des réalisations grandioses menées par des administrateurs éclairés. Il est d'ailleurs surprenant que ces initiatives centrales aient été néces-[p. 77] saires pour « *faire rentrer les Landes dans l'histoire* ». Avant, il existe des misérables, des laissés pour compte dans un désert. Après, se révèle de manière inattendue une

population saine et laborieuse héritière d'une « terre promise », ce « *jardin pour la vieille garde* » dont rêvait Napoléon I^{er}.

Jusqu'en 1840, la jonction du « glacis landais » avec le reste du territoire français n'est pas réalisée : ni les communications, ni la couverture administrative, ni la langue et la culture ne permettent d'assurer la fusion avec le système economico-juridique dominant.

L'intégration politique sera postérieure à une intégration initiale dont le rattachement des Landes à l'histoire est la principale manifestation. Dans ces conditions, le mécanisme du recours des habitants, menacés matériellement, s'accompagnera de modalités particulières. L'effort de conviction remplace l'argumentation juridique, la doléance apitoyée ne s'accompagne pas de menaces de révoltes, les représentants des communautés s'efforceront de prendre corps dans une pensée administrative qui s'élabore loin d'eux et dont les retombées peuvent momentanément résoudre une crise cruciale.

Le processus aboutira au succès lorsque leur problème particulier sera pris en compte par le préfet, ou à défaut, par l'ingénieur chargé des dunes. Les habitants n'en sont pas pour autant livrés à la coïncidence mentale d'un administrateur (autant parler d'arbitraire dans ce cas). Ils doivent simplement faire en sorte d'être « pris en considération », « d'attirer toute l'attention » du représentant de l'État, de s'associer à son action et de rencontrer une politique qui les englobe. Nous sommes déjà loin du ton libertaire qu'évoquait fort noblement la requête directe des habitants vers leur souverain.

Leur transformation en « administrés », confrontés à des difficultés nouvelles, faites de lenteurs et de supplications, est postérieure à un complexe enchaînement d'associations d'idées qui trouve son origine dans la rencontre entre des thèmes idéologiques nationaux et un terrain d'application : les landes de Gascogne.

Cette métamorphose est provoquée par un double mouvement convergent :

[p. 78]

- en provenance de l'État à travers l'élaboration et les avatars d'un « projet » sur les landes ;
- en provenance des représentants des populations locales confrontées au problème technique –insurmontable pour eux– de l'ensablement de leur terroir.

Ils seront contraints à des concessions psychologiques et politiques dont les administrateurs sauront tirer parti pour préparer la « normalisation ».

La fabrication d'un « projet national landais »

Ni les armes, faute d'enjeux, ni les échanges, faute de facilités de communication, ne suffirent sous l'Ancien Régime pour faire réellement rentrer les landes dans l'orbite administrative du pouvoir royal.

Dès le XVII^e siècle, les premiers grands commis, soucieux de l'intégration du territoire, pouvaient s'étonner de l'existence de cette vaste étendue délaissée par les progrès de la civilisation dominante. À partir de 1610, avec une remarquable continuité, avec la politique d'aménagement du territoire de nos jours, les landes ne cesseront plus de susciter des projets séduisants dans la pensée des administrateurs de l'État. L'énumération des propositions imaginées depuis cette époque prend un caractère largement symptomatique de l'interventionnisme étatique.

Sous le règne d'Henri IV, 900 000 Maures chassés d'Espagne par un édit de Philippe III¹, représentés par un ambassadeur à Paris, se proposèrent comme volontaires pour « défricher » les landes². Craignant des troubles parmi la population, on renonça au projet. Dans la même ligne d'un peuplement de « colonisation », on envisagea au début du XVIII^e siècle d'installer des déserteurs amnistiés ou encore des colonies de mendiants ou de vagabonds qui deviendraient propriétaires de parcelles préalablement défrichées par leurs bras³. Ce courant colonisateur connut de nombreux prolongements sur lesquels nous reviendrons. Il fut la première manifestation de l'intérêt pris par le pouvoir central pour la question landaise. À partir de 1750, le regard devint plus précis et moins naïf. L'essor des idées physiocratiques, centrées sur le développement des richesses agricoles, suscita des observations, des rapports, ainsi que les premiers réflexes d'aménage [p. 79] ment : on ne compte pas moins de dix-huit projets de canaux reliant entre eux les étangs landais, entre Bayonne et l'estuaire de la Gironde⁴. L'ambition était légitime : sans un système de drainage efficace, les landes seraient demeurées impropres à la culture parce que marécageuses⁵.

La fixation des dunes dont la nécessité apparut sensiblement à la même période, constituera le premier défi à partir d'une nature hostile lancé aux regards des « inventeurs » du nouveau pays landais. Elle sera aussi le premier succès de l'intervention de l'État, au milieu d'échecs agronomiques à la fois cuisants et longtemps accumulés.

¹ Cité par Buffault, in *Histoire des dunes maritimes de la Gascogne*, op. cit., p. 110.

² *Ibid.*

³ *Ibid.* p. 252.

⁴ *Ibid.* Édit du 10 janvier 1610.

⁵ Archives des Eaux et Forêts. Cité par Saint-Jours, *La Propriété des dunes de Gascogne*, Dax 1924.

Rivalités et installation des administrations techniques

Du point de vue de l'administration, ce milieu landais restera longtemps le type même de « l'objet indéfini », ou ce que le langage des mathématiques modernes qualifie « d'ensemble vide ». Le pays des « landes de Bourdeaux » est perçu comme un véritable désert, dans toute la sécheresse de l'acception géographique du terme, c'est-à-dire comme un milieu hostile à l'homme et par conséquent sans organisation humaine significative. Cette simplification originelle, qui assimile le désert et le sauvage, évite à l'expansionnisme « aménageur » les détours d'une prise en compte de l'existant social. Aussi, l'administration n'aura jamais ici ce rôle de synthèse entre intérêts locaux et intérêts globaux dont elle peut se flatter aujourd'hui. L'élaboration d'un projet national landais s'apparente au départ à une construction intellectuelle nourrie d'inspirations agrariennes et d'objectifs humanitaires à long terme. Elle est favorisée par la mode de « l'exotisme » qui fait fureur à Paris dans la seconde moitié du XVIII^e siècle et on ne compte pas les noms d'intendants ou d'érudits divers qui présentent « leur solution landaise », souvent devant l'Académie des Inscriptions, Sciences et Belles Lettres de Bordeaux. Nous nous attacherons seulement aux plus célèbres, à travers les conséquences pratiques de leurs travaux qui se révéleront un siècle plus tard.

Des hommes tels que Charlevoix de Villers, les frères Desbiey, Brémontier, et, plus tard, Chambrelent, ont tous établi les liaisons qui manquaient entre les projets futuristes élaborés au sommet de l'État et une méthode appropriée pour donner au projet [p. 80] un contenu concret sur le terrain. Mais leurs points communs, quel que fût le souvenir de la postérité, ne s'arrêtent pas là. Une homogénéité apparaît en effet, tant au travers des profils personnels qu'à celui des œuvres.

Ce sont des techniciens, et dans la majorité des cas, d'excellent niveau. Charlevoix, baron de Villers, est ingénieur de la Marine et des Colonies ; Brémontier et Chambrelent sont ingénieurs des Ponts et Chaussées ; les frères Desbiey sont, pour leur part autodidactes (l'un étant prêtre, et l'autre receveur des Finances), mais la qualité de leurs travaux dépasse les performances habituelles de l'amateurisme. Une passion pour les sciences et un bon sens remarquables ont suppléé dans leur cas aux ressources d'une formation adaptée. Possédant la pointe du « savoir des Lumières » en matière agronomique, ces ingénieurs brillants s'efforceront d'effectuer d'abord une description scientifique du terrain. Leurs mémoires commencent toujours par une étude géographique extrêmement détaillée dans une perspective agricole. Les éléments ethnologiques font, en revanche, singulièrement défaut, la présence humaine étant traitée de manière allusive. Seuls les récits de voyages nous renseigneront, un peu plus tard, sur l'état des populations.

Les réformateurs sont d'abord des fonctionnaires. À ce titre, ils sont les propagandistes des thèmes idéologiques du siècle des physiocrates et des

« Lumières », élaborés par le gouvernement central à propos des landes. La confiance dans les possibilités de la technique (déjà !) s'accompagne d'un messianisme caractéristique des « grands desseins » : « *Nous sommes bien convaincus qu'il n'existe aucun projet en France d'une utilité plus reconnue, d'un produit plus certain* », écrit Brémontier dans son célèbre rapport de 1780. Pour des fonctionnaires en mission jugés sur leurs comptes rendus, l'habileté la plus élémentaire ne consistait-elle pas à mettre en valeur l'objectif assigné par les supérieurs ? Mais l'emprise de la logique administrative ne s'arrête pas là.

Agents en mission, les ingénieurs se heurtèrent parfois aux agents de gestion, à savoir les intendants. Ainsi, Charlevoix de Villers, pendant toute la durée de ses observations (1770-1781), dut subir l'hostilité de l'intendant Dupré de Saint Maur qui finit par obtenir son renvoi. Son œuvre serait restée sans doute igno-[p. 81] rée sans plusieurs courriers directs au ministre Necker. À l'inverse, Brémontier bénéficia de l'appui du successeur de Dupré de Saint Maur, l'Intendant de Névill, qui favorisa la promotion de ses projets.

Il n'est pas de fonctionnaire sans ambition et sans recherche d'avancement : malgré une multitude de mémoires ayant tous une valeur d'application partielle, seuls quelques noms furent retenus par l'histoire. Nicolas Brémontier, en particulier, n'hésita pas à prendre à son compte les travaux de ses prédécesseurs immédiats, Charlevoix de Villers et Desbiey.

Enfin, l'esprit et les rivalités de corps marquèrent la phase active de la fixation des dunes, puisque l'administration des Eaux et Forêts et celle des Ponts et Chaussées ne parvinrent jamais à délimiter clairement leurs compétences respectives.

Les réformateurs en question furent aussi des hommes de terrain. Soit parce que leur mission consistait d'abord à observer les lieux, soit parce que leurs fonctions supposaient une insertion locale (les frères Desbiey). Il en résulta une rencontre fructueuse avec les pratiques de fixation mises au point localement par les autochtones.

Celles-ci existaient en différents endroits du littoral et avaient suffi, notamment en Marensin, à contenir le danger. Les dunes de Bayonne furentensemencées de longue date en pins maritimes et le parcours du bétail entre Anglet et Capbreton fut interdit de 1518 à 1629 pour protéger les semis ¹. Pareil pour le clayonnage, toujours utilisé de nos jours pour fixer la dune côtière, que l'ingénieur Guyet de Laprade définissait ainsi en 1797 :

¹ *Ibid.*

« Manière connue et usitée depuis longtemps par les habitants du pays et qui consiste à répandre la graine sur le sable et à la recouvrir de branchages qu'on fixe avec de petits piquets » ¹.

Brémontier, pour sa part, dut beaucoup aux essais de fixation de pins maritimes menés à La Teste par Peyjehan à la demande de Jean Amanieu de Ruat, capital de Buch.

L'apport véritable des agents de l'administration a donc consisté à effectuer la synthèse des pratiques locales puis à proposer une solution générale et définitive au moyen de l'ensemencement en pins maritimes, depuis l'embouchure de la Gironde [p. 82] jusqu'à Capbreton. L'empreinte de l'État se retrouve ici à travers la généralisation d'un procédé technique dont la mise en œuvre dépasse largement les moyens matériels locaux. Le fait de dégager une solution uniforme et adaptée à un milieu physique homogène, est l'avantage caractéristique de la puissance étatique, dont les conséquences politiques vont se manifester à un double niveau :

- en emportant l'adhésion des pouvoirs locaux puisque l'objectif correspondait à leurs préoccupations (ici, l'avancement des dunes).
- en soustrayant à ces mêmes pouvoirs locaux la responsabilité (et partant, les compétences) d'une entreprise dont le caractère général et massif dépassait parfaitement leurs possibilités ².

Cette étape fut franchie d'autant plus facilement que les bénéficiaires potentiels se trouvaient en position de concurrence pour obtenir satisfaction. La crainte d'être défavorisé par rapport aux voisins immédiats, ou, après coup, l'exigence d'avantages comparables poussèrent le corps social local, à travers ses représentants, à obtenir un « résultat » de l'administration.

La transmission des prérogatives qui accompagna inévitablement cette démarche passa alors inaperçue ; plus tard, lorsque les effets de l'innovation s'estompèrent et que demeurèrent les à-côtés formels (dont l'aggravation des charges communales), d'autres enjeux et sollicitations permirent à la dialectique administrative de poursuivre son développement. La grande force de ce mécanisme de conquête politique au moyen de « l'enchaînement des idées » consiste à susciter chez les futurs sujets de l'action administrative la demande pressante de leurs propres instruments de domination : centralisation par en bas...

¹ *Ibid.*

² Même si localement des travaux de fixation efficaces avaient pu être réalisés par les communes. Mais l'administration les interrompra, alors que la loi ne lui en réservait pas le monopole...

La soumission des pouvoirs locaux

Telle qu'elle apparaît au travers des pages qui précèdent, la mise en place de l'avant-projet landais se déroula totalement à l'écart de l'organisation sociale locale. Les multiples mémoires produits durant le XVIII^e siècle ne circulèrent qu'à l'intérieur des bureaux ministériels face à un public en majorité illettré, face aussi à une [p. 83] culture locale peu préparée au langage et aux méthodes de l'État moderne, l'expérimentation directe et la tournée des populations remplissant la fonction assignée aujourd'hui aux moyens de communication de masse et aux techniques de « consultation ».

L'expérimentation directe, menée par Brémontier sur les dunes de La Teste, facilitée par les travaux déjà entrepris par un « né-natif », fut le meilleur facteur de sensibilisation des populations locales avoisinantes. Le test s'avérant positif, on s'adressa tout naturellement à l'administration responsable du succès pour que l'expérience soit élargie. Les cahiers de doléances des habitants de La Teste illustrent bien cet état d'esprit :

« L'essai que le Gouvernement vient de faire assure une réussite certaine et incontestable... Les habitants y recouvreraient alors partie de leurs possessions qui ont été envahies... Les malheureux habitants ont le mal au cœur de se le voir enlever tous les jours par les sables (1^{er} mars 1789) ¹. »

La constatation, même éclatante, d'une réussite locale, ne pouvait suffire à justifier, à elle seule, une aussi vaste entreprise. Le dessein était général et devait être assis sur des informations et des recoupements permettant une véritable action administrative.

La tournée des populations sur l'ensemble du littoral permit entre 1780 et 1789 de recueillir les suppliques des Maires et de les consigner dans les rapports des ingénieurs. Missionnaires de l'État, en même temps que sauveurs de l'espace vital, ces fonctionnaires zélés font penser à des notables de circonstance, dont le rôle charnière consiste à régler un impératif local au moyen de techniques généralisables, privilège essentiel de l'État. On pouvait s'attendre à une concurrence avec les notables traditionnels, comme dans les cas des colonisations habituelles. Celle-ci ne se produisit pas vraiment, en raison de l'impuissance des notables locaux à résoudre le problème ; en raison aussi d'une subtile convergence d'intérêts qui rapprocha l'élu (ou celui qui en faisait fonction pendant les périodes de régime autoritaire) et le fonctionnaire. Le premier avait besoin des moyens techniques, administratifs, plus tard financiers, dont disposait le second afin de répondre aux exigences du corps social, l'administrateur

¹ Saint Jours, *op. cit.*

recherchait auprès des usagers l'approbation justifiant aux yeux de ses supérieurs l'intérêt des propositions antérieurement formulées.

[p. 84]

Derrière ces jeux de rôle se façonna la mise au point du « dédoublement fonctionnel » du maire, consacrée plus tard par la loi organique du 5 avril 1884 sur le pouvoir local. Celle-ci fit du maire futur, à la fois le représentant d'une population définie localement et le représentant de l'État, garant de l'ordre public et exécuteur sur le terrain de la norme nationale. Comme le souligne Christian Thibon dans son étude sur les vallées pyrénéennes confrontées à l'instauration de l'administration au XIX^e siècle :

« De ces différentes manières et de façon homéopathique, l'autorité et l'ordre public s'imposaient, tout en reconnaissant l'indépendance villageoise puisque les principales décisions étaient validées d'un vote au conseil municipal et d'élections au suffrage universel, bien que les initiatives fussent de plus en plus "paternisées" par l'appareil politico-administratif et laissées à l'appréciation du maire »¹.

Petit à petit, le pouvoir local se trouva enfermé dans une dialectique qui fit, selon le même auteur, que « *peu à peu, l'espace villageois rebaptisé et finalisé en fonction de nouveaux critères, dont l'intérêt public, devenait le support d'un apprentissage empirique de la notion de bien public* »².

Ainsi, les demandes officielles et répétées des représentants de la population locale furent l'expression parfaite de cette double convergence avec le double avantage d'offrir une réponse positive au corps social et de préparer, pour le fonctionnaire en charge du dossier, des récompenses et une carrière. « Demander », aux yeux de l'opinion locale, c'était « agir » et se démarquer vis-à-vis du problème posé –et de ses embarras– tout en prouvant qu'on s'attachait à le résoudre, situation valorisante pour le titulaire d'un mandat. L'analyse de discours révèle l'abondance de telles expressions : « *nous avons demandé sans cesse* », ou « *à plusieurs reprises* », côté élus ; et « *faites une demande* » (de préférence écrite), du côté de l'administration. Ainsi, l'exaspération et la persécution insidieuse du « local » devenaient également un moyen d'obliger le pouvoir municipal à se conformer à l'ordre public administratif, avec l'emploi systématique de l'écrit, la gestion de délais spécifiques et le recours à un arbitrage hiérarchique définitivement piégé, puisqu'il ne pouvait s'agir que de celui du préfet.

¹ Christian Thibon, « L'ordre public villageois : le cas du Pays de Sault (1848-1914) », in *Maintien de l'ordre et police en France et en Europe au XIX^e siècle*, Paris, Créaphis, 1987, p. 322.

² Christian Thibon, art. cit., p. 322.

Le procédé technique de la fixation au moyen des pins maritimes ayant fait ses preuves, les suppliques et les doléances fournissant une assise sociale suffisante, les conditions préalables de l'action administrative se trouvaient ainsi réunies.

[p. 85]

Des idéologies nouvelles de justification de l'étatisme

[Retour au sommaire](#)

Nés sous le signe de l'expérimentation technique, les moyens mis en œuvre par l'État devaient largement faire appel à l'improvisation. Pour entreprendre ce gigantesque travail public de fixation de la totalité des dunes du littoral aquitain, l'administration du XIX^e siècle ne disposait, ni de ressources financières spécialement affectées, ni de moyens humains particuliers, pas même d'une loi précisant le cadre de son intervention. Dans ces conditions, les méthodes administratives utilisées au début s'apparentèrent plus à l'expérimentation qu'à une politique véritablement organisée.

En raison de la latitude laissée aux responsables locaux, en raison aussi de l'absence de source législative, il est difficile de caractériser ce type d'action, inhabituelle pour l'époque, et qui, aujourd'hui, aurait entraîné la création de structures *ad hoc*. De nombreuses incertitudes accentuèrent ces difficultés :

L'appropriation par l'État des espaces plantés a généralement résulté des pratiques administratives, laissant supposer un excès de zèle manifeste de la part des autorités (en particulier des préfets) qui firent admettre cet abandon de propriété aux maires des communes concernées. Pourtant, si l'on s'en tient aux seuls textes régissant la matière (un décret du 14 décembre 1810, publié au Bulletin des Lois en... 1843), l'œuvre de fixation fut seulement une action ponctuelle de l'État pour cause d'intérêt général : face à un danger imminent, la puissance publique intervenait comme garante de la sécurité. Le décret de 1810 prévoit le remboursement des frais consécutifs aux travaux de plantation, par prélèvement sur les produits forestiers futurs, puis son désengagement, une fois les travaux faits, par restitution des sols plantés aux propriétaires originels. Ces dispositions respectueuses des droits antérieurs furent ignorées ou contournées par les administrateurs en place pour se transformer en une véritable étatisation du littoral compris entre la Gironde et l'Adour.

De nombreuses polémiques naquirent de ces annexions inattendues (elles ne sont pas toutes éteintes ¹, marquant d'ambiguïté l'efficacité –manifeste– des

¹ Et susceptibles de « rebondir » à tout moment, l'exception d'illégalité étant imprescriptible et la propriété de l'État, pour le moins incertaine.

actions entreprises par les administrations concernées. Le pouvoir politique semble avoir approuvé tacitement ces excès de zèle en contradiction avec les [p. 86] textes. Les Préfets qui obtinrent des maires des délibérations par des « procès-verbaux » de délimitation de forêts baptisées immédiatement « domaniales » poursuivirent généralement avec bonheur leur carrière.

La rencontre des populations landaises avec l'État semble commencer par des « élans de générosité » pour se terminer en rapports de force.

L'ambiguïté de l'intervention administrative permet de se poser la question tant elle a présidé aux méthodes employées.

L'imperium administratif

[Retour au sommaire](#)

À la suite du rapport de Brémontier, le gouvernement de la Convention créa une « commission des dunes » chargée de fixer les sables des côtes de Gascogne selon le plan établi par Brémontier. Celle-ci allait mettre en œuvre des procédés d'intervention inédits et aboutir à des succès manifestes.

Les procédés d'intervention

Le succès de l'expérience de Brémontier et les sympathies qu'elle lui valut auprès des habitants de La Teste ne pouvait prendre de l'ampleur sans une reconnaissance officielle par les pouvoirs publics. Dix ans de démarches seront nécessaires pour aboutir à la création de la commission des dunes par arrêté des consuls du 2 juillet 1801. Pour la première fois, la fixation des dunes était reconnue comme une question d'intérêt général susceptible d'être accompagnée de dispositions administratives.

Ce premier résultat, même s'il fut modeste, représenta une somme de démarches et une obstination que l'on peut mettre à l'actif de Brémontier. Comme l'écrit Buffault ¹ :

« Son vrai titre de gloire qui en fait réellement un bienfaiteur du pays est donc d'avoir, à force de soins et de peines, convaincu les pouvoirs publics de la possibilité et de l'utilité de cette énorme entreprise et de les avoir décidés à la lui donner, malgré les troubles de l'époque ».

¹ Pierre Buffault, Histoire des dunes maritimes de Gascogne, op. cit., p. 197, note n° 2.

Un arrêté consulaire du 2 juillet 1801 fut le premier pas, relativement modeste, de l'action de l'État : on créa une commission compétente pour l'ensemble des dunes de la côte de Gascogne, composée de représentants de l'administration mais aussi de membres de la société des Sciences, Arts et Belles Lettres de Bordeaux. On lui donna pour mission de diriger et de surveiller l'exécution des travaux en lui allouant un crédit annuel de 50 000 francs dont elle était chargée de surveiller l'affectation.

Comme le remarque Buffault ¹, on peut s'étonner que cette mission ait été confiée à un groupe « composé en majeure partie de particuliers alors qu'on attendait l'intervention d'une Administration militaire. Si elle satisfait les populations, cette mesure n'offre pas aux fonctionnaires une solution définitive ». L'arrêté du 2 juillet 1801 prévoit bien la présence d'administrateurs au sein de la commission des dunes sans fournir d'autres précisions. Deux administrations se sentaient concernées par l'entreprise et entendaient chacune la mener à bien : celle des Eaux et Forêts et celle des Ponts et Chaussées. Brémontier appartenait au corps des Ponts et Chaussée, mais il trouva en face de lui l'ingénieur Guyet de Laprade de l'administration des forêts qui estimait que la fixation des dunes au moyen de pins maritimes rentrait parfaitement dans ses attributions. Aussi, dès le 2 juillet 1801, les consuls s'efforcèrent de répartir les compétences. Le ministère de l'Intérieur et l'administration des Ponts prirent en charge les travaux de clayonnage organisés après concertation avec l'administration des Forêts. Cette dernière devint compétente pour les seules plantations, ses agents forestiers en assurant la surveillance postérieure. Cette séparation confuse et artificielle des tâches se traduisit très vite par une concurrence fâcheuse et entrava l'efficacité de la commission des dunes. Celle-ci débuta ses travaux à la Pointe de Grave, prévoyant de les poursuivre vers le sud.

Devant l'accumulation des retards et l'inévitable absence de coordination entre ces deux corps concurrents, les Landais, par l'intermédiaire de leur préfet, réclament avec insistance la création d'une commission spéciale pour leur département, et ils obtiennent satisfaction en 1808. La commission des dunes du Département des Landes fut alors constituée selon les mêmes règles de composition et de fonctionnement que la commission girondine née en 1801.

[p. 88]

À la fin de l'Empire, en dépit de la sourde rivalité qui opposait Brémontier et Guyet de Laprade, comme de l'insuffisance des moyens financiers, 1 000 kilomètres carrés avaient été malgré tout recouverts de semis.

Mais la tâche était loin d'être achevée tandis que l'avancée des dunes se poursuivait, en particulier sur la côte landaise. L'efficacité du système d'intervention mis en place souffrait des rivalités et des ambitions personnelles. Une ordonnance du 5 février 1817 devait réorganiser le programme de fixation :

¹ *Ibidem.*

l'administration des Ponts et Chaussée, toujours rattachée au ministère de l'Intérieur, se vit reconnaître la maîtrise d'œuvre de l'ensemble des travaux de fixation, financés sur son propre budget et contrôlés par elle. L'administration des Forêts prit alors en charge les semis à une date ultérieure, qui n'était pas fixée. Les arrêts de 1801 et 1808 furent abrogés, et la commission des dunes dissoute.

Ce cadre allait permettre aux travaux de fixation de se dérouler avec une progression soutenue jusqu'en... 1875. À cette date, soit presque un siècle après le rapport de Brémontier, les champs de dunes furent transformés définitivement en forêts.

Les résultats

Sur le plan technique, le pari était gagné, le danger de disparition de l'espace littoral écarté, et l'efficacité d'ensemble de l'administration manifeste. L'État avait « répondu » au problème soulevé, parfois sans nuance, parfois avec retard, mais d'une manière définitive et techniquement proche de la perfection. En 1849, le *Recueil de jurisprudence* Dalloz souligna le succès en question :

« Cette opération transforma en forêts des sables arides et improductifs. Ici encore les arbres sauvèrent les populations du fléau qui menaçait de les engloutir. Les dunes de sable, sans cesse en mouvement par les tempêtes de l'océan, interceptaient les communications et l'on craignait même de voir disparaître des villages entiers sous les vagues sablonneuses sans cesse promenées par les vents. En quelques années, la plantation des [p. 89] dunes avait produit l'effet qu'on en attendait. Les parties plantées alors forment aujourd'hui de magnifiques forêts »¹.

Par voie de conséquence, les problèmes de survie collective ne se posaient plus.

En filigrane, et souvent dans la mauvaise humeur, des liens nouveaux se créèrent à l'occasion entre le système local et le système administratif, qui formaient autant de liens inédits. Cette familiarisation, souvent réciproque, fut aussi pour ces populations de « franchises et libertés » l'appriovissement² de réalités politiques qui partout ailleurs s'imposèrent dans la longue durée. Le vieux schéma de la protection du souverain contre le danger qui dépasse les moyens locaux, le réflexe de « l'appel en garantie », était, nous l'avons vu, la seule raison majeure d'un « commerce » avec le pouvoir d'État. Sans préparation, le système local dut assimiler des logiques nouvelles qui restaient à la pointe de la science

¹ Jur. gén. Dalloz, v° Forêts, n° 88.

² « Qu'est ce que c'est : apprivoiser ? Apprivoiser, c'est créer des liens », Antoine de Saint-Exupéry, in *Le Petit Prince*.

administrative de l'époque : la concurrence des corps, le décalage entre les textes et les pratiques et d'autres malentendus permanents. Ce contraste flagrant, la genèse du chevauchement de deux histoires parallèles, sont, bien sûr, attirants pour l'observateur. Les événements qui la mirent en valeur peuvent sembler secondaires si on les rapproche du colossal défi lancé par les sables en marche. Pourtant, l'ambivalence de l'intervention qui se cache derrière la performance technique, nous fait rentrer au cœur d'une relation politique, c'est-à-dire d'un rapport de force. La fixation du calendrier des plantations, et le statut juridique des espaces plantés en seront les manifestations spécifiques.

Urgences locales et urgences administratives

L'une des marques de l'action de l'État est de conserver quoiqu'il arrive, l'initiative de ses actions : la définition de l'ordre public est son monopole, tout autant que l'action publique au sens juridictionnel et répressif du terme.

Les plans de fixation sont d'abord établis par la commission des dunes, où siègent des personnalités locales, puis à partir de 1817, par l'administration des Ponts et Chaussées. Le milieu local restera désormais étranger au mode de perception des opportunités en matière de travaux et assistera, impuissant, au filtrage des données objectives de la géographie par l'appareil administratif.

[p. 90] Composée en majeure partie de notables bordelais, la commission des dunes fit sans doute preuve, à ses débuts, d'un zèle exemplaire : elle organisa des visites sur place à partir de Bordeaux par voie maritime, conduisant tout naturellement ses honorables membres vers l'estuaire de la Gironde. Ceux-ci purent constater ainsi les dangers qui menaçaient Soulac, Le Verdon, et Hourtin. C'est donc par ces localités que commença l'entreprise, ce qui était justifié par l'étendue des dégâts. Les administrateurs Brémontier et Guyet de Laprade, déjà en butte à la modicité de leur budget, choisirent une progression vers le sud, sans autre considération, surtout pas celle de l'évidence du danger. Une place particulière sera faite à La Teste, berceau de l'expérience, qui, exceptionnellement, bénéficiera d'une entorse au planning initial. La création de la commission des Landes ne résolut que partiellement le caractère arbitraire de la fixation administrative des priorités. Le préfet, en tant que président de la commission, puis comme autorité auprès des services des Ponts et Chaussées dans le département, fut l'intermédiaire obligé des demandes pressantes émanant des différents maires. Rien ne l'obligeait à donner satisfaction avec célérité, ni à dévoiler ses critères de sélection. Ce pouvoir administratif, réducteur d'efficacité ponctuelle, vint amoindrir les bienfaits de la solution technique : selon les endroits et les hommes en charge des travaux de fixation, les attentes furent souvent déçues, ainsi qu'en témoigne la correspondance abondante des maires à leur autorité de tutelle.

Ceux-ci, comme au Porge et à Mimizan, se plaignirent du mauvais suivi des « ateliers »¹ ou du silence persistant de l'administration :

« Pour dédommage à tous ces maux et pour conserver le reste de la forêt, les habitants réclament depuis vingt ans auprès de l'autorité, et aujourd'hui de vous, monsieur le Préfet, des ateliers de semis de pins sur les dunes de sable qui en arrêtant le ravage actuel procureraient quelques subsistances à une population malheureuse faute de travail, obligée depuis 15 à 20 ans d'aller par colonie en chercher sur les communes ci-après...². »

Dans ce cas précis, il fallut attendre 1847 pour que satisfaction soit enfin donnée.

À l'inverse, on s'étonne parfois du caractère par trop systématique des actions entreprises, comme à Lit et Mixe où le Conseil municipal dénia à l'État le droit d'ensemencer les lettres³. Ainsi, [p. 91] beaucoup de localités qui demandaient une intervention ponctuelle furent mises en présence d'une action massive et générale ; d'autres qui plaidaient l'urgence, n'obtinrent qu'une réponse tardive.

Un système autonome d'action administrative se développa au nom de l'efficacité technique : les communes landaises entraient d'emblée dans l'ère du gouvernement moderne. Elles s'adaptèrent rapidement à la situation, ayant découvert qu'il était plus utile pour l'intérêt local de faire pression sur l'autorité administrative que de décrire purement et simplement la réalité. C'est ainsi que le maire de Biscarrosse fit contresigner sa lettre de réclamation au préfet par le vicomte de Verthamon, descendant des anciens seigneurs et supposé bien en cour avec le régime. Les cadres de la société locale firent donc en même temps l'apprentissage de l'institution communale, toute récente, et celle de la subtilité des règles qui président à la décision administrative technique. Ils comprirent que la rencontre des « deux mondes » ne pouvait se produire sans quelques bizarreries protocolaires, auxquelles ils se prêteront avec plus ou moins d'habileté, mais sans se rendre compte qu'elles masquaient une appropriation systématique par l'État des espaces plantés où il avait pu mettre le pied.

Selon quel processus l'administration d'un État porteur de l'idéal démocratique s'est-elle ainsi transformée en conquérante de territoires vierges, non pas aux antipodes, mais aux portes de Bordeaux ? Répondre à cette question, c'est sans doute l'objet même de la science administrative, et ce n'est pas notre projet ici. Mais cet exemple unique de « pouvoir administratif nu » et relativement brutal, concret puisqu'il s'agit d'annexion pure et simple, permet de tracer, à

¹ Nom donné aux travaux de fixation.

² Lettre du maire de Biscarrosse au préfet des Landes, 27 octobre 1828, cité par Buffault, *op. cit.*, p. 320.

³ Délibération du 22 août 1861.

partir de cette configuration exemplaire, les traits essentiels d'une « administration livrée à elle-même ».

Car c'est bien de cette situation qu'il s'agit. L'administration des Forêts, durant toute cette période, sera maîtresse de l'opportunité des travaux, de leur calendrier, reliée seulement au pouvoir politique par une allocation budgétaire annuelle, paravent secondaire de ses attermoissements, et gage d'une irresponsabilité durable. Le préfet, chargé normalement de l'animation, mais soumis par ailleurs aux contraintes parisiennes, ne sera guère en mesure de lui en faire le reproche. Ces phénomènes, qui touchent aujourd'hui [p. 92] l'ensemble des institutions collectives, tant publiques que privées, sont, sans doute, inséparables de l'irruption de la technique. Ce qui distingue la pratique administrative, c'est son passage obligé par la justification idéologique, contrepartie de son pouvoir exorbitant, largement démultiplié depuis peu de temps par la décentralisation. La technostructure privée est plus discrète parce qu'elle a paradoxalement moins de comptes à rendre : les citoyens français ne peuvent admettre officiellement qu'un groupe à l'abri puisse concevoir et exécuter des mesures souvent douloureuses alors qu'on les persuade que le responsable est politique, et que si les choses ne sont pas à son goût, il a le loisir d'en changer.

Pour prévenir les reproches de tyrannie, les concepteurs administratifs ont très subtilement entretenu chez le politique l'illusion d'être autre chose que le signataire hâtif et dépossédé d'une décision tronquée.

L'illusion du syllogisme

Tout problème administratif est devenu technique et sa méthode de présentation, désormais classique, consiste à donner l'illusion au futur signataire qu'il aboutit de lui-même aux résultats de l'analyse, alors qu'elle est menée de bout en bout par l'administrateur.

Trois ans d'études politiques suffisent aux meilleurs pour maîtriser ce stratagème, pourtant aisé à démonter. Une introduction se nourrit généralement de généralités à la portée du « politique », puis la pensée organise son développement en options cohérentes (les deux ou trois parties), pour déboucher sur « l'entonnoir » d'une conclusion qui sait laisser la place au doute (qualifié plus volontiers de « nuance »). Le décideur a ainsi l'impression de s'être forgé une conviction, d'autant plus facilement qu'il en est avide, ayant besoin de trancher. L'apparence du choix, l'apparence du réalisme (au moyen de l'illustration par des faits et des exemples), sont les ingrédients de cette préfabrication de la décision politique qui conduit le lecteur à une certitude sereine si la méthode est bien utilisée. Elle a envahi des domaines entiers de la vie publique.

[p. 93]

Même si en matière strictement technique, telle que la fixation des dunes, les options sont plus rares, la qualité d'un rapport préliminaire et l'importance

consécutive de son auteur dépendent largement de la richesse des solutions. L'essor récent de l'administration des Télécommunications – et d'un personnel hyper-technicien – doit beaucoup à la richesse optionnelle de ce secteur nouveau. Entre le câble, le satellite, le filaire, le hertzien, ou autres connexions tout aussi vertigineuses, cette jeune administration s'est créé une place de choix –pour le moment méritée¹ – en offrant aux cabinets ministériels parisiens, tout autant qu'au public, des dossiers aussi abondants que complexes sur lesquels ils n'ont pu réellement s'appesantir.

Brémontier, dans le même ordre d'idée, n'avait guère d'autre choix à offrir que le clayonnage ou la plantation de pins sur les dunes pour traiter de la fixation des sables. Les deux procédés avaient été expérimentés avec succès, mais isolément, par les populations. Il les combina et proposa leur généralisation. Teintées d'exotisme, ces techniques, par ailleurs fort simples, prirent un relief suffisant pour emporter, avec la conviction du politique, son durable dessaisissement.

L'illusionniste, qui en l'occurrence est généralement inconscient, appliquera ses talents à des publics, à des matières, à des niveaux, et à des époques variés. Peu importe. Seul le pouvoir de Dieu est manifeste : il fulmine, il châtie, ou il sauve. Le propre du pouvoir des hommes est de se cacher, mais la marque de sa victoire est dans son sourire pudique. La signature de l'autorité à la conclusion d'un rapport apporte un sourire secret au fonctionnaire concepteur. On le retrouvera aussi à l'approbation d'un compte rendu, sur le visage du fonctionnaire exécutant.

La volonté du contrôle par le compte rendu

Une action dans sa totalité se réduit à peu de chose quand elle est exprimée par des mots. Le travestissement est donc la fatalité du verbe ou de l'écriture, même s'ils sont honnêtes. Lorsqu'ils sont sous-tendus par l'émotion inévitable qui remplit le fonctionnaire exécutant face au supérieur, les ressources de l'imaginaire [p. 94] peuvent être d'un grand secours pour s'assurer la tranquillité d'esprit du destinataire. Les choses sont encore plus faciles à l'égard du politique, puisqu'il n'a pas accès aux coulisses de l'action administrative.

Les comptes rendus du préfet des Landes au Conseil général, au sujet de la fixation des dunes, sont, en cela, des modèles du genre. De 1855 à 1865, alors que les travaux prirent un retard considérable et préjudiciable à de nombreuses communes côtières, les rapports annuels du préfet étaient d'une surprenante constance² : l'œuvre déjà réalisée était considérable et sa phase finale (3 000 à

¹ Pour la première fois, une administration crée plus de recettes que de charges, et les usagers admettent bien la tarification directe des services multiples que suscite l'explosion des télécommunications.

² Rapports du préfet au Conseil général (Archives départementales des Landes).

4 000 hectares à ensemer) se trouvait en cours d'achèvement, plusieurs « ateliers » portant sur des surfaces importantes fonctionnant régulièrement. (Il n'est pas donné de précisions concrètes et statistiques sur les travaux effectivement réalisés au cours de l'exercice écoulé, seul élément de contrôle véritable).

Un financement plus abondant permettrait de terminer les chantiers au plus vite. Les conseillers généraux furent donc invités à voter un vœu pour que la subvention annuelle dépasse 200 000 F, alors qu'elle était en permanence légèrement inférieure.

Un bon compte rendu est celui qui rassure, quand un rapport ordinaire est simplement lassant. Le destinataire doit être convaincu que l'action administrative se déroule au mieux. De retour dans leurs cantons, les conseillers généraux pouvaient longtemps forcer la patience des habitants par leur satisfaction convaincue et renvoyer les conseils municipaux à leurs travaux d'écriture, ces suppliques abondantes qui ornent les cahiers de délibération, pour que les choses aillent plus vite.

L'optimisme est ainsi le *nirvana* perfide qui permet aux mécontentements de se développer sans que le politique puisse en soupçonner les raisons. Un septennat récent, trop confiant dans son administration, a pu en faire la douloureuse expérience. Le dernier président « libéral avancé » de la France a connu l'échec de 1981 en grande partie à cause de comptes rendus lénifiants, filtres empoisonnés qui font perdre rapidement le contact avec la réalité profonde d'un pays.

Illusion dans la décision, illusion dans le contrôle ; rituel formel qui entretient la fiction d'une administration dont les wagons resteraient accrochés au train de la République alors que la rame [p. 95] évolue d'elle-même sur son aire. Quelles sont les forces qui peuvent alors la mouvoir ?

L'administration livrée à elle-même

Une loi physique élémentaire nous apprend que lorsqu'un corps est livré à lui-même, lorsqu'il n'est plus asservi – au sens mécanique du terme –, ses règles internes, confrontées à celles de l'environnement, vont être les seules à commander l'ordonnement de ses mouvements. L'iceberg erre ainsi au milieu de l'océan, selon une combinaison précise, mais mouvante, qui est fonction de sa masse. Parcours aléatoire, mais dynamique réelle, qui dérouté le navigateur. La banquise, au moins, est repérée par les cartes.

La seule cohérence qui doit prévaloir en démocratie est de type continental : peu important le relief ou les aspérités du rivage, le paysage du pouvoir doit rester en permanence balisé. Ce devrait être la seule consolation du citoyen, et elle serait de taille : la liberté profonde de l'homme moderne exige au moins de sa terre politique qu'elle marque les entrées de port, qu'elle signale les récifs, et que quelques phares puissants le fassent redoubler d'ardeur, quand soudain il crie :

« terre » ! L'obscurantisme de la tyrannie étend à nouveau sa chape quand ces lumières-là s'éteignent, quand les amers sont déplacés et trompent le timonier, quand, croyant rencontrer la terre ferme, on heurte le bloc de glace...

Une administration livrée à elle-même cumule sur elle ce genre d'invéraisemblances. Elle ne tire sa seule légitimité qu'en tant que bras séculier d'une autorité élue et responsable ; mais le membre n'est rattaché au corps que par un filigrane, par une illusion, qui la fait confondre avec le rivage démocratique. Elle masque ses feux de signallement, qui permettraient de la contourner, parce qu'elle puise dans des passions en grande partie invouables l'influx de ses mouvements, de sa dérive qui peut provoquer des naufrages.

La première de ces passions, c'est l'orgueil de la prééminence. La fixation des dunes nous la dévoile très particulièrement. Pendant vingt ans, des portions entières de villages purent s'enli-[p. 96] ser, l'économie vivrière du littoral être dangereusement menacée, les suppliques des habitants de plus en plus pressantes... La commission des dunes consacra ses énergies à autre chose.

Le principe de prééminence.

Les travaux ne commencèrent pas pour de bon tant que les rivalités entre les Ponts et Chaussées et les Eaux et Forêts ne furent pas surmontées. 1817 : victoire tactique de Brémontier, pour le compte des Ponts et Chaussées. Ceux-ci se virent reconnaître le premier rôle puisqu'on les chargea du programme et de l'exécution des travaux, l'administration des Eaux et Forêts s'occupant de l'entretien des semis, mission secondaire dans l'immédiat.

Victoire tactique, mais erreur stratégique : en se réservant la besogne –l'action centrale–, Brémontier allait favoriser la naissance d'un être forestier légitimant une autorité de plus en plus tatillonne dans son champ d'activité, qui allait vivre davantage de sa « souveraineté » que de son travail effectif. Les délibérations des communes côtières s'émurent de l'abondance des délits de dépaissance, des interdictions de parcours qui n'étaient pas toujours justifiées par la fragilité des plantations. Un pouvoir s'installa à la suite d'une véritable division cellulaire.

La prééminence, en France, préfère d'instinct se démarquer de la besogne. La première préoccupation d'un corps constitué qui a une haute idée de lui-même est de se réserver l'Être, le Faire étant jugé indigne et moins profitable en terme de pouvoir.

À moins d'être avorteur, on sait que l'Être est tout entier dans la conception. Dès que l'action prend « figure humaine » en poussant son premier cri, exigeant dès lors des gestes d'accompagnement, on répugne bien naturellement aux corvées de linge ou d'allaitement. Solution commode : le dédoublement, qui consiste à susciter un bataillon de nurses auxquelles seront confiées les gestions besogneuses. Le corps des Ponts et Chaussées se vit ainsi offrir le luxe de celui des Travaux publics d'État ; le corps des Eaux et Forêts confia ses plantations aux Ingénieurs d'Études et de Travaux forestiers.

Les nourrices aspirent parfois à la maternité, même, si, en règle générale, elles se contentent de l'admiration béate et envieuse de la mère épanouie, reposée. On admettra, pour conte-[p. 97] nir quelques impatiences, des fornications ancillaires : l'ingénieur des TPE, ou celui des travaux forestiers fournira au départ un bon adjoint. Très bientôt, il pourra même s'installer dans la maison en commençant par la chambre la plus modeste : quelques fonctions d'autorité encadrées et provinciales.

La maîtresse de maison pourra tolérer cette invasion, parce que, déjà, elle a tourné les talons. La prééminence, à terme, ne suffit plus ; elle s'épanouit dans le monopole.

Le principe de monopole

Le compromis de 1817 entre Brémontier et les Eaux et Forêts fut, nous l'avons vu, une victoire provisoire. La cohabitation conflictuelle de deux administrations concurrentes à propos des bénéfices de l'action se trouva à partir de cet instant stabilisée ; elle ne fut pas pour autant réglée. Quels furent en fait les bénéfices attendus ? Très certainement moins la gloire, qui viendra d'office avec l'histoire, puisque les sables finiront par être vaincus, que la substance de pouvoir qui accompagna inévitablement l'appropriation d'une matière, le passage par l'action n'étant qu'une modalité maladroite.

La collaboration a des avantages provisoires, ne serait-ce que parce qu'elle offre une excuse permanente à la malfaisance, qui est toujours celle de « l'autre ». Elle finit pourtant par retomber sur les deux intervenants. À force d'atermoiements et de lenteurs, les deux administrations, dans les années 1830-1860, ont gagné une impopularité durable auprès des communes intéressées au premier chef par une action rapide et efficace ¹. Leur crédibilité s'atténua, ce qui menaça bientôt leur autorité, ce qui était beaucoup plus fâcheux pour elles. Le conflit se régla par un de ces hasards, qui, à force de se répéter dans la vie administrative, deviennent presque une loi d'évolution. L'élimination du concurrent nocif par des responsabilités nouvelles, sorte de corollaire de la règle de la mutation et de l'avancement du fonctionnaire gênant.

Le programme ambitieux de confection de routes et de voies de communication, lancé par Napoléon III, allait absorber bientôt toute l'énergie du corps des Ponts et Chaussées ; il sera relayé après 1857 par des actions coordonnées avec la loi sur la trans-[p. 98] formation des landes : assèchement de marais, confection de pare-feu et de canaux de drainage sous l'impulsion de l'ingénieur en chef des Landes, Crouzet.

Plus tard, viendront les équipements communaux et lorsque la prospérité ne permettra plus de peupler les planches à dessin des DDE et des subdivisions, on

¹ Tout particulièrement les sept communes du littoral landais.

trouvera un autre débouché à travers le contrôle d'application des textes d'urbanisme.

La concurrence initiale s'est réglée par la délimitation de « territoires distincts », libérant du même coup un monopole de l'administration des Eaux et Forêts sur la question des dunes, les Ponts et Chaussées participant toujours aux travaux, mais de façon lointaine et presque « détachée » puisque d'autres enjeux les accaparent. En 1856, dix ans avant la fin des travaux, les chantiers annuels furent financés sur un budget « Forêts ». Au même moment, la substance s'amenuisa puisque l'achèvement des semis était en vue. Danger mortel pour une administration des Eaux et Forêts qui venait ainsi de se faire sa place dans un département dépourvu de forêts domaniales et dont les forêts publiques (communales) étaient tout juste en train de poindre. Le monopole qu'elle gagna était une peau de chagrin, et celui qui lui revenait partout ailleurs n'était pas encore livré. Cette vacance aussi dangereuse qu'insupportable déboucha sur la création d'un objet forestier à l'usage d'une administration brusquement désarmée par l'angoisse de son inutilité.

La prééminence est la manifestation immédiate de l'orgueil, le monopole, un orgueil qui se consolide, mais qu'est ce que l'orgueil en marche, sinon l'impérialisme, matrice de toutes les arrogances, au fondement du développement administratif français.

Le principe d'impérialisme

L'annexion du littoral landais en forêt domaniale constitua tout à la fois une illégalité, une imposture et une spoliation. Elle devint surtout une nécessité fonctionnelle pour une administration menacée dans sa position dominante.

Sans objet forestier domanial, l'administration des Eaux et Forêts se serait construite, mais en vain, sur la prééminence et le monopole. Une mission qui ne se perpétue pas renvoie le fonctionnaire à ses foyers...

[p. 99] L'impérialisme est alors le moyen ultime de résoudre la contradiction définitive qui menace tout pouvoir administratif : il est impératif de fabriquer des objets de substitution au fur et à mesure que finissent par s'accomplir les missions préalablement assignées. Si le contrat est rempli, si le succès couronne l'action, et par là même, l'attente des citoyens, les bases du pouvoir administratif se trouvent ébranlées. Des années d'effort pour structurer en ordre régalien un champ d'activité quelconque risquent de déboucher sur le « chaos » d'une réappropriation par la société civile. C'est pour cela, qu'en France, le démantèlement du secteur public est devenu si compliqué.

L'idéal démocratique qui se contenterait d'interventions d'État ponctuelles se heurte à la logique administrative qui ne peut pas l'admettre. Preuve supplémentaire que les deux pouvoirs s'affrontent. L'impérialisme trouve généralement son origine, à la fois dans l'impossibilité de résoudre un problème interne, et dans la croyance qu'un débouché extérieur offrira la solution.

Un corps administratif qui a accompli sa mission et ne s'en voit pas assigner d'autres va connaître une véritable crise d'identité. La République, soucieuse de ce genre d'états d'âmes, n'a d'autres possibilités que le « reclassement », véritable agonie pour ceux qu'il concerne, puisqu'il se traduit par l'extinction et la mort du corps d'origine, ou alors le recyclage.

Le premier impératif d'une stratégie administrative, lorsqu'elle appréhende ce danger mortel, n'est autre que la fabrication, au besoin artificielle, de débouchés nouveaux pour rendre inévitable son maintien dans les lieux. Elle doit s'y préparer longtemps à l'avance et y consacrer des énergies suffisantes. Un débouché, c'est une prévision et une conquête. Conquête et appropriation sont synonymes. Elles ne prennent pas toujours des formes aussi voyantes que dans l'exemple des forêts domaniales landaises qui sont une véritable conquête territoriale.

On aboutit ici à une caricature parce qu'il n'y avait pas d'autres choix pour l'administration des Eaux et Forêts, parce que cette expression d'impérialisme était la seule solution adaptée à son problème ; comme la conquête des Gaules était celle d'un État romain militarisé, ou la colonisation de l'Amérique, celle d'une Grande Bretagne surpeuplée.

[p. 100]

Les voies habituelles de l'impérialisme administratif sont d'ordre conceptuel et juridique, sous le masque permanent de l'idéologie qui seule permet à la société civile de perdre petit à petit de sa substance tout en gardant l'illusion qu'elle campe sur ses positions.

Observons, cette fois au-delà des Landes, la dynamique de perpétuation du corps forestier, dont on ne peut que vanter, par ailleurs, les qualités de compétence, de dévouement et de probité.

À l'origine, et pendant de longs siècles, cette administration prestigieuse a reçu une mission qui ne craignait guère la remise en question, puisqu'elle consistait à conserver les forêts de la Couronne, puis celles de l'État républicain.

Mais la Révolution, puis les guerres de l'Empire, allaient créer des besoins nouveaux pour le Trésor public. Au début du XIX^e siècle, l'État puisa alors sur son patrimoine, et bien naturellement, il demanda aux arbres une utile contribution, allant parfois jusqu'à aliéner des domaines forestiers entiers.

Danger, crise d'identité pour les conservateurs des Eaux et Forêts et leurs nombreux commis : un conservateur des forêts qui n'a plus d'arbres à conserver est un conservateur mort. Solution préventive et adaptée : on conservera désormais, non seulement les forêts de l'État, mais celles des communes. En 1827, le Code forestier assigna cette nouvelle mission : l'administration des Eaux et Forêts était sauvée.

Un siècle plus tard, nouvelle crise... d'adaptation, cette fois. On est assuré de conserver, mais conserver ne suffit plus dans une société où les administrations en

pointe répartissent, définissent, animent la plupart des fonctions collectives. Pour ne pas rester un parent pauvre (principe de prééminence), on applique ces desseins à la forêt privée, profitant de ces récentes acquisitions pour agrandir et rénover la Maison. Aux conservateurs, aux anciens, est abandonnée la partie vétuste, désormais besogneuse, ou gestionnaire, circonscrite dans une structure *ad hoc*. Aux jeunes loups, aux modernes, le mobilier contemporain, prospectif au travers de la structure administrative traditionnelle. C'est ainsi qu'on aboutit, par la réforme de 1963 portant création de l'Office national des Forêts, à un reclassement commandé beaucoup plus par des logiques bureaucratiques internes que par des impératifs de « modernisation » qu'on ne manquera pas de faire valoir aux yeux de la représentation nationale. Jeux pour initiés, conventions qui n'intéressent réellement que les membres de la corporation, et dont l'un des effets, ici, sera de mettre à mal, comme toujours dans ce cas, les cohérences élémentaires de l'État de droit.

L'incertitude du statut juridique des espaces plantés

La conséquence la plus grave de « l'improvisation » en question qui marquera l'œuvre de fixation des dunes fut de n'offrir aucune réponse satisfaisante à la question pourtant fondamentale de la propriété des dunes plantées par l'État. Il en résulta, perceptible aujourd'hui encore, un malentendu au sujet de la légalité des forêts domaniales et une mauvaise humeur permanente des communes du littoral à l'égard de l'administration des Forêts. L'incertitude de la matière provient – en partie seulement – des imperfections juridiques mises en place dès le démarrage des travaux. Mais elle doit beaucoup à une prodigieuse dramatisation de la part des acteurs publics eux-mêmes, qui, elle, relève de la science administrative.

Précurseurs, exécutants ou gestionnaires, les fonctionnaires responsables de la fixation des dunes ont mis une remarquable application à servir leur administration comme on sert un nouveau maître. Livrés largement à eux-mêmes, assaillis par les supplications communales, ils ont dès l'origine considéré que l'une des justifications essentielles de leur zèle consisterait à rendre le Roi, puis l'État, propriétaire d'un massif forestier sans précédent.

De fait, les mémoires préliminaires, les arrêts des préfets, les délibérations des commissions, mettent en évidence le « produit certain »¹, « l'immense revenu »², ou encore « le fruit des sacrifices » dont serait un jour assuré le gouvernement. Toujours, le bien fondé technique (la protection de l'espace) se double d'une argumentation politique et financière, dans une même perspective d'intérêt général. La qualification habituelle des dunes, comme « biens vacants et sans maître », susceptible d'appropriation par l'État, offrait en apparence un support juridique suffisant aux thèses de l'administration qui prit l'habitude d'annexer au

¹ Brémontier, *Mémoire* de 1798.

² Commission Gironde et Landes, 26 mai 1806.

nom de l'État des portions entières du littoral après avoir exécuté les travaux de plantation.

[p. 102]

À partir de 1820, et pendant un siècle, de nombreux procès en restitution furent intentés en Gironde par les communes et les particuliers. Sauf cas limités, les tribunaux confirmèrent la propriété de l'État au motif constant que les dunes n'étant pas affectées à l'usage des populations, elles entraient dans la catégorie des « biens vacants et sans maître ».

Les difficultés d'appréciation demeurent cependant, tant en ce qui concerne la propriété éventuelle des dunes avant leur fixation, que l'existence de droits acquisitifs au profit de l'État.

La propriété des dunes avant l'intervention de l'État

Le droit révolutionnaire a largement diffusé la propriété sur l'ensemble du territoire au moyen des lois des 28/8 et 14/9/ 1792 et des 10-11/6/ 1793. C'est par ces textes que les communes devinrent propriétaires des « terres vaines et vagues, gastes, landes et toute autre dénomination » sous réserve d'opposition d'un titre de propriété, qu'elles soient en possession au 28/8/ 1792, ou qu'elles revendiquent dans les cinq ans qui suivent.

Ces dispositions sont à l'origine de malentendus et d'interprétations multiples. À propos des dunes, les partisans de la propriété de l'État ont considéré que ces textes ne leur étaient pas applicables, tandis que ceux de la propriété des communes pouvaient prouver une possession immémoriale ¹ et, par suite, pour permettre de revendiquer un droit de propriété.

On peut d'étonner de l'absence de revendication des dunes par les communes côtières landaises entre 1792 et 1797 : ce qui peut signifier, soit une possession de fait suffisante pour ne pas craindre de spoliation, soit un désintérêt, soit des obstacles juridiques ², soit une mauvaise diffusion de l'information...

Les lois de 1792 et 1793 ne mettront pas les communes landaises à l'heure du « socialisme municipal » ; elles en découvriront les avantages beaucoup plus tard et s'y adonneront volontiers ³. L'incertitude des temps révolutionnaires provoqua plutôt une extension de la propriété individuelle prise sur la réserve que constituaient les vacants : les nombreuses « concessions de fait » ratifiées sous la Restauration sont l'indication du progrès de l'aspiration à la propriété. Ce mouvement d'appropriation profitera majoritairement aux gens qui en comprendront l'opportunité, essentiellement ceux dotés d'instruction, notaires [p.

¹ S'appuyant sur le droit positif, cf. droits d'usages.

² C'est le cas de Biscarrosse, puisque les commissaires du District de Tartas, en l'an VIII, reconnaissent la commune comme usagère et non comme propriétaire.

³ L'abondance des campings municipaux sur le littoral en est une illustration aujourd'hui.

103] et géomètres, et qui étaient seuls capables, à l'origine, d'exercer des fonctions municipales. Le patrimoine communal et des équipes soucieuses de sa sauvegarde prendront du relief ultérieurement, quand « l'usurpation » deviendra une pratique sociale généralisée, à la veille de la loi de 1857.

À ce moment, les travaux de fixation seront dans la plupart des cas en cours d'achèvement et les espaces dunaires sous le contrôle de fait de l'État. Le nouveau « propriétaire », gardien de l'intérêt général, perturbera les habitudes, à la manière de l'ancien seigneur, mais en occultant le débat juridique de fond. La fragilité des dunes récemment plantées justifiera parfaitement l'interdiction provisoire du parcours des animaux pendant cinq ans. Mais la mesure, administrative, était également générale et parfois « aveugle » : elle provoqua des remous là où le danger d'envahissement apparaissait le moins flagrant. L'administration des Eaux et Forêts en tirera prétexte pour transformer en « tolérance », ce qui était « usage », nuance très défavorable aux populations.

Pendant une bonne partie du XIX^e siècle, les conseils municipaux demandèrent au préfet l'indulgence pour des délits de « dépaissance », ou renouvelèrent une demande d'autorisation de parcours « précaire et révocable », qui ne leur était accordée que parcimonieusement, alors qu'ils pouvaient s'appuyer sur des droits consolidés depuis cinq siècles. Ce que note Pierre Goubert pour le XVII^e siècle s'accomplit alors définitivement :

« À la fin du règne du Grand Roi, le temps n'était pas encore venu où il faudrait implorer par écrit l'autorisation de l'intendant pour renforcer le mur de la sacristie ou recouvrir le presbytère ; mais incontestablement il arrivait, et dans le vieux domaine capétien, il commençait ¹. »

Les bienfaits de la technique se doublent de la puissance du fonctionnaire et cette ambivalence surprendra longtemps des sociétés locales qui ignoraient encore que la règle de droit était le seul filet pouvant tisser un obstacle sérieux aux fantasmes des hommes et de leurs carrières, fussent-elles administratives.

Les droits reconnus à l'État dans le cadre de son intervention

Mesures internes destinées à élargir l'expérience de Brémontier en répartissant les rôles assignés à chaque administration, les pre-[p. 104] miers textes tentèrent d'organiser les travaux de fixation sans se préoccuper du statut de l'espace concerné. De nombreuses questions restaient cependant en suspens, en particulier, celle des contreparties destinées à assurer le remboursement d'une entreprise

¹ Pierre Goubert, *La Vie quotidienne des paysans en France au XVII^e siècle*, Paris, Hachette, 1982, p. 249.

onéreuse et difficile à prendre en compte dans le budget d'un État d'inspiration libérale. Par ailleurs, une solution strictement localisée s'avérait imparfaite : d'autres dunes, bien loin du littoral gascon, réclamaient aussi une stabilisation, sur les bords de la Manche et sur le littoral languedocien.

Le gouvernement de Napoléon I^{er} eut le mérite de donner un cadre juridique d'ensemble à ce type d'intervention, inédit à l'époque, par le décret du 14 décembre 1810. Ce texte confia à l'administration centrale le contrôle systématique des plans de fixation : les préfets devaient soumettre au ministre de l'Intérieur un plan faisant apparaître la répartition des propriétés entre l'État, les communes et les particuliers, accompagné d'un mémoire sur la « *manière la plus avantageuse de procéder, suivant les localités, à l'ensemencement et à la plantation des dunes* » ; enfin, un projet de règlement contenant les mesures administratives appropriées au but fixé devait être également soumis.

Les droits des propriétaires furent totalement préservés, malgré l'institution d'une procédure d'exécution d'office, par les dispositions de l'article 5 :

« Si lesdits particuliers ou communes se trouvaient hors d'état d'exécuter les travaux commandés, ou s'y refusaient, l'Administration Publique pourra être autorisée à pourvoir à la plantation à ses frais ; alors, elle conservera la jouissance des dunes, et recueillera le fruit des coupes qui pourront être faites jusqu'à l'entier recouvrement des dépenses qu'elle aura été dans le cas de faire, et des intérêts, après quoi les dunes retourneront aux propriétaires, à la charge pour eux d'entretenir convenablement les plantations. »

Les lacunes primitives se trouvaient donc comblées par le décret de 1810, s'imposant à toutes les administrations et il remettait de l'ordre dans l'activité parfois confuse des commissionnaires et des fonctionnaires « sur le terrain », en proie à des rivalités personnelles nuisibles à la bonne marche des travaux. Malheureusement pour la clarté et la paix juridique, le décret de [p. 105] 1810 était porteur d'une ambiguïté touchant à son champ d'application. L'article 1 lui donnait un champ général : dans les départements maritimes, tandis qu'en conclusion une restriction semblait être apportée : « *n'entendant en rien innover par le présent décret à ce qui se pratique pour les plantations qui s'exécutent sur les dunes du département des Landes et du département de la Gironde.* » De quelle « pratique » s'agissait-il ?

Très certainement – mais on en est réduit ici à des hypothèses – il était question des attributions particulières confiées aux deux commissions des dunes qui planifiaient directement les travaux et qui seront dissoutes ultérieurement, en 1817. Cette brèche, légère, devait permettre à l'administration forestière et à celle des Ponts et Chaussées d'ignorer la portée de ce texte, considérant qu'il ne s'appliquait pas au littoral des Landes et de la Gironde. Les préfets prirent pour leur part des arrêtés respectant la procédure instituée par le décret, parfois contre

l'avis des directeurs centraux, parfois en suivant leurs recommandations. Il en résulta une grande confusion, certaines communes bénéficiant des règles précises de 1810, d'autres étant soumises à la seule « pratique administrative ». Lors des fixations tardives (postérieures à 1840), les conseils municipaux, mieux informés, prirent toutes leurs précautions pour exiger le respect intégral du décret de 1810. Toutes les délibérations de la période prises par une commune telle que Biscarrosse reconnaissent à l'État la jouissance des semis et, en aucun cas, la propriété du sol. Un semis, au sens strict, c'est seulement ce qui recouvre le sol, et non le sol lui-même, le terme employé se plaçant dans la ligne voulue par le décret de 1810 qui confère à l'État la « jouissance des dunes », et le droit de « recueillir les fruits » provisoirement.

En 1862, à l'initiative du préfet, baron de Vougy, un banquet réunit les maires des sept communes du littoral landais. Peu de temps après survinrent autant de délibérations reconnaissant la propriété de l'État sur un domaine d'environ cinq kilomètres de large et cent-vingt de long, sans que cette nationalisation d'avant-garde suscite le moindre émoi en dépit de ses vices juridiques. La Légion d'Honneur fut largement distribuée. Mais les délibérations consacrant l'abandon employèrent toujours le terme de « semis », comme si les secrétaires de mairie voulaient laisser aux générations futures les chances de remettre en cause la spoliation ¹.

[p. 106]

Tout s'est donc passé comme si l'administration, consciente des « bienfaits » apportés au nom de l'État, entendait se faire payer en retour par une offrande foncière, reprenant à son compte le principe de la contrepartie féodale. Il est vrai qu'elle n'abusait qu'à peine de populations naïves qui entouraient de prestige et de considération le fonctionnaire, représentant du souverain, et qui ignoraient tout des contradictions internes, des rivalités personnelles et des règles du système administratif. Les réactions du milieu local furent trop tardives ou trop dispersées pour que le débat contentieux, qui l'emporta sur tous les autres, ne tourne en sa faveur. Plusieurs procès intentés dans les années 1920-1930 surtout par les communes girondines, furent, sauf exception, perdus au motif que les dunes étaient primitivement « sans maître » ou que l'on avait laissé l'État prescrire paisiblement par possession trentenaire...

À la fin du règne de Napoléon III, d'autres rapports de force, que nous étudierons plus loin, conduisaient sans doute à la mise entre parenthèses des réflexes libertaires dont ces localités avaient pu faire preuve dans des temps plus anciens. Ils n'expliquent pas pour autant l'âpre patrimonialisme des agents de l'État au sujet du littoral gascon, qui est une sorte de démonstration du danger pour les libertés que peut représenter une administration livrée à elle-même. Ce

¹ L'essentiel du contentieux a concerné jusqu'à présent les communes du littoral girondin et s'est réglé dans les années trente au bénéfice de l'État dans la plupart des cas (mais pas tous...). Pour les Landes, le débat reste ouvert, y compris pour les propriétaires privés.

pouvoir « dévoreur » d'espaces n'encourt – même pas – le reproche d'impérialisme dont pouvaient être taxés les appétits privés et qui suffira à contenir les tentatives d'implantation des compagnies privées.

On a pu observer que sa genèse, son énergie première tenaient à un facteur idéologique : la lente formation, dès le XVII^e siècle, d'un « objet » intellectuel technique landais dont la valeur d'avenir, toute messianique, créait les conditions d'une mystique administrative porteuse d'actions, de « politiques », selon l'observation de Péguy¹. Cet état d'esprit est bien celui qui anime les précurseurs et conduit leurs « expériences » : Charlevoix de Villers, Brémontier et Guyet de Laprade sont des techniciens-administrateurs, éclairés par les « Lumières ». Ce ne sont pas encore des technocrates. Leur action s'avéra aventureuse et individuelle, beaucoup plus que corporative.

Elle ne fut d'ailleurs pas exclusivement l'apanage de l'initiative publique. Les compagnies privées qui, à la même époque, [p. 107] tentaient de réussir des expériences agronomiques se nourrissaient des mêmes thèmes. Les « étrangers », administrateurs ou financiers, qui découvraient ce lamentable désert sont l'illustration des thèses d'Oswald Spengler dans *Le Déclin de l'Occident* : la croyance dans le progrès, la confiance dans l'action rationnelle allaient permettre l'expansion d'un pouvoir que ni les armes ni les échanges n'avaient pu jusqu'à présent assurer.

On peut néanmoins s'interroger sur les raisons profondes de ces rebondissements accapareurs de la part de fonctionnaires qui ne militaient certainement pas pour des causes collectivistes. L'ambition effrénée ? Elle aurait supposé une complicité active de la part du pouvoir politique qui semble être resté loin du problème. La carrière des acteurs s'est poursuivie de manière fort honorable, mais sans lustre particulier. Le profit personnel ? Il n'apparaît nulle part, on n'a pas trace de compromission quelconque. Ne serait ce pas finalement un immense dévouement à la « cause publique », qui dans une optique administrative, la fait parfois confondre avec un corps d'origine où convergent les amitiés, les nostalgies de jeunesse et les reconnaissances éperdues ? Et s'agissant du corps des Eaux et Forêts, quelle pouvait être la plus belle action d'éclat que de lui remettre un terroir boisé et « domanial » ? L'explication est « tendancielle », elle est « environnementale », mais elle laisse la réflexion insatisfaite sur plusieurs points.

D'abord celui du dysfonctionnement strictement juridique de l'opération. Comment expliquer qu'une simple administration ait non seulement retardé, mais aussi détourné purement et simplement l'application d'une règle fixée par le pouvoir politique en des termes d'une transparence limpide ?

L'État exécutait les travaux, se remboursait puis, selon les termes de l'article 5 du décret de 1810, il devait restituer les dunes aux propriétaires. Or,

¹ Cf. la célèbre formule de Charles Péguy : « *Tout commence en mystique, et finit en politique* ».

particulièrement dans les Landes, où elle ne pouvait invoquer, comme en Gironde, la non-applicabilité du texte, son souci manifeste et unanime, préfet en tête, fut d'éluder la disposition concernant le « retour aux propriétaires » en tentant d'éliminer le principe d'une propriété préalable.

D'où la mise en place d'une « transaction globale », qui fit abdiquer les sept maires du littoral devant la puissance préfectorale et imposa aux communes la renonciation pour le futur à toute revendication de propriété moyennant... le délaissement à leur profit [p. 108] d'une peau de chagrin, soit environ 10 % de la surface. Puisque la renonciation des communes était ainsi obtenue, l'administration put retourner alors à son profit l'ensemble du dispositif juridique et elle opposera systématiquement un refus, en s'appuyant sur les renonciations, aux tentatives de rachat ultérieur¹ de la part de certaines communes qui avaient acquis la capacité financière de payer leur propre bien !

Position d'autant plus surprenante que les Domaines ne s'étaient pas privés de procéder à de nombreuses adjudications de dunes au profit de particuliers peu de temps après les travaux de fixation : c'est ainsi qu'à La Teste, mais aussi à Mimizan, à Messanges, on n'hésita pas à aliéner des portions de forêts nouvellement « domaniales » sans scrupule majeur. Mais ces incohérences troublantes ne suffirent pas à faire tomber le verrou juridique de la renonciation communale. L'administration – souveraine – a donc changé de doctrine et usé à sa guise de droits régaliens sans que la sanction jurisprudentielle issue de la théorie de l'excès de pouvoir, ou plus encore du détournement de procédure, puisse lui être opposée, la Haute Assemblée ne les ayant pas encore élaborées².

Le débat – y compris sur le seul plan juridique – resta cependant entier et il pouvait rebondir à tout moment pour peu qu'une occasion se présentât. Tous les ingrédients de l'exception d'illégalité, du détournement de procédure, mais aussi les notions civilistes de nullité relatives à la liberté du consentement concordent pour que la Justice puisse s'emparer à retardement de cette affaire de nationalisation sans loi préalable. Il n'est pas certain qu'aujourd'hui, l'État, au cas où l'invocation d'un droit ancien lui donnerait encore raison, ne se retrouve pas dans une position politique insoutenable, les lois de décentralisation ayant pu changer « l'ambiance » d'un tel dossier de spoliation qui concerne des milliers d'hectares appartenant antérieurement à des communes et à des particuliers. Si la spoliation est ancienne et douteuse, elle n'est pas moins réelle, donc, toujours justiciable, la prescription ne jouant pas en cette matière.

L'explication politique, limitée à celle du « fait du Prince », reprend, aujourd'hui, comme hier, toute sa valeur. C'est un rapport de force, non plus un

¹ Elles firent poser des questions écrites dans ce sens en 1904 et se virent opposer un refus de la part du Directeur des Forêts (Archives départementales des Landes).

² Jusqu'aux années 1920-1930 et pendant tout le XIX^e siècle, le travail du Conseil d'État a surtout consisté à protéger le travail de l'exécutif (au travers de la théorie des « actes de gouvernement »), tout en élaborant, lentement, un corps de règles s'imposant, non sans difficultés, aux administrations.

quelconque ordonnancement juridique, qui commanda en l'occasion les jeux de rôle sur le terrain, laissant « l'État de droit » sur le pas de la porte.

[p. 109]

Dans ces conditions, c'est à l'échelon central qu'il convient de s'interroger sur les dérèglements qui ont pu agiter la politique forestière au XIX^e siècle, ce dont rend parfaitement compte la grande historienne de la forêt, Madame Andrée Corvol, dans son analyse minutieuse des relations entre l'État et les sociétés locales. Toute la période, montre-t-elle, se trouva marquée par de substantielles ponctions de la part du Trésor par le moyen de l'aliénation des forêts domaniales :

« Le XIX^e siècle tire donc des chèques en blanc sur la banque verte... Entre le retour des Orléans et la catastrophe de Sedan, le secteur public perd de la sorte plus de 200 000 hectares, raflés essentiellement par les acquéreurs individuels et les compagnies capitalistes ¹ ».

Le mot de « rafle », évidemment, n'est pas trop fort... Cette surface, déjà, considérable, s'ajouta aux quelque 121 000 hectares de cessions enregistrées entre 1818 et 1826, destinées à résorber –partiellement– un « gouffre budgétaire estimé à 1,3 milliard de francs » (francs or de l'époque !) que Louis XVIII et son ministre des Finances, le baron Louis, découvriront lors du rétablissement de la monarchie. D'ailleurs, dans le même temps où l'État forestier dilapidait, l'administration forestière se reconstituait, elle se dotait d'une grande école (Nancy-1824), et fixait le « territoire » de ses compétences au moyen d'un Code forestier qui lui donnait de larges perspectives (1827), tandis que le territoire réel des forêts de l'État, celui de son intervention directe, se réduisait peu à peu comme l'eau sous un navire qui serait en train de refaire surface...

Le littoral gascon, et, sur la fin du siècle, la montagne, devinrent pour le corps forestier de nouveaux territoires où put s'exercer sa compétence régaliennne, comme pour compenser les pertes foncières antérieures. En montagne, l'État rencontra des résistances farouches qui finirent par éloigner le péril d'étatisation des reliefs inscrits dans le programme ambitieux de la « Restauration des Terrains de Montagne ». Sur le long rivage du Sud-Ouest, après avoir contribué aux besoins du Trésor par des reventes partielles, le corps forestier prit le soin, à partir de 1850, de maintenir intacte les surfaces étatisées sans que le dossier soit « retraité » au niveau politique.

[p. 110] L'action administrative en matière de dunes fut donc un moyen d'intégration directe par le procédé inattendu de la nationalisation, au mépris de la lettre et de l'esprit des règles fixées par le pouvoir politique, mais en vertu des règles autonomes de l'administration elle-même. C'est pour cela qu'elle a touché

¹ Andrée Corvol, *L'Homme aux bois*, Paris, Fayard, 1987.

d'abord un territoire forestier pratiquement inhabité, ce qui a considérablement simplifié la mise en œuvre de l'annexion. Mais les Landes, pour l'essentiel, subissaient leur destinée, qui était celle d'une sorte d'anti-France ou, cela revient au même, qui présentait aux yeux des observateurs contemporains le visage d'une contre-histoire. En marge de l'administration, selon des processus très différents, la France privée, celle des capitaux et des entrepreneurs, allait exercer à son égard les risques et les fantasmes du *jus communicationis*¹ qui connaissait une expansion sans précédent à l'échelle de la planète, souvent au prix des mêmes erreurs, rarement des mêmes infortunes.

La tentative coloniale imaginaire

[Retour au sommaire](#)

Au regard du « projet national landais », la fixation des dunes apparaît à bien des égards comme un préalable accidentel.

L'entreprise fut considérée dès le XVIII^e siècle, dans l'esprit de ses promoteurs, comme la première nécessité en vue d'une mise en valeur ultérieure. À cette époque, les ingénieurs mirent au point des plans de drainage de l'ensemble des landes afin de les rendre aptes à la culture et de les transformer en un support d'activités agricoles nouvelles. L'invasion des sables, dévoreurs d'espace, aggravant l'état marécageux des zones intérieures, allait couper court à ces beaux enthousiasmes et fixer des priorités nouvelles. Il n'empêcha pas les tentatives agronomiques de compagnies privées qui retinrent l'attention de Voltaire :

« Vous vous plaignez des Landes de Bordeaux, mais sachez donc qu'on va les défricher et qu'une compagnie s'y est déjà ruiné². »

Première d'un long cortège, la compagnie « ruinée » signalée par Voltaire était victime de l'inondation des parcelles qu'elle était parvenue à défricher à grands frais³. Cependant, la force du « mirage » landais était telle à l'époque qu'une fièvre spéculative [p. 111] gagna les milieux financiers, confiants dans l'idéal physiocratique et sensibles à la mode de l'exotisme. À la suite de Voltaire, Brémontier pouvait écrire à la fin du XVIII^e siècle :

¹ « Le droit de rencontre », justification théologique de la colonisation, cité par M. Girardet, *Histoire de l'Idée coloniale en France*, *op. cit.*

² Voltaire, *Supplément du discours aux Welches (Facéties)*, *op. cit.*

³ Il s'agit de la Compagnie Nezer, fondée par le banquier suisse du même nom et installée aux environs de La Hume (Gironde).

« Des gens hardis, de leur Cabinet de Paris, sans avoir les connaissances locales et sans examiner les difficultés, osent proposer des ouvrages qui peuvent ensevelir les fortunes les mieux établies et ruiner un nombre infini de particuliers séduits par l'appât d'un gain imaginaire ¹. »

L'échec des premières tentatives fit passer au premier plan l'impératif de fixation des sables et ce n'est qu'à partir de 1830, une fois le danger maîtrisé, qu'une deuxième vague d'expériences s'efforça de réaliser le rêve prométhéen.

Comme dans le cas précédent, le milieu local rencontrera un projet élaboré en dehors de lui, porteur de choix et de combinaisons parfaitement étrangers à son mode d'organisation. Mais, cette fois, la conciliation des intérêts ne pourra avoir lieu et les conséquences bienfaitrices de la colonisation resteront limitées.

La construction théorique du projet ne manqua pas de multiples retouches au fur et à mesure que s'imposait la réalité d'un milieu naturel particulièrement ingrat, en partie déstabilisé par l'avancement des dunes. De désastres en désastres, les perspectives les plus encourageantes s'amoindrissaient et de cruels renoncements s'imposèrent d'office.

La tentative coloniale, dont la phase active dura un siècle (1750-1850), peut donc se décrire à travers ses promesses, ses échecs et ses inconséquences plus ou moins durables.

Le contenu du projet colonial

Un désert humain et un paradis agronomique ! Telles sont, en résumé, les idées forces qui guidèrent toutes les spéculations à propos des Landes. À partir d'elles, on a pu construire des systèmes d'exploitation d'une parfaite cohérence formelle.

Les modèles de mise en valeur déduits de cette perception de la réalité landaise comportaient un contenu social et un contenu technique.

Dès l'origine des réflexions, soit dès le XVII^e siècle, les « landes de Bordeaux » sont perçues comme une éventuelle colonie de peuplement.

[p. 112]

Si l'anecdotique proposition des 900 000 Maures chassés d'Espagne en 1610, offrant leurs bras pour défricher la région, ne retint pas l'attention du gouvernement pour des raisons politiques évidentes, c'est Richelieu qui fut le premier à ouvrir le dossier en souhaitant que soit établi à La Teste un port de

¹ Cité par Jacques Ragot, in *Histoire de La Teste de Buch des origines à la fixation des dunes*, La Teste, 1983.

commerce. Au XVIII^e siècle, des solutions plus radicales vinrent l'enrichir : puisque trouver des hommes constituait la priorité, on envisagea d'installer des déserteurs amnistiés ou des vagabonds qui, pensait-on, reprendraient goût à une vie stable dans l'ardeur du défrichement de parcelles de landes qui leur reviendraient par la suite.

Plusieurs propriétaires fonciers « éclairés », comme le seigneur de Ruat, héritier de l'ancien domaine du Captal de Buch, obtinrent de Louis XVI des facilités et des subventions pour créer des concessions au profit d'éventuels colons. C'est dans ce cadre que la Compagnie Nezer tentera son expérience désastreuse. Elle parviendra cependant à attirer des « défricheurs » grâce aux incitations particulières créées sur les concessions du seigneur de Ruat. La nationalité française était accordée au bout de trois ans de travail et les exonérations fiscales permettaient d'espérer des lendemains prometteurs. Malheureusement les récoltes ne suivirent pas...

Le thème du « peuplement » poursuivit malgré tout sa carrière. Il sous-tendit la plupart des entreprises menées par les nouvelles et puissantes compagnies qui se constituaient à partir de 1830. Pour la Compagnie des Landes, créée le 1^{er} juin 1834, une colonisation de peuplement se justifiait par une simple analyse des courants migratoires contemporains. Ses fondateurs proposèrent une émigration moins lointaine aux milliers d'Européens qui s'embarquaient alors vers les États-Unis, tout en garantissant les mêmes avantages : l'accession à la propriété sur des colonies agricoles libres. Axée sur les grands travaux, comme la construction du premier canal de liaison entre les lacs du Nord des Landes, cette compagnie recruta sa main-d'œuvre en Alsace et en Grande Bretagne, tandis que des ingénieurs hollandais, réputés pour leur expérience, présidèrent aux travaux d'endiguage. Robert Lion, introduisant un ouvrage historique sur la Compagnie des Landes ¹ (aujourd'hui propriété de la Caisse des Dépôts) pouvait, en 1990, moderniser cette vision coloniale, avec cet habillage technocratique très contemporain :

[p. 113]

« Depuis Mirabeau, Brémontier, Boyer-Fonfrède, Saint Simon, les Pereire, jusqu'à Edgar Pisani et François Bloch-Lainé plus récemment, tous ont nourri les mêmes rêves pour le désert landais, tous y ont imprimé leur trace... »

La mise en valeur d'une province « arriérée » (cf. le concept « d'arrière-pays ») devient ainsi un enjeu d'intérêt général : si les moyens sont agricoles, l'objectif reste social et humanitaire :

¹ Mission des travaux historiques de la Caisse des Dépôts, *La Compagnie des Landes. Deux siècles d'Aménagement d'une région*, 1990.

« En effet, aujourd'hui, le Gouvernement et la France reconnaissent que pour faire cesser toutes les perturbations qui usent et démoralisent la société, l'époque actuelle doit être marquée par des améliorations propres à frapper, par leur utilité, l'esprit des populations et offrir à leurs bras une carrière d'activité (...). C'est donc une haute pensée, une pensée sociale, que d'avoir ouvert une large voie, où les masses doivent finir par trouver une honorable récompense à d'utiles travaux. Les colonisateurs n'ont qu'une ambition, celle d'être utiles au pays et ne forment qu'un vœu, celui de donner de l'occupation au peuple et de l'aisance à tous. Ils ont à cœur le bien-être de la contrée qu'ils colonisent ; ils y apportent la civilisation, le travail, et l'aisance ¹. »

L'utilité sociale de la colonisation concernera davantage les défricheurs eux-mêmes (quand les faillites seront évitées), que les populations locales, touchées très accessoirement par les retombées du progrès. Les colonies agricoles sont des « oasis » placées dans une contrée que l'on juge exploitée de manière archaïque, alors que le savoir agronomique lui apporterait des produits innombrables et les bienfaits de la civilisation.

Le contenu agronomique

Comme il n'y avait rien qui s'offrît aux regards immédiats, tout fut imaginé pour que les Landes fussent dotées de nouvelles cultures et de nouvelles pratiques agraires. Au point que l'énumération des solutions envisagées ressemblait à un dictionnaire d'histoire naturelle. Même les buffles et les vers à soie firent partie de cette nomenclature expérimentale, véritable inventaire à la Prévert ou à la Borges... Les analogies du littoral avec le paysage saharien ² firent espérer une bonne acclimatation des dromadaires, au point que la Compagnie d'Arcachon en importa à grands frais et recueillit les mêmes échecs qu'avec les autres espèces.

[p. 114]

La nature ingrate du pays repoussait âprement les avances d'une main domesticatrice, mais les initiatives les plus audacieuses n'étaient pas pour autant découragées. À quoi imputer ces insistances toujours déçues ?

Le mouvement de création des compagnies de colonisation aurait pu s'appuyer sur les fantasmes des premiers voyageurs. Mais pour convaincre les financiers, pour attirer les « défricheurs », des preuves suffisantes devaient être fournies. Les « expériences », toujours trop rapides, s'avéraient prometteuses : le sol sablonneux se transformait en prairies artificielles, en récoltes satisfaisantes de

¹ « Voyage dans les Landes de Gascogne » par le baron de Mortemart de Boisse, p. 143, « pensée sociale qui a dicté la création de la colonie ».

² Théophile Gautier, « Le pin des landes ».

blé ou de maïs... pendant deux à trois ans. À la suite de quoi, épuisé de ses rares éléments de fertilité, il blanchissait et devenait définitivement stérile. Pour retenir les fumures, un drainage systématique s'imposait. On pensa aux polders, qui, en Hollande, donnaient d'excellents résultats. Mais le caprice des pluies hivernales suffisait à tout remettre en question et seuls des travaux à grande échelle pouvaient assurer un drainage suffisant. La Compagnie des Landes n'hésita pas à relever le défi : elle organisa son plan de colonisation à partir d'un canal de liaison entre les étangs du Nord des Landes. Cet émissaire, creusé puis entretenu régulièrement, devait permettre l'assèchement des terres avoisinantes, tandis que les berges supposées riches en alluvions, allaient servir d'engrais. La méthode, mise au point par Boyer-Fonfrède¹, ne fit pourtant pas ses preuves. Long de 14 km, large de 13 à 24 m, assurant la liaison entre le Bassin d'Arcachon et le lac de Cazaux, ce canal dont les travaux démarrèrent en 1838, ne parvint pas à se rentabiliser par le transport des marchandises, pas plus que par celui des touristes (à partir de 1845). Sujet à ensablement, il fut vendu aux enchères en 1904. La Compagnie des Landes survécut malgré tout jusqu'au XX^e siècle à force d'augmentations de capital qui lui permirent de doter ses immenses domaines de voies de communication qui subsistent de nos jours.

Les brèves périodes de luxuriance apparente suffisaient pour donner au projet colonial la fiabilité minimale indispensable à toute entreprise. Les premiers comptes d'activité des compagnies firent toujours état de productions « miraculeuses » dans un foisonnement d'espèces végétales et animales. Les possibilités supposées du sol firent donc illusion en permanence, provoquant des faillites irrémédiables, tandis que le souci majeur se concentrait sur la vulnérabilité des terrains agricoles aux inondations.

[p. 115]

L'état marécageux d'une grande partie du territoire pendant plus de six mois par an était en effet la seule évidence qui s'imposait aux observateurs du XVIII^e siècle. Elle provoqua une intense réflexion, accompagnée de multiples projets, sur les moyens les plus efficaces de drainer et d'assécher les sols sans qu'un choix définitif s'imposât. Pour le reste, tout prenait figure de « terre promise » imaginaire.

Dans beaucoup de cas on tenta de contourner ce problème au moyen de l'assolement ou par l'expérimentation de rizières, condamnées très vite pour cause d'infertilité et de rigueur climatique. Ces cheminements hasardeux ressemblent, avec le recul, à des « erreurs utopiques », qui méritent d'être saluées pourtant si l'on mesure l'audace et l'abondance des moyens employés, ainsi que l'acharnement des investisseurs.

Les clés de la révolution agronomique des landes, de celle qui réussirait enfin, n'étaient alors pressenties que chez de rares précurseurs, tels Desbiey. Mais

¹ Premier directeur de la Compagnie des Landes.

l'avenir qu'ils dessinaient passait par des étapes trop longues et trop coûteuses pour satisfaire l'ardeur coloniale, même si le schéma de la réalité future existait dès 1776 dans le prophétique mémoire de Guillaume Desbiey à l'intention de l'Académie des Sciences et Belles Lettres de Bordeaux. Il ne concevait d'autre destin pour les Landes que la forêt de pins maritimes et fixait les seuls préalables nécessaires des voies de communication fluviales et terrestres pour l'exploitation future et le drainage immédiat. Plus tard, et plus tard seulement, lorsque le sol serait enrichi par la végétation forestière, viendraient l'agriculture et l'élevage.

Les faits donnèrent raison à ce scénario dont la vision claire s'imposera seulement à la fin du Second Empire, quand auront été épuisées les énergies du grand enthousiasme auquel se consacrèrent les « étrangers », pendant 20 ans (1830-1850), avec un raffinement dispendieux.

La faillite des systèmes mis en place

C'est dans les années postérieures à 1830 que le mouvement colonial connut le plus d'ampleur dans les landes de Bordeaux. Dès cette époque, les sables les plus menaçants étaient stabilisés et les illusions sur la richesse du sol encore nombreuses. Trois [p. 116] puissantes compagnies se formèrent pour mettre en valeur d'immenses domaines compris entre La Teste de Buch et Saint Julien en Born. Elles obtinrent assez facilement de la part des communes des concessions provisoires, garantissant en retour l'exécution de travaux de drainage qui ne laissèrent pas insensibles les populations locales.

Vingt ans plus tard, la quasi-totalité du patrimoine des compagnies sera dispersée à la suite de ventes judiciaires. Les récoltes escomptées ne se produisirent pas et les animaux d'élevage furent décimés par le rachitisme et les maladies. Les tentatives de polyculture ont toutes été repoussées par le sol ingrat dont la vocation sylvicole n'apparut en compensation que par défaut.

Cette tournure catastrophique des événements devient « exemplaire » quand on prend la mesure des raffinements de moyens financiers, d'organisation et, il faut l'admettre, de compétence qui accompagnèrent l'éphémère entreprise.

Les plus hautes personnalités de la Restauration n'hésitèrent pas à investir et à participer à l'expérience. La composition de la commission de surveillance de la Compagnie d'exploitation et de colonisation des landes de Bordeaux (créée le 1^{er} juin 1834, connue sous le nom de « Compagnie des Landes ») est parfaitement significative à cet égard : le président en était le duc de Doudeauville ; le duc de Caraman, le vicomte de La Rochefoucauld, Huerne de Pommeuse, ancien député et le baron Prévost étant vice-présidents. On trouve, parmi les autres membres, le duc de Montesquiou Fezensac, pair de France, ainsi que plusieurs avocats parisiens...

La Compagnie d'Arcachon (fondée en 1837) compta pour sa part moins de ducs mais s'apparentait davantage à un club très fermé d'aristocrates d'Ancien Régime. Son directeur principal fut le comte de Bonneval, ancien militaire, dont

la compétence agronomique semblait éprouvée. Il s'entoura du marquis de Nezin, du baron de Blacas, du comte de Puységur, du baron de Pégnol, du baron de Chabannes...

Autant de vieux noms de France que la tradition motivait pour des actions agricoles et que la situation sociale du moment incitait peut-être à remplir des fonctions valorisantes. C'est bien l'explication fournie par un contemporain :

[p. 117]

« La Révolution de 1830 expulsa en quelques jours de toutes les places, les royalistes qui les occupaient. Il se trouva tout à coup sans existence et sans carrière une foule d'hommes intelligents, habitués aux affaires et jouissant de l'estime publique ; quand la tempête se fut un peu calmée, plusieurs eussent pu reconquérir les postes dont ils avaient été expulsés, mais ils furent arrêtés par des scrupules d'honneur et de fidélité que toutes les opinions doivent admirer. Cependant, l'activité de ces royalistes s'est recherchée des issues ; beaucoup d'entre eux se sont jetés dans des entreprises particulières où leur loyauté et leur intelligence les ont fait admettre avec empressement... »¹.

Leurs buts officiels reflétèrent parfaitement les conclusions techniques des premières expériences : fertilisation et colonisation pour la Compagnie d'Arcachon, ensemencement des dunes, dessèchement des marais, voies de communication pour la Compagnie des dunes (fondée en 1840), construction du canal et colonisation des rives pour celle des Landes.

L'honorabilité des fondateurs facilita la constitution du capital (plus d'un million de francs pour la Compagnie des Landes) et l'acquisition d'immenses domaines d'une superficie comprise entre 5 000 et 10 000 hectares. Les méthodes d'exploitation différèrent selon les compagnies, mais une organisation précise fut fixée dès la fondation. La Compagnie des Landes sépara les fonctions financières et les fonctions techniques ; une administration centrale parisienne se chargea du contrôle financier, mais ne disposait pas du pouvoir hiérarchique. Celui-ci fut confié à la gérance qui opérait sur le terrain, entourée d'un conseil de direction ; un règlement général d'administration répartit les compétences et les actions souscrites ne donnaient pas le droit d'exploiter directement les sols acquis par la compagnie. Celle-ci fit donc appel aux mains-d'œuvre les plus diverses pour réaliser son programme de grands travaux. La jonction entre l'étang de Cazaux et le Bassin d'Arcachon était déjà un grand chantier, exigeant des études poussées et la construction de dix écluses. Il fallait, pour les mener à bien, une solide logistique. Ladite compagnie obtint la création d'une garnison à La Teste, mais

¹ Vicomte d'Yzarn-Freissinet, « Coup d'œil sur les landes de Gascogne et leurs compagnies », 1837.

aussi des pouvoirs spéciaux : droit d'exproprier pour coloniser les [p. 118] rives et aide de l'armée pour réaliser les travaux. Colons alsaciens et britanniques s'installèrent...

La Compagnie d'Arcachon, quant à elle se dota de structures qui rapprochaient plus étroitement l'investisseur financier des terres à mettre en valeur : les souscripteurs devenaient propriétaires de domaines homogènes aux superficies différenciées (1,000,600,300 hectares) et constituaient entre eux un comité de colonisation. Ils organisèrent sur leur domaine un système de métayage : l'exploitant obtenait une concession de neuf ans ainsi que des subventions d'équipement, à charge pour lui de réaliser pendant les quatre premières années les défrichements nécessaires, de partager les produits et de résider sur place.

Dans les deux cas qui précèdent, l'entreprise coloniale est assise sur des structures qui font appel à la prévision à long terme et au souci de l'organisation sociale ; on est donc loin de l'improvisation rencontrée à propos de l'action administrative de fixation des dunes. Mais le perfectionnisme du projet n'explique ni le succès, dans un cas, ni les échecs, dans l'autre.

À la suite de la première vague de faillites retentissantes, Brémontier condamnait en 1778 « *les projets chimériques capables d'anéantir les fortunes les mieux établies* »¹.

Son jugement, lucide, ne concernait alors que les expériences, catastrophiques mais isolées de la Compagnie Nezer et de celle installée sur les terres du marquis de Livrac. Le deuxième assaut colonial, celui du XIX^e siècle, nourri des mêmes illusions, fut encore atteint par la malchance.

L'erreur de base demeurait agricole : l'apparente fertilité du sol, vérifiée pendant les premières années de mise en exploitation, était censée rendre possible une diversité prometteuse des premières productions. Arbres fruitiers, céréales, bovins, croissaient théoriquement avec bonheur sur l'ensemble des domaines et provoquèrent l'admiration de la Société royale d'Agriculture. Les premiers résultats encouragèrent l'ardeur des colons autant que celle des investisseurs qui ne lésinèrent pas sur les bâtiments et les outils. Des fermes s'édifièrent, des fossés se creusèrent puisque les rendements le permettaient. Le phénomène s'amplifia jusqu'au jour où la récolte ne se produisit plus. La terre avait donné toutes ses ressources, il ne restait plus... que du sable. [p. 119] On essaya alors d'apporter des engrais, de pratiquer des assolements. L'état de la chimie agronomique ne permettait pas encore les prodigieuses applications de la « révolution verte » contemporaine. Aucune production céréalière, fruitière ou animale ne semblait pouvoir s'adapter de manière durable sur ces sols déconcertants. Très vite, les compagnies durent se résoudre à mettre en vente leur capital foncier, entre dix et quinze ans après l'acquisition.

¹ Cité par L. Papy, « Les Landes de Gascogne et la Côte d'Argent », art. cit.

L'autre explication, qui ne concerne que les « compagnies de travaux », tient cette fois aux objectifs mêmes de l'entreprise. Orientées vers la création d'infrastructures, celles-ci ne pouvaient offrir une rentabilité directe suffisante pour les capitaux investis compte tenu du coût considérable des travaux entrepris. Ce « désenclavement », cher à Boyer-Fonfrède, constituait davantage un but d'intérêt général d'ordre économique qu'une préoccupation spéculative. Dans un rapport rédigé en 1835, Huerne de Pommeuse lui trouva une argumentation sociale et politique qui ne s'appesantissait pas sur les répercussions financières :

« Quand la misère frappe à toutes les portes, chaque individu borne son amour du bien public au cercle étroit de sa famille et de sa propriété ».

Même si l'isolement explique, autant que la misère, ce triste état d'esprit, on pressent chez les fondateurs de la Compagnie des Landes un souci du développement global des populations résidentes qui traduit une singulière confusion des genres préjudiciable au destin financier de l'entreprise. On se trouve là au cœur d'un problème bien français où l'économie – honteuse – se cherche des justifications morales ou politiques au point de s'y confondre, et surtout de s'y gaspiller quand elle se prend trop au jeu.

Les sociétés d'économie mixte contemporaines sont un peu l'aboutissement de cette névrose latente qui n'échappe pas aux observateurs anglo-saxons. Le mélange des genres est rarement satisfaisant : les compagnies coloniales n'ont jamais pu bénéficier des retombées attendues d'une éventuelle insertion locale auxquelles elles croyaient, conformément à leurs objectifs messianiques. La domestication de l'espace qu'elles préconisaient ne put guère se concilier avec le système du parcours, dévoreur de landes vierges. Même si les conflits n'eurent pas le temps d'éclater, un antagonisme latent planait sur l'initiative coloniale. [p. 120] Les domaines des compagnies constituaient autant de poches étrangères au milieu local sans que des solidarités nouvelles apparaissent nettement. La colonisation du début du XIX^e siècle ne disposait pas des points de contacts indispensables à son épanouissement dans les Landes car le paysage institutionnel était aussi inexistant que celui de ses mornes étendues.

Ceci signifie également que la communauté locale des « barbares » resta finalement peu atteinte par ces poches de « civilisation », noyées sur leur territoire, et, comble d'ironie, frappées du sceau de l'infortune. Elle n'était pas encore laminée par le phénomène de déstabilisation des cultures populaires, dont Maurice Crubelier ¹ a pu magistralement dessiner les contours à l'échelle de la France entière. Car, au même moment, la société urbaine du XIX^e siècle, et Paris en premier lieu, appliqua à ses immigrants d'Auvergne, de Bretagne ou des Cévennes, des qualifications somme toute identiques à celle que lui inspirèrent les

¹ Maurice Crubelier, *Histoire culturelle de la France*, Paris, Armand Colin, Collection U, 1974.

landes de Bordeaux. « *Une population sauvage* », disent les contemporains, « *retournée à l'état de nature* ¹ ». « *Paris n'est qu'un campement de nomades* » (Lecouturier 1848). « *Cette multitude indigente, illettrée, barbare, si l'on veut, mais non pas vile* », selon Proudhon. Louis Chevalier signale, quant à lui, l'influence de Fenimore Cooper sur Sue qui écrivait :

« Nous allons essayer de mettre sous les yeux du lecteur quelques épisodes de la vie d'autres barbares aussi en dehors de la civilisation que les sauvages peuplades si bien peintes par Cooper »

Le parallélisme est frappant, au moins dans les termes, avec le regard misérabiliste porté sur les landes par les voyageurs dont, nous rendions compte dans notre introduction. Pourtant, le phénomène, apprécié par la culture bourgeoise, est d'un autre ordre. Comme le remarque finement Victor Hugo à propos du faubourg Saint Antoine :

« C'étaient les sauvages, oui, mais les sauvages de la civilisation ². »

Ainsi, le XIX^e siècle s'offrait-il le luxe de faire cohabiter deux marginalités sous les mêmes mots : celle de « l'Indien », héritière du siècle des « Lumières », qui se prolongera dans celle du « petit-nègre » au temps de l'empire colonial, et dans laquelle le Landais figure en bonne place ; celle, inédite, du prolétaire, qui [p. 121] est un produit de la civilisation, et qui, après maturation, engendra l'exclu contemporain. Il existe bien deux réalités sous ce seul « sauvage », l'une exotique, et l'autre, endogène ; la première, se manifestant par la misère naïve et se prêtant aux entreprises généreuses ; la seconde, s'exprimant par la violence et porteuse d'idéologies conflictuelles. Il faudra attendre la fin du XX^e siècle, pour que les deux « barbaries » coïncident à travers l'immigré des banlieues, à la fois exotique, exclu mais bénéficiaire des entreprises sociales, et toujours... violent !

À considérer l'échec de la « première » colonisation des landes de Bordeaux, alors que, dans le même temps, la déstructuration des cultures locales nourrie par le dépeuplement des campagnes et le déracinement des individus commençait à faire son œuvre, il y a lieu d'être surpris par cette contradiction qu'il faudra bien résoudre. Le précédent développement, comme nous l'espérons, a illustré la capacité politique d'une organisation locale traditionnelle, ne serait-ce que par l'annexion territoriale qui vint la réduire, signe de son échec mais aussi d'une

¹ Maurice Crubelier, *op. cit.*

² D'après Maurice Crubelier, *op. cit.*

réalité devenue rare partout ailleurs, parce que l'État unitaire y avait déployé plus tôt les instruments raffinés de la « normalisation » ¹.

Nous allons analyser maintenant les moyens nouveaux d'assimilation révélés dans les Landes. Ceux-ci, dépassant les projections technocratiques issues des régimes interventionnistes antérieurs, allaient ajouter un mode inédit de territorialisation « par en haut » qui a abouti en partie à la transformation physique de cette contrée naturelle, hostile « par nature » (précisément !) à toute domestication. Les deux processus, juridico-technique et politique, furent en fait parallèles. Comme dans la phase précédente, les modèles de découpage politique importés et projetés sur le territoire naturel et social n'allaient pas tout à fait résoudre la dominante irréductible de cette contrée sylvestre. Dans une autre logique que celle de l'échec naturel à cause du sol et du sable, les habitants du lieu allaient connaître le sort du déracinement et de la fuite, selon la règle générale de « colonisation politique » imposée auparavant aux autres provinces de France – décrite magistralement par Eugen Weber. Les hommes allaient subir, en définitive, le même sort que les bêtes et que les plantes !

¹ Parmi lesquels l'idéologie républicaine qui se révèle brutalement en Provence en 1848 après avoir longuement fermenté au sein de noyaux urbains, de conflits économiques, et d'une laïcisation progressive de la pratique religieuse. Cf. Maurice Agulhon, *La République au village*, Paris, Le Seuil, 1987.

[p. 123]

LA TERRITORIALISATION POLITIQUE

[Retour au sommaire](#)

La réflexion contemporaine sur la Révolution, qui marquera pour les Landes le début de la nouvelle territorialisation politique, renouvelée par le cérémonial du bicentenaire, a plus gagné en nuances qu'en principes d'explication définitifs. Si l'ensemble de l'opinion intellectuelle s'accorde à identifier le phénomène révolutionnaire comme l'acte fondateur de la démocratie à la française, la plupart des chercheurs dévoilent un processus qui n'atteint la réalité sociale que d'une manière diversifiée et le plus souvent inattendue. La « vague » révolutionnaire ne toucha réellement la Provence qu'en 1848 (pour Maurice Agulhon¹), la paysannerie, qu'à la veille de la guerre de 1914 (pour Eugen Weber²), tandis que Michel Vovelle³, à l'échelle des seules années cruciales (1789-1800), dégage déjà la différenciation sensible de l'impact des événements politiques parisiens sur la province. Ainsi l'image de « l'onde » semble bien s'accorder à la description du rôle de la Révolution, mais une onde dont on n'a toujours pas fini d'inventorier les composants ni les liens de causalité, dans le temps et dans l'espace. Militante pour Maurice Agulhon, l'onde est surtout culturelle pour Eugen Weber, tandis qu'elle n'est encore qu'informationnelle et communicationnelle pour Michel Vovelle.

Sur le terrain des landes de Gascogne, l'analyse de l'impact révolutionnaire se complique de la tentative simultanée de faire entrer ce pays sauvage « dans la civilisation ». Situation inédite, où l'on doit non seulement veiller à la propagation de l'onde, mais encore à la fabrication du récepteur, pour prendre une comparaison radiophonique.

[p. 124]

¹ Maurice Agulhon, *La République au village*, op. cit.

² Eugen Weber, *La Fin des terroirs*, op. cit.

³ Michel Vovelle, *La Découverte de la politique. Géopolitique de la Révolution Française*, Paris, La Découverte, 1992.

Or les relais de la Révolution sont périphériques au plateau landais qui ne dispose pas comme la Provence de gros bourgs façonnés par une tradition rurale, intellectuelle et historique. Le « désert » commence aux portes de Bordeaux, et s'arrête à celles de Mont de Marsan (pourtant bien modeste avec 4000 âmes), de Dax, ou de Bayonne. Entre ces bornes lointaines, deux jours, au minimum, de voyage pénible sans autre rencontre que de rares échassiers... La problématique de l'entrée des Landes de Gascogne dans la « francité » est ainsi doublement compliquée

D'abord, par le rattrapage « de civilisation » que, d'évidence, elles imposent comme une donnée immédiate aux cadres institutionnels issus de la Révolution (préfets, notables départementaux, observateurs extérieurs) qui se placeront – inévitablement – dans une posture quasi-coloniale.

Ensuite, par une inadaptation d'ordre structurel, qui empêche les landes de Gascogne – et leurs habitants – d'entrer dans la rationalité exigée par tout processus démocratique. Quelle identité autre que géographique ? Quelle histoire autre que celle des franchises moyenâgeuses ? Quel empire de la raison au pays des superstitions et des loups-garous ? Les Landes ont ainsi dû être construites en tant qu'objet sociopolitique, et nous verrons qu'elles l'ont été péniblement. « L'invention des Landes », de ce point de vue, a été également une nécessité politique.

Bien entendu, il existe des liens entre les urgences du progrès et celles de la démocratie : les deux démarches sont concomitantes, elles rencontrent des difficultés différentes qui entravent leur progression, mais elles se dénouent par une loi, qui, seulement en 1857, injecte dans l'objet landais – enfin identifié au travers de la forêt – les deux germes qui le feront accéder à la modernité. Celui du progrès technique (au moyen des communications), et celui de la citoyenneté au moins municipale, à travers l'autorité conférée aux communes. Les Landes vérifieront alors la triple coïncidence, qui inquiétait Bernanos, entre ère technique, ère démocratique et ère des masses... ¹.

Le point de départ de ces forces transformatrices et de leurs enchaînements successifs demeure à difficile à situer : il n'est pas dans les événements révolutionnaires eux-mêmes, trop [p. 125] éloignés – au sens strict – de la réalité vécue dans le désert. Mais trop éloignés également, de manière culturelle, cette fois, par l'absence de points d'appui politiques.

Pour qu'une jonction s'opère sans risque de retours en arrière, la sagesse du conquérant a toujours été d'organiser des alliances durables auprès des responsables traditionnels des sociétés locales. Dans la plupart des lieux de colonisation, l'approvisionnement du chef en « bimbeloteries », avec ses à-côtés

¹ Georges Bernanos, *La France contre les robots*, présentation de Jacques Julliard, Paris, Le Livre de poche biblio, 1999.

plus discutables¹, reste la condition des négociations politiques traduites sous forme de possibilités d'exploitation économique, d'installation, d'influences de toutes sortes selon l'enjeu même de la « conquête ». Les Landes seraient-elles entrées dans ce schéma ? Tout le laisse penser si l'on s'en tient aux manifestations de type colonial, telles l'étonnement qu'elles provoquent, la culpabilisation qu'elles entraînent et les projets qu'elles suscitent pendant un siècle. Qu'est-ce qui les distingue à ce niveau des terres d'outre-mer concernées au même moment par les « Grandes Expéditions » ?

Nous avons vu qu'elles n'avaient pas échappé aux tentatives tout à fait comparables dans leurs modalités à celles employées dans le même temps dans le Maghreb et plus tard en Afrique. Leurs échecs ne suffisent pas à expliquer l'abandon relativement précoce de ces solutions. Toutes les colonisations se sont traduites par des investissements ruineux, des déboires répétés et des espoirs remis en permanence au lendemain. Le XIX^e siècle est rempli d'indignations de la part de la bourgeoisie d'affaires qui tient le compte des désastres financiers que lui coûtent nos incursions dans ce qui deviendra « l'Empire ». La colonisation s'est poursuivie malgré cela, le plus souvent sur des terres plus arides, des climats plus rudes, accompagnés de maladies impitoyables, mais aussi au contact de populations hostiles en comparaison desquelles le milieu landais représente, somme toute, une exception favorable. Il n'en demeure pas moins que les habitants des Landes seront durablement perçus comme des « indigènes », au sens de « barbares » et « misérables », « étranges » dans le meilleur des cas. Quant à « l'étranger » d'aujourd'hui, il ne peut devenir « citoyen » qu'après une assimilation culturelle (au XX^e siècle, la scolarité et le service militaire obligatoire) qui est en même temps une intégration relativement complète au système de contrôle social en vigueur. Ces conditions étant réunies, la [p. 126] citoyenneté abstraite transcende les différences de fait qui peuvent rester notoires, telles la religion, le mode de vie ou toutes autres singularités dans lesquelles le corps social majoritaire ne parviendrait pas à se reconnaître. Or, pour qui les observe de l'extérieur, les Landais, jusqu'en 1850, sont à la fois « singuliers », mais inassimilables à des « étrangers » : ceci va à la fois retarder leur accession à une citoyenneté véritable et accélérer les entreprises de « modernisation » à leur égard.

Cette singularité consistant à trouver « *aux portes de Bordeaux* », « *à l'intérieur de notre pays* », des êtres dont l'état « *fait tache sur notre civilisation* »² va provoquer un activisme sans relâche de la part des héritiers du siècle des « Lumières », qui est aussi celui du progrès et de la démocratie. Au même moment, la découverte des « peuplades lointaines » (concept distant de façon explicite) laisse la même impression de « barbarie » et d'« archaïsme ». En ce qui concerne les « Landais » représentés, la coïncidence idéologique entre

¹ Tels que le commerce des esclaves dont on sait qu'il trouvait ses plus fidèles alliés parmi de nombreux chefs de tribu.

² Rapport préliminaire de la loi de 1857 sur l'assainissement des Landes.

la barbarie et l'extranéité est devenue une contradiction insupportable, en particulier au regard de l'idéologie démocratique et républicaine d'un État centralisé qui se devait, comme pour le reste des habitants des « petits pays », de les intégrer. L'invention des Landes, en termes de « territorialisation politique », et, par la même occasion, leur conformité au modèle républicain politiquement admissible, représente, à la différence des colonisations exotiques, autre chose qu'un rapport de forces ou de domination matérielle. Elle apparaît politiquement beaucoup plus évoluée, idéologique. La meilleure preuve en est offerte par la solution définitive qui a pu se dégager au travers d'une simple loi s'écartant des solutions coloniales par la forme, mais les rejoignant par les objectifs. Jamais, chez les Berbères ou chez les Bantous, l'application de textes de loi n'a fait office de passeport pour la civilisation occidentale moderne. Quand toutes les tentatives coloniales finissent par buter sur le problème politique de l'intégration nationale (guerres d'indépendance), on constate, que dans les Landes, c'est une solution politique qui finit par prévaloir, en abrégant les souffrances de l'effort colonisateur.

Quelle est la part prise par la Révolution dans ce processus d'intégration créatrice ? S'est-il agi d'un effort conjugué dans lequel se serait épanouie une nation tout entière ? Ou bien cette [p. 127] vision est-elle trop simpliste ? Car l'onde de choc provoquée par l'action centrale se transforme, s'atténue, ou s'amplifie en fonction des points d'écoute. Elle y parvint par bribes et par séquences incomplètes sous l'effet conjugué de la distance, de la qualité du récepteur et éventuellement du brouillage.

Une Révolution éloignée des landes de Gascogne

[Retour au sommaire](#)

Pour ce qui est des Landes de Gascogne, l'histoire de la Révolution fait davantage ressortir des réactions d'attentisme que d'appui enthousiaste, comme ce fut généralement le cas dans la France profonde. Ainsi, à partir de la cartographie établie par Michel Vovelle ¹, les Landes furent le plus souvent proches de la Sologne (un autre désert cher à Andrée Corvol !) pour ce qui concerne les mouvements d'opinion liés aux événements parisiens. Ces deux régions demeurèrent à l'écart de la pénétration des informations ou des rumeurs, telles que la « grande peur » ou la fuite à Varennes. Toutes deux eurent une majorité d'élus à la Plaine, c'est-à-dire à l'écart du débat principal entre la Montagne et la Gironde. Enfin, elles manifestèrent un jacobinisme tardif, à partir du Directoire, à l'instant où il devint minoritaire sur le plan national. Les Landes inaugurèrent

¹ Michel Vovelle, La Découverte de la politique, op. cit.

ainsi, dès la période révolutionnaire, une tradition de décalage permanent entre leur expression électorale propre et les tendances majoritaires du pays. Cette singularité, qui n'est qu'apparente, eut, en réalité, des causes structurelles qui ne se révélèrent qu'à l'examen des conditions très particulières de la formation du département lui-même. Les autres traits marquants que révèlent les indicateurs de Michel Vovelle sont les suivants :

- une forte participation aux élections locales, qui se manifeste dès les élections cantonales de 1790 ;
- un taux important de changements de noms, d'adresses déchristianisatrices, en même temps que la fréquence d'actes de résistance à la déchristianisation. La question religieuse a donc été vive et nous essaierons de la localiser.
- un développement tardif des clubs, qui ne prendront leur essor que sous le Directoire, mais un succès plus immédiat des sociétés populaires et de la presse provinciale.

[p. 128]

Ces traits qui « transpirent » au travers d'indicateurs départementaux ne renseignent pas sur la diversité des situations. Les familles d'événements que l'on peut observer pendant la période, diffèrent sensiblement selon des scènes aussi distinctes que les villes (Dax, Mont-de-Marsan, Saint-Sever), la Chalosse, les Landes que nous baptiserons « préforestières ». Car la sphère géographique ne sert pas ici de commodité intellectuelle : elle délimite réellement la nature du face-à-face révolutionnaire. Les modalités d'organisation sociale contrastées selon le contenu des sols, les écarts de niveau culturel, particulièrement nets dans les villes, permettent de différencier les zones d'accueil qui perçoivent à leur manière l'écho des perturbations parisiennes et nationales, semblant opérer dans le catalogue des bouleversements des choix sélectifs qui sont autant d'indications précieuses.

L'acclimatation des orientations parisiennes peut révéler la préexistence de germes favorables : dans ces cas, la Révolution parachève ou accélère des évolutions dessinées dans le long terme. En provoquant le conflit, souvent en le réglant par la force des armes, elle vient modifier l'état de la société civile en introduisant la violence et ses rancœurs dans son histoire. Le jeu politique risque d'en être plus profondément orienté par les idéologies.

Ces lignes de démarcation dans les Landes comme ailleurs, pourront se révéler occasionnellement dans l'expression des suffrages du XX^e siècle. Mais ce qui différencie nettement les théâtres géographiques landais, ce sont des points de fixation dominants et « sensibles » qui génèrent les événements qu'a pu retenir l'histoire de la période.

Les trois principales villes des Landes (Dax, Mont-de-Marsan, Saint-Sever) sont le lieu d'expression des enthousiasmes et des débats politiques révolutionnaires. On y voit apparaître des thermidoriens, des monarchistes ou des conventionnels qui suffisent à former une petite classe politique dont les voies d'accès, en dehors des convictions, passent par le talent oratoire, la popularité personnelle, ou les fonctions administratives occupées.

La question sociale et religieuse est le thème dominant de la Révolution en Chalosse. Cette campagne traditionnelle et prospère fut remarquée par Arthur Young pour qui elle était un modèle, par la diversité de ses productions.

[p. 129]

Elle rassemble toutes les caractéristiques des sociétés rurales d'Ancien Régime : la hiérarchie linéaire du seigneur et du curé y est fortement présente ; l'aspiration à la propriété est sensible à cause d'une densité de la population importante et de l'existence généralisée du métayage.

La Grande Lande forestière révèle seulement des manifestations tardives liées presque exclusivement aux réformes institutionnelles, bien accueillies, telles que la mise en place des conseils municipaux. Il plane à travers les archives une indifférence presque totale à l'égard des autres thèmes de mobilisation. La confrontation véritable avec les enjeux de l'histoire nationale ne se produira que sous le Premier Empire à propos de la généralisation de la conscription. Auparavant, le souverain peut bien changer de nom, mais il s'exprime toujours par « la ponction fiscale » et le passage des troupes. C'est à travers ces deux manifestations que la société agropastorale perçoit la République. Le collecteur d'impôts et le garde national, tous deux dépêchés de la ville, fréquentent le moins possible ces espaces isolés et leur zèle révolutionnaire se contente rapidement de l'emphase des représentants de village.

Ces spécialisations qui font localement autant de révolutions incomplètes, sont dues autant aux faiblesses de l'action révolutionnaire qu'aux dispositions initiales de la zone d'accueil. C'est la rencontre avec l'événement qui va bien souvent déterminer des habitudes durables et façonner les mentalités à l'égard du fait politique. Mais le décor de cette rencontre fait office d'un filtre préalable dont les caractéristiques sont essentielles.

La scène citadine

[Retour au sommaire](#)

Dax, Mont-de-Marsan, et Saint-Sever, y compris leurs zones d'influence, dans lesquelles il faut ranger les gros bourgs ruraux ¹, vont monopoliser les événements révolutionnaires. Ces centres urbains répondent, souvent dans des directions opposées, aux impulsions émanant de Paris ; ils offrent un public aux orateurs se réclamant des idées nouvelles qui entrent dans des rivalités de tendance et très vite, d'ambition, propres à la période.

[p. 130]

La présence physique d'autorités institutionnelles

Les trois villes, à des degrés divers, hébergent des pouvoirs institutionnels.

Forte seulement de 4 000 habitants, Dax est en 1789 capitale de l'élection des Lannes. Siège d'une subdélégation, d'une sénéchaussée et d'un présidial, elle accueille en outre un gouverneur, un lieutenant du Roi, un évêque, et, surtout, vingt avocats et onze avoués.

Mont-de-Marsan, dont la population ne dépasse guère 2 000 habitants, est également le siège d'une sénéchaussée (Marsan) et d'une subdélégation. La concentration du clergé y est particulièrement importante puisqu'on y trouve en 1789 : un collège des Sornabites, trois couvents (Cordeliers, Clarisses, Ursulines) et deux hôpitaux.

L'importance institutionnelle de Saint-Sever tient à la présence du lieutenant général de la sénéchaussée des Lannes et d'un subdélégué. La cité dispose également d'un collège et de trois couvents.

Deux villes d'importance relative, Aire et Tartas, sont absentes du catalogue, faisant preuve de discrétion sur l'ensemble de la période. Aire, exclusivement ville de clergé (évêché, grand séminaire, collège), est rattachée administrativement à Saint-Sever et n'abrite aucun pouvoir civil. Si Tartas est le siège de la sénéchaussée d'Albret, la proximité et la prééminence institutionnelle de Dax lui enlèvent toute possibilité de leadership dans l'action révolutionnaire. Elle est un peu la préfiguration d'une sous-préfecture de petite importance lorsque ni le poids démographique, ni le rayonnement économique ne parviennent à créer un contrepoids à l'hégémonie du chef-lieu.

Ainsi, dans un rayon de cinquante kilomètres coexistent trois sièges de sénéchaussée (Lannes, Marsan, Albret), le siège d'une élection et d'un présidial

¹ Aire-sur-Adour et Tartas étant les plus importants.

(Dax), lui-même rattaché à Pau, tandis que l'Intendance d'Auch englobe dans sa compétence Aire et Saint-Sever. Ce découpage, qui témoigne de l'apparente incohérence de l'Ancien Régime, fit l'objet de critiques de la part de l'opinion publique éclairée dans les années qui précédèrent immédiatement la Révolution. En 1788, à Dax, la bourgeoisie organisa [p. 131] une assemblée pour soutenir le vœu du Parlement de Bordeaux de rétablir et de rattacher à l'Aquitaine les États de Lannes dépendant autrefois de la Couronne. La volonté de clarification administrative s'associait ici au désir de représentation et de contrôle financier qu'incarnaient les États provinciaux, qui étaient volontiers laissés dans l'ombre par la montée de l'absolutisme.

La concentration et la proximité des édifices qui hébergent des pouvoirs administratifs favorisent la familiarisation avec la chose politique. Dans un espace géographique réduit, peu peuplé, on trouve un grand nombre de charges, de fonctions administratives et militaires qui permettent à leurs titulaires d'être des initiés de la chose publique avant d'en devenir les animateurs. C'est dans le voisinage immédiat des institutions de l'Ancien Régime et dans leur voisinage seulement, que se constitue le groupe social concerné véritablement par les enjeux révolutionnaires. Celui que produisent les cités institutionnelles des Landes ne diffère pas profondément du profil national. Car les représentants du Tiers État aux États Généraux de 1789 sont en grande majorité des gens de robe et des gens des villes. Pour les trois sénéchaussées de Lannes, d'Albret, et de Marsan, le Tiers-État désigne : un lieutenant général (de Saint-Sever), un procureur du Roi, un notaire (de Labouheyre), un conseiller du Roi, un médecin (de Mont-de-Marsan), un avocat (de Villeneuve-de-Marsan). Les connaissances juridiques inspirent la confiance du Tiers État, mais c'est d'abord les villes qui ont permis aux hommes de les assimiler.

La formation d'une classe politique

Les hommes de la Révolution sont, à Paris comme en province, des hommes d'étude et de profession intellectuelle. En sens inverse, le pouvoir central a besoin de s'appuyer à l'échelle de tout le territoire sur des cadres capables d'assimiler les nouvelles constructions théoriques avant d'en faire des porte-parole auprès du plus grand nombre. Cette exigence suppose chez les animateurs locaux du mouvement, à la fois une culture de base suffisante et une insertion locale, qui, seules, peuvent permettre d'approcher des mentalités fort diverses avec séduction et efficacité.

[p. 132]

Ceci suppose la préexistence d'un appareil de formation que seules les villes d'ancienne civilisation détiennent à des degrés divers.

Les premiers hommes politiques landais sont ainsi les anciens élèves, parfois brillants, parfois rejetés, de nombreux collèges religieux de la zone de civilisation.

La carte scolaire est pourtant bien étroite : trois bénédictins tiennent le collège de Saint-Sever avec un effectif de 40 élèves. La clientèle du collège d'Aire ne dépasse pas 110 élèves ; celle du collège de Dax, 70. Le collège de Mont-de-Marsan, avec 5 professeurs et 120 élèves fait figure d'établissement important. « *Les futurs clercs y apprenaient l'amour de Dieu, les jeunes nobles, les règles de l'État, les fils de la bourgeoisie, les règles de la justice* » ¹.

Ces promotions – restreintes –, après un passage dans les universités de Pau ou de Bordeaux, constituaient l'étroit sommet de la pyramide sociale des villes « institutionnelles », seules en mesure d'offrir des débouchés. Leur monopole culturel s'affirma, par défaut, tout au long de la vie des individus sans stimuler un quelconque rayonnement. L'éloignement des foyers de vie artistique et l'assoupissement intellectuel propre à un environnement exclusivement rural ne favorisaient pas l'éclosion d'une « société des Lumières ».

Néanmoins, dès les premières années de la Révolution, il exista à Mont-de-Marsan une société des Amis de la Constitution, et plusieurs clubs, qui joueront un grand rôle dans l'organisation des fêtes patriotiques, instrument capital pour la formation des consciences populaires.

La classe politique sortie de cet étroit creuset citadin est cependant trop réduite et trop homogène pour appliquer avec efficacité les mesures souvent radicales de la période conventionnelle. Lorsque la nouveauté et la rigueur des décrets parisiens soulèvent des oppositions locales trop vigoureuses, le notable landais, même allié du nouveau régime, est impuissant pour les réduire. Il est alors remplacé par le commissaire.

Dans un premier temps, la Convention concentra les pouvoirs entre les mains de quatre « agents nationaux » (1793), d'origine locale, mais sélectionnés avec soin. Parmi eux, Samson Batbedat, [p. 133] représentant de l'exécutif à Saint-Sever, qui pourchassa les prêtres réfractaires avec d'autant plus de zèle qu'il avait été auparavant exclu du grand séminaire. Dartigoeyte était également un autochtone, ancien élève du collège d'Aire, aussi célèbre que le précédent pour ses rancunes à l'égard du clergé.

Mais l'ingratitude des missions confiées par le Comité de Salut public (arrestations, perception de nouvelles taxes) finit rapidement par rendre impossible l'utilisation de personnalités issues du milieu local. De 1793 à 1795, l'exécution des décrets de la Convention fut confiée à des étrangers au pays. Dans les heures les plus graves, le gouvernement révolutionnaire fit l'économie du médiateur naturel, du citadin bourgeois et instruit, quitte à lui faire reprendre du service, lorsque la paix se rétablit dans les esprits, puisqu'il s'était déjà rendu indispensable.

¹ Albert Larroquette et Émile Prigent, *Histoire des Landes*, Mont-de-Marsan, Éditions Lacoste, 1933.

En fait, les cités landaises possédèrent une classe politique républicaine. Sa dimension réduite, la précision de l'origine sociale de ses membres, la similitude de sa formation intellectuelle et de son implantation géographique, assurèrent une forte homogénéité au groupe initial. Sous le Directoire, puis sous le Consulat et l'Empire, elle participera de manière plus étroite aux instances nationales.

Pour la bourgeoisie isolée des Landes, la véritable conquête de la Révolution, c'est la possibilité de vivre une aventure individuelle débouchant sur le renom et le souvenir de la postérité. En faisant l'économie des lentes et obscures étapes qu'imposait la société d'Ancien Régime. Treize généraux d'Empire seront originaires des Landes ; sénateurs, préfets, députés, tous alliés du nouveau régime, accéderont à la propriété foncière au terme d'une carrière administrative ou politique souvent parisienne.

Il se créa en même temps que la République un profil notabiliaire qui évoluera peu dans sa structure : le personnel politique landais devra se réclamer en permanence d'une identité locale doublée d'attributs extérieurs. Les « déviants », c'est-à-dire ceux qui maîtrisaient mal l'une et l'autre (ou l'image qu'ils en donnaient), n'exerceront pas durablement une influence. Chaque génération sera en conséquence marquée par l'homogénéité du recrutement, le parallélisme des carrières et une unité profonde qui l'emportera souvent sur les divergences d'idées ou de tempérament, laissant le champ libre aux rivalités personnelles.

[p. 134]

Les cités landaises ne furent pas étrangères à cette épure dont on retrouvera les traits au travers des mécanismes du vote. Par une mystérieuse symétrie, le phénomène citadin allait peser définitivement sur le cadre de l'administration territoriale.

Concurrence dans la mise en place des fonctions administratives

En 1789, la création des départements, institution républicaine à l'heureuse destinée, a représenté pour la jeune Assemblée nationale un tour de force. Il s'agissait en effet d'asseoir les limites administratives sur les frontières des anciens pays, tout en fabriquant de nouvelles entités.

Le Comité de la Constitution avait envisagé d'assembler Chalosse, Navarre, et Labourd, d'une part ; Marsan, Albret et quelques landes bordelaises d'autre part. Projet réaliste entre tous, s'appuyant sur la diversité des sols et des caractères. « *De toute antiquité, la Chalosse et le Marsan, pays si divers par la nature et les produits du sol, par le climat, par les habitudes morales et sociales, avaient montré l'un pour l'autre une aversion non équivoque* ¹. »

¹ Joseph Légé, Les Diocèses d'Aire et de Dax, ou le Département des Landes sous la Révolution Française, Aire-sur-Adour, 1875.

Les représentants des trois sénéchaussées reflètent parfaitement les divisions locales. Chacun envisagea le rattachement du territoire des autres au sien, et aucun projet landais n'apparut clairement.

Sans qu'il soit besoin de recourir à un arbitrage quelconque, le département des Landes naquit en fait de la surprise : le 12 janvier 1790, profitant de l'absence de son collègue de Dax, le député du Marsan, Duffauret, décida pour l'ensemble des députés de Basse-Guyenne le rattachement de Dax et de la Chalosse au Marsan et à l'Albret.

Le département des Landes, orienté vers Bordeaux, dégagé du Béarn et de l'Armagnac, fut ainsi constitué par prélèvement sur l'élection des Lannes (60 000 ha), sur la Chalosse, le Condomois, le Béarn, le Bordelais... pour atteindre une superficie totale de 950 000 hectares qui en fit le second département de France après la Gironde. Malgré des protestations ultérieures, Dax fut évincée comme chef-lieu au profit de Mont-de-Marsan. Elle en conçut [p. 135] depuis cette époque une profonde amertume (qui s'exprime autant en politique, quand il s'agit de répartir les subventions de l'État, que dans les rencontres sportives de rugby aujourd'hui...).

Dans le discours des notables comme dans leur stratégie, mais aussi dans les réactions de l'électeur, le rattachement à la localité ou au « pays » est déjà un déterminant du choix politique, une composante majeure du réflexe électoral. La position du candidat à l'égard du chef-lieu (alliance, concurrence, rarement soumission avouée) aura beaucoup d'importance pour s'attirer des sympathies ou des hostilités. L'amour-propre de la cité d'origine sous-tend encore de nos jours les prises de position, même celles d'intérêt national en apparence.

Cette disposition d'esprit devait se manifester pour la première fois sous la République par la démission des représentants de la région chalossaise. Plusieurs d'entre eux, officiers municipaux de Dax, Saint-Sever, ou Tartas, prirent le parti des Girondins et n'hésitèrent pas à signer un manifeste hostile aux Jacobins. La Montagne, peu indulgente pour de tels mouvements d'humeur, ne manquera pas d'envoyer à l'échafaud les animateurs du mouvement : Dumartin à Saint-Sever et Mericamp. La majorité des membres des corps municipaux, silencieuse avant l'heure, appliquera avec tiédeur les décrets de la Convention et devra s'effacer devant la toute puissance des agents nationaux.

L'ancienne querelle de légitimité entre les détenteurs du pouvoir local et les agents centraux coïncida avec la géographie administrative mise en place sous la Constituante : Mont-de-Marsan devint le siège du pouvoir d'État, soutenu par les fonctionnaires, qui y résidaient ; Dax, la Chalosse, et pendant une longue période, la Grande Lande, incarnèrent une légitimité locale.

Ce clivage, lié en grande partie à la structure départementale, est un élément essentiel du système politique landais, indispensable à sa compréhension. Il s'est manifesté dès l'origine à l'intérieur d'un groupe réduit de notables favorables aux enjeux sociaux et économiques de la Révolution, mais très vite et très durablement partagés sur le mode d'exercice du pouvoir républicain.

La déception consécutive à la création du département des Landes, qui corrigea artificiellement le poids réel des cités landaises, fut le catalyseur immédiat d'une divergence foncière des [p. 136] points de vue, inscrite définitivement dans la vie politique et administrative. Aux constantes de la dualité nationale : légitimité républicaine, légitimité monarchique ; cléricaux et anticléricaux, aujourd'hui droite, gauche, correspondent des regroupements anciens, d'ordre géographique, et, nous le voyons, historiques, qui ont peu de choses à voir avec des convictions idéologiques.

La conjoncture nourrie par les débats nationaux permet d'entretenir la dynamique d'un jeu politique qui s'abreuvait à de tout autres sources... Mais n'est-ce pas le cas de tous les pays de France ?

La difficulté consiste à déterminer dans quelle mesure le débat idéologique national finit par s'imposer en créant des lignes de fracture dans l'opinion alors qu'il sera longtemps resté un moyen pour les leaders locaux de répartir des clientèles. En hommes de terrain, ceux-ci sauront habilement, par les tendances choisies, tenir compte de la mémoire du lieu : celle-ci, en Chalosse plus qu'ailleurs, devait être marquée nettement par les violences révolutionnaires.

La scène rurale traditionnelle : la Chalosse

[Retour au sommaire](#)

La Chalosse pourrait apparaître comme le terrain d'accueil privilégié des avancées sociales de la Révolution française : pays de productions essentiellement céréalières (à l'époque), il est placé sous la double influence du clergé et de l'aristocratie foncière. La propriété ne s'est diffusée qu'au profit d'une bourgeoisie déjà aisée qui reprend volontiers à son compte le mode d'exploitation d'Ancien Régime, peu favorable à la petite paysannerie. Le domaine seigneurial, ou bourgeois, d'une superficie de 200 à 400 hectares, est géré principalement par un fermier qui sous-traite l'exploitation proprement dite à une masse de métayers, autrement appelés « colons-partiaires ». Leur subsistance est assurée par le partage des fruits de la récolte, généralement à moitié, ce qui les rend particulièrement vulnérables aux disettes. L'abandon des corvées et des multiples prélèvements à la source, d'inspiration féodale, constitue l'essentiel des doléances de 1789, comme dans la plupart des campagnes françaises.

[p. 137]

La paysannerie chalossaise, mise en situation d'appuyer des bouleversements sociaux favorables à ses intérêts, se contentera en fait des bienfaits relatifs de la nuit du 4 août 1789. Loin d'animer des mouvements de révolte contre ses cadres traditionnels, elle manifesta des tendances hostiles à la révolution sociale qui se

caractérisait de plein fouet, comme dans d'autres régions, par des excès antireligieux.

Par la suite, les réquisitions permanentes, les répressions sommaires, l'activisme contre-révolutionnaire des parents d'émigrés, entretiendront un état d'esprit méfiant, très éloigné de toute tentation « partageuse » par action directe. La Chalosse a ainsi vécu la Révolution davantage comme une perturbation que comme une occasion de transformation sociale et économique. Les mesures violentes, dont s'accommoda moins bien le monde des villes que celui des paysans, furent perçues comme autant d'agressions de la part d'un pouvoir lointain ; tandis que les conquêtes sociales éventuelles étaient en grande partie monopolisées par les notables existants.

La résistance à l'ordre révolutionnaire

La constitution civile du clergé (juillet 1790) fut sans doute la plus grande maladresse politique de l'Assemblée nationale. Auparavant, la réforme administrative et la généralisation de l'élection comme moyen de désignation des autorités publiques furent appuyées par une large adhésion populaire.

La faille la plus importante de la constitution civile du clergé, fut sans doute qu'elle prétendit résoudre de manière globale des problèmes intrinsèquement différents, comme le statut économique des membres du clergé et leur organisation hiérarchique.

À la lecture des cahiers de doléances apparaît une aspiration à réduire la profonde inégalité qui régnait entre la situation matérielle du bas clergé et celle des évêques ou des ordres religieux.

L'attention portée au sort des curés et des vicaires prouve l'intégration réelle du clergé dans la communauté villageoise :

« La plupart des Cahiers de Doléances des paroisses (de Chalosse) firent état de la rapacité des gros décimateurs. Ils réclamaient tous que la dîme retournât à son but initial et que [p. 138] l'on augmentât la portion congrue des curés et des vicaires. Ainsi s'explique le manque de réaction des campagnes devant les mesures révolutionnaires qui touchaient l'Évêque et les moines, mais aussi les troubles religieux qui touchèrent notre région au cours de la Révolution. Les paysans, tenus dans l'ignorance, ne comprirent pas les mesures qui frappaient leurs prêtres, partageant leur condition et parlant le même dialecte qu'eux »¹.

¹ Armelle le Bocerf, « La vente des biens nationaux dans le Département des Landes », Mémoire de Maîtrise, Université de Paris I, 1971.

La sécularisation des biens de l'Église suffisait à améliorer la situation matérielle du bas clergé, puisqu'elle était la contrepartie d'un traitement décent pour les curés et les vicaires. Par contre la logique de laïcisation totale concrétisée par le serment d'allégeance au pouvoir d'État créait un conflit d'autorité inacceptable pour la hiérarchie catholique. En Chalosse, comme en Vendée, l'autorité du Pape et des évêques prévalut sur celle de la Nation. Le bas clergé, bien inséré localement et jouissant d'un appui populaire indéniable, respecta sa propre hiérarchie.

Le soutien de la paysannerie à ses pasteurs se manifesta dès 1791, lorsqu'un évêque constitutionnel fut nommé comme titulaire de l'Évêché de Dax (l'Évêché d'Aire ayant été préalablement dissous). Plusieurs municipalités des districts de Dax et de Saint-Sever favorisèrent le maintien sur place des réfractaires. Dans certaines communes, on refusa l'installation des prêtres constitutionnels. En Espagne, où ils avaient émigré, les évêques d'Aire et de Dax rassemblèrent autour d'eux les prêtres, nombreux à les rejoindre. Les corps constitués locaux, sensibles à l'état de l'opinion, ne pourront qu'appliquer avec mollesse les mesures de sûreté décidées d'abord par le directoire des Landes¹, puis par les redoutables agents nationaux, Batbedat et Dartigoeyte, dont nous avons vu que leur ardeur antireligieuse offrait les meilleures garanties. L'agitation liée à la question religieuse se poursuivra dans les campagnes landaises jusqu'au Concordat. Le prestige du pouvoir révolutionnaire ne parvint jamais à s'étendre à la paysannerie chalossaise : peu sensibilisée à l'alternative, présentée alors comme irréductible, entre autorité papale et autorité nationale, elle réagit d'emblée par un réflexe de protection et de solidarité actives à l'égard de ses curés.

L'ordre nouveau se fit également sentir – de manière involontaire cette fois – au travers des nombreux « mauvais traite-[p. 139] ments » qui touchèrent de plein fouet cette société rurale habituée à des siècles de tranquillité politique.

La Convention dut affronter simultanément les risques d'invasion du territoire national et une crise économique particulièrement rude. Parmi toutes les régions de France, la Chalosse, remarquée pour ses productions céréalières, se trouva particulièrement exposée aux mesures exceptionnelles imposées par les circonstances. Dès septembre 1792, le bruit se répandit dans les Landes des risques d'invasion en provenance de l'Espagne. Le Duc de Saint Simon, à la tête de plusieurs milliers d'émigrés, et appuyé par la monarchie espagnole, marchait vers la frontière. Accueillie dans l'enthousiasme, la déclaration de guerre avec l'Espagne (5 mai 1793) suscita presque immédiatement 5 000 vocations militaires. Le 22 septembre 1793, le directoire des Landes pouvait annoncer à Paris :

¹ Ainsi, celle consistant à éloigner les prêtres réfractaires à quatre lieues de leur paroisse. Décision prise par le Directoire des Landes le 4 septembre 1791.

« La levée en masse s'annonce bien. Nous ne serions pas embarrassés pour fournir une armée de 10 000 hommes s'il le fallait »¹.

Sur le théâtre d'opérations quelque peu méconnu de la frontière d'Espagne (Pyrénées orientales et Pays Basque) l'armée de la République mena des combats acharnés sous la direction des généraux Moncey et Muller. Parmi les volontaires landais, Lefranc et Lamarque se firent remarquer par leur audace et leurs succès. Mais pendant deux ans (1793-1795), la charge d'approvisionnement de l'armée d'Espagne fut lourdement supportée par la Chalosse. Il s'agissait d'abord d'héberger et d'équiper des bataillons entiers formés sur place dans une totale improvisation. Non sans mauvaise humeur, les habitants de Saint-Sever et de Dax durent offrir gîte et couverts aux deux premiers bataillons formés dans les Landes *« composés d'hommes non seulement sans armes et sans uniformes, mais encore sans chemises, sans souliers, et couverts de haillons »* et qui *« ressemblaient à une bande de malfaiteurs et non à une force nationale »*.

Une fois les bataillons formés, équipés et instruits, on salua leur départ vers le front par des encouragements patriotiques... mais on contribua toujours à l'essentiel de leur subsistance. Les grains, les volailles, les charrettes et les vaches de Chalosse feront l'objet de réquisitions périodiques à destination des concentrations de [p. 140] troupe du Pays Basque (La Rhune). Une fois la guerre finie (1794), la Convention thermidorienne perpétuera les prélèvements mais cette fois au profit de Bordeaux, menacé de disette. Le désordre intérieur entretiendra l'audace des brigands, trop heureux de détourner à leur profit les usages perquisitoires. Ainsi naquit l'image d'une Chalosse opulente, utilisée bien malgré elle comme grenier de l'Aquitaine.

À la veille du Consulat, le pays, démunie de toute réserve, ne parvint pas à faire face à la succession de deux hivers rigoureux et connut une profonde misère. La vie économique des bourgs et des petites cités situées tout au long de l'Adour, dépendantes du commerce avec Bayonne, était désorganisée par la crise financière. Le témoignage d'un négociant de Linxe résume la situation :

« En cette année 1794, les hommes ont tremblé : on m'a fait bailler pour la République une paire de mules pour 1000 livres en assignats qui ne valaient pas 50 livres en argent. Un louis d'or valait 8000 livres. En juillet 1793, la résine se vend 42 livres la barrique ; en août, 50. En 1794, les ateliers se fermèrent et les marchandises n'avaient pas de cours. Le 1^{er} avril 1795, la barrique se vend 165 ; le 1^{er} juin 1800, 200 ; le 18 juin, 386 ; le 25, 48, 7 ; le 30, 600 ; le 25 août, 1500. Le 12 septembre, 1800 ; le plus haut prix fut de 800 livres le quintal. Le quintal d'huile de résine se vendit 3000 francs en assignats. Le millas, 400 francs la livre ; le seigle, 400 ; le vin, 50 la pinte.

¹ Archives départementales des Landes, Série U.

Une paire de sabots, 30 ; une livre de tabac, 590. La livre de pain blanc à Dax, 250 ; le sel, 100 la mesure. Une paire de bœufs, 20 000 livres ; un cheval, 60 000 livres. Quelques jours après, la résine reprit son cours d'autrefois : 23 livres en argent la barrique ¹. »

Le milieu paysan, dont la mémoire est tenace, perçut la Révolution à travers les violences et la désorganisation du cadre immuable de ses activités. L'administration de la République ne parvint pas réellement à le rallier aux enjeux du nouveau régime ; elle constata amèrement que l'anarchie se développait dans les campagnes alors qu'elle œuvrait avec acharnement pour encourager le civisme et son accessoire indispensable, la « vertu » :

« Les voilà, les crimes de votre égoïsme, de votre insouciance, de votre apathie pour la chose publique... le brigandage... les vols, les assassinats se multiplient, et les dangers qui vous entourent ne vous réveillent pas de cette profonde léthargie » ².

[p. 141]

Frappée par le vent de l'histoire, cette paisible campagne du Sud-Ouest restait étrangère aux grandes causes publiques qui ne lui valaient pour l'heure que gêne et restrictions de toutes sortes. La Révolution ne se montrait guère attentive aux questions essentielles de sa vie quotidienne, tel le problème de la répartition des terres ou, comme nous l'avons vu, celui du cours des produits. La jeune République, si dérangeante pour le clergé, se montrait beaucoup plus timide pour répondre à ces préoccupations.

La consolidation des structures traditionnelles

La mise en vente des biens ecclésiastiques et des biens d'émigrés, auxquels s'ajoutèrent les communaux, mis en partage, était une occasion sans précédent de redistribution de la propriété foncière. Dans l'esprit des constituants, il semble que cette opportunité soit présente : lors de la nationalisation des biens du clergé, le vœu s'exprime clairement « *qu'il serait pourvu par le pouvoir au soulagement des pauvres* ».

Mais la technique employée –adjudication après mise aux enchères–, la prime offerte aux citoyens par le choix du chef-lieu comme site unique des mises en vente, devaient limiter l'accession à la propriété des nombreux métayers qui y aspiraient pourtant, bien qu'ils fussent dénués de possibilités financières. Les

¹ *Ibid.*, p. 191.

² *Op. cit.*

conclusions d'Armelle Le Bocerf¹, qui a étudié la vente des biens nationaux dans le district de Saint-Sever, sont très significatives à cet égard :

« Le système des enchères, mettant face à face des amateurs disposant de revenus disproportionnés enlevait toute possibilité d'acquisition importante à ceux qui travaillaient la terre »².

Le partage des communaux (loi du 10 juin 1793) provoqua l'attention des habitants qui souhaitaient un partage égalitaire et signèrent à cet effet plusieurs pétitions adressées à l'Assemblée nationale. Mais les espérances paysannes furent une fois de plus déçues. Un document daté de l'an XII mentionnant la qualité des 228 personnes devenues possesseurs de biens communaux à Saint-Sever, prouve que l'opération ne profita qu'à ceux qui étaient déjà propriétaires (anciens administrateurs ou acquéreurs de biens nationaux)³.

[p. 142] C'est essentiellement au détriment du clergé que se déroulent les acquisitions de la bourgeoisie marchande et citadine :

« La noblesse résista beaucoup mieux, car si une partie d'elle-même fut très touchée par les confiscations révolutionnaires, la majorité réussit à sauvegarder sa position, par des achats sous l'Empire, et profita parfois de la vente des biens nationaux pour augmenter sa puissance terrienne en emportant une partie des grands domaines détenus par le clergé séculier »⁴.

La structure foncière et le système agraires ne furent donc en rien modifiés par l'œuvre révolutionnaire. On assista seulement à un élargissement du groupe des propriétaires fonciers, par apport de la bourgeoisie négociante, politique, et militaire. La propriété vient ici conforter les succès aléatoires d'une carrière administrative, militaire, ou marchande, avant de consacrer une fonction politique bientôt reconnue :

« La Révolution permet donc, dans le district de Saint-Sever, la fusion des couches supérieures de la société qui devaient constituer les cadres censitaires de la première moitié du XIX^e siècle⁵. »

¹ *Op. cit.*

² *Op. cit.*, p. 180.

³ Archives départementales des Landes, Série U, supplément 7 et 12.

⁴ Armelle Le Bocerf, *op. cit.*, p. 181.

⁵ *Ibid.*

Attribut essentiel de la fonction notabiliaire, la propriété foncière s'élargit aux couches bourgeoises sans passer par le détour de l'élimination de l'aristocratie d'Ancien Régime. Si plusieurs de ses membres avaient émigré vers l'Espagne, la majorité parvint à se maintenir sur ses domaines et put produire, en cas de nécessité, des certificats de civisme délivrés sans difficulté par les municipalités. L'absence de menaces directes de la part du milieu local est l'indice d'une insertion sociale satisfaisante et explique l'extrême discrétion dont fit preuve la noblesse de Chalosse pendant toute la période révolutionnaire. Traditionnellement résidente, elle avait plus à perdre dans l'engagement politique que dans le maintien de son enracinement au sein d'une population qui, d'une certaine manière, servait de cordon de protection. Ajoutons que l'étroitesse de la classe dirigeante bourgeoise ne créait pas les conditions d'une concurrence sociale véritable. Par suite, la violence et l'élimination ne s'imposaient pas, faute de conflits, tandis que les intérêts économiques profonds étaient plutôt convergents.

[p. 143]

L'accession à la propriété du plus grand nombre, remise à plus tard, résultera davantage des effets du *Code civil* que de l'action ponctuelle du gouvernement républicain. Les partages successoraux assureront en trois générations l'effritement des grands domaines aristocratiques et le déclin du poids politique des grands propriétaires. En revanche, le système du métayage, repris à son compte par la bourgeoisie, continuera longtemps d'être le mode d'exploitation caractéristique –et de plus en plus isolé en France– de la région chalossaise. Il provoquera au début du XX^e siècle un activisme politique et syndical durable : il servira de thème idéologique à l'extension de la petite propriété dont la Chalosse est devenue une terre d'élection. Ainsi, ce mouvement s'effectuera par grignotage progressif des structures latifundiaires en même temps que par la remise en question d'un système notabiliaire très bien implanté pendant la majeure partie du XIX^e siècle.

La production notabiliaire

La Chalosse constitue dans l'ensemble départemental un monde rural organisé conformément aux traits dominants de la campagne française de la première moitié du XIX^e siècle. En cela, elle se trouve particulièrement bien adaptée aux régimes censitaires qui apparaîtront comme le mode de gestion équilibré d'un pays à dominante paysanne et agricole.

La remise en question provoquée par la mise en application du suffrage universel sera perçue, en 1848, comme une menace contre l'ordre des campagnes. Le « mythe des partageux » est une création idéologique dressée comme un obstacle aux appétits économiques du plus grand nombre en même temps qu'à ses aspirations à l'égalité politique. La dissociation entre pouvoir économique et pouvoir politique, affirmée comme légitime et conforme à l'exigence démocratique par les républicains, bouleversa la perception séculaire d'une

hiérarchie sociale monolithique, organisée autour de la propriété foncière, de la puissance économique et de l'initiative politique confondues. La mentalité paysanne éloignée en ce sens de la mentalité prolétarienne, créa une correspondance systématique entre tous les attributs de la puissance et du prestige. Si la propriété du sol constitua le critère [p. 144] de la hiérarchie, prestige social et influence politique en étaient les attributs attendus et légitimés. Pour l'outil de production, ou plus généralement le capital, le critère se trouva élargi, mais le réflexe de concentration attendue ne changea pas. L'accumulation, systématisée par Marx, est autant une règle du jeu social qu'une stratégie délibérée que seules les sociétés pluralistes peuvent remettre en cause par la multiplication des hiérarchies parallèles.

La hiérarchie unitaire de la société rurale chalossaise ¹ s'accorda parfaitement avec le système politique dominant au XIX^e siècle. Cet espace géographique limité mais structuré, allait façonner les règles d'accès et de consolidation d'une classe politique que le reste du département des Landes ne pouvait approvisionner. C'est la Chalosse qui produisit cette « galerie des Landais » qui ressemble à un véritable album de famille ². On y trouve des origines sociales et géographiques parfois diverses, des modalités de consécration individuelle variées. Le cursus et les voies de passage obligées du leadership politique, social, et économique n'en demeurèrent pas moins étonnamment « situés ».

À partir des traits dominants d'une collection statistique relativement restreinte, on peut repérer un lien précis entre une « notabilité » liée à la structure sociale et une « notoriété » issue de consécration politiques. Les deux catégories interfèrent dans la plupart des cas, s'enrichissent mutuellement, et, lorsqu'elles coïncident parfaitement, favorisent la constitution de dynasties difficiles à remettre en cause. Les ingrédients originels qui délimitent ces profils se rattachent distinctement à l'une ou l'autre des deux catégories, qui sont principalement liées à la structure ou au régime lui-même.

Les notables de structure

La hiérarchie sociale chalossaise, dominée par la propriété foncière, donne naturellement vocation à ceux qui sont placés à son sommet d'exercer une influence politique à condition, toutefois, qu'elle ne soit contrecarrée ni par une hiérarchie concurrente ni par une force politique trop hostile.

[p. 145]

Le notable de structure se définit avant tout par sa place prédominante au sein de la société locale de la lande rurale. Dans la mesure où la stratification sociale n'est pas remise en cause par la Révolution, c'est la propriété foncière qui demeure source d'influence politique en même temps que de considération, de

¹ Et plus généralement celle de la partie agricole des Landes.

² Gabriel Cabannes, « Galerie des Landais ».

possibilités d'éducation et d'aisance financière relative. Il en va ainsi parce que le terroir fabrique des surplus, est un lieu de communications (foires et marchés), dispose d'un tissu humain dense et regroupé. Tel n'est pas le cas de la lande préforestière, qui peut connaître des rapports économiques comparables (métairies en particulier), mais dont les regroupements de population sont trop maigres et trop espacés pour qu'une vie de société locale et intégrée puisse s'y développer. La première fonction du notable, qui est de « traiter » de l'intérêt global du groupe, en particulier avec l'autorité supérieure, y sera dévolue selon le critère d'élimination le plus immédiat, qui sera longtemps le degré d'instruction. Le notable agropastoral sera volontiers un professionnel instruit – notaire ou géomètre –, d'autant plus facilement que la propriété n'apparaît pas clairement comme le point d'ancrage de la pyramide sociale.

Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que la production notabiliaire provienne dans sa quasi-totalité de la société rurale développée, au moins durant la première moitié du XIX^e siècle, puisque le système censitaire suppose l'intégration familiale ou personnelle dans un territoire donné en même temps qu'un niveau de revenu que seule une propriété conséquente et productive est capable de garantir. Le « vivier » notabiliaire débordera sur l'ensemble du département, prenant en charge la représentation de nombreux espaces dont le degré d'organisation n'est pas suffisant pour faire émerger une élite locale. Cette procuration de fait qui confie à des personnalités étrangères au milieu agropastoral les intérêts de la grande lande, créera des habitudes durables et trouvera des prolongements contemporains à travers la surreprésentation de l'agriculture par rapport à la forêt dans les instances départementales. Cette situation, propre à une délimitation départementale qui aurait voulu transcender des différences profondes issues de l'histoire et des contraintes naturelles, s'atténuera seulement lorsque la grande lande, devenue fores-[p. 146] tière, aura su créer son identité politique. Elle reprendra alors à son compte, mais pour une période brève et décalée dans le temps, les règles de promotion sociale et individuelle établies pour la société rurale développée. Celles-ci ont permis dès les temps révolutionnaires l'accueil d'éléments extérieurs générateurs d'évolutions, tout en s'imposant comme un code rigide d'admission et d'insertion locale.

Ainsi, les premières personnalités landaises, essentiellement mises en relief par le militantisme, cherchèrent-elles des retombées « structurelles » à leur action politique. Dartigoeyte et Batbedat, agents redoutés de la Convention, se constituèrent chacun des domaines fonciers importants pour achever leurs carrières. Le retour au village natal, s'il coïncide avec la retraite, n'est pas pour autant un exil doré ou une démission face aux responsabilités actives. La propriété foncière est seulement une consécration qui transforme la réussite individuelle en ascension sociale et pérennise sous une autre forme le pouvoir auparavant exercé, le plus souvent de manière exceptionnelle.

À l'inverse, une place préexistante dans la hiérarchie foncière détermine au XIX^e siècle des carrières politiques durables et dans bien des cas, dynamiques.

Les familles Domenger ou Cadillon fournissent des sénateurs et des conseillers généraux avec une remarquable régularité jusqu'à une époque récente. Dans tel canton, dans telle commune, la direction des affaires locales appartient à deux ou trois familles dont les rivalités politiques ne dissimulent pas une même identité sociale ¹. La qualité des terres chalossaises alimente une bourgeoisie nonchalante qui s'adonne aux affaires politiques locales et qui représentera bientôt pour l'ensemble du département un groupe de référence.

Le notable de structure, « grand propriétaire », appelé « Monsieur » ² rassemble les traits caractéristiques décrits par Christiane Fioles ³ dans son article « La Bourgeoisie dans les Landes sous la Monarchie de juillet » :

« Nom, famille, biens, savoir, relations, fonction, donnent une parcelle d'autorité publique ».

Les moyens nécessaires à l'obtention de ces attributs, liés à la fortune foncière, n'évolueront guère, malgré les transformations spectaculaires du département sous le second Empire. En dépit [p. 147] des différences de terrain et de degré de développement, la propriété devient un critère social de synthèse, dominant, reconnu, et au travers duquel se forge l'unité d'une classe politique départementale. Ce triomphe latifundiaire est lié, pour le moment à une complicité non équivoque entre ceux qui sont portés par les structures et ceux qui doivent l'essentiel à l'appui politique du gouvernement.

Les notables de régime

À la différence des précédents, les notables de régime ne sont pas issus directement de la structure sociale locale. Les fonctions supérieures exercées dans l'administration ou l'armée deviennent le mode d'émergence qui apporte la célébrité et l'aisance, même si le régime change. En contrepartie, l'engagement idéologique des serviteurs patentés assure la diffusion des thèmes dominants de ralliement. L'insertion dans la structure sociale locale, autrement que par des fonctions « d'autorité », généralement mal vues, est un gage de continuité. Les premiers préfets, tels d'Haussez et Poyferre de Cere, cherchent à accréditer l'image d'une administration soucieuse des progrès techniques et des bienfaits humanitaires. Ils prolongent leur action administrative, généralement décevante, par des expérimentations directes. Ils se plient alors aux règles d'intégration à la société rurale, en se constituant de grands domaines agricoles dont ils veulent faire des modèles d'agronomie moderne. Ce souci de démonstration « sur le

¹ En 1832 le plus gros cens du département est payé par la famille Domenger.

² Le petit propriétaire étant qualifié de « Sieur ».

³ Christiane Filloles, « La bourgeoisie dans les Landes sous la monarchie de juillet », Bordeaux, *Revue géographique du Sud-Ouest*, 1973.

terrain », qui s'apparente à la formule de la ferme pilote, témoigne de la relative inefficacité des méthodes administratives de vulgarisation qui se heurtent à « *l'ignorance... la confiance aveugle dans les habitudes... et l'extrême apathie du paysan landais* » ¹.

La promotion du régime politique en vigueur à Paris et son succès populaire dans la province, passent par la manifestation de ses bienfaits matériels. L'œuvre de propagande consiste alors à s'engager personnellement dans l'expérimentation qui se doit d'être à la fois novatrice et exemplaire. Pour l'administrateur « éclairé », et parfois pour le souverain lui-même ², rien ne vaut la preuve par l'exemple.

[p. 148]

Plus tard, le domaine expérimental de Solférino, créé à l'initiative de Napoléon III sera à la fois une opération publicitaire pour le régime et le moyen de rapprocher le pouvoir des populations, sans remettre en cause les hiérarchies traditionnelles. La « complicité » des notables de régime consiste donc à rechercher l'assimilation avec les notables de structure, en apportant, en plus, l'image de marque d'un souverain servi avec dévouement pendant une carrière préalable. L'intégration se fait ici à double sens : le milieu local reconnaît comme l'un des siens celui qui élit domicile dans le terroir, en se plaçant d'emblée au sommet de la pyramide par l'acquisition de terres. Installé dans cette hiérarchie, le notable de régime pourra plus facilement assurer une diffusion idéologique, et, plus tard électorale, au profit de ses anciens maîtres auxquels il doit l'essentiel de ses avantages définitifs. Comme si le milieu local avait « acheté », en quelque sorte, le représentant extérieur de l'État central...

Cette double pénétration doit être examinée avec attention : elle permettra de localiser la genèse de tendances politiques durables et en grande partie transmissibles, qui doivent plus au rôle joué par une couche dirigeante étroite qu'aux aspirations conscientes d'une population donnée. Cet élément essentiel de la formation des opinions a continué d'inspirer la stratégie contemporaine des partis politiques pour lesquels la constitution de réseaux socioprofessionnels « affiliés » est une des conditions de la stabilité du vote.

Dans telle localité, dans tel canton, c'est la présence d'une personnalité originelle, aux préférences marquées, qui va permettre une première structuration du vote et des regroupements partisans qui accompagneront les transformations du jeu national, par glissement d'étiquette. Ceci introduit une problématique de vie politique « tribale » qui s'apprécie en termes de familles, de fiefs, de féodalités, de rivalités personnelles, expressions si souvent employées à propos des mœurs politiques du Sud-Ouest, qui sont donc autre chose que des simplifications de journalistes. Toute l'histoire politique landaise est marquée par

¹ Baron d'Haussez, Considération sur l'agriculture et l'industrie dans les Landes, Bayonne 1819, p. 117.

² Tel Napoléon III.

ces figures d'élus durables, tels que Victor Lourties sous la III^e République, Lamarque-Candau sous la IV^e et aujourd'hui, le socialiste Henri Emmanuelli.

[p. 149]

C'est à partir d'une structure sociale stable et non remise en question, présente en Chalosse, comme nulle part dans le département, que se développa ce phénomène de vie politique personnalisée dont il conviendra, par la suite, d'apprécier les règles de fonctionnement, le degré d'autonomie éventuel, et les fonctions remplies.

Cette voie sociologique d'acclimatation aux données nouvelles du jeu démocratique (représentation et bientôt désignation) n'a pu se présenter que dans les zones du département les mieux accordées aux traits dominants de la campagne française du XIX^e siècle. Dans la mesure où elle aura été facteur de consolidation de la société rurale, elle pourra apparaître dans ses développements contemporains, comme un archaïsme rigide perdu au milieu des enjeux d'une civilisation devenue urbaine.

Le paysage contrasté offert par les landes préforestières ¹ va conditionner des réflexes d'adaptation d'une nature profondément différente.

Les landes préforestières

[Retour au sommaire](#)

Nous avons vu que le vaste ensemble de territoires où se développa la société agropastorale allait devenir, à la fin du XVIII^e siècle, le lieu des observations attristées des voyageurs et celui des projets humanitaires d'administrateurs en mal d'idéalisme.

Mais l'effroi causé par la tristesse des paysages et l'état sanitaire de populations aboutit trop facilement à la vision simplificatrice d'un désert. En matière politique et sociale, le désert n'existe plus dès qu'une présence humaine s'organise d'une manière ou d'une autre sur un territoire quelconque. Et l'on sait que ce ne sont pas les teints jaunes, le fait de grimper sur des échasses, ou de se livrer à la sorcellerie, qui ont empêché l'établissement de rapports constants avec le pouvoir politique.

Le désert observé s'impose aux regards fugitifs de l'étranger, en grande partie parce que la densité, très faible, ne crée pas des occasions fréquentes de rencontrer « âme qui vive ». Les observateurs ne se tromperaient-ils pas moins s'ils employaient le terme de « désert » dans son acception exacte du XVIII^e

¹ Nous employons cette expression de préférence à celle de « landes agropastorales » pour tenir compte des modifications qui concernent cette partie des Landes pendant la période de mise en place des institutions républicaines.

siècle qui l'assi-[p. 150] mile à un lieu à l'écart de la civilisation ou procédant d'une civilisation différente ¹. Nous avons déjà examiné pour quelles raisons et dans quelles conditions cette image avait pu se fortifier et quelles en furent les premières conséquences politiques.

Après avoir inventorié ses points de contact avec le monde extérieur et ses retombées inattendues, il convient d'observer comment le « désert » va s'intégrer dans un appareil institutionnel bien obligé de le prendre en compte, en dépit de son « anormalité », égalité républicaine oblige.

De quels points de repère peut-on disposer à ce propos, sachant que les archives sont pratiquement inexistantes et que l'histoire n'a rien retenu des événements qui eussent pu nous renseigner sur le sort de ces populations pendant la période de mise en place institutionnelle ?

Nous disposons heureusement d'indications indirectes qui permettent d'inventorier les conditions particulières de l'adaptation des populations au choc révolutionnaire et de repérer selon le terrain, les points de contact.

D'abord, est-ce que l'on rencontre des dispositions favorables à l'extension et à la diffusion de la propriété privée, ce qui, dans l'ensemble des campagnes françaises, a beaucoup contribué à l'attraction pour les idées nouvelles ?

Il faut ici se rappeler que dans le système agropastoral, la propriété privée n'est qu'une technique partielle de l'organisation économique, et cela, d'un simple point de vue quantitatif. L'espace, dans sa grande majorité, est affecté au parcours des troupeaux, et soumis de ce fait à une utilisation collective ².

Faut-il pour autant en déduire qu'elle serait absente et sans signification réelle pour les populations ?

Les archives notariées, complétées par la mémoire de bon nombre de familles possédantes, révèlent l'existence, dès le XV^e siècle, de propriétés exploitées en métayage dont les rendements sont satisfaisants malgré une situation géographique qui laisserait supposer le pire, au cœur de la grande lande. Il existe, avec une tout autre fonction, une propriété strictement vivrière, obtenue par perprise autour des lieux d'installation initiale. Enfin, une propriété mobilière, assurant une importance locale souvent significative, a pu se développer de longue date : c'est celle du propriétaire de [p. 151] troupeaux, du négociant, ou encore, du maître de forges. Autant de formes d'une propriété qui est ici beaucoup moins monolithique que dans les pays de vieille agriculture où la propriété foncière s'est imposée comme critère unique d'aisance économique et de prestige social. Si la propriété forestière est présente dans la grande lande, elle n'est pas encore, à la fin du XVII^e siècle, cet enjeu généralisé qu'elle est devenue de longue date pour la plupart des populations campagnardes. L'enjeu social de la Révolution est donc amoindri par le contexte agropastoral.

¹ Pour un parisien du XVIII^e siècle, le désert commence à Passy.

² Il n'y aurait pas de « landes » sans cela

Rend-il l'opinion locale plus favorable à l'idéal républicain en tant que tel ?

L'impact de sa diffusion est freiné par une série d'obstacles majeurs : difficulté des communications matérielles tout autant que culturelles, isolement des habitants, ignorance de la langue française chez la plupart, ne permettant qu'aux seuls « notables instruits » d'avoir accès au « message ». Ils se laisseront séduire facilement, sans qu'il soit besoin de se préoccuper de réduire par la force, une quelconque réaction d'Ancien Régime. On profitera simplement des facilités légales pour exécuter certains règlements de compte locaux, tels l'expulsion d'un curé trop « intransigeant »¹. Attentisme et modération sont aussi des tactiques sages de la part des « gens instruits », « résidents » et désormais « républicains », qui vont par nécessité être chargés des premières fonctions politiques locales.

Car, si ni l'enjeu social ni l'enjeu idéologique ne sensibilisent réellement les populations de la grande lande, la réforme institutionnelle, quant à elle, s'adresse beaucoup mieux à ses traditions et vient à point nommé compléter ses vides. Cette situation n'échappe pas aux cadres politiques départementaux, qui, jusqu'au second Empire, n'envisagent d'actions à mener dans cette partie des Landes, qu'en termes de mises en place institutionnelles. Le député des Landes, Saurent, protestant contre le refus du projet de canal des grandes landes, pourra déclarer en 1859 :

« Les Landes sont en quelque sorte un pays à créer. C'est une conquête précieuse qui, quoi qu'on en dise, vaudra dix fois votre Algérie »².

On tentera les deux, mais, selon un parallélisme étroit, les « grands travaux » seront dans les deux cas inséparables de la [p. 152] mise en place des bureaux de vote, des mairies, et animés de querelles sur les statuts juridiques, que ce soit celui de l'indigénat (pour l'Algérie) ou de la propriété des communaux (pour les Landes). Créer, pour un Français issu du siècle des « Lumières », c'est, de manière inséparable, transformer la matière et la doter d'un appareil institutionnel.

Heureusement pour les Landes, il s'est trouvé un habit qui lui conviendra dans la panoplie abondante des réformes mises au point par la Révolution : celui de l'institution municipale à laquelle on peut imputer une fonction bien nécessaire de normalisation, préalable indispensable aux rattrapages historiques de la fin du XIX^e siècle qui sauront s'appuyer – ce n'est pas un hasard – sur cette structure charnière déjà bien implantée.

¹ Tel celui de Biscarrosse, impopulaire depuis longue date et expulsé à la faveur des troubles révolutionnaires (1795).

² Prigent, *op. cit.*

Le succès du principe d'administration locale

La société agropastorale est préparée de longue date à la reconnaissance d'une entité administrative locale.

L'identification au lieu – ou au lieu-dit – est, en dehors de la famille élargie, le seul point de rattachement des individus. « L'autre » est perçu à travers son origine géographique et le lieu d'identification finit par prendre corps, non seulement comme mode de désignation, mais aussi comme identification sociale et psychologique. Félix Arnaudin a particulièrement souligné l'importance des visions collectives que peuvent inspirer ces nationalités de village :

« Lous Parentis, lous Sore, lous Mimizan (...) sont comme ci, font comme cela... le plus souvent moins bien que chez soi ¹. »

Au milieu d'un espace uniforme, au voisinage de semblables qui ont un mode de vie, un habitat et des contraintes strictement identiques, la toponymie des lieux est l'un des rares reliefs de la pensée et le passage obligé de la seule conscience de groupe qui puisse se développer. Comme un groupe ne se suffit que rarement à lui-même, on ironise, on se compare, parfois au prix d'escarmouches, avec le groupe de la localité voisine ². Il ne faut pas s'étonner d'assister aujourd'hui encore à des rivalités permanentes entre telles ou telles communes voisines dont les intérêts sont objectivement communs et complémentaires le plus souvent. Le potentiel patriotique de la grande lande s'est épanoui pendant des siècles à l'ombre des clochers et ne s'est entretenu qu'au prix d'un localisme souvent susceptible et farouche.

Cet état d'esprit a facilité l'acclimatation d'institutions étrangères au jeu local par leur conception et leur mode souhaité de fonctionnement. Mais que seraient devenues ces structures locales si n'avait pas existé le besoin d'une organisation permanente destinée à gérer ces « solidarités de voisinage » ?

Sous l'Ancien Régime, ce rôle était dévolu aux « assemblées de paroissiens » dont la réunion était épisodique tandis que seule la paroisse était dotée de structures permanentes. C'est autour du curé, de la fabrique et du conseil de fabrique que s'effectuait la prise en compte des intérêts communs. On retrouve à travers cette organisation de base, les fonctions dévolues plus tard à la commune. L'État civil sous la responsabilité personnelle d'une autorité (le curé, puis le maire, officier de police judiciaire ; un patrimoine distinct, la « fabrique », puis

¹ Félix Arnaudin, *Landes d'autrefois*, Bordeaux, Groupement des Amis de Félix Arnaudin et Ecomusée de Marquèze, 1972.

² Même si la réflexion est sommaire : « tout d'une part comme « *lou Biscarrosse* », relevé par Arnaudin, signifie que les biscarrossais ont l'habitude de se placer du même côté de la table...

les biens communaux); des représentants de la population décidant de l'affectation des ressources communes (conseil de fabrique puis conseil municipal). L'apport essentiel de la Révolution sera de changer la destination de l'organisation existante. En la déspecialisant des affaires religieuses et en l'élargissant aux intérêts locaux dans leur ensemble. L'appartenance locale, notion laïque, élémentaire, et objective, compatible avec l'idéal démocratique, remplace l'appartenance religieuse, trop sélective, et sans doute pas assez approfondie pour qu'elle puisse s'identifier parfaitement avec l'appartenance avec la cité. En dehors des villes – dotées de longue date d'organisations représentatives – la commune prolonge la paroisse, élargit sa compétence et permet de consacrer cette identité locale qui ne pouvait pleinement s'épanouir – en tant que telle – à travers la seule dimension religieuse.

Cette évolution fut sensible dans les zones habitées de l'espace agropastoral entre 1789 et 1800. Tout porte à croire qu'elle s'est déroulée paisiblement dans la plupart des cas à cause de la lenteur de la mise en place des nouvelles institutions, facilitée autant par la personnalité des curés eux-mêmes ¹ que par la rareté du personnel de remplacement. Ceci ressort de l'un des rares écrits concernant la période, *La Haute Lande à la fin de la Révolution*, de l'Abbé Lacouture ².

[p. 154]

Aux termes de recherches menées sur les archives du canton de Pissos, l'auteur constate que l'expérience des municipalités cantonales s'avéra difficile du fait du nombre réduit de candidats. Les maires appliquèrent avec mollesse les mesures révolutionnaires, aidés en cela par l'éloignement et par leur faconde employée à rassurer les militants envoyés de Mont de Marsan. Les prêtres réfractaires se maintinrent sur leurs paroisses grâce au soutien populaire et en dépit des perquisitions menées directement par les gendarmes.

Les soucis de la population n'évoluèrent guère : les fléaux à éviter étaient évidemment le fisc et l'armée. Aussi chargea-t-on les maires d'obtenir une réduction des contributions foncières et on supporta douloureusement les effets de la conscription. Réquisitions, poursuites contre les hébergeurs, chasse aux déserteurs, alimentent l'essentiel du courrier administratif de la période.

La commune et son symbole vivant, le maire, apparurent à l'origine comme une force secourable, un rempart contre les agressions extérieures, qui étaient pour l'heure des violences venant du pouvoir extérieur. Elles se manifestèrent en particulier par la conscription, qui arrachait à la famille agropastorale les jeunes bras indispensables à son équilibre et dans bien des cas à sa survie. La commune s'inaugura par la découverte d'une solidarité fondamentale, vécue dans l'angoisse de l'attente des sergents recruteurs, venus d'ailleurs, pour introduire le jeune Lanusquet ³ dans l'enfer des armes, moins redoutable encore que celui consistant

¹ Sauf s'ils sont trop impopulaires, cf. *supra*.

² Abbé Lacouture, Histoire politique et religieuse de la grande lande (1800-1870), Dax, 1873.

³ Sobriquet qualifiant les Landais du littoral, du Marensin ou du Born.

à se trouver loin de la terre natale¹. Ceci créa des conditions favorables à l'acclimatation de la structure municipale, mais ne réglait en rien le problème de son fonctionnement et de son organisation.

En 1799, le préfet des Landes, Méchin, adressa aux maires et adjoints de la grande lande une circulaire destinée à mieux définir leurs attributions. Elle offre un catalogue très significatif des préoccupations de l'autorité de tutelle, touchant à la fois à l'intérêt public et à la carence des pouvoirs locaux.

Il est expressément demandé aux maires d'organiser des battues pour détruire les loups, de mettre fin à la situation déplorable des hospices ainsi qu'aux désordres de l'état civil. La prise en main de la situation financière est également recommandée, [p. 155] ce qui laisse supposer un fonctionnement encore très approximatif de l'appareil institutionnel. Viennent ensuite des instructions dont le contenu est plus directement politique :

- mieux organiser les fêtes nationales et en profiter pour diffuser l'information patriotique, mais aussi agronomique ;
- manifester davantage de rigueur pour appliquer les lois sur la conscription.

Les maires devront aussi recenser les fusils et prêter assistance à l'autorité militaire. Enfin, et selon l'expression même du Préfet, la « police de sûreté » devait être complétée par une « police de salubrité » consistant à lutter contre les routines, par l'exemple et à veiller au bon renouvellement de la race en évitant les mariages prématurés :

« Les mariages prématurés sont la cause de la plus grande partie des maux qui affligent les habitants de cette contrée : ils donnent des êtres faibles et chétifs qui périssent promptement et qui, s'ils parviennent à la vieillesse, passent la moitié de leur vie dans la langueur et la maladie². »

Sinistre diagnostic que les meilleures volontés municipales ne sont pas, pour le moment, en mesure de combattre... tant elles sont du ressort du curé et du médecin à la fois !

En fait, ces remarques dénotent, au début du siècle, l'absence d'emprise de l'État sur la sphère locale. Les fines observations de Christian Thibon à propos du

¹ Saint Amans écrit à propos des Landais : « Une seule qualité peut-être les recommande, c'est leur attachement pour la triste et stérile contrée qui les a vus naître. Ce sentiment dure autant que leur vie, et s'ils sont arrachés de leurs foyers par quelque force majeure, ils meurent bientôt de douleur et de regret. » Cité par Jacques Sargos, *Voyage au cœur des Landes*, chez l'auteur, 1984.

² Préfet Méchin, « Lettre aux maires et adjoints », 1790.

Pays de Sault, petite région pyrénéenne beaucoup plus densément peuplée que les landes de Gascogne, peuvent parfaitement s'appliquer à notre région :

« Après les échecs répétés des monarchies, le Second Empire s'attacha à "domestiquer", encadrer et dissuader de toute résistance les populations montagnardes. Certes, une telle politique avait été engagée sous la Restauration (...). En effet, la réforme administrative consistait à échafauder la base d'un appareil politico-administratif où notables, fonctionnaires, et les indispensables maires devaient conjuguer leurs efforts avec les représentants de l'État en uniforme et le corps judiciaire. Cependant, l'état limité du réseau de communications, des moyens budgétaires et des disponibilités communales entrava les opérations de police et de justice qui se clôturaient dès la mauvaise saison. Quant aux maires, ils eurent tendance à se détacher de la tutelle [p. 156] préfectorale soit pour leur propre profit, soit sous la pression de l'opinion villageoise ¹. »

Ainsi, ce n'est que très progressivement, en « trois décennies (1850-1880), le « pays » allait « être soumis », grâce à la politique subtile des préfets du Second Empire qui consista à développer la confusion entre ordre public et ordre municipal ². La République pouvait alors s'appuyer sur une mentalité locale préparée à passer de « l'ordre public » à « l'ordre républicain ». Comme l'indique Christian Thibon :

« À la veille de la guerre de 1914, la reconnaissance, le respect, voire la sacralisation de l'ordre public mettent en évidence la profondeur du changement des mentalités qui a dû être suffisamment enraciné pour supporter l'épreuve de la Première Guerre mondiale ³. »

Aussi, les injonctions du préfet Méchin en 1799, qui sont autant de griefs, ne doivent-elles pas surprendre : comment s'assurer une « maîtrise de la situation financière » quand l'auberge fait le plus souvent office de maison commune et quand on y débat essentiellement des problèmes chroniques de la lande. Il n'y est pas question d'abondance : mauvais état des chemins, rareté des ressources, pauvres à secourir, alimentent surtout le « débat public ».

Au début de la période révolutionnaire, on s'interroge aussi avec passion sur le sort des immenses espaces « vacants » que les lois de la République ont placé sous la responsabilité des communes, avec l'obligation de les revendre aux

¹ Christian Thibon, « L'ordre public villageois : le cas du Pays de Sault (1848-1914) », art. cit.

² *Ibid.* p. 313.

³ *Ibid.*, p. 318.

habitants non-propriétaires ayant un revenu de moins de 700 livres ¹. L'innovation juridique surprend la société agropastorale qui se divise profondément à son propos. Applaudissant la mise en place des municipalités sans leur offrir un cadre d'épanouissement évident, appréhendant avec difficulté, mais non sans curiosité bienveillante, le catéchisme républicain, elle comprend moins bien ces mesures qui imposeraient une diffusion de la petite propriété contraire aux règles traditionnelles de la répartition foncière.

Ce volet structurel de la Révolution, qui presque partout correspond à des aspirations anciennes, est ici accueilli avec un scepticisme annonciateur d'un débat profond inévitable.

[p. 157]

La révolution par le droit de propriété

Donner un contenu au réflexe de solidarité locale au travers de symboles – maison commune, personne incarnant le groupe – est une chose. Mais donner à ces symboles des moyens de fonctionnement normalisés – une organisation permanente, des recettes régulières – en est une autre.

La commune républicaine est érigée en personne morale, ce qui suppose qu'elle dispose d'un patrimoine, d'une propriété. Pour des mentalités qui ne connaissent qu'une propriété spécialisée, en fonction de caractéristiques naturelles, que peut signifier une propriété communale sinon celle qui s'applique aux espaces de parcours des troupeaux effectivement mis à la disposition de tous de manière immémoriale. Personne ne s'étonne d'ailleurs que les « vacants » soient désormais confiés aux communes. Les difficultés commenceront lorsqu'apparaîtra plus nettement la distinction entre le « statut traditionnel » des terres (le parcours) et le « statut communal » qui ignore totalement une spécialisation définitive ².

C'est sans doute l'un des apanages du droit public que de favoriser ces « glissements sémantiques » : la technique juridique consiste à construire, en partant d'un critère communément admis (ici l'usage commun d'un espace territorial localisé), des catégories successives qui peuvent déboucher sur des nouveautés inattendues (le patrimoine communal n'est plus forcément un lieu de parcours ; et à partir de l'instant où son affectation est d'intérêt général il pourra évoluer vers d'autres catégories qui « obligeront » à le soustraire du contrôle de la collectivité locale, cas du domaine public, ou des forêts publiques, communales comprises). Cette trahison permanente a généralement profité à l'État, en dépit des efforts de la jurisprudence administrative qui a beaucoup plus consisté à lui

¹ Lois du 14 avril 1792 et du 17 mars 1793.

² Le Code forestier de 1827 va cependant renouer avec la notion de propriété spécialisée (la forêt), mais en en confiant la gestion à l'État.

permettre de s'y reconnaître lui-même, plutôt qu'à sauvegarder les autonomies collectives originelles.

Pourtant « l'enfantement » des landes modernes doit plus à ces constructions – somme toute intellectuelles – qu'aux tentatives des pelles et des pioches des défricheurs.

[p. 158]

De l'usage commun à la propriété communale

L'élaboration d'un statut pour les biens communaux a dû surmonter bien des contradictions et a provoqué dès le départ le tâtonnement du législateur.

Considère-t-on que la commune doit se borner à contrôler les règles d'utilisation d'une propriété constituée au profit de l'usage direct des habitants, remplaçant en cela le rôle assigné aux « syndics » de l'Ancien Régime ? Il faut admettre dans ce cas, qu'une redistribution est possible et qu'elle devient légitime si le « contrat » de mise en commun est rompu, notamment parce que le plus grand nombre aspire à une propriété individuelle.

Ou fait-on plutôt de la commune une personne juridique à part entière poursuivant des buts d'intérêt général ? Il convient alors de protéger son patrimoine, devenu inséparable de l'institution elle-même, et transformé en moyen permanent permettant de faire face (entre autres ressources) aux objectifs assignés, généralement coûteux. La « chose commune » ne l'est plus alors que très indirectement : il place entre elle et ses indivisaires le filtre de l'organisation appuyé sur un statut législatif et définitivement sacralisé par l'onction de la « volonté générale ».

Le législateur lui-même a hésité entre ces deux conceptions, donnant le ton à un débat qui a généralement marqué profondément les sociétés locales sans toutefois atteindre l'acuité observée pendant un demi-siècle dans les landes préforestières.

Dans un premier temps (loi des 13 et 20 avril 1791), une propriété, en apparence pleine et entière, est constituée au profit des communes à partir des terres vaines et vacantes. Il s'agit d'alimenter un patrimoine communal autonome et protégé.

Deux ans plus tard, (loi du 10 juin 1793), c'est une thèse radicalement opposée qui l'emporte :

« Dès cette année, immédiatement après la récolte, tous terrains et usages communaux, autres que les bois, seront partagés entre les citoyens de chaque commune. »

Comment expliquer ce brusque revirement ? Il exista chez les conventionnels une intention généreuse visant à satisfaire l'aspiration à la propriété, qui dans bien des campagnes françaises, est devenue une exigence sociale en même temps qu'une solution [p. 159] éventuelle contre la pauvreté. Les constructions théoriques peuvent ainsi faire place en fonction de circonstances pressantes, à des préoccupations conjoncturelles. N'est-ce pas le cas en 1793, quand la patrie est déclarée en danger ?

Une tout autre interprétation, accordée au jacobinisme ambiant, mérite cependant d'être rapportée :

« La loi de 1793, sous prétexte de multiplier le nombre des petits propriétaires, ne tendait réellement qu'à spolier les communes et centraliser toute l'administration en rendant l'administration municipale inutile ¹. »

Localement, la confusion entretenue par le législateur provoqua bien des incertitudes. Le partage des communaux, après avoir été prescrit de nouveau par la loi du 14 août 1794, fut suspendu définitivement en 1796 (loi du 21 prairial an IV). Une ordonnance du 23 juin 1819 tenta de remettre de l'ordre dans le maquis des « usurpations » inévitables. Celles-ci devaient être déclarées dans les trois mois et donner lieu au paiement d'une redevance annuelle au profit de la commune, ou les propriétés restituées dans le cas contraire. Ce texte, peu dissuasif pour les fraudeurs, ne fut réellement appliqué que dans les régions de riche culture (en Chalosse).

En dépit de ses aléas, la constitution d'un patrimoine communal n'a pas eu – en tant que tel – d'incidences dommageables pour le fonctionnement de la société agropastorale. La propriété vacante, délaissée par le seigneur « Haut Justicier » au profit de la commune, changea de maître, mais conserva son affectation à l'usage collectif, essentiellement le parcours des troupeaux. La souveraineté communale fut plus apte à régler des conflits éventuels d'usage commun qu'un seigneur généralement absent. Le changement de titulaire s'accommoda donc parfaitement des traditions de la société agropastorale pourvu qu'il ne s'accompagnât pas du détournement de l'usage commun. Mais le statut de propriété communale renfermait l'ambiguïté de tout principe de propriété au sens moderne : l'*usus* ne posait pas ici de problème particulier, tandis que l'*abusus* et les risques de perturbation qu'il laisse supposer ne furent réellement contrebalancés que par le contrôle local des élus censés agir en fonction de la volonté générale des habitants. Le courant municipal à ses débuts, ne visait d'ailleurs qu'à conforter les usages traditionnels :

¹ De Malartic, conseiller général du canton de Roquefort, conseiller municipal de Saint Justin, ancien conseiller d'État, dans « Observations au sujet de l'Essai pour la meilleure manière de tirer parti des landes communales », 1835, (Archives départementales des Landes).

[p. 160]

« Nos landes sont toutes nécessaires pour la nourriture de nos bestiaux et nous ne pourrions pas cultiver nos terres si on les rendait à l'agriculture par les défrichements, parce qu'elles nous fournissent les plantes propres à faire le fumier ¹. »

Cependant, la loi de 1793, et, à des degrés moindres, toutes les lois municipales ultérieures, replacèrent sous compétence étatique l'affectation du patrimoine communal. La propriété communale devint ainsi l'instrument privilégié d'une action de l'État sur le milieu local, et c'est bien par cette brèche que la transformation massive du département deviendra possible ² ; alors qu'il manquait aux tentatives d'intervention directe (colonisation et plantation des dunes) un tissu interstitiel pour réussir la greffe espérée.

Le système local restera jusqu'au second Empire dans une position de défensive, dans la mesure où les affectations envisagées seront de nature à bouleverser des équilibres séculaires sans réelles solutions de remplacement.

De la propriété communale à la propriété individuelle

Le débat qui va s'ouvrir oppose d'une part, les tenants de l'affectation individuelle des sols, favorables à l'agriculture dans un premier temps, généralement propagandistes du progrès, et, d'autre part, les représentants du milieu traditionnel qui défendent un système économique incompatible avec le précédent. Pour les premiers, la généralisation de la propriété agricole était la voie de passage obligée pour parvenir au progrès économique, social, et sanitaire ; pour les seconds, elle représentait un danger crucial pour la survie alimentaire du groupe local.

L'affrontement des deux thèses ne peut guère trouver de compromis :

« J'ai parcouru vos communes rurales, j'ai vu des landes immenses, plusieurs marais et lagunes incultes, qu'on m'a dit généralement appartenir

¹ J. B. Saint-Orens, « Dialogue entre plusieurs maires du département des Landes et un agriculteur, amateur des défrichements des amandes et terres vagues et des dessèchements ».

² La surveillance de l'affectation du patrimoine communal apparaît comme l'un des instruments les plus efficaces du contrôle social et de la consolidation du régime républicain. En cas d'affectation autoritaire (tels les bois et forêts), la technique cumule l'avantage d'offrir un moyen de diffusion de la décision centrale et d'en faire supporter la charge finale par la collective locale. Résultat sans proportion avec les seules possibilités de l'État, surtout au XIX^e siècle.

*aux communes et n'être de nul rapport pour elles. Si ces terrains étaient rendus à l'agriculture, ils lui fourniraient une augmentation de grains, fourrages, bois, etc.*¹. »

[p. 161]

Au regard de cet avenir prometteur, bien que non démontré jusqu'à présent, l'utilisation traditionnelle des vacants au seul profit des moutons est dénoncée comme archaïsme, routine ou aveuglement. On complétera l'argumentation par des motifs plus formels : le choix éclairé des pouvoirs publics, gouvernement en tête, mais aussi conseils d'arrondissement et de département ; on fera valoir l'intérêt financier pour les communes puisque le partage des vacants, par les ressources financières procurées, servira « *aux besoins des communes et principalement... aux constructions et réparations des églises, presbytères, maisons communes, ponts, prisons etc.* »².

On touche déjà la corde sensible vibrant chez tous les maires qui veulent durer : l'obsession de la réalisation visible. C'est elle qui a assuré l'immense succès contemporain des subventions d'équipement et l'immensité proportionnelle de l'endettement des communes...

Car les titulaires d'un mandat local sont plus que d'autres jugés avant tout pour leurs œuvres visibles, celles que l'électorat récompense le plus immédiatement par le ralliement des suffrages. Il est la preuve, primaire, mais incontestable, de l'efficacité d'un homme et d'une équipe. Lors de la mise en application de la loi de 1857, les dernières résistances seront vaincues par l'utilisation habile de ce clavier. La « concession des landes » fut associée immédiatement tant dans les discours que dans le corps du texte lui-même à un vaste programme de communications. Le génie politique de l'administration consistera à offrir, en prime, une solution personnelle pour des élus par ailleurs contestés : compenser l'impopularité de l'aliénation par des réalisations concrètes électoralement avantageuses.

Avant qu'ils ne soient « séduits et abandonnés » par une négociation politique aussi parfaite, les interlocuteurs locaux défendront longtemps avec opiniâtreté les usages immémoriaux du libre parcours. N'étaient-ils pas indispensables à ces populations qui vivaient à la fois d'élevage et de cultures vivrières selon une algèbre qui semble figée depuis des lustres ?

« Les troupeaux de bêtes à laine sont le grand revenu de la lande. Quoique l'espèce y soit petite, chétive, et peu chargée d'une laine grossière. Cependant le débouché de ce produit est [p. 162] certain parce qu'elle sert à

¹ Saint Orens, *op. cit.*

² *Ibidem.*

l'habillement du paysan ; et soit en laine, soit en moutons engraisés, un troupeau de 100 têtes rapporte en année moyenne 200 f. qui se partagent entre le colon et le propriétaire à peu près par moitié, plus des monceaux de fumier – absolument nécessaires pour engraisser un sable par lui-même aride, mais facile à travailler, et qui, à l'aide de ces fumiers abondants, ne se repose jamais »¹.

L'appropriation privée des communaux, en cassant la chaîne agropastorale et ses vertus alimentaires, est une menace directe contre les équilibres locaux et provoque en conséquence l'hostilité des représentants des populations. Non seulement les conseils municipaux refuseront – cela jusqu'en 1857 – de répondre aux sollicitations pressantes de la préfecture², mais ils chercheront toutes les occasions de remettre en question les ventes, concessions, ou partages de biens communaux après y avoir été contraints.

La position du législateur semblait au départ leur donner raison. La loi du 21 prairial an IV (9 juin 1796) mit un terme à l'expérience du partage obligatoire, tout en protégeant les possesseurs antérieurs ; l'ordonnance du 23 juin 1819 créa des conditions de reconnaissance de propriété beaucoup plus restrictives : les possesseurs sans titre pouvaient être maintenus en possession définitive, à condition de payer à la commune les quatre cinquième de la valeur des biens détenus, déduction faite des impenses.

L'effet de redistribution sociale se trouvait par là même anéanti : la période troublée durant laquelle s'effectuèrent les « partages » imposés n'a pas favorisé de part et d'autre, le respect d'une quelconque procédure officielle. Or, tout bénéficiaire d'un partage officieux devient selon l'ordonnance de 1819 un usurpateur. Le même texte laissa à la diligence du maire l'initiative des poursuites ; ce qui en neutralisait l'apparence catégorique tout en encourageant des effets de protection personnelle ou sociologique.

La latitude ainsi laissée aux agents municipaux, après la perturbation révolutionnaire, explique la survenance d'un débat départemental au sujet du sort des landes dont le rattachement à l'administration des communes n'était pas contesté dans son principe. Jusqu'en 1857, mise à part l'exception des forêts, la [p. 163] destination du patrimoine des communes landaises³ ne fut pas dictée par le législateur. C'est à ce moment qu'apparut dans toute sa vigueur le débat sur un partage éventuel, opposant d'une part la norme nationale, favorisant la diffusion

¹ De Malartic, *op. cit.*, p. 8-9.

² M. de Malartic, *op. cit.*, rend compte des pressions de la préfecture de la manière suivante : « Comme la vente de 400 000 ha de landes communales à quelque grande compagnie produirait, toujours au prix modique de 50 F l'hectare, une somme de vingt millions, il est évident qu'un préfet des Landes qui ferait une pareille opération, et amènerait ainsi dans les caisses du Trésor, ou vingt millions, ou la promesse de les verser, serait loué outre mesure et assuré de passer bientôt à quelque brillante et commode préfecture. »

³ Compris entre 380 000 et 400 000 hectares, soit la moitié de l'espace total.

de la propriété privée ; d'autre part, l'usage local qui s'y refusait par incompatibilité avec l'organisation économique agropastorale.

Telles sont les données essentielles de ce conflit qui éclaire de manière centrale l'écart des civilisations en présence.

Le régime de la propriété privée des terres associé à l'agriculture, c'est l'image de marque et la clé du progrès apportées par la société dominante. Ses protagonistes constituent un groupe homogène : fonctionnaires et fondateurs des compagnies « coloniales », techniciens de la fixation des dunes, tous animés des intentions généreuses du projet national de conquête des Landes, s'appuient sur cet instrument juridique, à leurs yeux inévitable, pour provoquer les changements sociaux indispensables.

La doctrine administrative locale prôna la vulgarisation de la propriété par le partage des vacants, encouragée par les techniciens de la fixation des dunes qui l'imposaient au profit de l'État ¹. Cette conjuration d'intérêts échouera en grande partie lors de l'essai de mise en valeur, à cause des promesses faites aux colons défricheurs, parce que le nouveau modèle ne fit pas ses preuves d'efficacité. Que vaut un système juridique d'exploitation s'il n'apporte pas en même temps une solution agronomique ? Les banqueroutes « coloniales » ne pouvaient qu'inspirer méfiance et hostilité... Mais ni l'échec technique ni l'absence de preuves manifestes n'ont jamais empêché l'expansion d'un système dominant s'il parvenait à se faire des alliés à l'intérieur même du milieu à convaincre. Ce vieux schéma colonial trouva ici une traduction flagrante : ce fut toujours par quelque « séduction » auprès des cadres de la société indigène qu'une implantation durable avait des chances de succès.

Au « point de rupture » constitué par le conflit sur l'affectation des biens communaux correspond une carence dans les soutiens locaux. La greffe des institutions républicaines, et, par suite, l'instauration d'un contrôle social « modernisateur », se heurtèrent à l'absence de ces relais locaux dont nous avons vu que la Chalosse était si largement pourvue. L'insistance en vue [p. 164] du partage des vacants révèle d'abord un souci agronomique, en grande partie erroné ; elle est aussi une lutte contre l'exotisme agraire de cette vaste région dont les structures foncières s'accordaient si mal avec le mode général de l'intégration politique : celui de la représentation par une classe de propriétaires. Vécue de façon marginale, la propriété privée n'a pas ici ce rôle de sélection des élites locales intégrées par la suite dans l'appareil politico-administratif.

Diffusée, productive, la propriété privée fut l'ultime moyen de normaliser cette société archaïque en lui faisant produire en premier lieu ces cadres censitaires qui lui faisaient si cruellement défaut.

¹ Cf. *supra*.

Une élite introuvable

Plus d'un demi-siècle sera nécessaire pour que la propriété privée devienne le mode d'occupation dominant de l'espace des landes de Gascogne. Celles-ci rattraperont alors le temps perdu, en faisant du grand propriétaire forestier des années 1920-1930 le symbole provisoire de leur prospérité.

Ce « rattrapage » n'intervient que tardivement, sous l'impulsion de Napoléon III, au moyen d'une loi particulière.

Auparavant, la société agropastorale, reposant sur des équilibres d'une autre nature, se chercha une hiérarchie sociale en mesure de la représenter tandis que les critères de sélection de ce personnel ne coïncidaient pas vraiment avec les siens. L'unanimisme local qui se dressa contre la diffusion de la propriété privée constitua la preuve que les initiatives préfectorales ne rencontraient que des appuis limités dans le milieu local, alors que partout ailleurs elles eussent trouvé des encouragements. Il exista pourtant des grands propriétaires dans la lande et l'on peut s'interroger sur la discrétion dont ils firent preuve alors que leur intérêt manifeste était de favoriser les occasions d'accroissement de leur patrimoine.

Une partie de l'explication réside dans le fait que l'extension de la propriété privée était en fait inutile pour les grands propriétaires eux-mêmes, à cause des données propres à l'économie agropastorale, comme l'indique un texte d'époque :

[p. 165]

« Les principaux propriétaires, possesseurs de troupeaux considérables, ont l'usage, devenu en quelque sorte un droit, de faire paître leurs moutons dans ces déserts en friche : deux ou trois de ces espèces de pasteurs suzerains gouvernent despotiquement le Conseil municipal dont ils sont ordinairement membres. Aussi, toutes les fois qu'il s'agit d'aliéner une portion des landes communales, il s'élève une opposition qui prend facilement le caractère d'une révolte, et l'autorité supérieure éprouve constamment un refus. »

Cette analyse, extraite de « l'Économie politique chrétienne », par le vicomte de Villeneuve, décrit sans nuance une situation par laquelle les communaux étaient perçus comme l'accessoire de la grande propriété. Il était de l'intérêt des éleveurs de paralyser la redistribution foncière et le progrès social en pesant de tout leur poids au sein des conseils municipaux.

Combattant ce point de vue, M. de Malartic, dénia aux landes communales une utilité réelle pour les propriétaires :

« Les grands propriétaires usent moins de landes communales que les petits parce qu'ils possèdent eux-mêmes de grands espaces pour le parcours des troupeaux ¹. »

Détenaient-ils alors un pouvoir suzerain et confirmé ?

Les droits féodaux étaient depuis longtemps réduits pour les « rares seigneurs Haut Justiciers ». Ce n'est pas la Révolution qui accrut leur fortune et leur influence :

« Malgré l'opportunité qui leur est offerte, les grands propriétaires la refuseraient... Ils s'accordent avec les petits pour repousser l'aliénation des communaux, comme injuste et funeste. »

M. de Malartic voulait sans doute faire partager les sentiments de méfiance que lui inspirait l'expérience anglaise issue du Bill de 1709 ². Les petits tenanciers rendraient aux grands propriétaires... et le colon perdrait toujours la part de jouissance qu'il avait acquise, les petits propriétaires risquant de passer de cette condition à celle de journaliers...

Mais l'intérêt des éleveurs était de refuser les aliénations :

« Ce sont les petits propriétaires qui sont les consommateurs nécessaires de leurs laines et de leurs moutons (ceux des grands propriétaires). Si les consommateurs disparaissent, ces denrées [p.166] s'aviliront et tout le monde aura perdu à une opération qui n'aura fait que produire des droits au fisc, et faire naître une classe d'indigents dans un pays où la misère est heureusement aussi inconnue que la richesse. Voilà la véritable raison qui a toujours déterminé les conseils municipaux à refuser les projets d'aliénation des communaux. »

Et M. de Malartic d'ajouter une fine observation sur ce qu'il soupçonne être le ciment secret de la cohésion agropastorale :

¹ Malartic (de), « Observations au sujet de l'Essai pour la meilleure manière de tirer parti des landes communales », *op. cit.*, p. 33-34.

² Décidant le partage de 5 000 paroisses, soit la moitié de l'Angleterre.

« Indépendamment du sentiment secret qui leur disait intérieurement qu'il fallait jouir de la propriété communale et non l'aliéner pour en faire jouir des étrangers ¹. »

En rapprochant l'interprétation du vicomte de Villeneuve et celle de M. de Malartic, on voit se dessiner des approches différentes de la question sociale : la première perçoit l'action du groupe social – déjà une classe, celle des propriétaires-éleveurs –, guidée par une stratégie de classe en vue de satisfaire ses intérêts économiques, ce qui est bien une problématique marxiste. La seconde décrit la rationalité d'un système animé par des groupes sociaux complémentaires et solidaires sur le fond, vision proche de l'analyse libérale.

Il y a malentendu sur l'interprétation, mais constatation objective des faits. La société agropastorale ne dispose pas de cadres réellement intégrés à la hiérarchie dominante en France et susceptibles de diffuser à l'échelon local le modèle des structures en vigueur. Dans ces conditions, la tentative « amiable » d'implantation des normes de la civilisation est vouée à l'échec, en dépit des tentatives de propagande pour faire évoluer de l'intérieur le système agropastoral. Toute l'attention des « modernisateurs » s'est donc concentrée sur ce verrou essentiel. C'est en le faisant sauter par une loi que l'histoire pourra faire son chemin. Les tactiques préalablement menées permettent de mieux comprendre la nature exacte du décalage.

La motivation de l'élite foncière locale, contrairement à celle de Chalosse, ne consistait donc pas, aux yeux des observateurs, à développer une propriété de type agricole. Que pouvait-elle d'ailleurs apporter quand les rendements deviennent médiocres et qu'en conséquence, les cultures ne sont plus enrichies par l'engrais naturel des animaux ?

[p. 167]

La noblesse elle-même ne s'est-elle pas généralement contentée de l'existence de ce patrimoine vacant... ce qui prouverait le caractère marginal de la propriété foncière ? L'aisance – plus que la richesse – s'appuie davantage sur des revenus extra-agricoles : l'avantage économique relatif qui permettrait à une élite locale de se démarquer provient d'une fortune mobilière (troupeaux, résine), de revenus professionnels (notaires, géomètres, médecins), ou industriels (forges). La rente foncière existe cependant, mais elle ne suffit pas à caractériser un groupe dominant : elle donne droit à une appellation différente – Monsieur au lieu de Sieur –, souvent avec une connotation méprisante ². Le handicap sociologique de la propriété trouve également sa traduction dans les chiffres : en 1841, par rapport à la population totale, on trouve 0,03 % de propriétaires à Parentis ; 0,07 % à Mimizan ; 0,08 % à Tartas. Sur 36 446 personnes qui détiennent une propriété,

¹ Souligné par nous.

² Christiane Filholes, *op. cit.*

3 % seulement ont le niveau d'aisance et d'instruction qui permettent de les ranger dans la bourgeoise ¹.

La grande propriété elle-même devint assez souvent l'accessoire d'une activité industrielle ou commerciale : il en fut ainsi pour les maîtres de forges qui développèrent des exploitations forestières assurant leurs approvisionnements en combustible. Les familles Lareillet, Dubourg, de Lur-Saluces détenirent ainsi des domaines de plus de 1 000 hectares, souvent répartis sur plusieurs communes. Le même réflexe fut à l'origine de l'acquisition au XVII^e siècle d'immenses parcelles boisées sur le littoral du Pays de Born par la famille de Caupos, aux origines bourgeoises et testerines. La position de cette famille dans le négoce des produits dérivés de la gemme justifiait un souci de maîtrise de ses approvisionnements à un moment où l'essor de la construction navale initié par Colbert accentua les débouchés (calfat en particulier). Elle rechercha logiquement les bois de pins les plus proches et les acheta massivement (15 000 hectares) au Duc de Bouillon en l'espace d'une génération.

Les grands domaines qui se constituèrent étaient essentiellement forestiers. Contrairement à celles issues des tentatives coloniales aux prétentions agricoles, ces grandes propriétés forestières deviendront par force des modèles de référence quand la généralisation du pin maritime apparaîtra comme la seule solution efficace de transformation des Landes.

[p. 168]

Avant cela, elles s'intègrent mal dans le milieu agropastoral ² : le grand propriétaire, le plus souvent absent, confie la surveillance de ses arbres à un intendant ³. L'activité économique qu'il développe généralement est, à la fois, trop marginale pour tisser un réseau d'influence et trop menaçante pour les équilibres agropastoraux.

Les propriétaires-fabriquants de poix et goudrons ont des ateliers servis par un effectif de trois à sept ouvriers qui suffisent à distiller la gemme extraite et à entretenir un four de carbonisation depuis que le suédois Poyffer-Asser avait introduit cette technique au XVII^e siècle. Les forges, quant à elles sont des établissements plus importants qui emploient jusqu'à cent personnes. Mais pour produire davantage, dans les deux cas, il faudrait planter plus de bois ou extraire toujours plus de minerai. On toucherait alors aux réserves collectives utilisées à d'autres fins, et d'une utilité certaine pour l'immense majorité de la population. Les conflits ne manquèrent d'ailleurs pas de se produire à ce propos ; tel celui qui opposa la municipalité de Sabres à la famille Larreillet au sujet du prix du minerai jugé extrait à trop bon compte dans les territoires communaux.

¹ *Ibid.*

² Répartition des domaines boisés (1840) : Larreillet : 35 ha à Pissos, 777 ha à Parentis, 436 ha à Ychoux ; Dubourg : 745 ha à Castets, 95 ha à Magesq (Ch. Filholes, *ibid.*).

³ Ainsi, les terres de la famille de Caupos et de leurs héritiers sont affermées pendant 160 ans, de 1730 à 1890.

Dans le système de la grande lande, les cultivateurs, majoritaires dans les conseils municipaux et les rares bourgeois, n'ont pas d'intérêts vraiment communs avec les grands propriétaires industriels ou commerciaux. Paradoxalement ce sont pourtant eux – et eux seuls – qui réussirent à franchir la rigoureuse barrière du cens électoral : ils furent ainsi amenés à participer à la vie politique départementale et à représenter presque exclusivement la grande lande alors que leur position sociale locale demeurait marginale et contestée. La jonction politique avec le milieu local, qui, en Chalosse s'appuya au même moment sur le système notabiliaire, prit ici une tournure artificielle et contradictoire, puisque l'élite du pays réel, à base de cultivateurs, ne coïncida pas avec l'élite qui remontait à l'échelon départemental. La première ne pouvait remplir les conditions financières imposées par la sélection censitaire ; la seconde ne disposait pas des enracinements suffisants pour la rendre représentative.

Dans les deux cas, l'élite politique était introuvable et la tentative centrale de modernisation par extension de la propriété privée s'épuisa dans un débat auquel le faux-semblant des interlocuteurs ne fit qu'ajouter confusions et malentendus. Cela se répercuta sur la définition administrative du département.

[p. 169]

La représentation problématique des landes de Gascogne

[Retour au sommaire](#)

La Révolution, qui a noué tant de choses, fait ressortir avec plus de relief la vacuité institutionnelle et politique qui plane sur l'espace – pourtant considérable – des landes vacantes. Jusqu'à sous le Second Empire, la substance de l'histoire locale se nourrit de conflits intercités (Dax et Mont-de-Marsan), du problème agraire de la Chalosse et de la résistance de son clergé, de la rivalité de personnalités promues par les nouveaux régimes et établies dans les sphères très précises gravitant autour d'une campagne dense et relativement opulente. Passés les faubourgs de Mont-de-Marsan et de Tartas, jusqu'aux portes de Bordeaux, et, plus au nord, jusqu'à l'embouchure de la Gironde, l'espace devient colonial, le corps social ne parvient pas à se structurer selon les modalités usuelles, l'activisme administratif se déploie de manière jalouse, car il ne rencontre pas, pour s'y opposer, les réseaux de représentation et de pouvoir qui pourraient l'équilibrer partout ailleurs.

Ce constat largement illustré par les analyses précédentes n'a pas jusqu'à présent trouvé d'explications satisfaisantes.

Celle des carences humaines (« ces populations misérables et incultes ») respire l'idéologie en fournissant un alibi humaniste aux projets extérieurs. Elle est de surcroît inexacte. Le tissu humain installé dans la lande compte de longue

date des catégories instruites (notaires, géomètres, chirurgiens) qui ont su s'accommoder des solitudes environnantes : nous avons vu antérieurement que la lande disposait de notables selon les critères de l'instruction et de la fortune, mais que c'était des notables inachevés, pour des raisons internes en première analyse, peut-être plus encore parce qu'il leur manquait une intégration dans la vie politique.

Autre raison : l'atypisme des problèmes locaux qui entraînerait une sorte d'inadaptation des rouages administratifs et politiques à gérer des situations insolites, telles que la question des droits d'usages forestiers ou l'avancement des dunes. Si l'on observe la réaction du milieu local (« le recours au pouvoir central »), on constate une remarquable constance, faite de procédures habiles et [p. 170] efficaces, remontant directement au Roi ou au Parlement de Bordeaux, sans que des arbitrages intermédiaires aient pu remplir leur fonction normale. Le contraste est grand entre l'extrême localisation de la question usagère et la mobilisation d'instances centrales pour des choses aussi particulières. Ceci n'est pas sans rappeler, dans la période contemporaine, la systématisation de recours au Conseil d'État pour régler, là encore, des différends spécifiquement locaux, tels que le financement de la défense contre les incendies dans le massif forestier de Gascogne.

À l'inverse, force est de constater que l'emploi de procédures locales, comme ce fut le cas pour la fixation des dunes, débouche sur des lenteurs aux conséquences dramatiques en même temps que sur l'absolutisme administratif. D'autres exemples, atténués sans doute par la normalisation ambiante, prolongent aujourd'hui cette fatalité : dans les années soixante, l'aménagement de la Côte Aquitaine, successivement schéma dirigiste, sinécure pour grand commis en mal d'emploi, et, comme à Moliets, placement politico-financier à l'usage du Conseil général des Landes, n'est jamais parvenu à remplir les fonctions vastes pour lesquelles il avait été conçu, d'autant qu'il déclencha des protestations écologistes et militantes précoces. Comme pour l'avancement des dunes, ce sont les communes du littoral, au gré de leurs ressources financières, qui firent face à l'événement touristique, selon un rythme et un contenu variable, condamnées à la dépossession administrative si elles se montraient trop pressées, ou à des improvisations isolées, lorsqu'elles entendaient maîtriser leurs structures d'accueil.

La « singularité » ou la « spécificité » est une explication courte : le propre du système politico-administratif français est justement d'avoir su les gérer (d'autres diraient « les gommer ») sans étouffer définitivement le progrès, qui est d'abord une singularité. Mais alors, quel est le chaînon manquant qui entretient les anomalies soulignées, qui fabriquerait ainsi cette altérité des Landes forestières en produisant tour à tour de « l'exotisme », des conflits sociaux aussi expressifs qu'introuvables, tels que ceux du gemmage, ou plus généralement des incapacités ou des faiblesses ouvrant la voie à des interventions administratives de nature coloniale ?

[p. 171]

Comment ce vaste espace, dont on sait aujourd'hui qu'il n'a jamais été un désert socio-économique, a-t-il pris la tournure durable d'un « objet », puis d'un « prétexte », offrant à ce propos la seule réalité issue de sa topographie originelle, la production de mirages ?

Envisageons tout d'abord cette hypothèse : le mirage n'est rien d'autre – au départ – qu'une erreur d'appréciation des densités. Don Quichotte en transformant les moulins à vent en héros de chevalerie prit des murs de pierres pour des armures. Mais il pouvait aussi bien transformer les mêmes moulins en « phares et balises » ou en stèles commémoratives. Ce qui va définir le contenu du mirage, c'est le besoin particulier du spectateur. Pour accomplir une mission d'hidalgo, il faut des ennemis à combattre, l'assoiffé du désert d'Afrique ne « voit » pas le bassin d'épandage d'une station d'épuration, il est à proximité de l'eau claire et désaltérante de l'oasis. Le mirage est inévitablement utilitaire, sinon, il n'est pas un mirage. Ce processus de déformation est comparable à celui qui a fait entrer les landes de Gascogne, du nord au sud, dans des pôles de rattachement administratif et politique dont les densités et les caractéristiques étaient – et demeurent – radicalement différentes. La partition du massif entre les départements des Landes et de la Gironde est bien plus qu'une séparation artificielle qui, en fait, apparaîtrait comme secondaire.

On pourrait s'interroger longuement sur l'incongruité de ces bornes départementales placées au milieu de forêts rigoureusement identiques, entre des villages construits à la même époque (fin XIX^e), comme celles que l'on rencontre entre Pissos et Saugnacq, Sore et Saint-Symphorien, Caudos et Sanguinet... Ceci prouve justement que la frontière départementale est ici strictement artificielle et qu'elle n'a jamais différencié par elle-même des destins qui restent comparables.

Mais si l'on se place maintenant à la lisière du massif, sur les hauteurs de Montfort, de Mugron, ou de Casteljaloux ; ou plus au nord entre « les portes de Bordeaux » et la pointe de Grave, on reste dans le même département, mais on change de monde. Peu de régions en Europe offrent un tel contraste qui a pu être seulement comparé par les observateurs à la rencontre des océans et de la terre ferme. Partout ailleurs, un paysage évolue par interpénétrations successives qui introduisent une dominance quelconque [p. 172] que, qu'elle soit climatique, géologique, ou urbaine. Partout ailleurs, l'organisation humaine, sociale et politique, n'est jamais totalement étrangère à ces différenciations – souvent bien plus subtiles – construites par l'histoire très ancienne et par la nature. Partout, sauf pour les landes de Gascogne...

Cette anomalie, à la fois traduite et confortée lors de la constitution des départements, a enfermé cette région dans une dialectique qui la poursuit encore et dont les conséquences seront largement illustrées par la suite. Mais où commence l'erreur, comment a pu s'accomplir le mirage ?

Pour que la démocratie s'exerce autrement qu'en faux-semblant, il faut que les réalités sociales soient représentées. Montesquieu, qui pressentait la tendance

française à l'abstraction, a enrichi cette exigence dans sa théorie des corps intermédiaires : la représentation démocratique ne doit pas être simplement mentale ; elle doit s'incarner dans des institutions et des personnes. La « vacuité » landaise illustre ce qui se passe lorsque cette condition n'est pas atteinte.

La méthode de formation des départements est démocratiquement exemplaire. Les délégués étaient issus d'élections générales – qui ne se reproduiront plus avant longtemps – et la jeune Assemblée corrigea les effets inégalitaires du vote par ordre. Elle fut animée en plus de la ferveur la plus franche pour les idées nouvelles. Elle admit le débat, elle rechercha le consensus entre les délégués et ne les menaça d'une sanction arbitraire (ou fédérale) qu'après un long délai. Elle eut le mérite, pour peu de temps encore, d'être vierge de toute désillusion, et appliqua à la lettre le *credo* de la démocratie représentative.

Mais le processus démocratique est aveugle et tyrannique si la représentation ne fonctionne pas. Le phénomène qui a empêché la prise en compte tant de l'espace que des populations des landes de Gascogne, autrement que sous l'angle de la commisération, c'est justement l'absence, dans le débat, d'une représentation effective et directe de leurs intérêts. Les landes n'ont été perçues qu'à travers des procureurs extérieurs qui ont pu ainsi les utiliser à d'autres fins. La création du département des Landes a scellé pour longtemps, par la mise en place d'une institution définitive, l'impossible représentation des landes de Gascogne et leur exclusion – en tant que telles – des procédures d'identification démocratiques.

[p. 193]

L'hypothèque institutionnelle : le département des Landes

[Retour au sommaire](#)

L'un des avantages de la représentation exercée par des personnes est de donner au débat démocratique un minimum de dignité : si quelqu'un parmi les délégués avait réellement incarné les intérêts des populations des landes de Gascogne, il est moins sûr que les connotations méprisantes et l'exploitation qui en fut faite soient devenues la norme d'appréciation de ces vastes espaces. Mais ce représentant n'existe pas en 1789, et la Révolution ne va pas en faciliter l'émergence.

La structuration institutionnelle opérée dans cette période-clé fut issue d'un compromis entre des tiraillements à propos du réflexe d'identité répondant au découpage des anciennes provinces. Fallait-il encore que la réalité sociale et les provinces coïncident pour que la création départementale dispose des bases rationnelles nécessaires. Or le Sud-Ouest, depuis des siècles, s'est partagé entre des entités multiples périodiquement remises en question. Seul le déterminisme historique s'est trouvé à l'origine de ces identités qui serviront pourtant de base

aux représentations. Si le déterminisme géographique et social avait été pris en compte, les landes de Gascogne auraient, de longue date formé une entité quelconque. Or, il n'en fut rien.

On constate en 1789 que les Landes préforestières constituaient, avec un minuscule terroir agricole chalossais, la sénéchaussée de Tartas, cité vivant des marchés approvisionnés par la campagne environnante, placée aux marches de la lande, spectatrice des immenses espaces qui lui étaient administrativement rattachés, mais ne participant que de loin à leurs réalités. Ses délégués ne vont pas briller par leur personnalité et se rallieront d'emblée aux thèses de leurs collègues du Marsan. C'est par cette double médiatisation que les landes de Gascogne vont servir d'appoint à un débat qui ne les concernait pas.

La même constatation pourrait-elle s'appliquer aux nombreux petits pays agricoles qui à l'Est du département actuel sont structurés de longue date en territoires identifiés, concurrents et minuscules et partagés entre les influences des cités rivales ?

Les « *pays qui ont formé plus tard le Département des Landes ont été tirillés entre des Généralités qui leur étaient extérieures*, [p. 174] *au gré des caprices administratifs* »¹. Toutes les complications de l'organisation de l'Ancien Régime les ont concernés. Tour à tour rattachés à la Généralité de Bordeaux, d'Auch à partir de 1716, puis de nouveau Bordeaux, après un intermède palois, certains étaient pays d'Élection (Dax, Saint-Sever), d'autres, pays d'État (Mont-de-Marsan, avec le Marsan, le Tursan, et le Gabardan). Les pays d'Élection réclamèrent le rétablissement des États des Lannes qui avaient fonctionné entre Charles VII et Henri IV ; le Marsan et le Gabardan ressemblaient à une fédération de communes incluant les « bastides » bénéficiaires depuis le Moyen-Âge d'exemptions fiscales et qui conservaient le privilège de désigner leurs propres représentants pour consentir à l'impôt. Le trait commun de ces pays, à la différence des Landes, c'est la multiplication des identités locales et des réseaux de représentation dont les interactions, les contradictions, les exclusions forgeront le corps du débat départemental, à l'intérieur d'un paysage de polycultures. À l'ouest, sur une superficie plus qu'équivalente, dotée d'une homogénéité socio-économique aussi saisissante que celle de la campagne, la sphère de l'identité et des possibilités de représentation ne dépassait pas les limites de la paroisse. Le vieux pays d'Albret restait le berceau d'une famille promise, par des alliances extérieures, à un destin hors de pair et qui s'était empressée de se déplacer à Nérac, avec la cour de Jeanne d'Albret, dès que la gloire eût frappé à sa porte. En 1789, il fut l'apanage du duc de Bouillon, seigneur lointain et inconnu dans ses terres, aussi immenses par l'étendue que symboliques par le rapport financier. La logique féodale de représentation des populations ne s'appliquait plus ici, la noblesse influente ayant déserté, et la noblesse restée sur place finissant par se fondre dans la population agropastorale ; elle ne fut pas remplacée par celle

¹ A. Richard, *Nouvelle Histoire des Landes*, Dax, Librairie Lesgourgues, 1947.

qu'auraient pu offrir des cités organisées, et les pôles de rattachement administratifs étaient trop lointains pour y mener une quelconque vie publique.

Les Landes, par définition historique, se trouvèrent exclues de tout schéma de représentation institutionnelle, alors que la même définition historique en zone chaloissaise avait forgé des identités et stimulé la vie publique. Ce handicap de non-représentation, la Révolution ne put le surmonter, car tous ses schémas de construction politique s'appuyaient sur la représentation. En [p. 175] démocratie, la question n'est pas de savoir si l'absent a tort ou a raison ; l'absent, le non-représenté, n'existe pas. La perception de ce qui n'existe pas s'appelle bien un mirage...

Au moment où les délégués se penchèrent sur le dessin des départements, les landes de Gascogne en étaient absentes. Faute d'une représentation directe, elles firent l'objet d'une représentation mentale : leur inexistence politique se traduisit inévitablement – puisqu'elles n'existaient pas – en impressionnisme : de grands espaces misérables, des lieues carrées qui allaient compléter avantageusement une géométrie agricole ou des sphères d'influence citadines. Elles allaient devenir, comme dans une préparation pharmaceutique, l'excipient qui lie entre elles les molécules actives en leur donnant un goût acceptable : ici ce sera le nom même de « Landes », « naturel », vide et banalisant. Le déroulement historique des travaux de création du département des Landes ne nous apprend pas autre chose.

L'espace des Landes livré à des enjeux périphériques

Peu de temps après l'abolition des privilèges, qui portait également sur ceux des villes et des provinces, permettant ainsi une remise à plat de l'organisation territoriale de la France, l'Assemblée nationale décréta en septembre 1789 la division du royaume en quatre-vingts départements, eux-mêmes subdivisés en neuf districts chacun. L'intention politique du département, promu par Sieyès, est dans la coupure avec l'Ancien Régime, parfaitement exprimée par Mirabeau :

« Il faut changer la division actuelle par provinces, parce qu'après avoir aboli les prétentions et les privilèges, il serait imprudent de laisser subsister une administration qui pourrait offrir les moyens de les réclamer et de les reprendre ¹. »

Après que le Comité de la Constitution eut écarté le projet de Thouret prévoyant une division de la France en carrés géométriques, comme aux États-

¹ D'après Marcel Gouron, La Formation historique et politique du Département des Landes, Dax, 1927.

Unis, on admit que l'histoire conservait certains droits. L'ordre nouveau, même pour le bouleverser de fond en comble, prétendait s'appuyer sur l'ordre ancien.

[p. 176] Les principes directeurs étaient les suivants : les bases de la division sont constituées par la proportion de population et la contribution fiscale ; les ensembles territoriaux formés sont en principe de taille égale. Les limites des anciennes provinces sont autant que possible respectées, et, pour ce faire, les députés qui les représentent sont chargés de préparer le projet de découpage.

C'est à l'ensemble des députés de Basse-Guyenne, immense province étendue entre Bordeaux, Bayonne, et Arcachon, que fut donnée la mission de répartir les 1 370 000 habitants qui la composaient alors, étalés sur 1560 lieues carrées, soit 62 400 km² environ, plus du dixième de la superficie nationale.

La tâche fut ingrate et le Comité de la Constitution puis l'Assemblée éprouvèrent de grandes difficultés à mettre d'accord les députés gascons. Le découpage des départements du Sud-Ouest ne fut ainsi définitivement arrêté que le 12 janvier 1790, alors que tous les autres départements étaient fixés dès le début du mois de décembre 1789.

Quels furent les cheminements et les difficultés qui faisaient s'exclamer ainsi un député devant l'Assemblée Constituante : « *M. M. dans tous vos travaux, aucun département ne vous a aussi longtemps occupé que celui des Landes* »¹ ?

Curieusement, ce n'est pas la différenciation géographique et naturelle, autrement dit un examen rationnel de ces données qui a nourri la réflexion des députés. Le débat ne s'est pas prolongé plus longtemps que nécessaire pour évacuer une simple question préalable. La structuration du département des Landes s'est faite surtout selon des considérations historiques et politiques.

La question préalable de l'identité des Landes de Gascogne, posée mais rapidement abandonnée

Les députés de Basse-Guyenne ont eu à l'origine de leurs travaux la perception de l'homogénéité – au moins géographique et paysagère² – des landes de Gascogne. Comme l'a écrit Marcel Gouron :

« On hésita ; on se demanda si les landes de Gascogne devaient être laissées en un seul bloc afin de pouvoir mieux [p. 177] défendre leurs intérêts, ou, au contraire, être fragmentées et les parties unies à des contrées plus riches, capables de fournir à leurs populations »³.

¹ Jean Brunhes, Géographie humaine de la France, p. 401.

² La forêt de pins, morcelée entre les parcours à moutons, ou concentrée sur le littoral et à proximité de Saint Symphorien atteint 250 000 hectares dès le XVIII^e siècle.

³ *Op. cit.*

Le même auteur fait mention de désaccords à ce propos et de l'arbitrage difficile du Comité de la Constitution. Ce bref résumé mérite à plus d'un titre que l'on s'arrête à la contradiction qu'il renferme.

Les landes de Gascogne, aux yeux des députés, constituaient un bloc homogène puisqu'ils admirent qu'une entité politique qui les représenterait, outre sa cohérence naturelle, permettrait de mieux défendre ses intérêts. Jusqu'ici, le constat était objectif et conforme à l'esprit du temps qui voulait que le département soit avant tout un lieu d'exercice de la démocratie. Mais le premier obstacle à cette reconnaissance provint des députés de Bordeaux.

Par leur configuration, les landes de Gascogne aboutissaient directement aux portes de cette capitale de province qui, à ce titre, ne pouvait, au risque de briser son influence et ses possibilités d'expansion, être accolée à une limite immédiate, fût-elle administrative. Ceci explique l'opposition que les députés de Bordeaux et de Libourne marquèrent à un projet de département de La Teste (avec La Teste pour chef-lieu), qui aurait pu, cependant, satisfaire à la première exigence. Ceci aurait débouché sur un département côtier et longiligne, orienté vers des activités forestières et maritimes qui n'eût pas manqué de cohérence et de potentiel économique (dont les interpénétrations peuvent aisément s'imaginer, en prolongeant et en renforçant, la technique aidant, les courants préindustriels établis depuis le XVI^e siècle entre les distilleries de gemme et le port de La Teste). Peut-être est-ce aussi cette vague concurrence portuaire qui animait l'hostilité des représentants de Bordeaux, revendiquant les landes comme leur « arrière-pays » et pouvant s'appuyer, pour justifier leur refus, sur les limites de l'Archevêché de Bordeaux englobant tout le Nord du Pays de Born.

En tout cas, dès le début septembre 1789, la limite sud et sud-est du département de Bordeaux fut définitivement tracée : l'homogénéité recherchée au début n'existait déjà plus et la fragmentation était désormais irréversible.

[p. 178]

La réussite des députés bordelais peut aussi s'expliquer par des attractions et des influences qui rattachaient de longue date autant les landes médocaines que celles voisines de La Teste, ou encore de Belin, à une même métropole qui était le siège de leur Parlement (les contentieux localisés furent fréquents), de leur évêché, en même temps qu'un marché final important. Mais la prétention radicale qui ruina toute chance d'une identité territoriale des landes, ce fut la justification solidariste : ces pays de landes étaient pauvres, il était donc plus utile pour eux d'être rattachés à des contrées plus riches qui pourraient contribuer à leur progrès, que d'être représentées par et pour elles-mêmes. Le saut fut ainsi franchi – au prix d'une contradiction – et le paternalisme s'imposa davantage que le respect des droits fondamentaux. On peut ajouter que cette réaction, en fin de compte unanime, s'explique principalement pour deux raisons.

Dans la culture régionale, la population des landes est misérable et arriérée. Cette impression, largement développée par les récits de voyage, est celle que le public lettré retint, et les députés en faisaient partie. Peu importe que cette vision fût fausse ou surtout, totalement exagérée : lorsque la misère s'établit comme une donnée de base dans l'appréciation d'un semblable, elle détruit immédiatement son autonomie fondamentale par le réflexe ambigu de la prise en charge. Il faut, pour retrouver l'équilibre, combler ce déficit et dégager une supériorité de ces infériorités patentes. Dans tous les autres cas, pauvretés et misères s'utilisent. Bien pire, elles sont prises dans un cercle infernal qui oblige à les entretenir, comme le prolétariat de l'Est nous en a donné la leçon à la suite de la chute du mur de Berlin.

L'utilisation de ces « espaces de misère » vient à point nommé pour soutenir les concurrences de petites cités que le hasard a placées dans un voisinage trop proche, au milieu de terroirs agricoles trop exigus pour répondre à l'exigence départementale. Il s'agit de Dax, de Mont-de-Marsan, de Saint-Sever et de Bazas, qui s'inscrivent toutes dans un rayon ne dépassant pas 100 km. Les landes de Gascogne seront utilisées, au gré des projets successifs, comme un atout qui change de main, parce qu'il est indispensable à l'objectif que ces villes se fixent : former un département dont elles seraient le chef-lieu.

[p. 179]

La création du département des « Landes »

Les députés de Bordeaux riches en influence, mais aussi en esprit de décision, avaient déjà réduit du tiers le problème de l'affectation de l'espace des « Landes » en fixant dès le départ les limites sud du futur département de la Gironde. Les délégations du Béarn, avaient, dans le même temps, arrêté celles du Labour et de la Soule. Il restait donc à se répartir un triangle borné par 20 km de côtes (la base) allant chercher son sommet loin vers l'est, aux portes de Bazas. La succession des projets de délimitation se déroula à un rythme rapide entre septembre et décembre 1789, sans que l'équation ne soit totalement résolue.

Le 24 septembre 1789, le Comité de la Constitution présenta un projet de découpage en cinq départements composés de la manière suivante :

- 1) assemblage de la Chalosse (Dax compris) avec le Labour (Bayonne comprise) ainsi que la Basse-Navarre ;
- 2) Mont-de-Marsan et Tartas, avec les landes ;
- 3) Bazas, Condom et Agen ;
- 4) Béarn et Soule ;
- 5) Bordelais.

Les délégués de Dax protestèrent aussitôt et ce premier plan fut abandonné. Était-ce la concurrence avec Bayonne qui provoquait un rejet aussi catégorique ?

Les deux villes entretenaient des rapports étroits, se trouvant reliées entre elles par l'Adour et le trafic commercial qui l'empruntait alors. Dax protesta seulement contre des droits de franchise que ses marchandises devaient acquitter. C'est bien plus la réunion avec la Basse-Navarre et le Labour, au peuplement basque, qui est refusée énergiquement :

« En général, on peut dire à l'égard de la Navarre et du Labour que leur réunion à d'autres pays est improposable à raison du caractère de leurs habitants, de leurs usages, et de la différence de leur langue ; un régime particulier et distinct pour ces pays et pour la Soule présente donc toutes les convenances et ce serait un grand acte de justice de leur accorder ¹. »

Le 21 décembre, Dax et Bazas s'entendirent pour proposer un plan faisant apparaître l'agrandissement du Bordelais jusqu'à [p. 180] Mimizan et Aire, et un deuxième incluant Dax, Bayonne et la Chalosse. Les représentants du Marsan et de Tartas protestèrent à leur tour et refusèrent le projet.

Le 27 décembre, un nouveau projet envisage une division en quatre départements :

- 1) Bordeaux ;
- 2) Bazas, avec une partie des landes ;
- 3) Marsan, et Chalosse ;
- 4) Bayonne, Labour, Navarre, et Soule.

La partition des landes se posait encore : était-il préférable de les unir à une région plus riche, ou de les répartir entre plusieurs départements ? Les députés du Marsan accréditèrent alors une identité landaise de type rousseauiste, qui confortait parfaitement les ambitions de la cité montoise tout en étant susceptible de séduire l'Assemblée des « Lumières » :

« Les habitants des Landes sont peut-être les plus sobres, les plus économes, et les plus industriels du royaume... On y trouve trois classes d'hommes très distinctes, et chacune utile à la chose publique. La première est une sorte de nomades qui vivent presque errants dans les forêts de pins ; mais ils recueillent et font un commerce considérable des matières résineuses si nécessaires pour la Marine. La seconde est formée par les peuples pasteurs (...). Des cultivateurs composent la troisième classe. Les hommes de ces trois classes s'aident mutuellement pour leur subsistance commune. Vêtus de peaux

¹ Vœux émis par le Comité de Dax pour la formation du département, A.D.L., D IV (bis), 9, n° 214, p. 13.

de bêtes, montés sur de hautes échasses, ils se communiquent avec rapidité, à travers les sables et les marais ¹. »

Dax présenta des observations, mais se trouva rapidement isolée. L'esquisse proposée réunissait cette fois un consensus :

- Bayonne préféra opter vers le sud et accepter le rattachement aux provinces basques. Les limites du département des Basses-Pyrénées étaient ainsi tracées et approuvées par l'Assemblée le 12 janvier 1790.
- Bordeaux, cherchant à gagner des espaces supplémentaires, et fort de sa représentation (8 députés), préféra mordre sur ses périphéries directes, en englobant Bazas.

La configuration approuvée des Basses-Pyrénées ruinait les arguments antérieurs de Dax et permettait à une majorité (en [p. 181] voix) de se dessiner en regroupant les députés du Bordelais, de L'Albret, du Marsan contre ceux de Bazas, du pays de Lannes (Dax), de Nérac et de Castelmoron.

L'Assemblée nationale menaça de dessaisir les députés du Sud-Ouest faute d'une délimitation définitive approuvée par leurs soins avant le 13 janvier. Le 12 janvier au soir, à l'initiative des députés de Bordeaux, Libourne, Nérac, et Marsan, une réunion de travail fut convoquée pour la Basse-Guyenne.

L'objectif du « complot » était en fait d'aboutir, mais il fallait pour cela que les opposants ne le sachent pas. Les délégations hostiles (Dax, Bazas, Agen) ne se rendirent pas au complet au lieu de convocation, croyant à une réunion de travail ordinaire. Dufau, député du Marsan, proposa quatre départements : Bordeaux, Mont-de-Marsan, Nérac et Condom. On mit au vote par tête, et non par délégation, comme l'exigeait le décret. La majorité présente approuva :

« Le département des Landes venait d'être créé pendant une séance de nuit sur un coup de surprise ². »

Pour éviter des amertumes immédiates, un décret du 15 février 1790 réserva la question du choix du chef-lieu à la première assemblée des délégués du département qui devait décider – ou non – de l'alternat entre les deux villes concurrentes, Dax et Mont-de-Marsan. La position centrale de Mont-de-Marsan créait des raisons objectives pour la choisir. Mais un pamphlet qui circulait au moment de la réunion décisive fit appel au sentiment, et ce furent les landes de Gascogne qui l'inspirèrent. Si Mont-de-Marsan devait devenir chef-lieu, c'est pour « *dédommager ce pays des pertes qu'il faisait en se réunissant au pays des*

¹ D'après Marcel Gouron, *op. cit.*, l'auteur de la description est le député Dufau.

² Marcel Gouron, *op. cit.*, p. 18.

Lannes » et parce que « *les électeurs y sont appelés pour soulager les tristes campagnes du Marsan du fléau de la misère qui les accable* »¹.

Ainsi, parce qu'elles ne furent pas représentées concrètement, les landes de Gascogne allaient rencontrer une histoire démocratique aveugle à leur égard, inévitablement tyrannique. L'aveuglement, conséquence de la non-représentation, nous renvoie d'abord à une difficulté de perception, autrement dit à un degré de densité : pourquoi existent le Marsan, le Gabardan, le Tursan, et tous ces pays de Chalosse qui seront autant de lieux de représentation qui font tant défaut aux landes de Gascogne ? Parce [p. 182] qu'un seigneur féodal leur a donné, à l'origine, le nom de sa maison ? Il en fut de même pour l'Albret, coïncidant avec les landes, avec la suite que l'on connaît. Parce que les campagnes prospères de l'Adour, pourvues d'une population abondante, ont favorisé le développement de la vie sociale, des échanges, de l'implantation des cités ?

Les landes ne sont pas dépourvues de certaines de ces caractéristiques, mais elles les vivent de manière discrète, sans ampleur, sans autres soubresauts que des querelles strictement locales. Leur niveau économique, si l'on compare les rentes foncières, est tout à fait voisin des normes de la société paysanne de l'époque ; s'ajoutent aux activités agropastorales l'exploitation du minerai et celle de la résine dans des formes préindustrielles. Mais ces richesses, contrairement à ce qui se passe dans les autres campagnes ne provoquent ni des agglomérations urbaines, ni des traces visibles de l'action de l'homme dans les paysages. L'enclavement notoire de cette région trop vaste rend chaque paroisse insulaire : mais plus qu'une île qui faciliterait la découverte d'un « ailleurs », les Landes sont un archipel de communautés. Il leur manquera –et pour longtemps– cette densité visible qui vaut reconnaissance sociale, condition préliminaire à toute représentation. La démocratie, pas plus que l'Ancien Régime, ne fera la distinction entre ce qui existe et ce qui est constaté, entre l'expression et la vérité, entre l'image et la réalité. Le système représentatif ne prend en compte que ce qui bouge. Les landes ne permettent qu'une lecture désespérément plate ; elles sont, au propre et au figuré, sans relief ; elles ne parviennent pas à faire admettre qu'un désert, lorsqu'il est peuplé d'habitants, même peu nombreux, ne peut plus être tout à fait un vide politique.

Faire l'impasse sur la consistance sociale des landes, pour les raisons que nous venons d'indiquer, débouche inévitablement sur la « tyrannie ». Évacuons du terme ses évocations de violence et ses résonances sanglantes : les Landais ne seront jamais les Peaux-Rouges d'Amérique, même s'ils s'en rapprochent dans l'évocation des voyageurs du XIX^e siècle. La « tyrannie » dont il est ici question n'est que la suite mécanique de l'erreur de perception rendue possible par la non-représentation : ce qui n'est pas représenté devient objet et prétexte du jeu politique ; le vide de la citoyenneté landaise n'est pas mis à l'écart, mais il est exploité à [p. 183] d'autres fins ; les Landais n'ont, dans ces conditions, que la

¹ Archives départementales des Landes, série F 13.

nationalité pour être distingués des métèques. On en fera très naturellement des « misérables » ou des « malheureux », qualificatifs à usage interne pour toute citoyenneté incomplète qui découle de l'absence de reconnaissance paritaire.

Réduites ainsi, grâce aux commodités de la commisération, à un simple espace géographique, les landes de Gascogne vont garder dans le cadre du nouveau département des Landes la seule fonction – territoriale – que l'on voit se dessiner lors des discussions préparatoires. Elles vont devenir l'avant-garde d'application de ces méthodes ambiguës qui animent aujourd'hui les doctrines d'aménagement du territoire et qui consistent le plus souvent à assigner des destins jugés souhaitables à des régions entières en fonction d'intérêts dominants. Les premiers élus du département, plongés dans les réalités d'une campagne chalossaise surpeuplée, vont percevoir l'espace landais comme une réserve de défrichement, un moyen d'agrandir un terroir agricole auquel la récupération des biens nationaux a permis de prendre goût. Ils sauront même faire découvrir à leurs préfets, Méchin, puis d'Haussez, des vocations de botanistes. L'on garde aussi la mémoire du baron de Cère en tant qu'assécheur de marais¹. Les landes s'incorporent alors dans la société politique au fur et à mesure qu'est repoussée la frontière des cultures, que le pays du vin gagne sur celui du mouton, comme l'illustre une carte du département datant du début du XIX^e siècle. Mais l'espace est immense et le défrichement prend du temps. Le mirage va devenir producteur d'un changement social tel, qu'on le confondra avec un « miracle ».

La représentation culturelle : la société d'agriculture du département des Landes

[Retour au sommaire](#)

L'identité landaise s'est donc forgée pour une grande part à la suite de productions idéologiques liées à la naïveté d'une représentation. Le phénomène n'est pas unique, il est même révélé par tous les historiens qui ont observé pour la France entière le phénomène généralisé de destruction des cultures populaires issu du triomphe de la culture langagière et propagé tout au long du XIX^e siècle². Si nous sommes en présence d'une telle confis-[p. 184] cation, il faut que le filtre de la culture bourgeoise, faite d'esprit de progrès et de bons sentiments, ait pu trouver les modes opératoires et les méthodes de diffusion de sa prodigieuse capacité falsificatrice à élaborer des identités nouvelles pour des populations qui en avaient d'autres, mais qui ne les avaient pas fait admettre. À travers les vices de construction originels du département, qui, qu'elles qu'en soient les trahisons, fixait un être administratif et territorial, nous avons pu observer comment les

¹ Il s'agit des marais d'Orx dont près de 3 000 ha furent asséchés grâce à l'initiative du baron de Cère.

² Cf. Maurice Crubelier, *op. cit.*

nouvelles élites avaient délimité leur objet, lui avaient fixé des bornes : première étape de la pensée rationnelle.

La deuxième devait consister à donner du contenu social et technique à l'espace ainsi délimité, comme une manière de remplir une copie quand le plan est déjà tracé, et, plus précisément, de peupler un désert quand on n'y a rencontré personne. L'analogie du mirage reprend ici toute sa valeur explicative : les populations landaises, frustrées de représentation véritable, vont être « fabriquées » par leurs observateurs. Elles resteront l'absent du mirage, celui que l'on « invente » quand on ne l'a pas rencontré, mais qui va devenir l'acteur indispensable d'un projet, qui non seulement ne lui appartient pas – sinon par la magie d'une lointaine procuration –, mais qui va devenir la voie obligée de son salut.

Comment se produit, dans une démocratie naissante, ce phénomène d'incarnation, de déformation mentale qui justifie en premier le pouvoir bureaucratique, mais qui crée, et pour longtemps de terribles malentendus ?

Quels sont donc les groupes sociaux, les instances de regroupement (et de filtrage), les milieux « concernés », qui seront en charge de structurer cette identité landaise inévitablement myope, inévitablement agissante, mais déjà politique puisque génétiquement soumise à la dominance des seules zones denses de Chalosse et du Bas-Adour ? Et d'abord, comment y parvenir ?

L'une des solutions pourrait consister à confronter les productions idéologiques sur les Landes avec la personnalité de leurs auteurs, et de vérifier si des traits communs permettraient un reclassement quelconque. Ceci aurait le mérite d'établir un compte rendu assez vaste des « littératures landaises »¹, sans qu'on soit certain de dégager l'influence structurante sur « l'objet politique » landais, qui seul nous intéresse ici. Il n'est pourtant pas inutile de tirer les premières conséquences des écrits les [p. 185] plus célèbres en même temps que mythologiques que les Landes ont pu inspirer, soit à des voyageurs pressés, soit à des célébrités littéraires. Sans doute, les auteurs ont-ils voulu simplement livrer des impressions fortes sans souci particulier de forger un destin aux populations.

« Le Pin des landes », de Théophile Gautier (1840), morceau le plus célèbre de l'anthologie, fut d'abord un article de presse écrit par le poète à l'occasion d'un déplacement en Espagne. La « Promenade sur les côtes du golfe de Gascogne », de Julien Thore (1810), empreinte d'exotisme et de sens de la caricature, est plus une illustration de la commisération en usage à propos des Landes qu'une enquête ethnologique rigoureuse. Les récits de voyage de Saint-Amans et de Taine n'échappent pas à cette critique. Comment départager parmi ces textes abondants ce qui n'est que le reflet d'une opinion dominante et ce qui provient d'une observation objective ? Ces récits, qui livrent tous des impressions défavorables, sont producteurs d'images et initiateurs de bons sentiments ; ils

¹ Dont un panorama complet et expressif est offert dans l'ouvrage de Jacques Sargos, *op. cit.*

entretiennent un état d'esprit, confortent des initiatives colonisatrices. Mais, comme d'autres productions culturelles, ils se situent soit en amont de l'action politique, soit, en aval, à titre de justification.

Il en va autrement des œuvres littéraires en forme de « projets sur les Landes », qui sont autant de suggestions d'une véritable « politique » à leur égard. Celles-ci sont également très nombreuses, de qualité inégale, et se prêtent à plusieurs possibilités de classement. On peut d'abord leur appliquer le critère de l'efficacité, en distinguant les projets sans suite et les projets rentrés dans les faits. Outre les difficultés d'identification des paternités authentiques¹, ce critère demeure malhabile dans une perspective historique. Il existe sur les Landes des projets enterrés et des projets ressuscités ; des utopies tenues pour telles pour un temps, mais qui, plus tard, feront figure de prophétie ; des projets consistants et repoussés parce que sans moyen d'accomplissement, puis cannibalisés par ceux qui, le moment venu, seront en mesure de les mettre à exécution. Entreprendre une telle généalogie ne serait sans doute pas dénué d'intérêt : savoir pourquoi, en fonction de quels impératifs, des conceptions de l'avenir sont ainsi amendées, oubliées, remises en question, partiellement reprises, nous renseignerait sur les intérêts véritables qui commandent les choix des décideurs politiques... La question pourra se poser à propos des Landes sans que nous nous laissions entraîner dans un exercice qui se situerait aux confins de la critique littéraire et de la science administrative. Seuls les projets finalement pris en compte par les acteurs politiques départementaux conservent un intérêt déterminant pour la question qui nous préoccupe. C'est dans la mesure où un projet, quelle que soit son origine, s'organise en une action conduite par les institutions départementales, soit directement, soit par influence, qu'il se transforme en « politique départementale ». Selon les cas, apparaîtront des continuités ou des abandons, des reprises ou des initiatives originales, des permanences ou des remises en question : selon quelles cohérences, plus largement, selon quels cheminements s'est ainsi façonnée cette entreprise de transformation, qui est en même temps cette histoire de substitution que nous continuons de soupçonner ?

Or le lieu d'expression de ces maturations, nous le trouvons de manière pratiquement exhaustive au sein des travaux de la Société d'Agriculture des Landes, qui a le double visage d'une société savante et d'une commission d'études intégrée dans l'administration préfectorale. Celle-ci allait être le point de passage obligé des hommes qui ont élaboré de manière influente la prospective des landes de Gascogne tout au long du XIX^e siècle.

Crée par François de Neufchâteau le 28 juin 1797, la société fut organisée sous la forme d'une académie provinciale. Avec 45 membres titulaires, 25 membres associés, des correspondants et membres honoraires, cette société savante rassembla tout ce que les Landes comptaient de célébrités scientifiques ainsi que les différents préfets successifs. Véritable laboratoire des projets sur les

¹ Telles celles, contestées, de Brémontier à propos de la fixation des dunes. Cf. *supra* titre I.

landes, elle rassemblera durant tout le XIX^e siècle l'élite intellectuelle du département. En 1804, elle comptait déjà parmi ses membres le mathématicien Jean François de Borda d'Oro, le naturaliste Charles Dufour, père de l'entomologiste Léon-Dufour, plusieurs agronomes, Jean Betbeder, ancien professeur à l'école de Médecine de Bordeaux, le baron Poyfféré de Cère, futur directeur de la bergerie impériale de Rambouillet, créateur sur son domaine du Poteau, près de Captieux (Gironde), d'une ferme expérimentale. Des personnalités extérieures contribuèrent aussi au prestige [p. 187] naissant de la jeune société : le Maréchal de Moncey, duc de Conégliauo ; le général Lespinasse, sénateur de Pau et introducteur en France des moutons mérinos, le comte de Fontanes, grand maître de l'Université. « *L'appartenance à la Société d'Agriculture des Landes apparaissant donc comme une réelle distinction consacrant, aux yeux de tous, des mérites reconnus dans les domaines les plus variés de la science et des armes*¹. »

Conscient du rôle possible de ce rassemblement de têtes pensantes dans l'élaboration d'une politique départementale, le préfet Méchin, suivant en cela les instructions du Premier Consul, le rebaptisera, dès 1801, « Société économique d'Agriculture, Commerce, Arts et Manufactures du département des Landes ». Ses membres les plus actifs viendront régulièrement pendant tout le XIX^e siècle rendre compte à leurs honorables collègues des résultats de leurs expériences menées en général sur leurs propres domaines agricoles que chacun cherchait à valoriser par des nouveautés. Ainsi, un Ducourneau de Carritz remplit les pages du bulletin durant toute l'année 1805 d'un véritable traité pratique de l'élevage des abeilles ; plus tard, sous Louis-Philippe, il s'agira de vers à soie. Entre-temps, avec le baron Poyferré de Cère, on aura pu découvrir le mouton mérinos plus original, au milieu de cette abondante ménagerie, que les banales bêtes à cornes dont les croisements sociaux font l'objet de minutieux comptes rendus.

Le style est appliqué, le ton positiviste, avec un souci marqué de faire partager les « lumières » de chaque expérience aux honorables participants, mais aussi au département tout entier. Mais les landes comprises entre la vallée de l'Adour et l'océan, soit les deux tiers de l'espace départemental, sont cruellement absentes du « Bulletin ». Sur les quarante premières années du siècle, elles n'apparaissent que deux fois, notamment au travers d'un discours-programme du préfet Duplantier qui, le 2 septembre 1805, les comparant à un « pays nouvellement découvert », et ses habitants à une « colonie naissante », prévoit un développement autour de trois axes :

- 1) la valorisation des ressources résineuses, à condition d'assurer la protection contre les incendies ;
- 2) L'assèchement des marais, pour les « rendre » à l'agriculture.

[p. 188]

¹ Bernard Lalande, in *De l'arbre à la forêt*, Catalogue de l'exposition présentée aux archives départementales des Landes (1er décembre 1986-10 janvier 1987).

- 3) La création d'une infrastructure de transports, là encore pour permettre le développement de l'agriculture.

Cette perspective, en rien révolutionnaire pour l'époque, se doubla d'un encouragement à la recherche d'acclimatation de nouvelles essences forestières, l'arbre-liège, ou le platane, préconisé par Poyferré de Cère (car « *ils n'ont fait que des essais, ils méconnaissent le secret de leurs terres* »).

La Société préconisera donc l'arbre et encouragera les plantations. Déjà, le 30 fructidor an XII, un arrêté du préfet Méchin avait prévu l'octroi d'une médaille d'or au maire qui aurait le plus planté d'arbres sur sa commune, tout en accordant une médaille d'argent à celui qui aurait le plus planté de pomme de terre. À la suite de ces encouragements, le préfet Duplantier, dans son rapport pour l'année 1805, fit état de la plantation de 229 087 arbres et de la réalisation de 15 hectares de pépinières.

On remarque, en analysant les propositions et les encouragements à l'adresse des zones déshéritées, que la Société d'Agriculture s'intéressa surtout à l'arbre par défaut, faute d'autres spéculations ayant pu faire leurs preuves sur les sables du plateau landais. Aussi est-ce avec la plus grande attention qu'elle observa les vastes expériences agronomiques menées à grande échelle, mais en dehors d'elle, par les compagnies de colonisation. Entre 1835 et 1841, il est fait état une seule fois, mais en termes favorables, des réussites culturelles obtenues par la Compagnie d'Arcachon ¹. L'article ne rend compte que de la phase encourageante de l'expérience, indique ses méthodes et ses succès et en escompte un effet démonstratif pour les pays voisins. Il n'est plus fait mention, par la suite, de la chute des rendements et des faillites retentissantes, la manière d'aborder le thème du défrichement des landes s'en ressent malgré tout, puisqu'en 1841, M. Auguste Lacome, propriétaire au Houga d'Armagnac, considéra :

« Dans l'état de nos pratiques actuelles, les landes sont destinées, comme tout le monde le sait, à fournir la seule litière de nos parcs et à augmenter la masse de nos engrais par la décomposition de la thuie qu'elles produisent... ². »

Il sera proposé plus loin de généraliser la plantation de lupin à fleurs blanches pour créer enfin l'humus qui manquait tant aux landes, ce qu'avait déjà constaté l'abbé Desbiey au siècle précédent dans son célèbre mémoire.

[p. 189]

¹ Cf. *supra*, première partie.

² Annales de la Société économique d'Agriculture, Commerce, Arts et Manufactures du département des Landes, Archives départementales des Landes, Rev. Pt, 6° b.

Dans la mesure où sa représentation demeure là encore confidentielle, on peut comprendre que la réalité landaise continue d'échapper aux milieux éclairés. La liste des sociétaires est très significative à cet égard : sur l'ensemble des membres, observés de 1800 à 1840, la seule figure originaire de la lande est Adolphe Larreillet, ingénieur des mines, élève de Vauquelin, fils de maître de forges, et, lui-même fondateur des forges de Brocas. En 1841, sur 107 membres, 5 seulement sont issus des grands espaces landais. Il s'agit de MM. Texoeres, notaire à Mimizan ; Turpin de Saint-Julien-en-Born ; Dubourg, de Soustons ; Castaignède, de Pissos ; et, toujours, Larreillet, d'Ychoux. Ainsi la Société d'Agriculture des Landes, cellule pensante du département, rassemble essentiellement des propriétaires agricoles de la zone chalossaise et des représentants de l'administration. Or, dès 1805, une vocation forestière spécialisée est confirmée par ce constat du préfet Duplantier :

« Les pins, combien ils sont essentiels pour nos malheureuses landes dont ils furent de tout temps le principal revenu. »

La réalité locale qui est beaucoup plus, à l'époque, agropastorale n'a déjà plus droit de cité. Une production idéologique est déjà en marche, parce que personne ne siège parmi les savants pour offrir une contradiction.

Le dénouement radical : le changement par la loi et par les communications

[Retour au sommaire](#)

Au milieu du XIX^e siècle, la plupart des intentions civilisatrices se heurtaient toujours à la force des équilibres agropastoraux, que ni la plantation des dunes ni la tentative coloniale n'étaient parvenues à modifier durablement.

L'organisation politique territoriale issue de la Révolution ne pouvait suffire en elle-même à assurer la diffusion des méthodes dominantes. Au moins offrait-elle aux impulsions centrales un relais institutionnel dans lequel commençait de se retrouver la réalité locale.

Les conseils municipaux, titulaires de la moitié de l'espace landais, constituaient le seul pouvoir local réellement accepté et [p. 190] tenaient entre leurs mains le maillon le plus important de la chaîne agropastorale : les milliers d'hectares collectifs indispensables au parcours des animaux.

En dépit des pressions préfectorales, ils entendaient protéger ce mode de jouissance traditionnel, s'appuyant sur les garanties offertes par la loi de 1837¹. Le blocage de la transformation et du progrès recherché par d'autres provenait d'un principe de liberté publique. Il convenait de lui apporter les amendements nécessaires compte tenu de cette situation inattendue et inédite, propre à une partie de la France. Examen de conscience douloureux pour les tenants d'un système libéral obligés de renoncer en l'espèce à la notion républicaine de loi universelle, impersonnelle et égale pour tous. Peut-être parce qu'ils étaient poursuivis de scrupules, que beaucoup de leurs successeurs oublieront, les parlementaires de cet Empire encore autoritaire réussirent à élaborer une loi de « circonstance » qui apparut comme l'ultime moyen de normaliser cette région, puisque toutes les tentatives issues de l'initiative économique ou administrative avaient sombré dans la banqueroute ou l'arbitraire.

La loi du 28 juillet 1857, relative à « l'assainissement » et « la mise en culture des landes de Gascogne », plus connue au travers de ses aspects agronomiques et techniques, est incontestablement un chef-d'œuvre d'intelligence politique et administrative. S'appuyant sur la seule structure institutionnelle véritablement installée, elle en utilise les acquis favorables du point de vue foncier pour instituer une « réforme de structure » avant la lettre ; elle agit par orientation et dissuasion plus que par sanction ou par substitution administrative ; elle dissimule une révolution profonde et exemplaire – sous forme d'adaptation au changement – derrière des mesures pratiques d'apparence strictement locale ; et elle parvient – ce qui est bien rare dans l'action de l'État – à intégrer la durée pour apprécier ses propres résultats. Le texte s'organise autour de deux axes principaux : une affectation culturelle ou forestière est imposée aux biens communaux jusqu'à présent soumis au parcours du bétail. En cas de défaillance des communes, une substitution d'office par l'État est organisée ; un programme de travaux publics (routes agricoles) accompagne l'œuvre de transformation, en créant les infrastructures de désenclavement nécessaires au succès de l'opération d'ensemble.

[p. 191]

Sous l'angle des relations politico-administratives, les dispositifs trouvent leur fondement dans le principe de tutelle de l'État sur les communes, avec des modalités originales, « exorbitantes du droit commun », qui sont en soi une innovation politique pour l'époque et offrent un champ nouveau à l'intervention de l'État. Le programme de travaux publics s'inscrit pour sa part dans les compétences administratives traditionnelles et apparaît seulement comme un dispositif d'accompagnement qui se révélera particulièrement opportun.

¹ Loi du 18 juillet 1837 : « Le conseil municipal règle par ses délibérations... le mode de jouissance et de la répartition des pâturages et fruits communaux autres que les bois, et les conditions à imposer aux parties prenantes ».

La présentation générale des motifs du projet de loi s'ouvre sur les thèmes généraux du projet national landais : le constat d'un « espace immense voué à la solitude et à la stérilité », le problème –non résolu– de « la mise en culture » de cette malheureuse contrée, le tableau misérabiliste –une fois de plus– des « pauvres habitants des Landes » ponctuent des développements consacrés pour l'essentiel aux projets économiques et techniques.

L'orientation économique est surtout agraire. On retrouve la même inspiration physiocratique qui avait nourri les premières approches du XVIII^e siècle. L'exposé des motifs précise :

« Les progrès de l'agriculture doivent être un des objets de notre constante sollicitude, car de son amélioration ou de son déclin date la prospérité ou la décadence des Empires. »

On notera au passage la justification politique du propos : la mise en culture des landes mérite l'intérêt du gouvernement parce qu'elle est susceptible d'accroître la richesse publique. Quels obstacles s'opposent à cette légitime ambition ? Le texte répond :

« Les uns proviennent de la composition géologique du sol et de la stagnation des eaux, les autres, du mauvais régime d'administration des biens communaux. »

L'hostilité de la nature et la maladresse des hommes se trouvaient ainsi clairement identifiées.

Les contraintes naturelles et les moyens de les surmonter

L'obstacle géologique et hydraulique est bien repéré comme la cause principale des échecs de tentatives de mises en culture immédiate. La faible couche d'humus se prête mal à la production céréalière, le mauvais écoulement des eaux entretient les populations dans des conditions d'hygiène déplorables (fièvres, miasmes, [p. 192] insalubrité de l'eau consommée). Pour la première fois, une analyse de l'état des landes de Gascogne l'emporte sur celle de ses potentialités (et de ses mirages). Cette lucidité est due à l'abondance des expériences menées et débouche de manière incontournable, sur le préalable de la mise en valeur forestière ¹.

¹ Déjà envisagé par l'abbé Desbiey, cf. chap. 1.

« Cependant, le sol des landes, tel que nous l'avons décrit, est éminemment propre à un genre de culture qui, pour se développer assez rapidement, n'exige ni travaux coûteux, ni amendements, ni travaux. Les sables qui le comptant se prêtent admirablement à la végétation forestière. »

Le rapporteur, qui cite les bons résultats obtenus par Brémontier sur les dunes, propose en priorité le pin maritime, mais aussi plusieurs essences de chênes et de sapin. La seule révolution qui convienne aux landes sera forestière ; et pour cela, un aménagement hydraulique est nécessaire au moyen du drainage. Les céréales un temps convoitées semblent définitivement oubliées (*« leur insuffisance ne s'est que trop douloureusement révélée »*). Elles viendront plus tard, après la période préparatoire et permettront enfin d'arriver « droit au but ». En attendant, on créera une richesse forestière, sans doute en retrait par rapport aux espoirs initiaux, mais obtenue aux moindres frais.

L'économie des deniers publics est en effet la deuxième idée forte qui sous-tend les propositions de mesures interventionnistes, conformément à la doctrine libérale :

« La loi n'imposera au Trésor que des charges modérées dont vous serez les régulateurs, et qui se résoudront à la longue en bénéfices, puisque l'État sera remboursé en capital et intérêts, et que, par l'impôt direct. Il trouvera dans ces améliorations un supplément de revenus. »

Pour cela, on évite l'intervention trop directe de l'État ; les agents immédiats de la transformation seront les communes auxquelles il est prescrit (article premier) *« d'assainir et planter d'arbres les landes communales soumises au parcours du bétail »*.

L'orientation ainsi assignée à la jouissance des communaux constitue tout de même une atteinte au principe de liberté de gestion affirmé par la loi municipale de 1837. L'obstacle juridique est cependant habilement levé :

[p. 193]

« Ce n'est pas une dérogation aux principes constitutifs de la propriété en France, car d'après l'article 544 du Code Napoléon, on ne peut faire de sa propriété un usage prohibé par la loi et les règlements. Or les landes, par leur insalubrité et leur stérilité sont de nature à être assimilées aux marais qui de tout temps ont été soumis à des règles particulières. En vertu des droits de police qui lui appartiennent, l'État aurait donc le droit d'ordonner d'une

manière générale quelles landes seront plantées et assainies, de même que les marais doivent être desséchés et cultivés. »

Cette assimilation rapide ¹, nécessaire au raisonnement juridique, est atténuée par des considérations altruistes et humanitaires :

« Mais comme il s'agit de venir en aide à des populations souffrantes, bien plutôt que de faire une application nouvelle des lois de police.

Il convenait que les communes fussent appelées, de préférence à tous autres, aux bénéfices de la loi nouvelle ; et ces bénéfices sont tels, que les particuliers ne tarderont pas à suivre spontanément la voie dans laquelle les communes vont entrer (...). L'exemple donné par les communes amènera donc, on est fondé à le croire, un changement général dans le régime actuel des landes. »

La destination des communaux étant ainsi clairement définie « *pour le bienfait des communes* », il s'agit d'organiser la transformation au moyen de méthodes appropriées. Les rédacteurs du projet, conscients de l'hostilité latente des populations contre tout changement du mode d'utilisation traditionnel des vacants, allaient se montrer particulièrement souples en ce qui concerne les modalités d'exécution.

Des moyens gradués pour l'adhésion sociale et politique

S'appuyer sur les communes pour réussir la réforme pouvait être une arme à double tranchant si on n'était pas en mesure de faire reculer le seuil de mécontentement éventuel des populations. Le dispositif politique mis au point s'efforça d'intégrer parfaitement cette incertitude en combinant adroitement :

- la substitution de l'État en cas de carence des communes (le bâton) ;
- [p. 194]
- la progressivité de la plantation (l'accoutumance) ;
- la prise en charge d'un vaste programme de voies de communication (la récompense).

La substitution de l'État comme réalisateur du programme fut prévue en cas « *d'impossibilité ou de refus de la part des communes de procéder aux travaux* ».

¹ L'assimilation des landes à des marais est pour le moins abusive, de même que la « stérilité », en contradiction avec le pacage du bétail.

Le Trésor public effectua donc l'avance et se remboursa en capital et intérêts sur les produits des coupes. Le procédé est comparable à celui mis en œuvre par l'article 5 du décret du 14 décembre 1810 relatif à la plantation des dunes. L'intervention de l'État, précisa le texte, « *se justifie par l'insalubrité à laquelle il s'agit de porter remède et par l'utilité publique des travaux destinés à remplacer des terrains nus et incultes par des forêts* »¹. La substitution de l'État, si elle s'avérait nécessaire, apparaissait comme un gage d'efficacité. Elle était d'autant plus admissible qu'elle n'était pas coûteuse, puisque l'État « se servait lui-même ». Encore fallait-il éviter de la rendre tyrannique.

Pour cela, on fit confiance au temps et à l'effet de démonstration que pouvait produire la constatation des bienfaits de l'expérience, en espérant que les populations en seraient moins brusquées. L'article 3 l'indiqua clairement :

« La loi veut respecter les habitudes des malheureuses populations auxquelles elle se propose de venir en aide. [C'est dans cet esprit] qu'à moins d'une demande expresse du conseil municipal, on ne pourra dans la même année étendre les travaux d'assainissement et de mise en culture sur plus du douzième de la contenance actuelle des landes de chaque commune ; de façon à laisser toujours au parcours du bétail une étendue suffisante. »

En outre, en cas d'exécution par l'État, les conseils municipaux devaient être consultés sur les projets de travaux. Le remboursement des deniers publics serait assuré par la mise en vente à l'affermage des parcelles assainies et susceptibles de mise en culture que « *ni les communes, ni l'État ne peuvent exploiter* ».

La protection du Trésor public se trouvait ainsi garantie par la loi. Encore fallait-il créer les communications nécessaires à la rémunération ultérieure du gage, « *en assurant plus tard aux produits de la contrée des débouchés faciles* ». Un réseau complet de [p. 195] routes agricoles devait apporter en même temps « *la circulation et la vie* » dans l'intérieur des landes et faciliter l'assainissement de l'ensemble puisqu'il fut prévu de confectionner, de part et d'autres des nouvelles chaussées, des fossés très utiles au drainage. Les travaux de création seront financés par l'État selon un programme fixé par décret en Conseil d'État, après avis des conseils généraux des Landes et de la Gironde. L'entretien, assuré par l'administration pendant cinq ans, incombait ensuite, selon le classement des voies, aux communes ou au département (quand « *la richesse publique sera née là où règnent aujourd'hui la misère et la solitude* »). Ainsi le montant de l'investissement total s'éleva à 27 150 000 f. pour ce qui est des travaux d'assainissement et de plantation ; à 32 000 000 f., pour la création des routes.

¹ Les précautions soulignées par les rapporteurs pour justifier l'intervention de l'État et du Trésor public révèlent l'extrême sensibilité du Corps législatif à ce propos. En ces temps-là...

Ceci devait aussi nécessiter ultérieurement l'ouverture de crédits particuliers considérés comme une simple avance. La souplesse et la modulation de l'engagement des dépenses durent rassurer le Corps législatif, qui resta libre de « *hâter ou de modérer le cours de l'entreprise, suivant les convenances budgétaires et les nécessités du temps* ». Enfin, l'argumentaire s'acheva par l'aspect humanitaire de l'opération :

- les possibilités de peuplement grâce à l'extension du gemmage (estimées à 30 000 personnes supplémentaires) ;
- à terme : l'apparition d'une véritable agriculture ;
- enfin : la suppression d'« *un état de choses qui fait tache sur notre civilisation* ».

Ainsi, suivant pas à pas le texte du projet de loi, les rapporteurs appuyèrent l'essentiel de leurs démonstrations sur les conclusions des ingénieurs qui, depuis cinquante ans, avaient pu suivre les expériences agronomiques et juger de leurs résultats. S'appuyant sur les détails scientifiques, nourrissant leur force de conviction par la tranquille certitude des techniciens, ils éludèrent volontiers les problèmes généraux et politiques que pouvait soulever le projet de loi.

Le rapport de la commission parlementaire s'en préoccupa davantage et permit d'éclairer le dispositif original qui devait être mis en place.

L'examen parlementaire

Les préoccupations agricoles du régime apparurent en premier lieu comme un objectif primordial et urgent :

« La production a peine à suivre le mouvement de la consommation et bien des produits que nous devrions recevoir de notre propre sol nous viennent encore de l'étranger. »

À quoi imputer cette insuffisance ? Ni aux structures, ni aux hommes (« nos agriculteurs sont de race intelligente et forte »), mais plutôt à l'individualisme qui empêchait le monde rural de faire face aux nécessaires actions collectives telles que l'irrigation, la protection contre les inondations, l'assèchement des marais. Le réflexe d'association et la concentration des capitaux soutenant ce genre d'entreprises sont malheureusement l'apanage trop exclusif des gens des villes, qui, par ailleurs, absorbent les ressources humaines. L'Association générale, donc l'État, se devait de compenser ce premier type de déséquilibre. Mais il en est un deuxième, interne à l'action administrative, qu'il faut corriger pour des motifs qui sont véritablement – et avant l'heure – ceux de « l'aménagement du territoire ». La Commission observa l'écart grandissant dû à l'influence de l'État entre les travaux urbains et les travaux de l'agriculture :

« Paris a reçu en subvention pour ses travaux d'embellissement une somme de 40 millions environ (...), les villes de Lyon, Marseille, Le Havre ont vu aussi l'État leur venir en aide dans une forte proportion ¹. »

La doctrine française qui a depuis inspiré le Commissariat au Plan et la Délégation à l'Aménagement du Territoire, est déjà, par anticipation, brillamment et intégralement exposée :

« Il importe indubitablement à une grande nation d'avoir une splendide capitale ; mais il n'importe pas moins à une grande nation de ne pas laisser sur la route des capitales voisines, des déserts improductifs. (...) »

Les travaux centralisés dans les villes ont pour corrélatif ou pour correctif nécessaire de grands travaux agricoles répandus sur la surface de l'Empire. Consommation et production, splendeur des cités et richesse des campagnes, sont les deux termes d'une même proposition ; leur progression égale et uniforme fait l'harmonie du corps social et la vie régulière d'un peuple. »

[p. 197]

Dans cette perspective, et au regard des actions engagées par l'État au même moment (Sologne, Dombes), le projet de loi constitua une innovation :

« Il est, pour ainsi dire, l'inauguration d'un grand système de travaux publics. »

Ce type d'intervention étatique apparaît donc comme justifié ². En fut-il de même de la priorité accordée aux landes de Gascogne ?

La réponse ne semble faire aucun doute, en dépit des réserves de représentants d'autres régions au Corps législatif :

« Nulle part, on ne pourrait obtenir des résultats plus certains avec la même dépense. »

¹ Nous sommes en pleine période « hausmanienne ».

² Au terme d'un raisonnement approfondi et rigoureux qui paraîtrait superfétatoire dans le contexte de la seconde moitié du XX^e siècle.

Les résultats attendus furent considérables. La conquête proposée concerne l'étendue d'un département de 635 000 hectares, dont 409 000 appartenant aux communes directement concernés par le projet de loi. L'homogénéité du sol et de la situation juridique ne fut nulle part ailleurs aussi manifeste. Les résultats attendus furent également certains : l'exécution réussie de la plantation des dunes en offrit une démonstration parfaite. Sans doute, il s'agissait d'un sol forestier et non agricole que l'on parvint à gagner. Mais le bilan national de l'agriculture était à améliorer. On pouvait ailleurs défricher sans objection, *« ce déplacement lent, successif et prudent du sol forestier de la France, se retirant devant l'envahissement de l'agriculture pour empiéter lui-même sur le désert ou sur la lande est un des faits économiques les plus désirables »*.

Estimant à un coût maximum de 50 f. par hectare les travaux d'assainissement, la commission passa à l'examen des articles du projet de loi et des amendements adoptés sur sa proposition par le Conseil d'État. Sur l'orientation donnée aux communes de mettre impérativement en valeur les vacants (article 1), elle réaffirma le principe de propriété communale :

« L'État est le tuteur des communes (...), il a le droit incontestable d'apporter des restrictions, non pas au droit du propriétaire, mais à la forme et au mode de sa jouissance. »

C'est pour cela que fut écartée l'aliénation forcée des communaux constituant une privation du pouvoir d'administration des communes ¹, de même que toute contrainte patrimoniale visant [p. 198] à assurer l'exécution de la loi. Lorsque l'État effectuerait les travaux, il disposerait d'une possession provisoire des fruits, jusqu'au remboursement de son avance ². Liberté fut laissée aux communes dans le choix des autres moyens d'exécution (cession partielle, bail à ferme). Une limitation aux risques de débordements financiers du projet fut apportée par un amendement plafonnant à six millions de francs le découvert total provenant des avances du Trésor.

L'amendement fut justifié par le caractère imprécis des conséquences financières de l'adoption du projet, en ces termes :

« Il apparaît aussi que la majorité de ses membres (ceux de la commission) faisait dépendre de cette question son opinion sur l'ensemble de la loi. »

¹ Au terme d'un raisonnement approfondi et rigoureux qui paraîtrait superfétatoire dans le contexte de la seconde moitié du XX^e siècle.

² Reprise du principe mis en œuvre par l'article 5 du décret de 1810 à propos des travaux de fixation des dunes. Voir titre I.

L'intervention de l'État, même ressentie comme légitime, demeurait encadrée par des limites précises qui étaient aussi financières. On perçoit là encore la prudence extrême de la classe politique du XIX^e siècle à l'égard du « Welfare State » qui ne demandait qu'à prendre son envol sous la pression des administrateurs et des techniciens pour lesquels il constituait un débouché logique de leurs fonctions. Il fallut donc la pression des circonstances, la formulation d'un dessein valorisant, le dosage méticuleux des contraintes de puissance publique pour vaincre les réticences libérales des élus de la Nation¹. Plus tard, ces éléments seront repris à son profit par l'argumentation administrative, ôtant au Parlement la paternité d'une doctrine qui est remarquablement formulée – dès 1857 – dans les conclusions du rapport de la commission parlementaire :

« En résumé, Messieurs, le projet de loi inaugure une ère nouvelle pour les contrées ravagées ou appauvries, encore trop nombreuses en France. Il revêt, par la grandeur de l'entreprise, un véritable caractère d'utilité publique. Il introduit dans la gestion de quelques biens communaux une modification qui paraît efficace, qui sera sans doute de nature à se généraliser avec fruit, qui appellera du moins pour d'autres contrées des mesures analogues appropriées à leurs conditions et à leurs habitudes. Il limite et circonscrit avec une sage mesure l'intervention de l'État. Nous espérons, Messieurs, que vous vous associerez, comme votre commission à un acte de généreuse et prévoyante politique. »

[p. 199]

La loi fut adoptée par le Corps législatif le 25 mai 1857 par 230 voix sur 336 votants et promulguée le 19 juin de la même année. Son volet « infrastructures » allait offrir aux Landes, en l'espace de cinq ans, la révolution par les communications physiques qui lui avait fait défaut depuis des millénaires.

Les infrastructures routières et ferrées

L'article 6 de la loi de 1857 portant la création de routes agricoles, mais renvoyant à un décret en Conseil d'État pour son application, pouvait, de prime abord, apparaître seulement comme une intention louable. Compte tenu de la lenteur observée depuis cinquante ans dans le déroulement des travaux de fixation des dunes, tout pouvait laisser craindre que le projet s'enlisât dans des rivalités administratives ou des retards budgétaires. Il n'en fut rien : dès le 1^{er} août 1857, l'État confia la réalisation de ce programme, moyennant subvention, à la... Compagnie des Chemins de Fer du Midi. Ce choix d'apparence paradoxal, puisqu'on s'adressait au chemin de fer pour la création d'un réseau routier, était

¹ En l'occurrence, la crise de la production agricole.

en fait très réaliste et adapté aux conditions locales. Dans une région vaste et éloignée des gisements de matériaux d'empierrement nécessaires à la réalisation de chaussées durables, l'atout maître de ce moyen nouveau de transport était de faciliter l'approvisionnement des chantiers de voirie, de raccourcir leur délai et finalement leur coût. C'est d'ailleurs au contact des difficultés de réalisation du projet avec des moyens traditionnels, que la compagnie opta pour la réalisation préalable d'un réseau ferré capable d'approvisionner les chantiers, ainsi justifié :

« Les matériaux, chargés sur wagons dans les carrières mêmes, étaient traînés jusqu'aux lieux d'emploi à l'aide de voies provisoires dès que les terrassements étaient effectués. Les graviers d'empierrement étaient ensuite reliés par des matériaux d'agrégation et fortement cylindrés par des machines. Ces engins, au nombre de cinq, étaient mus par des chevaux ou des locomotives »¹.

Grâce à ces moyens, tout à fait novateurs pour l'époque, 450 kilomètres de routes reliant les principales localités des Landes et de la Gironde pourront être livrés à la circulation au 1^{er} jan-[p. 200] vier 1861, dans les délais prévus. La méthode employée, outre le délai spectaculaire, avait un résultat triplement bénéfique.

Le cahier des charges, conçu par l'ingénieur des Ponts et Chaussées Henri Crouzet, en imposant des fossés latéraux de 50 cm de profondeur, permettait un drainage immédiat du territoire indispensable à la plantation réussie des pins maritimes.

Les « routes agricoles », tout de suite très fréquentées, allaient rapidement rentabiliser le réseau ferré en place, car elles étaient toutes reliées à de multiples gares disséminées sur le tronçon Bordeaux-Bayonne : entre 1859 et 1862, elles enregistrèrent un tonnage transporté qui progressa de 65 655 tonnes à 135 351 tonnes, tandis que le nombre de voyageurs passait de 56 007 à 89 765, chiffres dans les deux cas spectaculaires. Ces succès encourageront la Compagnie du Midi à favoriser la constitution d'un réseau de voies ferrées secondaires, regroupées par la suite dans la société anonyme des « Voies ferrées des Landes ». La forêt landaise, au moment où elle entraînait en production, se voyait d'ores et déjà reliée à ses débouchés lointains de manière directe, les bois fraîchement coupés étant directement chargés sur les wagons, quelle que soit la localité. Ceci vaudra aux Landes de détenir le record du « *plus fort kilométrage de voies ferrées par habitant, plus de deux fois supérieur à la moyenne nationale (32 km par 10 000 habitants, alors que la moyenne nationale n'est que de 15 km)* »².

¹ Christian Lacombe et Lucien Chanuc, L'Extraordinaire Réseau ferré des Landes de Gascogne, Paris, Éditions du Cabri, 1987.

² Christian Lacombe et Lucien Chanuc, *op. cit.*

Ce désenclavement généralisé, que les périodes précédentes n'avaient pas réussi à réaliser, fut donc gagné en moins de vingt ans pour l'arbre et la forêt. Les Landais allaient en être bien entendu les premiers bénéficiaires, mais c'est la matière sylvicole qui allait les relier désormais au monde extérieur, favorisant la mise en place du binôme tenace « Landes/forêt », prolongement durable de leur impossible représentation en tant que tels, mais facteur réussi d'une nouvelle identification qui reposait désormais, comme sous le poids d'un destin territorial, sur un fondement économique.

[p. 201]

LA TERRITORIALISATION ÉCONOMIQUE

[Retour au sommaire](#)

« Aimer les arbres, protéger les arbres, quelle différence ? Elle existe pourtant, la connotation affective du verbe “aimer” engendrant davantage qu’une simple nuance. Leur préservation ne répond plus ainsi à de seules exigences objectives, telles que la lutte contre la torrencialité ou la retenue des sols. Elle reflète l’attachement sentimental qui naît de la beauté d’un site. Continuer à jouir de ce spectacle suppose alors d’en immobiliser les traits (...). Parce que l’Homme ressent la singularité du monde qu’il découvre, il entend la conserver. Le charme éprouvé requiert, pour que persiste cette magie, la naturalisation du paysage. Des autochtones, il n’est plus question dans cette approche, sinon de les garder, puisqu’ils constituent un élément du décor et que les visiteurs réclament autant leur présence que leurs services. L’époque du pittoresque utile est arrivée... »¹.

Le point d’aboutissement des anciennes et ombrageuses relations entre les hommes et la forêt est très curieusement la taxidermie des espaces forestiers et l’aliénation de leurs occupants.

Naturaliser un paysage, en particulier des arbres et des forêts, procède exactement de la même démarche qui fait préférer les fleurs artificielles (habituellement en plastique) aux plantes naturelles, puisque les premières ne périssent pas et ne demandent plus d’entretien. Elles peuplent habituellement les cimetières...

Immobiliser les traits, c’est compléter ce registre morbide, en y incluant le règne animal : les animaux ne doivent plus être livrés à la « liberté des oiseaux du ciel », à la tyrannie du règne [p. 202] animal, à sa bestialité, mais à la vision

¹ Andrée Corvol, *L’Homme aux bois*, op. cit., p. 458 459.

provisoire et perfectible des connaissances scientifiques. C'est ainsi qu'on prétend leur appliquer nos propres tyrannies : on les compte, on les parque, et on voudrait les figer dans nos représentations. Le monde ancien ne connaissait que deux modes de relation : la domestication ou le prélèvement, aujourd'hui dénoncés ; mais, par ignorance ou par crainte, il consentait au règne animal une autonomie bien comprise. Le monde qui s'annonce sera bien plus redoutable, puisqu'il soumettra les bêtes au totalitarisme des hommes, qu'il les obligera à se conformer à la vision qu'ils se font d'elles.

Et les hommes eux-mêmes ?

Andrée Corvol, passionnée au-delà de tout par le monde de la forêt, nous semble trop optimiste quand elle postule que « *les visiteurs réclament autant leur présence que leurs services* ». Certes, la perspective n'est guère valorisante de devenir esclave du paysage et la transformation de l'agriculteur en « jardinier de la France », inscrite dans la nouvelle politique agricole commune, suscite de légitimes interrogations. L'habitant aurait encore droit de cité et bénéficierait d'une certaine reconnaissance sociale, sous réserve qu'il accepte d'être instrumentalisé. Malheureusement, l'aliénation qui se cache sous ce mouvement est radicalement nouvelle et exceptionnellement dangereuse.

Priver l'être humain, par dogme et bientôt par règle, de modifier le paysage qui environne sa vie courante consiste à inventer une sorte de prison en plein air et à vie ¹. Si l'on prétend vitrifier ce qui est à portée de main de l'utilisateur quotidien du territoire, on le condamne à l'immobilité, on lui impose un destin étrange qui lui refuse toute libre interaction avec l'élément « naturel ». On lui interdit la construction d'un paysage dans laquelle il a toujours eu, jusqu'à présent, un engagement actif, qui est une part essentielle de son existence et de sa propre construction : on l'exclut de sa qualité « d'habitant », on le sépare de ce lien intime d'interaction avec son environnement – qui est réel – pour le laisser spectateur d'images – virtuelles – promises à un large essor.

Les Landes sont plus que toute autre région d'Europe concernées par l'offensive de ces pouvoirs nouveaux et confrontées à leur dialectique liberticide. Le paysage forestier omniprésent dont elles sont dotées depuis un siècle, en même temps que leur faible densité humaine, les préparent à devenir le champ d'expérience idéal de la nouvelle écologie politique. Pour les Landais, il s'agit toujours de la fabrication d'un destin en dehors d'eux : ainsi la procédure d'inscription dans les sites « Natura 2000 » se passe de l'avis des conseils municipaux et les critères de sélection ne sont même pas communiqués aux habitants. Le phénomène n'est pas nouveau et nous en avons illustré les étapes tout au long du XIX^e siècle, en montrant sa progressivité. C'est le rythme qui change : les mesures sont brutales et le changement ne se fera plus de l'intérieur ; après la révolte des bergers il y a un siècle, celle des chasseurs vient de commencer, à la fin du XX^e siècle...

¹ Comme ce sera bientôt le cas dans les sites inscrits du catalogue « Natura 2000 ».

En fait, les Landes forestières entrent aujourd'hui dans une phase nouvelle de procuration de leur destin collectif. Les enchaînements successifs que nous avons repérés à partir du « sauvage » au XVIII^e siècle, qui sont venus à bout de la société agropastorale, qui ont créé une identité de remplacement au travers de la forêt, poursuivent leur course folle. Le prix à payer à ces mythologies agissantes demeure le sacrifice de la singularité et de l'identité qui marque tout lien entre l'homme et sa terre. Tel le lièvre poursuivi par Achille dans l'allégorie de Zénon d'Élée, le Landais est rattrapé par les représentations dont il demeure le grand absent. L'espace se réduit, mais Achille vise toujours le point que le lièvre a déjà quitté... À moins qu'il ne s'y soit jamais trouvé...

Car c'est peut-être de l'espace – toujours lui, dans les landes ! – que pouvait venir le salut. L'affectation forestière s'est gagnée sur les maigres pâtures fréquentées par des troupeaux occasionnels. Elle a maintenu l'homme dans les interstices, en lui créant un lien économique, qui, localement est toujours resté médiocre : sauf pendant l'intermède des années vingt, les catégories sociales concernées par la forêt, gemmeurs, ouvriers forestiers, ouvriers de scierie, se sont contentées du revenu minimum.

La forêt landaise s'est bien stabilisée en tant que système économique, mais il s'agissait d'un système macro-économique marqué par l'importance des flux et de la production, la recherche et le progrès sylvicole. Le modèle forestier allait s'ériger à l'échelle européenne puis devenir le terrain d'enjeux politiques et administratifs supérieurs. Aujourd'hui, les politiques idéologisées de « développement durable » en donnent un aperçu, même [p. 204] si l'on en attend la réalisation en termes de circulaires administratives et de décrets d'application... À mesure qu'elle s'est amplifiée en tant que système, la forêt landaise (une des plus grandes d'Europe en superficie) a cependant perdu de sa substance en tant que réalité économique locale : la propriété forestière a fait figure de placement surtout sentimental et l'emploi issu des activités forestières a été en régression sensible depuis 1980, (statistiques SCEES). Pourtant, l'omniprésence de la forêt a modelé chez les habitants des landes forestières une identité forte, parce qu'elle est devenue une réalité construite, vivante, renouvelée, fragile, bien plus, par conséquent, qu'un capital financier au demeurant peu rémunéré. Les Landais se sont pris d'affection et de fidélité pour un cadre de vie qu'ils se sont créé eux-mêmes et qui les identifie à l'extérieur. Un peu comme s'ils entraient dans le jeu universel des représentations agissantes, malgré l'artificialité du genre.

Cette évolution s'est accompagnée dans un XX^e siècle de plus en plus « déterritorialisé », d'une diversification des activités et des peuplements, mais aussi des positionnements sociaux, politiques nouveaux. Face aux défis émanant de l'extérieur et du « dessus », les « forestiers » ont constitué depuis les années soixante-dix un groupe minoritaire forcé de côtoyer des artisans, des employés de

la Défense nationale, des retraités, des touristes, bref, de nouveaux habitants des Landes. À l'intérieur, ils ont dû aussi coexister avec les céréaliers ¹.

Le monopole représentatif des intérêts de la forêt, hérité du second XIX^e siècle mais aussi du technocratisme du XX^e siècle, peut-il apparaître aujourd'hui comme une vision dépassée ? Cette impression, partagée par certains acteurs du « système », doit se positionner par rapport à la stratégie menée par le très puissant Syndicat des Sylviculteurs du Sud-Ouest (le SYSSO), initié par le professeur Jean-Louis Martres. Ce dernier, bénéficiaire d'un des plus grands héritages terriens d'Aquitaine, a déployé une politique de *lobbying* régional, national, européen et international pour défendre la forêt héritée du XIX^e siècle. L'appareil forgé, transformé en ONG internationale, l'USSE (l'Union des Sylviculteurs du Sud de l'Europe), a privilégié, de Bordeaux à Bruxelles, en passant par Paris, Montréal, Buenos Aires, Santiago du Chili, Rio de Janeiro, Helsinki et Pékin, le thème dominant de la défense de la « forêt cultivée ». Dans la lutte contre les incendies, bien sûr, où le mouvement a obtenu des résultats spectaculaires, mais aussi à côté des grands groupes papetiers et des écologistes défenseurs parfois manichéens d'une nature en dehors des hommes. Tout cela en intégrant le concept écologique (plus qu'écologiste) de « développement durable », travaillé par les équipes de l'Institut européen de la Forêt cultivée et de l'INRA. De quelles menaces souffre alors la forêt d'Aquitaine d'aujourd'hui, sinon d'être en fin de compte détachée d'un pouvoir de direction local et parfois distanciée des hommes qui la peuplent, amenée selon certains, pour les raisons qui précèdent, à être « vitrifiée », « naturalisée », comme une œuvre morte...

Les sociétés locales ont été atteintes elles-mêmes par la modernité : pluralité des activités et des origines, métissages multiples et identités à reconsidérer, uniformité des genres de vie qui se réduisent le plus souvent à un matérialisme fade et solitaire. Le brassage social, contrairement aux intuitions des sociologues, ne favorise pas inévitablement le lien social ; les communautés villageoises ne s'entretiennent pas d'office par « l'apport des nouveaux venus ». Ils leur restent à se reconstruire sur l'appropriation d'espaces nouveaux... tant que le miracle landais pourra se poursuivre.

¹ Ceux qui vivent de près ou de loin de la forêt.

Un espace artificiel : le système forestier

[Retour au sommaire](#)

Entre la désolante solitude des anciennes landes et celle – arborée – des nouvelles, règne la même impression de nature qui s'exprime paradoxalement pour l'homme citadin par la profondeur et la qualité du silence végétal. Aux horizons sans bornes et angoissants, la forêt a substitué des repères plus rassurants, jalons implicites entre le sous-bois et les clairières, les plantations jeunes face aux anciennes, les pare-feu et les parcelles géométriquement dessinées. Une rationalité est apparente avec elle, qui constitue son double, sa systématisation.

Le pin des landes a ainsi repris volontiers à son compte la monotonie qui caractérisait les landes de Bordeaux ; il lui a [p. 206] même donné une figure, par sa multiplication ; l'ancien désert était monotone d'une autre manière, par accablement. La forêt des Landes ne l'est plus que par répétition. Le profane ou l'étranger se confrontent aujourd'hui comme hier à une nature dont l'homme est absent après y avoir posé sa marque avec le fer du hapchot ¹. Le pin maritime a remplacé ici les colons et leurs familles qui avaient pourtant essayé d'effectuer un peuplement ; des mythologies durables ont pu faire croire un temps à une équivalence entre l'homme et l'arbre ² ; mais on commence aujourd'hui à se rendre compte qu'un désert peuplé d'arbres reste un désert, même si le murmure des cimes ressemble parfois à un soupir – d'aise ou de tristesse.

Ces visions sont justes, et elles sont fausses. La forêt landaise a sans doute une forte capacité à exprimer la nature, par son silence, sa monotonie, la discrétion de son peuplement humain. Mais elle est en même temps un objet construit au prix de multiples ajustements, de résistances vaincues, sans compter la patience qu'il faut prendre pour voir pousser un arbre.

Conçue et généralisée pour combler des « vacants », la forêt issue de la loi de 1857 est à la fois un milieu naturel et un objet social. On se contentera de la déclarer, de manière presque péjorative, « forêt artificielle », ou « forêt industrielle ». Simplifications abusives, qui ne suffisent pas à prendre en compte la différence radicale d'un point de vue scientifique qui sépare une donnée naturelle et un phénomène humain et social. Dans le cas de la forêt, les seules apparences ne suffisent pas à tracer cette distinction : les arbres se ressemblent et le point de vue agronomique suffira généralement à donner les recettes pour en garantir la pérennité. L'homme y apparaîtra comme le disciple de ce savoir, en

¹ Outil du gemmeur servant à effectuer l'entaille sur le tronc du pin maritime.

² Le « Pin des Landes », par Théophile Gautier, mais aussi l'odyssée du gemmage. Cf. *supra*.

tant qu'utilisateur de techniques de reproduction et d'entretien, ou – au contraire – comme l'ennemi potentiel du règne végétal à travers sa capacité à le détruire. Dans une vision agronomique, la forêt assigne aux hommes deux fonctions antinomiques : celle de sylviculteur ou celle de défricheur. « Ami » ou « ennemi », disciple au contradictoire des serviteurs de l'ordre forestier, la forêt ne semble pas laisser d'autres choix aux relations qui pourraient se nouer avec son environnement social. Érigée en objet de sciences exactes, cette forêt qui s'est imposée dans le sens commun, est réductionniste, absolutiste, manichéenne. Elle est l'aboutissement d'une [p. 207] méthode d'explication positiviste qui isole l'objet d'observation, lui donne son autonomie (ici, le milieu forestier). Elle crée un ordre forestier gagé sur la science et prétendument souverain. En dehors de ses tendances totalitaires qui soumettent l'homme à l'ordre scientifique (réduction au sylviculteur ou au défricheur), cette approche souffre d'incontestables faiblesses dès lors qu'on s'intéresse à l'origine et au devenir des forêts, étant alors obligé d'analyser des rapports plus complexes, plus inattendus, mais tout aussi déterminants que ceux qui naissent de la biologie végétale. En outre, il n'est pas sûr qu'elle offre des garanties de survie et de renouvellement aux forêts qui en sont issues : une vérité tyrannique et incomplète secrète autant de révoltes que de soumissions.

L'autre perspective consiste à mettre en évidence le fait forestier dans ses relations avec les groupes humains. Il s'agit en fait de repérer les conditions de métamorphose précise qui conduisent de la forêt, fait agronomique, à la même forêt, fait également sociologique. Les sciences humaines deviendraient à leur tour totalitaires si elles prétendaient que le seul contact entre l'homme et l'élément naturel suffisait à faire rentrer dans leur champ d'analyse les objets usuels des sciences exactes. L'incursion d'astronautes sur la lune n'est pas une raison suffisante pour trouver des insuffisances à l'astrophysique parce qu'elle ne prendrait pas en compte les états d'âme de Neil Armstrong ¹...

Pour donner une consistance sociale à un fait quelconque, il est nécessaire que se tissent des relations durables entre les hommes et l'objet éventuellement à leur portée. Jusqu'à présent, cette relation, s'agissant des choses naturelles, est toujours passée par les chemins complexes et controversés de la domestication et de l'appropriation. Sous quelles conditions en est-il ainsi pour la forêt ?

¹ L'un des trois premiers astronautes à avoir mis le pied pour la première fois sur la lune en 1969.

L'autonomie de principe de la forêt

[Retour au sommaire](#)

Le règne végétal est autonome et se passe parfaitement de l'homme. Dès que l'arbre a pu coloniser un espace physiquement favorable, il a fallu des changements climatiques profonds ou des incendies répétés pour venir à bout de sa capacité de régénérescence naturelle. La forêt tellement choyée des écologistes d'au-[p. 208] jourd'hui a été perçue pendant des millénaires comme un univers inhospitalier pour l'homme, obstacle aux communications, aux cultures vivrières, espace de réserve placé en contrepoint du « tissu », organisé et social, qu'il soit urbain ou agricole. C'est bien comme un univers de réserve qu'est perçue aujourd'hui la forêt primaire africaine ou les forêts usagères de Biscarrosse et de La Teste décrites plus haut. Dans cet état, la forêt établit avec les groupements humains des relations de type périphérique : ceux-ci y puisent de quoi satisfaire leurs besoins sans que se pose à aucun moment la question d'une intervention de l'homme sur elle. La forêt primaire peut donc avoir un rôle collectif, contribuer à des besoins occasionnels (cueillette), elle n'est pas encore un fait social : tant que des règles statutaires ne lui ont pas donné une identité collective. Elle demeure un « monde », hostile ou familier, livré peu ou prou aux fantaisies individuelles ou collectives.

L'histoire des sociétés occidentales prouverait d'ailleurs que tout a conduit pendant de longs siècles à empêcher les forêts de revêtir cette qualité déjà institutionnelle. On est étonné d'apprendre qu'un pays comme l'Espagne était couvert de forêts à 80 % au V^e siècle de notre ère. Il en fut de même pour les futures nations européennes dont les mythologies originelles – obscures mais authentiques – puisent largement dans le répertoire forestier. Seule la pression économique du défrichement a pu réduire son territoire originel, grignoté par les besoins en terres arables, en parcours d'élevage ou par la multiplication des usages du bois. Le déclin contemporain des forêts du tiers-monde relève des mêmes oppositions, accélérées par le maintien des usages de cueillette du monde rural et par la demande accrue des populations citadines consommatrices de bois-énergie. Lorsque la forêt est une donnée « immémoriale », forêt primaire ou « forêt univers », elle subit de plein fouet les changements d'équilibre qui affectent le milieu humain environnant, qu'ils soient d'ordre démographique ou technique. Elle demeure, jusqu'à sa disparition inéluctable, une réserve de conquête, un au-delà le plus souvent ignoré et impénétrable qui marque la frontière avec l'espace humanisé.

Tant qu'elle constitue un objet de destruction pour les hommes parvenus à sa lisière, la forêt primaire n'a de dimension sociale qu'à l'égard des groupements humains qu'elle héberge éventuellement. Mais les Pygmées, les Indiens, ou leurs homologues occi-[p. 209] dentaux du Moyen-Âge, ont toujours fait figure de

minorités marginales au sein de cultures qui n'intégraient plus, au fil des siècles, le fait forestier. C'est seulement lorsque la société environnante, dans de rares hypothèses, trouve plus d'utilité à sa conservation qu'à son déclin, que la forêt se maintient ou se reconstruit : elle change alors radicalement de nature, non tant par ses apparences, mais parce qu'elle devient un enjeu, un motif d'arbitrage entre des forces concurrentes, un lieu d'exercice de pouvoir et d'appropriation, et, partant, elle se structure en réalité sociale à part entière. Ainsi, qu'elle soit intégrée comme lieu de chasse par un souverain, comme complément vivrier par une communauté d'habitants, ou comme réserve d'approvisionnement par une société papetière, une forêt commence à prendre un statut juridique permettant d'assurer la pérennité de l'utilité particulière que les acteurs en attendent. Le fait forestier a commencé ainsi à se manifester en Europe, par un mystérieux équilibre, quand la forêt originelle n'était plus que résiduelle. L'état de conservation, la situation, le choix des essences qui composent la plupart des forêts d'Occident résultent davantage de variables politiques, sociales, économiques que des seules lois de la science naturelle. La conservation ou la création des forêts marquent la fin de l'autonomie du règne végétal en même temps qu'elles renouvellent ses chances de perpétuation. Elles placent également l'objet forestier dans le champ des sciences sociales. Et la forêt des Landes n'échappe pas à cette emprise.

La forêt conservée ou créée, enjeu social et politique

L'intégration du fait forestier dans la culture dominante a abouti à une recherche de conservation des forêts existantes et de leur extension ultérieure. Cette prise en compte humaine n'est ni le fait du hasard historique, ni celui d'une évolution « naturelle », d'une symbiose qui se produirait entre le règne végétal et la sphère politique et sociale. L'intervention de l'homme sur la forêt, qui en fait ainsi une construction « domestiquée », est étroitement liée aux utilités révélées par les grands arbres. Elles ont provoqué des modes d'exploitation, de conservation, de renouvellement, et, progressivement, une gestion sociale du tissu forestier. Contrairement aux espaces agricoles, théâtres de [p. 210] conflits de type monopoliste (un homme, un champ, mais lequel ?), l'espace forestier s'est vite caractérisé par la polyvalence de ses utilités, combinées dans un cadre local en dépassant les limites susceptibles d'affectation collective ou, au contraire, enjeux d'appropriation individuelle, occasion dans tous les cas de conflits d'intérêts, de rapports de force, arbitrés en fin de compte par une prise en charge politique.

Ce glissement du social au politique, de l'individuel au collectif, du local au national, du civil à l'étatique, caractérise selon des degrés variables la conception forestière occidentale. Nous pensons que la structuration politique de l'objet forestier n'est que l'aboutissement du déplacement de simples utilités domestiques, selon un jeu de transfigurations et de confiscations provisoires dont on peut tenter de décrire la dialectique.

Au commencement était l'usage... Quand elle n'est plus une réserve de défrichement, un univers hostile, ou une frontière, la forêt se maintient parce qu'elle devient un véritable « système d'utilités concrètes »¹. C'est le visage qu'offrent les anciennes forêts usagères qui n'existaient pas simplement sur le littoral gascon², qui se caractérisaient par la coexistence d'usages multiples, susceptibles d'appropriation individuelle, mais soumis à un régime d'affectation collective à l'équilibre précaire.

Le modèle usager est déjà une tentative de rationalisation des relations durables entre le groupe social limitrophe et la forêt. Les droits d'usage sont décrits avec précision, autant que leur périmètre d'exercice, mais le statut en lui-même n'est que le reflet d'un équilibre très localisé entre les ressources renouvelables et la densité de la population. S'appuyant sur une tradition immémoriale, il fait l'objet de remises en questions permanentes et circonstanciées provenant de pressions individuelles ou plus larges³. L'intervention politique commence quand la communauté est amenée à réglementer –pour elle-même– les abus de droit individuels, mais elle se poursuit quand elle exerce un recours devant le souverain contre les prétentions exclusivistes du seigneur.

Comme nous l'avons montré, dans le cas des forêts côtières landaises, le pouvoir d'État s'est seulement contenté d'arbitrer au profit des privilèges des habitants, prenant sa revanche plus tard, lors de la fixation des dunes.

[p. 211]

Mais dans d'autres lieux et de longue date, les statuts usagers avaient été limités ou simplement cantonnés dans des forêts spécialement affectées⁴, par initiative de la puissance royale. Cette intervention régaliennne précoce, à l'origine dans tous les pays d'Europe d'importants domaines forestiers publics, trouve son explication première dans de simples appétits patrimoniaux, pour se transfigurer, quand la « chose publique » a pris de la consistance sur le plan de la légitimation politique. Les combinaisons entre les différentes utilités forestières vont petit à petit permettre la différenciation des statuts juridiques. Prenons, par exemple, le

¹ À ne pas confondre avec la notion de « système d'action concret » explicitée par Michel Crozier et Erhard Friedberg dans *L'Acteur et le Système* et qui s'applique à des organisations sociales (entreprises, institutions administratives). L'« utilité concrète » qualifie un mode de relation avec un objet naturel à des fins essentiellement matérielles, domestiques ou socialisées, en nature ou monétaires, mais se traduisant dans tous les cas par une contribution organisée (système) de la nature à des besoins humains précis et matériels. Nous verrons que « l'utilité concrète forestière » se double d'une « utilité symbolique » qui est en train de la contredire.

² « Le recours au pouvoir central », *cf. supra*.

³ Sans compter les contradictions posées par la coexistence des droits quand ils sont exercés au même moment ou quand la forêt ne parvient plus à se régénérer naturellement.

⁴ Ancêtres des forêts communales.

droit de chasse. Dès le haut Moyen-Âge cette faculté – utile entre toutes ¹ – fut monopolisée par le pouvoir royal ou seigneurial sans que les autres utilités forestières aient été délibérément confisquées. Il en va de même, dans un autre contexte, du monopole seigneurial de l'exploitation gemmière qui ne contredit pas le statut usager dans son ensemble. La polyvalence de la forêt a rendu possibles ces exceptions au principe d'appropriation exclusive inconnue pour les terres agricoles et comparable seulement au régime d'utilisation collective des terres de parcours pastoral. Pourtant ces utilités concrètes – traditionnelles et libertaires à la fois – vont être taillées en pièce en termes de force par une intervention politique.

La politisation de la réalité forestière

À partir du moment où il devient l'enjeu de suprématies individuelles, ou qu'il s'adresse à la puissance souveraine pour arbitrer ses conflits, l'usage social de la forêt prend inévitablement une dimension politique. Mais il demeure difficile, au moins en France, de caractériser avec précision ce processus. La politisation provient-elle du fait que le conflit d'appropriation a concerné en particulier le pouvoir royal qui a donné à certaines forêts une marque régaliennne à partir de simples appétits patrimoniaux ? Ou s'agit-il d'une prise en compte « d'intérêt public », de la mise en œuvre d'une puissance supérieure garante de la pérennité de l'objet forestier désormais consacré par son utilité sociale ? Cette ambivalence des origines de la réglementation forestière subsiste. L'histoire nous apprend seulement que les forêts incluses dans le [p. 212] domaine privé du roi furent soumises de bonne heure à une appropriation exclusive et générale et que celles placées simplement sous tutelle féodale n'étaient concernées que par une réglementation générale de protection. La politique forestière française hésite encore entre ces deux configurations qui en font soit une intendance des forêts de l'État, agissant alors comme une personne privée, soit un moyen de donner au corps social des normes d'utilisation de la forêt propres à en assurer la conservation. À y regarder de près, seule la deuxième configuration est réellement politique ; la première n'étant qu'une transposition, précoce il est vrai, du droit de propriété privée entre les mains du souverain.

Ce furent les mêmes hommes constitués de bonne heure en administration forestière et les mêmes méthodes expérimentées dans le domaine « privé » qui ont servi de support aux règles élaborées pour l'ensemble des forêts. Or ni le sens de l'action administrative, ni les objectifs, ni les justifications ne peuvent coïncider. Une politique forestière ne peut être la transposition d'une gestion privée régaliennne, sauf dans l'hypothèse collectiviste où toutes les forêts sont entre les mains de l'État. Tirant son origine de la suprématie de l'utilisation privée du roi contre celle collective des riverains, la politisation française des forêts n'a pu

¹ La chasse pour la cour de France n'était pas seulement un loisir mais une question de subsistance ; d'où la corrélation systématique entre les lieux de séjour et d'importantes forêts royales avoisinantes.

s'effectuer que par une appropriation parallèle et symbolique de la part de l'administration. Celle-ci, pour étendre le champ de ses compétences, n'a eu d'autre choix que de construire une « utilité forestière globale et abstraite » supérieure aux utilités originelles, concrètes et particulières. Le concept de conservation n'est rien d'autre que le mot de passe, mais aussi la limite nécessaire aux réglementations territorialement élargies en provenance d'une milice forestière dotée petit à petit de prérogatives de puissance publique. Il reste que mentalement, la construction politique de l'objet forestier est passée par un déplacement du sens utilitaire, du particulier au général, du concret à l'abstrait, du local au national et enfin du national au mondial, au fur et à mesure de son déplacement dans la sphère politique administrative. Il y a gagné un renforcement de sa légitimation, dépendant de « l'intérêt général » qui n'est pas loin de « l'utilité générale » et a récupéré à son tour les utilités affectées à un objet précis (tel que la forêt) pour servir de motivation aux interventions administratives. C'est ainsi que la disparition de nombreux droits d'usages forestiers résulta davantage de conflits locaux, nécessairement arbitrés par motif d'ordre public, que de véritables et irrésistibles dangers qui auraient menacé la forêt elle-même. Ce glissement progressif de l'utilité forestière, son maillage avec d'autres raisons d'État, d'autant plus aisées à manipuler qu'elles deviennent plus abstraites et variées, retrouve de nombreuses illustrations dans la conception moderne de la forêt. Bien plus, c'est lui qui la constitue en système politique à part entière. La forêt landaise, comme d'autres massifs créés pendant ce même XIX^e siècle, ne représente pas simplement une domestication de type agronomique. Elle est une construction habile et complexe qui procède de rapports de force, de stratégies, de compromis et d'ambitions dont ne peut pas rendre compte la seule analyse des lois du règne végétal. Elle est artificielle, c'est-à-dire, le fruit d'une association, parfois perverse, entre les dons de la nature et les passions des hommes...

La construction administrative de la forêt contemporaine

[Retour au sommaire](#)

Comme on l'a vu, le déplacement des utilités forestières ou leur transposition se trouve à l'origine de l'appareil administratif et réglementaire dans un pays comme la France. Le même processus qui a abouti à la conservation (ce qui suppose un existant) est-il à l'origine des créations forestières *ex nihilo* ?

La reconstitution du patrimoine forestier d'initiative publique a démarré de manière circonstancielle en France sous l'impulsion de Colbert, mais il a connu une expansion spectaculaire en Allemagne, en France et en Espagne lors de la création des écoles forestières nationales dans la première moitié du XIX^e siècle. Les reconquêtes modernes de la forêt ont deux origines principales : elles sont soit spontanées (par recul des terres agricoles), soit volontaires, et dans ce cas, elles

proviennent toutes de l'influence des corps d'ingénieurs forestiers dont se sont dotés les États modernes. Ces acteurs ont été les promoteurs actifs du volontarisme forestier et de son idéologie. Le massif landais, dont on a pu décrire les origines complexes, n'est pas une créa-[p. 214] tion isolée. Au même moment, en Allemagne, en Espagne, des reboisements soutenus et importants ont été engagés. Cette reconquête de la forêt, qui se poursuit globalement aujourd'hui ne s'apparente pourtant en rien à un mouvement social « de la base » ou à une quelconque exigence d'une paysannerie désemparée. Bien au contraire, les populations liées aux territoires concernés par les reboisements s'y sont fréquemment opposées et continuent de manifester dans certains cas une hostilité larvée ¹. Ce mouvement public a été motivé par une utilité émanant d'un corps restreint, savant, engagé dans des carrières administratives et dans une certaine mesure internationalisé de longue date. Si l'on sait par ailleurs que toute idéologie profite à ceux qui s'en réclament, on ne sera pas surpris d'apprendre à propos de la forêt qu'elle est la fabrication d'une élite restreinte, délocalisée, la plupart du temps étrangère aux régions qu'elle prétendra « convertir » ².

Avec les meilleures intentions humanistes et nourries d'arguments scientifiques, ces promotions vont élaborer des politiques de reboisement et en être les gardiens sur le long terme. L'abondance des moyens engagés, la stabilité et la vigilance des ingénieurs auront permis dans la plupart des cas un développement des surfaces boisées. Mais il est possible qu'à force de médiatiser les relations naturelles entre l'homme et la forêt, la forêt artificielle ainsi conçue réintroduise des hostilités de la part de l'environnement humain ³. Cette étrange révolution nous ramènerait dans une sorte de premier âge de l'humanité, l'arbre devenant l'ennemi, non plus en tant qu'univers hostile à abattre, mais en tant que symbole politique...

Lorsqu'une utilité se déplace ainsi trop loin dans la subjectivité, elle risque d'affecter la nature des choses : la forêt n'est plus seulement artificielle parce que domestiquée, mais parce que dimensionnée étroitement à un mode de perception politique. On remarquera que plus l'utilité forestière devient subjective – corporatiste et technocratique – plus elle se nourrit de justifications objectives puisées – au moins formellement – dans le répertoire scientifique. On a ainsi appris par les médias que les dangers qui pèsent sur la forêt amazonienne risquaient de mettre en cause l'équilibre climatique de la planète parce que les nuages se for-[p. 215] maient grâce à elle... L'honnête commandant Cousteau a cru tout de même bon de démentir ⁴. Ce dernier exemple, qui est une caricature du réflexe écologique, est l'indice d'une politisation généralisée des éléments

¹ Les forêts d'Espagne, les plus menacées par les incendies, sont en butte aux malveillances et négligences des agriculteurs environnants (Galice et Asturies).

² Expression qui pourrait accréditer des prétentions apostoliques de la part des forestiers. Heureusement il ne s'agit que d'un jargon sylvicole, comme par exemple la « conversion des taillis en futaies ».

³ Cf. note sur le problème galicien *supra*.

⁴ Émission télévisée « Sept sur sept », avril 1989.

naturels : il est fort probable que le processus que nous avons décrit à propos de la forêt, passant par une abstraction de l'utilité concrète –jusqu'à la sublimation– ait déjà pu concerner la relation de l'homme et des océans, et que nous devions assister à sa généralisation. Le développement des partis écologistes n'indique-t-il pas que ce type d'idéologie a atteint la maturité ?

Le phénomène, en France, est atténué. Il n'en est pas de même dans un pays voisin, l'Espagne, où la filiation entre « l'utilité technocratique » forestière et l'écologie est patente (avec les problèmes qu'elle pose). Le cas du reboisement espagnol constitue un bon exemple, à la frontière des Landes, d'un modèle de « forêt politique ».

L'objet forestier d'utilité technocratique : le cas espagnol

Comme dans la plupart des pays d'Europe occidentale, la forêt a constitué en Espagne jusqu'au début du Moyen-Âge un élément essentiel du paysage. La moitié de la péninsule était alors naturellement recouverte de forêts ¹.

Huit siècles de reconquête n'hésitant pas à utiliser la tactique de la terre brûlée de même que le développement d'un puissant corporatisme pastoral firent de la forêt un obstacle encombrant condamné à reculer progressivement. Dès le XIII^e siècle les éleveurs, groupés en association nationale (la Mesta), obtinrent des rois de Castille des privilèges constants d'usage des terres non destinées aux cultures. Le développement des élevages extensifs de chèvres et de moutons, empêchant toute régénération, laissa pourtant intacts les grands arbres. Ceux-ci furent victimes à partir du XVI^e siècle de saignées destructrices liées à la croissance de la flotte étatique et commerciale, rendues indispensables par la colonisation du Nouveau Monde et l'effort de militarisation (cf. l'Invincible Armada). Cette forêt résiduelle ² allait encore être réduite par les lois agraires de 1837 et 1855 organisant la vente aux enchères publiques des grands domaines appartenant à l'État, aux conseils municipaux et au clergé. Ainsi, 150 000 pro-[p. 216] priétés furent aliénées pour une surface de six millions d'hectares livrés au défrichement systématique. Comme l'indique Gonzala Fernandez Tomas :

« Du point de vue forestier, ces lois eurent des conséquences nettement négatives. D'une manière générale, l'aliénation des forêts furent suivies de leur défrichement pour y installer des cultures agricoles qui, dans beaucoup de cas ne furent rentables que pendant le peu d'années que dura la fertilité apportée aux sols pendant des siècles par la couverture arborescente et

¹ Bauer Kanderscheid, *Les Forêts de l'Espagne dans l'histoire*, Madrid, ministère de l'Agriculture 1980.

² Dont on peut voir encore de beaux spécimens comme la forêt d'Iraty à la frontière de la Navarre française et espagnole.

arbustive. Ensuite, ces cultures furent abandonnées au profit d'un élevage extensif peu productif, qui précipita encore plus la dégradation des sols¹. »

La réaction à ces mesures, qui provoquèrent inévitablement la disparition définitive de la forêt en Espagne, provint des premières générations d'ingénieurs des forêts dont l'école et le corps furent créés en 1848. Organisés en junte forestière, c'est-à-dire en groupe de pression institutionnel, ils réussirent à freiner le mouvement d'aliénation des forêts et furent à la source d'un édifice législatif de premier plan. Celui-ci fut constitué de deux sources : le *Catalogue des Forêts* d'utilité publique dans lequel furent inscrites d'office les forêts subsistantes appartenant à l'État, aux collectivités publiques et aux établissements de bienfaisance ou d'enseignement. Cette inscription entraîna l'inaliénabilité et la soumission des forêts concernées à l'administration forestière publique qui put y développer une expérience et un savoir-faire technique ; les lois forestières (celle de 1863 mais surtout de 1957) et leurs règlements, formèrent un véritable code forestier complété par la loi du 6 décembre 1968 sur les incendies de forêt et par celle du 4 janvier 1977 d'encouragement à la production forestière. Cette élaboration législative s'est accompagnée d'un effort remarquable de reboisement de la part de l'État, amorcé dans les années trente, et qui aujourd'hui, atteint 2,5 millions d'hectares.

En provenance du groupe restreint mais qualifié des ingénieurs d'État, la politique forestière espagnole a réussi en un siècle à redonner de l'importance au patrimoine boisé. Face à des intérêts volontiers hostiles ou indifférents, propres à une société largement pastorale, le mouvement forestier espagnol n'a pu se départir pour le moment des motivations précises de son groupe fondateur. La junte forestière définit ces orientations en ces termes :

[p. 217]

« Il ne s'agit rien moins que de conserver l'existence physique des Espagnols, de garantir la salubrité de l'air, et de ne pas exposer les peuples aux horreurs des sécheresses et à l'angoisse de la famine.

L'Espagne étant dotée de roches friables et d'un climat aride et ardent, il est indispensable que le Gouvernement favorise puissamment le développement de la végétation permanente². »

Cette déclaration de principe continue de marquer profondément l'image de la forêt en Espagne qui est perçue avant tout dans sa dimension écologique. Celle-ci

¹ Gonzala Fernandez Tomas, « Description générale des forêts espagnoles », in *Chronique internationale*.

² Déclaration de la Junte Forestière, d'après J. Gonzalo Fernandez Tomas, *op. cit.*

a permis de justifier la forêt sur une base scientifique (la dégradation des sols) au nom de principes de survie lointaine ou d'agrément immédiat (salubrité de l'air) beaucoup plus accessibles à un public citadin et formé intellectuellement qu'à une population rurale pour laquelle l'horreur des sécheresses et l'angoisse des famines prennent une autre signification, sans rapport évident avec la forêt.

La vision étroitement administrative du fait forestier, qui concentre l'initiative et la gestion des forêts entre les mains de la sphère spécialisée des administrateurs d'État, est l'expression d'un corps spécialisé en voie de création. Ce monopole de compétence, érigé en doctrine, a certes favorisé une élaboration institutionnelle qui ne manque pas de qualités techniques. La « *Ley de Montes* » est considérée à juste titre comme un modèle de précision à l'usage de l'intervention de l'État et elle s'est révélée comme un moyen essentiel de réhabilitation de la forêt espagnole. Mais cette construction typiquement administrative livre la forêt aux aléas de la vie institutionnelle, sans qu'elle soit en prise directe avec les populations qui n'ont pas l'occasion – sauf exception – de tisser avec les arbres des liens d'utilité concrète.

Les avatars d'une « forêt institutionnelle »

Lorsque l'initiative et la gestion en matière forestière ne débordent pas du cadre administratif, ce sont les règles de l'État qui président essentiellement au destin des surfaces boisées. L'objet forestier espagnol est en conséquence étroitement dépendant des évolutions qui peuvent l'affecter.

[p. 218]

Le champ d'application effectif de la politique forestière s'est trouvé limité dès l'origine aux seules forêts de l'État et des collectivités publiques, soit seulement 35 % du territoire boisé espagnol (4 millions d'hectares sur un total de 11 millions 792 000 hectares) ¹.

Étroitement institutionnelle, la forêt espagnole a souffert d'une hypothèque d'ordre politique qui est aujourd'hui cruciale puisque la Constitution espagnole du 27 décembre 1978 a fait des forêts et de leur utilisation une matière entrant dans la compétence des communautés autonomes, l'État conservant seulement la législation de base. Depuis 1984, les statuts d'autonomie ont tous pris en compte ce transfert de compétence, dépossédant l'administration forestière de l'État au fur et à mesure que les communautés autonomes se dotaient de services forestiers. Il se pose donc aujourd'hui en matière forestière un problème institutionnel qui tient dans le paradoxe suivant. Le seul édifice législatif et statutaire est d'origine centrale ; il est complet, détaillé, opérationnel, mais son application est remise en cause par la nouvelle répartition des compétences.

¹ Institut national de Statistiques, Annuaire statistique d'Espagne, Madrid, 1985.

L'exercice des compétences forestières de la part des communautés autonomes a débuté par la mise en place de services forestiers, communs dans la plupart des cas avec ceux de l'Environnement (importance de la vision écologique), sans qu'une doctrine véritablement forestière ait eu le temps d'être élaborée. Actuellement, la forêt espagnole est donc en situation de déshérence institutionnelle, sauf en ce qui concerne la part marginale des forêts étatiques. La procédure de reconstruction en cours passe par l'établissement de règles de base, puis par des législations à l'échelon des communautés autonomes. Ce mode est particulièrement lent et il n'est pas sûr qu'il aboutisse à une politique homogène en la matière. La dynamique administrative que connaît l'Espagne dans une période de décentralisation active permettra à la forêt d'être prise en compte à l'échelon régional. À l'inverse, en France, même gérée d'une nouvelle manière, la forêt n'en restera pas moins un « objet administratif » qui manque singulièrement de bases sociales.

Une forêt coupée de liens sociaux

Tisser des liens durables avec l'environnement humain immédiat n'est pas dans la préoccupation des gestionnaires d'une « forêt administrative ». Bien au contraire, l'inspiration scientifique des fonctionnaires forestiers, très vite baptisée en « raisons d'intérêt général », a généralement entraîné de vifs conflits entre les populations locales et l'appareil administratif. « Guerre des demoiselles » dans la France ariégeoise, saturation des tribunaux correctionnels français par les délits forestiers tout au long du XIX^e siècle... L'État forestier en France a longtemps pris une figure répressive¹. Bien qu'ils fussent moins bien armés que leurs collègues français, c'est également la « forêt pour la forêt » qui a fait l'objet des efforts des ingénieurs d'État espagnols. Les points de jonction avec le tissu humain d'implantation sont apparus comme une question secondaire et l'on peut d'ailleurs se demander si, compte tenu des conditions naturelles et culturelles, la forêt autre que cantabrique peut constituer en Espagne un système d'utilités concrètes...

Dans la généralité des cas, les essences capables de s'implanter sur des sols rocaillieux, soumises à un climat sec et chaud (zone méditerranéenne), ou sec et frais (zones continentales) ont des rythmes de croissance particulièrement lents et ne se prêtent pas à une gestion économique. La majorité des peuplements est ainsi frappée d'une rentabilité négative. Sauf dans les zones à climat humide, la forêt est dénuée d'intérêt économique et son rôle complémentaire pour les activités pastorales ou agricoles est encore à inventer. Ceci explique l'absence de représentation efficace de la propriété forestière, sauf dans les régions où une sylviculture rentable a pu s'organiser (Pays Basque en particulier). En second lieu, le statut juridique de nombreuses forêts d'origine administrative exclut la participation des habitants ou des collectivités (Galice). La forêt, gagnée sur

¹ Cf. Maurice Agulhon et Andrée Corvol, *op. cit.*

d'anciennes terres de parcours, est l'œuvre du pouvoir castillan ou le bien de grands propriétaires qui ont perdu leurs racines locales. Elle est « étrangère », et il est bien connu que des milieux sociaux touchés par le déclin économique des activités rurales traditionnelles sont facilement gagnés par l'ostracisme (Galice et Asturies).

[p. 220]

Lorsque, exceptionnellement, une utilité économique forestière peut se révéler, d'autres obstacles ne manquent pas d'apparaître, en relation avec la perception écologique de la forêt, qui devient la version élargie et idéologique de sa conception strictement administrative. Il en est ainsi de l'expérience vécue par les grands propriétaires d'Andalousie qui ont reboisé leurs terres d'eucalyptus dans la mesure où des papeteries voisines leur garantissaient des contrats d'achat, à un prix faible, mais plus rémunérateur que le maintien de friches généralisées. Les partis écologistes critiquent sévèrement ce type de reboisement, ne le trouvant pas assez diversifié. Ils créent ainsi un modèle de « forêt idéale », à l'usage des scientifiques et de l'opinion citadine, et détachée des autres contingences. « L'objet forestier », selon cette version qui est un aboutissement de sa transformation politique, devient désincarné et finit par devenir une source de conflits entre pouvoirs administratifs et pouvoirs médiatiques, faiseurs d'opinion. Les mouvements écologistes espagnols et les services forestiers se disputent à travers le choix des essences (feuillus ou résineux), les méthodes de gestion, les efforts à mettre en œuvre, une même prétention à façonner un univers subjectif à l'usage d'une corporation ou à celui des foules. L'utilité technocratique s'oppose ainsi à l'utilité démagogique. La forêt est devenue cette fois doublement artificielle, en tant qu'objet agronomique, mais surtout parce qu'elle est le fruit des alliances frelatées entre les œuvres de l'esprit et l'aiguillon des ambitions surnoises.

Ces tendances contemporaines ne signifient pas que la forêt ainsi politisée soit conduite à sa perte. Le risque qu'elle court est seulement d'être déshumanisée, le temps qu'on s'aperçoive, comme on l'a fait pour l'espace rural, que la présence humaine intégrée dans un milieu naturel offre l'unique garantie de son attrait, et par là, de sa conservation. On se condamne autrement à instituer des déserts coûteux que la fréquentation épisodique des promeneurs du dimanche ne saurait systématiquement justifier. Il faudrait, pour éviter ces étapes fâcheuses, de véritables politiques forestières, c'est-à-dire un arsenal de visions et de dispositifs suffisamment objectifs pour réhabiliter une « religion » de la forêt, un art de rétablissement des liens directs avec la création quand ceux-ci n'ont pu s'établir ou ont été détruits. La forêt [p. 221] landaise est peut-être concernée par ce type de menaces mais elle les connaît par dégénérescence des liaisons concrètes qui ont pu s'établir avec le tissu social. Est-ce à dire qu'elle a pu se constituer en système à part entière, plus large qu'administratif et qu'il existe encore des acteurs capables de le revendiquer et d'en assurer le développement ?

***Un objet forestier composite :
le massif de Gascogne***

Si la plantation généralisée des landes gasconnes est le résultat d'une loi (celle de 1857), elle n'en demeure pas moins étayée par un processus préparatoire qui a permis son appropriation sociologique. Nous avons vu qu'à l'origine, les scénarios de type colonial y ont échoué, que l'apport institutionnel de la Révolution y restait sans effet, que la normalisation historique ne pouvait s'engager qu'à partir du moment où elle s'appuyait sur des relations solides. La loi de 1857 est « compréhensive », en ce qu'elle favorise la transformation du pays par les acteurs locaux, mais elle l'est par nécessité. La méthode utilisée favorise la création d'une forêt actuelle « insérée » (ne serait-ce que parce qu'elle est appropriée), ce qui est un gage de sa réussite et de sa durée, mais l'objectif avoué demeure régalien. C'est au nom d'une vision d'aménagement du territoire, d'une conception du progrès et d'un avenir plus prometteur que l'assainissement des landes et l'affectation des terres conquises dans un cycle de production économique sont non seulement organisés mais rendus obligatoires. La plantation est d'ailleurs une solution préconisée par défaut : ce qui compte c'est que les landes de Gascogne rattrapent le niveau de la France rurale du XIX^e siècle, toute préoccupée de diffusion de la propriété et structurée partout ailleurs autour de ses villages, de ses clochers, et de ses maisons de maître.

Cette vision civilisatrice était, on s'en doute, à mille lieux des préoccupations ordinaires de l'habitant de Pissos ou de Luxey, qui sera transformé, en l'espace de vingt ans, en métayer-gemmeur, parfois en grand propriétaire forestier, après avoir abandonné – non sans nostalgie – sa condition de gardien de troupeaux ou de métayer agricole, quand les terres le permettaient.

[p. 222]

La forêt gasconne issue de la transformation des landes sera donc une forêt reliée à son environnement humain, mais elle sera en même temps un instrument destiné à combler des vides, selon une préméditation politique qui lui échappe totalement et qui est porteuse de contradictions que nous nous efforcerons d'identifier. Le destin forestier en grande partie inattendu de cette région, puisqu'il a été à la fois imposé et assumé, est un destin instable et incertain. Les gens de la ville ou de la campagne voisine n'avaient pas envisagé un système forestier mais une simple extension de leur aire d'influence. Le milieu forestier qui va émerger à la fin du XIX^e siècle est lui-même composite et concerné essentiellement par une utilité concrète unique, spécifique, qui caractérisera longtemps le massif et qui se réduit à l'exploitation de la gemme. Cette ressource vulnérable, après avoir, par son succès, favorisé la généralisation du peuplement forestier, provoquera à l'heure de son déclin la remise en cause de la forêt elle-même. La forêt d'après, celle d'aujourd'hui, privée de revenus annuels et d'impact social, ne s'est pas encore départie dans son traitement psychologique et politique de la forêt d'avant, fille du capitalisme libéral et créatrice tout à la fois

d'un âge d'or révolu et d'un prolétariat provisoire. L'identité forestière landaise a ainsi souffert de s'être spécialisée autour d'une production qui n'est objectivement qu'une activité accessoire, alors qu'elle s'est révélée comme déterminante dans son avènement et sa perpétuation. Unidimensionnelle par son essence (le pin maritime), la forêt landaise l'est restée aussi trop longtemps par son affectation gemmière. Mais c'est la même spécialisation qu'on lui a assignée en voulant la transformer un moment en « forêt papetière », fournissant des arbres pour la pâte à papier. Son problème actuel n'est autre que la mise en évidence, parfois problématique, d'utilités économiques renouvelées pour ses détenteurs comme pour ses utilisateurs.

Composite dans ses origines, le système forestier landais s'est trouvé limité dans ses développements aussi bien politiques qu'économiques. S'agit-il d'un maléfice structurel (mais éventuellement provisoire) lié à sa position périphérique, ou un système forestier « accompli » et durable ne serait-il qu'une des nombreuses utopies dont sont si friandes nos pensées occidentales ?

[p. 223]

L'hypothèse de la périphérie du massif gascon peut largement expliquer les incompréhensions de longue durée, les méconnaissances réciproques et les occasions de conflit qui n'ont cessé d'animer le milieu forestier depuis ses origines. L'utilité « politique » de la forêt de Gascogne, telle qu'elle était définie chez ses protagonistes s'est heurtée aux utilités sociales et particulières qui se sont tissées au fur et à mesure que le massif prenait de la consistance. Son épanouissement en système forestier s'est trouvé à l'étroit dans une structure départementale mal adaptée pour l'accueillir. Son risque devenait alors d'être détourné vers d'autres fins, après avoir été employé primitivement pour des causes extra-forestières. De ce point de vue, ce qui est devenu le premier massif forestier d'Europe, n'est guère que la partie la moins peuplée du département des Landes, les espaces « hors appellation contrôlée » de celui de la Gironde, pour devenir les confins d'un Lot-et-Garonne tout occupé à ses vergers et maraîchers ¹. Le cadre institutionnel départemental n'a ainsi jamais été capable d'offrir à la réalité forestière une structure de représentation et d'initiative, tant son étroitesse géographique que le poids d'activités dominantes agricoles, viticoles ou citadines, ont empêché le pouvoir politique traditionnel de prendre la mesure exacte d'un vaste ensemble qui ne le concernait jamais de manière vraiment prioritaire. Pour qu'un système humain s'épanouisse – la forêt peut en être un –, il lui faut une organisation qui l'inscrit dans la durée, qui forge son identité et ses références, qui rationalise et optimise ses utilités concrètes. On reconnaît normalement au

¹ Lorsqu'en Lot-et-Garonne des terres prennent une affectation forestière (ce qui est le cas des peupleraies), les instances de recouvrement, en particulier la Mutualité sociale agricole, font tout pour empêcher ou retarder l'application d'un statut forestier à ces parcelles, exemple supplémentaire de la non-reconnaissance générale du fait forestier dans un milieu agricole. Il est vrai qu'il s'agit là d'un problème de budget, puisque la plantation exonère ou réduit considérablement le montant de la cotisation aux budgets sociaux agricoles...

système démocratique la capacité de cette représentation, mais il suffit d'un découpage administratif, d'une mentalité cloisonnée, et parfois d'*a priori* idéologiques pour que des réalités sociales nouvelles et porteuses ne parviennent pas à trouver dans les cadres institutionnels de la République ces mandataires naturels et légitimes. Cette carence confirmée depuis la Révolution explique largement l'émergence syndicale dans tous les secteurs de la société française et l'accélération récente de l'explosion corporatiste.

La voie syndicale qui caractérise la représentation du système forestier de Gascogne est à la fois légitime et anormale. Elle tire sa reconnaissance du pouvoir politique de la représentation et de [p. 224] la gestion partielle « d'intérêts catégoriels » mais une réalité qui couvre 1 000 000 d'hectares répartis sur trois départements, qui relie des acteurs économiques déterminants pour l'emploi local, et qui rassemble une population peu homogène, donne une compétence générale (et non plus catégorielle) à ses instances de représentation.

Le système forestier et ses porte-parole ne peuvent s'assumer que par une réaction permanente devant des cadres institutionnels qui le refusent, le redoutent, le subordonnent aussi à d'autres impératifs. Cette dynamique conflictuelle se trouve, nous semble-t-il, au cœur de l'action du Syndicat des Sylviculteurs du Sud-Ouest (SYSSO) qui a pu contribuer jusqu'à présent à la sauvegarde du massif en tant qu'ensemble cohérent. Mais elle n'écarte pas des hypothèques pour l'avenir qui obligent à poser en d'autres termes le problème de la régulation à long terme de la forêt, et en tout premier lieu de la capacité des systèmes humains à y contribuer.

Si la forêt est œuvre humaine – toute notre réflexion vise à l'illustrer – il serait logique d'admettre qu'elle est également mortelle. Or tous les efforts institutionnels, tous les processus de politisation (c'est-à-dire de vision centrale), toutes les réactions syndicales, convergent vers une même sacralisation de l'objet forestier que l'on envisage comme immuable, peut-être parce qu'il a plus de force qu'un autre pour inspirer ce sentiment et cette même dialectique de la préservation. L'on sait que ce genre d'orgueil accompagne toute logique institutionnelle, ne serait-ce que par coalition d'intérêts corporatistes, mais n'est-elle pas le signe d'une dégénérescence de la pensée, même inconsciente, qui finirait par imposer la loi du système contre celle des sociétés ?

La question mérite d'être posée à propos des Landes pour lesquelles l'histoire nous apprend que la forêt imaginée n'a guère eu qu'une fonction supplétive : le destin assigné aux landes est celui d'une normalisation pour lequel la forêt n'est qu'un pis-aller, qu'une étape transitoire, qui, pour Desbiey ¹, était indispensable, en même temps que l'assainissement, afin de créer l'humus qui manquait aux sables stériles. Cette forêt-engrais, cette forêt-étape, est aux antipodes d'une forêt sanctuaire et d'une forêt-système : elle est la preuve d'une vieille incompatibilité de principe entre [p. 225] l'occupation de l'arbre et celle de l'homme. La forêt,

¹ Mémoire à l'Académie des Inscriptions et Belles Lettres de Bordeaux, *op. cit.*

qui avance toute seule quand les hommes ne sont plus là, risque bien de devenir un alibi quand on prétend la leur imposer. C'est alors qu'elle se transforme en artifice social, qui créera peu de victimes parce qu'elles auront fui avant, mais qui paralysera la vie de ceux qui restent. Il y a bien un peu de cela dans la folklorisation d'un terroir comme la grande lande, qu'on fige sur son identité forestière, avec son musée du gemmage, après avoir tiré toutes les possibilités ethnologiques de son récent passé agropastoral, avec les étables du musée écologique et ethnologique de Marquèze... alors que ses utilités concrètes sont absentes et que le rapport à la terre change en raison de la mise en place d'une maïziculture parfois forcenée qui devient illusoire à son tour. Cette nouvelle lande agronomique demeure frappée par le maléfice de l'agriculture intensive qui remplace les pins. La forêt ne suffit pas à éviter le désert : elle empêche seulement le désert aride mais peut très bien rester seulement un désert boisé, sans doute... plus fréquentable. Ne serait-elle pas alors un moyen d'occuper l'espace, sorte de nouveau luxe – scandaleux pour les autres – à l'usage de populations occidentales devenues eugéniques ? Dans ces conditions, après bien des détours et des tentatives de modélisation, l'objet forestier, naturel ou recréé, n'apparaît-il pas en fin de compte comme un phénomène de luxe, que la sagesse commande de sacrifier par nécessité humaine, ou de disposer aux regards des générations quand on peut se le permettre ? Si la doctrine forestière prétendait à autre chose, elle risquerait fort de devenir tyrannique, d'organiser et de défendre un fait forestier « autonome » et finalement absurde puisqu'elle méconnaîtrait cette règle de bons sens proposée par Saint Ignace de Loyola et qui consiste à « *utiliser les choses pour la fin de l'Homme* » ¹.

Il est probable que bien des débats touchant à l'avenir de la forêt en Europe n'échappent pas à ce risque de confusion qui est ressenti de manière privilégiée dans les lieux où des systèmes forestiers s'efforcent de voir le jour. Quand les agronomes n'en peuvent mais, quand la réalité forestière se consume dans les incendies, on fait appel aux sciences sociales pour comprendre et tenter de réussir la greffe. En Galice, où la forêt des ingénieurs est en faillite ², on essaie de la constituer en système : il est surprenant que l'ana-[p. 226] lyse d'un sociologue révèle le même type de dualité qui, sous une autre forme, caractérise le massif gascon. Après une enquête de quatre années qui l'a conduit à préconiser des formes associatives pour intégrer la forêt au monde rural, le professeur de sociologie, José Perez Vilarino, concluait par ces lignes :

« L'importance croissante du bois et de ses dérivés, l'accent mis sur ses dimensions écologiques, et la densité symbolique particulière à la forêt, ont favorisé une réorganisation de l'attention collective à leur sujet. »

¹ Exercices spirituels, Phase n° 1.

² Pendant les quinze dernières années en Galice, 797 000 ha de forêts ont été détruits par les incendies, soit 27 % de la surface de la région.

L'organisation conciliant logiques utilitaires et symboliques n'apparaît pas comme aisée ¹.

Il est nécessaire, en particulier, de souligner l'obligation d'intégrer la conception de la forêt comme ressource matérielle renouvelable et capable de favoriser une qualité de vie meilleure, avec sa charge symbolique croissante, qui pour nous permettre de reconnaître notre fond écologique originel, réveille de profonds sentiments de défense quasi-instinctifs » ².

Alors la « dimension symbolique », de nature écologique en Espagne, ou géopolitique en Gascogne, poursuivrait, comme une contradiction malicieuse les « dimensions utilitaires » de la forêt qui elles-mêmes se subliment en systèmes, en idéologies, et en symboles... pour que tout recommence dans une permanente et vaine spirale hégélienne. Il faut, avant de tenter de conclure, démêler ce premier écheveau.

Les Landes nous offrent de ce point de vue un laboratoire exemplaire : ici, plus qu'ailleurs, les utilités concrètes sont repérables, la fabrication des symboles, évidente, l'apparition des contradictions, inéluctable. Le malaise qu'entrevoit le Professeur Vilarino pour la Galice a accompagné la création et les vicissitudes de la forêt de Gascogne, mais il n'est pas forcément un symptôme de maladie. Notre forêt demeure, et elle nous est enviée. Le malaise qui provient de la dissociation de l'utilitaire et du symbolique est fait d'incompréhensions, de conflits, de chances perdues, de menaces : parvenir à l'éviter, c'est éviter des gaspillages, des dysfonctions, des doubles emplois, pour s'offrir le luxe... de la forêt. Cette écologie-là mérite d'être tentée (quitte à la rebaptiser) et les Landes peuvent nous l'apprendre.

[p. 227]

La première illustration de la difficile coexistence entre l'utilitaire et le symbolique à propos de la forêt nous est fournie par les Landes à propos de la question du gemmage. Cette activité n'est certes plus une « utilité concrète » contemporaine, mais elle a été le moteur de la plantation généralisée du massif et de ses premières réussites économiques. En offrant au début du siècle près de 15 000 emplois aux populations locales, le gemmage a conféré à la forêt de Gascogne une fonction sociale qu'elle ne retrouvera plus à partir de 1945 à cause de la concurrence internationale. Les détenteurs de la forêt, confrontés à la réalité économique, chercheront dès l'entre-deux guerres à donner d'autres vocations au massif. Création – non sans difficulté – des Papeteries de Gascogne, installations de scieries, puis, plus récemment, d'industries de transformation. Mais

¹ Souligné par nous.

² José Perez Vilarino, professeur de sociologie, Faculté d'économie de Santiago, in « Économie Politique forestière et Stratégie d'Organisation », communiqué aux Journées forestières sur le thème « Stratégies municipales pour la protection et l'amélioration des ressources forestières », Paza de la Marifian, 4, 5 et 6 mai 1989.

rapidement, ils se heurteront au poids d'entreprises multinationales qui ont imposé leurs règles.

Le système forestier s'est donc maintenu à partir de variables économiques, plus ou moins bien maîtrisées par les acteurs privés dans le massif, qui fort curieusement se sont retrouvés isolés et généralement contestés par les instances de représentation politique. Non seulement celles-ci ont manifesté un décalage d'appréciation surprenant en ce qui concerne la politique économique adaptée aux réalités contemporaines de la forêt, mais elles ont nourri une « conscience collective » distincte de celle du milieu forestier, au point de susciter des conflits graves et durables, d'autant plus inextricables qu'ils ont pour origine des écarts de mentalité de plus en plus profonds.

Il est tout à fait révélateur que des thèmes tels que « l'image » de la forêt, des expressions telles que « parlons-nous le même langage ? » et plus généralement une permanente mise au point sémantique, fournissent le contenu du discours syndical de la forêt ¹, illustrant ainsi les dérives symboliques qui touchent la vision du système forestier gascon. Ces oppositions sur le sens des mots en sont la marque la plus évidente puisque le propre du processus symbolique consiste à fractionner un objet pour que deux personnes disposant chacun d'une partie, puissent se reconnaître en le reconstituant ²...

[p. 228]

L'utilisation politico-idéologique de la territorialisation économique de la forêt

[Retour au sommaire](#)

Aujourd'hui, la forêt occidentale est silencieuse ; elle est fréquentée, plus qu'elle n'est peuplée ; elle satisfait à des besoins matériels variés ; on redécouvre aujourd'hui ses fonctions sociales multiples. Mais elle est surtout une source d'inspiration puissante. Après s'être imposée, à partir de Colbert, comme « objet d'État », en entraînant la construction d'un édifice administratif et réglementaire surabondant, la forêt actuelle continue d'entretenir des représentations, des projets et des symboles correspondants. La forêt landaise, issue des rencontres incertaines entre l'État et les peuples des landes, a permis de prolonger cette tradition d'activisme à leur endroit, sans parvenir à dénouer les contradictions initiales.

Si l'assimilation du Landais à la forêt a pu offrir enfin un référent commode à des populations qui n'étaient guère définissables auparavant, elle n'en demeure

¹ In la revue du Syndicat des Sylviculteurs du Sud-Ouest, *Forêt de Gascogne*.

² Cf. origine du symbole in *Dictionnaire de la Langue philosophique*, par Paul Foulquier, Paris, PUF.

pas moins largement artificielle. D'abord, par nature : la population d'une forêt, ce sont ses arbres, non ses habitants. L'homme peuple des villages, des clairières (l'airial landais), mais il se tient inévitablement en lisière ; la forêt en occident, mais aussi dans les Landes, remplit des vides ; c'est elle qui peuple, et non l'inverse. L'homme se contente de points de contact, aussi variés qu'inattendus, puisqu'ils peuvent concerner aussi bien le bûcheron, le chasseur, le promeneur et l'amateur de champignons. La forêt n'échappe pas à son destin de cadre, de paysage et de lieu de fréquentation occasionnel.

Pourtant, dans les Landes, parce que la fonction économique et civilisatrice s'est imposée comme motif de généralisation de la forêt, il s'est construit, à son propos des systèmes de représentation économiques et sociaux. La véritable « artificialité » du massif de Gascogne n'est ainsi pas seulement d'ordre agronomique, elle est dans la tentative d'en faire un objet d'identification économique, social, politique et idéologique. Mais comme la forêt est muette, elle ne fait guère que renvoyer ses protagonistes, tel un miroir, à leurs propres préjugés et à leurs expériences. Nous avons choisi, à travers le thème du gemmage, l'exemple le plus significatif de cette utilisation de la forêt à des fins qui lui sont radicalement étrangères. Mais il est clair que d'autres projections sont aussi apparues, plus esthétisantes et illusoires, comme en creux par rapport à la territorialisation économique nouvelle de la forêt à partir de 1850 jusqu'au XX^e siècle.

La transformation d'une utilité provisoire en symboles durables : le gemmage

[Retour au sommaire](#)

La forêt landaise originelle (littoral et bordures de la Leyre) a traditionnellement fait l'objet d'une exploitation de la gemme et le succès rapide de la plantation issue de la loi de 1857 est étroitement lié à la connaissance ancienne de cette ressource.

On apprend que, dès le XVIII^e siècle, des localités qui disposaient d'un réseau de communications avec Bordeaux et la vallée de la Garonne misèrent sur « l'enrésinement des sols » :

« Cette remarquable diffusion des pignadas dans le très grand nombre de propriétés de Saint-Symphorien, pose le problème de l'utilisation de la forêt de conifères et des revenus qu'on en retirait. Les landes encore étendues sur près du tiers de la paroisse, étaient en voie d'enrésinement. Les "bails à fief nouveau" montrent qu'on achetait des landes pour les planter de pins. Ces pignadas produisaient de la résine. Cette résine était traitée dans des "fours à

résine". On peut penser, compte tenu de la proximité de l'axe garonnais, que les produits du traitement de la résine étaient expédiés vers Bordeaux...¹. »

Il est à remarquer que cette extension concerna des zones périphériques au triangle landais proprement dit. En dehors de Saint- Symphorien, les communes voisines de Villandraut, Préchac, Balizac furent les seules à atteindre des taux de boisement supérieurs à 50 %. « *C'est que la "vieille forêt" y colonise depuis déjà longtemps les versants de la forêt du Ciron et ceux des vieilles dunes continentales* ². » Ce bloc forestier d'utilité gemmière ne trouva à cette époque d'équivalent que sur la partie nord du littoral, comprise entre Arcachon et Mimizan, mais ces positions géographiques s'expliquent essentiellement par le maillage indispensable avec l'extérieur qu'imposait cette activité.

[p. 230]

Production non autarcique, parce que surabondante par rapport aux besoins locaux, la gemme avait eu besoin dans le passé de facilités physiques pour atteindre un marché extérieur. La voie terrestre explique l'extension du gisement à proximité de Bordeaux, la voie maritime (port de La Teste), sa permanence dans l'environnement du Bassin d'Arcachon. Le réseau de communication (routes agricoles prévues par la loi de 1857) permettra d'envisager une extension du massif au-delà de son implantation traditionnelle.

Le succès rapide des plantations postérieures à 1857 supposant des acquisitions foncières systématiques et une mobilisation financière privée importante, n'est donc pas le fait d'un enthousiasme soudain et romantique, mais de l'attraction pour un placement rentable. Les pointages préfectoraux donnent une mesure de la rapidité du dispositif ³. En 1862, soit cinq ans seulement après la loi, 74 000 ha sur les 110 000 aliénables par les communes firent l'objet d'une acquisition. 52 % étaient assainis, 3 % mis en valeur (transformés en semis). En 1869, l'assainissement et la mise en valeur concernaient la totalité des surfaces concédées, sans le moindre recours aux avances prévues à hauteur de six millions de francs par la loi de 1857. En 1882, l'opération était achevée et portait sur 122 748 ha aliénés et 60 965 ha restant aux communes, entièrement assainis et déjà en production gemmière.

L'impulsion institutionnelle ne rend d'ailleurs compte que d'une partie de l'ampleur du mouvement de la plantation : on peut lui imputer environ 180 000 hectares pour les Landes, 110 000 ha pour la Gironde, soit seulement le tiers des boisements atteints par le massif à son apogée (1 000 000 ha). Cela signifie qu'il y a eu une conversion généralisée de l'espace en forêt, touchant aussi bien les

¹ René Pijassou « Structures foncières, société rurale et occupation du sol à Saint Symphorien du XVIII^e siècle au milieu du XIX^e siècle », in « La Grande Lande, histoire naturelle et géographie historique », Actes du Colloque de Sabres, 27-29 novembre 1981, Paris, CNRS.

² Annie Pinaud, « L'occupation dans la Grande Lande au début du XIX^e siècle », *ibid.*

³ Rapports du préfet au Conseil général des Landes (années 1857-1885).

vacants que les terres agricoles qui servaient précédemment de base à des domaines exploités en métayage ou à de petites propriétés vivrières ¹.

Quel engouement autre qu'économique peut expliquer ces conversions radicales et soudaines ? Le cours de la gemme, très soutenu à partir de 1865 à cause de la guerre de Sécession américaine, donna raison à ceux qui avaient choisi cette orientation, en même temps qu'aux auteurs de la loi de 1857 : non seulement les avances financières prévues par l'État ne furent pas utilisées, mais les communes disposèrent en fin d'opération d'un excédent [p. 231] de 2 100 000 f. qu'elles utiliseront à des œuvres d'équipement (écoles, routes, églises), façonnant ainsi la physionomie des bourgades landaises dans la modernité naissante du XIX^e siècle. Quant aux ressources non utilisées, le Trésor saura les drainer à son profit. Dès 1859, le Préfet de Vougy déclarait ² :

« Pour empêcher que cette fortune ne fût placée sans discernement, j'ai prescrit qu'ils seraient placés en rentes d'État. Pour préserver les maires et les conseils municipaux d'un entraînement auquel ils ne savent pas résister, celui de marquer leur passage aux affaires par la construction d'édifices souvent hors de proportion avec les ressources dont les communes disposent, et de grever ainsi l'avenir au profit du présent ».

Ainsi, la transformation véritable des landes de Gascogne, tirée par des données économiques favorables, s'est traduite paradoxalement par un gain budgétaire pour l'État. Ces quelques années qui virent se transformer un paysage, se créer un équipement urbain, se multiplier les voies de communication n'eurent même pas pris le caractère douloureux pour les finances publiques d'un investissement à long terme. Ces résultats sont à rapprocher du bilan défavorable de la fixation des dunes. Dans le premier cas, l'État a agi par orchestration ; dans le second, par maîtrise d'œuvre. Il est vrai aussi que le facteur « temps » (qui n'est jamais totalement mesurable) a joué son rôle : la fixation des dunes avait été une intervention d'urgence qui traîna en longueur ; la plantation des landes, une synthèse finale déployée à un moment économique favorable. Après deux siècles de tâtonnements, de préalables juridiques et sociaux, de maturation institutionnelle et mentale... et parce que les revenus à en attendre n'étaient pas à long terme.

Dans les deux cas, l'arbre n'a été finalement qu'un instrument technique, de fixation des sables dunaires, ou d'assainissement des sols marécageux dans le cas de la plantation (du point de vue de l'administration). Mais c'est parce qu'il fut

¹ Dans la plupart des endroits les terres « exploitées » (cultures et pacages) représentent au moins 10 % de la surface communale. Ce pourcentage est doublé en périphérie de la Chalosse et du Lot-et-Garonne. Cf. Annie Pinaud, *op. cit.*

² Rapports du préfet au Conseil général des Landes, 1857-1885.

également un moyen d'améliorer les ressources foncières par le biais de la résine, que le massif a pu se constituer, à l'échelle que l'on sait.

Existe-t-il, dans tout cela, une vision forestière, préméditée et cohérente, un amour de l'arbre, écologique avant l'heure, qui aurait rallié dans un bel unanimité des acteurs aussi nombreux [p. 232] soucieux de créer une richesse forestière en Gascogne ? On doit bien constater qu'il n'en est rien, et que l'arbre lui-même fut négligé dès le départ en tant que valeur économique au seul profit de sa sève (la résine), le succès des concessions tenant aux seules certitudes de revenus tirés de la gemme. La plus grande forêt d'Europe s'est constituée sans la moindre politique forestière et surtout pas avec la préoccupation de la valorisation du bois en tant que tel. En 1889, les propriétaires forestiers lancèrent un cri d'alarme qui ne s'arrêtera plus. Leurs représentants au Conseil général s'inquiétèrent vigoureusement des facilités offertes aux bois étrangers et firent approuver ce vœu :

« L'arbre d'or, depuis qu'il fut nommé ainsi par un préfet, homme d'esprit, mais non économiste prévoyant, est devenu presque un arbre sec, sous les efforts si fructueux pour elle de la concurrence étrangère. Sans bourse délier, elle trouve chez nous toutes facilités pour l'écoulement de ses produits et l'écrasement des nôtres. Pourquoi, à côté d'eux, livrer désarmés les propriétaires de forêts, qui sont aussi des Français, à la concurrence étrangère ? Pourquoi deux poids, deux mesures ? Pourquoi protection légitime là et libre entrée ici des produits étrangers ? Y aurait-il encore en France des privilèges à rebours un siècle après 1789 ? Certaines tendances politiques, qui s'accroissent d'année en année sembleraient l'indiquer¹. »

L'humeur était sans aucun doute protectionniste mais le scénario du drame permanent de la forêt de Gascogne se trouvait déjà bien fixé :

« Nos forêts de pins n'avaient autrefois à lutter que contre leurs similaires de la Suède, de la Norvège, et de la Russie. Aujourd'hui, les bois bruts équarris, sciés, affluent de toute part dans les ports français à des prix ruineux pour nos productions indigènes, dont les impôts directs, indirects, les taxes départementales et communales, les octrois, surélèvent le prix de revient des produits. Les produits forestiers importés en 1886 n'ont payé pour 1 349 000 tonnes que 1 349 f., de quoi payer le salaire d'un douanier... »

Ce vœu ne fut pas approuvé à l'unanimité ; il émana expressément des conseillers généraux élus par les cantons de la lande forestière.

¹ Actes du Conseil général des Landes, 1887-90.

[p. 233]

Ils avaient pour nom : Sarrau, Darmuzey, Brouqueyre, Balhadère, Sénac, de Ces-Caupenne, tous reliés aux intérêts de la forêt plus qu'à ceux de l'agriculture. Au même moment, sous l'impulsion de Méline, le développement agricole passa par une politique de libre-échange dont l'intérêt n'échappa pas à la Chalosse et à ses représentants cantonaux. Ils approuvèrent malgré tout le vœu de leurs collègues forestiers, mais le premier signe de contradiction était déjà apparent. Il accompagnera désormais tous les débats d'orientation des instances départementales. Du point de vue de la décision politique locale, la forêt était sans doute, désormais, une réalité incontournable, mais l'action publique était surtout réservée au secteur agricole. En 1887, une crise passagère des cours du bois et de la résine ne fut pas traitée par une réflexion de politique économique forestière, mais... par des essais (d'ailleurs non fructueux) d'implantation de la vigne¹. C'est ici le réflexe qui comptait et qui sera répété inlassablement, expression formelle de l'ambiguïté de la vision publique concernant la forêt de Gascogne, que nous prenions plus haut comme hypothèse.

La forêt est seconde par rapport à l'agriculture, comme l'arbre est second par rapport au gemmage, mais il semble que le phénomène d'appréciation publique soit équivalent : dans les deux cas, la logique économique interne de la forêt (et ses exigences) ne parvient pas à prendre corps au sein de la structure départementale chargée fonctionnellement de la défendre. Faute de trouver auprès de ses interlocuteurs de premier ressort les comportements qui pourraient aller dans le sens de la rationalité économique, le système forestier (et avant lui, comme une préfiguration, le système du gemmage) s'efforce de faire arbitrer ces impératifs par des instances concurrentes ou supérieures. On a assisté ainsi, depuis l'origine de cette forêt « implantée », à une politisation continuelle des rapports entre les acteurs économiques et les institutions publiques, sans que les enjeux soient réellement définis, comme ils pouvaient l'être dans d'autres secteurs économiques (par exemple la défense de l'emploi dans les bassins sidérurgiques).

Aussi, les schémas classiques d'analyse des situations conflictuelles (en termes d'enjeux, de compromis, de surenchères etc.) sont d'une utilisation partielle pour faciliter la compréhension du [p. 234] système forestier à la recherche de son autonomie. Comment la compléter ?

La conclusion la plus fréquente des débats qui opposent le monde de la forêt et les intervenants publics départementaux est d'ordre sémantique : « *Nous ne parlons pas le même langage !* », formule qui revient en permanence, nous l'avons vu, qui n'est pas une boutade et qu'il faut peut-être bien prendre à la lettre.

¹ Cf. en particulier l'intervention publique après les grands incendies de 1949 au travers de la Compagnie d'Aménagement des Landes de Gascogne, dont le but avoué fut de préparer des sols à la culture du maïs et de favoriser la naissance d'exploitations agricoles.

La forêt de Gascogne engendre ainsi une crispation des acteurs tout à fait étonnante, qui dépasse largement les clés d'interprétation s'appliquant aux autres débats politico-économiques. L'incompréhension y est radicale, comme si chacun n'appréhendait qu'une partie du sens, non par ignorance, mais par incapacité mentale – cette situation est symbolique au sens le plus strictement étymologique. Cette forêt engendrée par une histoire récente et des intentions extérieures ne se révèle pas dans sa totalité, mais dans ses aspérités ; le symbole antique se définit aussi comme la fraction d'un objet qui ne prend sa réelle signification que lorsqu'elle est réunie aux autres. La génétique comme l'observation des logiques de développement, nous apprennent que le processus d'unification doit pourtant s'imposer et qu'il commande la vie. Comment l'intervention des hommes s'enfoncé-t-elle dans la fraction, dans l'illusion, dans le symbole, dans le mensonge ?

Ce glissement d'une utilité économique (le gemmage) vers un expressionnisme social et politique, à la fois décalé et tenace, est certainement une illustration de ce fractionnement symbolique.

Cette forêt dont le Conseil général des Landes subordonnait les intérêts, sitôt qu'elle était établie, à ceux de l'agriculture, ne disposait à son origine que d'une définition économique partielle : elle était gemmière en même temps qu'appropriée. Malgré la diffusion de la propriété que provoquait l'aliénation des landes communales, elle manquait singulièrement, par rapport aux zones agricoles voisines, de cette densité à la fois objective (en termes de populations concernées) et fonctionnelle (en ce que le système institutionnel dominant restait largement agricole) qui aurait permis l'émergence d'une identité forestière gérée en tant que telle. Elle rejoindra la préoccupation publique presque par accident, à l'occasion de conflits sociaux ponctuels.

[p. 235]

À partir de cet instant, le système économique forestier va évoluer sur une trajectoire qui rencontrera de moins en moins la politique départementale et régionale. Ce fractionnement symbolique mérite une analyse précise.

La transposition conflictuelle d'un mode d'exploitation agricole à une réalité industrielle

La transposition aux landes forestières des méthodes de gestion en usage sur les sols cultivés en Chalosse est l'indication claire que la plantation n'a pas pu s'établir autour d'un « modèle forestier », dont les seules formes régionales connues (littoral en particulier), étaient issues du droit féodal, et, en conséquence, difficilement reproductibles au milieu du XIX^e siècle. Ce « filtre » agricole imposé à la forêt a provoqué la reconduction immédiate du mode de faire-valoir généralement pratiqué alors dans le Sud-Ouest agricole : le « métayage » ou « colonat partiaire ». Ce type d'exploitation, déjà largement contesté par le milieu

agricole, s'est appliqué au gemmage en dépit du caractère largement industriel de cette activité. Victor Pidoux, directeur de la Compagnie des Landes au tournant du siècle le déplorait déjà :

« Les métayers sont un mal nécessaire dans les Landes. Le métayer n'y a été inventé que pour créer le résinier ¹. »

Hybride par son origine, le métayage, s'appliquant au gemmage, ne pouvait régler un mode de production qu'au prix d'adaptations successives, souvent douloureuses et en grande partie vaines, à l'exemple des grands dinosaures en quête de fourrages récessifs au début des glaciations.

Dès l'origine de sa généralisation, la récolte de la gomme s'est pourtant développée sur ce principe : le résinier touchait la moitié de sa part de résine, moins une retenue pour les charrois, les pots, les crampons et les clous ². Les surprises favorables ménagées par la Guerre de Sécession, qui entraîna les cours à la hausse, mais aussi la prise de conscience de leurs aléas, incitèrent les propriétaires à tempérer le principe fondamental du métayage, qui était le partage à moitié, par la fixation d'un prix plafond couvrant arbitrairement le « minimum vital » du gemmeur, et une dégressivité au-delà.

[p. 236]

On ajoutait à l'archaïsme du métayage (en butte, en pays agricole, au souci d'accéder à la propriété des terres), un principe de prolétarianisation issu directement du monde des usines et remis fortement en question par le développement du syndicalisme. Comme souvent, ce fut en période de prospérité que le sentiment d'injustice parvint à se manifester :

À partir de 1900, le prix de la barrique de résine passa brusquement de 60-70 f. à 100-1, 20 f., tandis que la part du gemmeur restait plafonnée à 30 f. Face à l'injustice des propriétaires, les gemmeurs se groupèrent en syndicats qui réunirent en 1906 quatre mille adhérents. Émeutes (réprimées par Clemenceau), violences et manifestations parvinrent à faire fléchir les propriétaires qui revinrent rapidement (1907) au partage à moitié. Si le conflit fut résolu, les structures de représentation syndicale développées à cette occasion n'en perdurèrent pas moins, en dépit de l'ambiance de prospérité et de la difficulté à conserver des adhérents ³. Paradoxalement, c'est pendant toute la période de paix sociale et économique, jusqu'en 1930, que l'activisme syndical allait être détourné de sa vocation

¹ Mission des travaux historiques de la Caisse des Dépôts et Consignations, *La Compagnie des Landes. Deux siècles d'aménagement d'une région*, Paris, Éditions de la Caisse des Dépôts, 1990.

² Jean Cailluyer, *Regards sur l'histoire sociale des Landes*, Éche éditeur, 1983.

³ Les syndicats de gemmeurs avaient mis au point un système d'amendes pour obliger les adhérents à assister aux réunions. Solution peu favorable au maintien des adhésions !

première (le conflit social réel) pour servir de réseau de représentation politique et de clientèle électorale. On est ici en présence d'un cheminement exemplaire qui part d'une situation réelle, qui se prolonge en figuration (un député des Landes, Léo Bouyssou fera toute une carrière sur l'image du « Père des Gemmeurs »), pour déboucher sur une structuration idéologique définitive, transmissible, parfaitement symbolique puisque s'appuyant sur une réalité antérieure, historique, périmée, mais dont il ne faut surtout pas corriger l'appréciation puisqu'elle alimente les positions acquises par un personnel politique désormais en place.

***La transposition politique :
symbolisme social et construction d'un appareil partisan***

La construction idéologique précède ici la mise en place d'un appareil partisan ; elle en est même la condition préalable : mais quels en sont les ingrédients ?

Ce n'est pas la situation sociale réelle qui explique la mutation du gemmeur en client préférentiel d'un réseau politique d'allégeance socialiste. Postérieurement au conflit initial, cette catégo-[p. 237] rie va connaître une élévation constante de son niveau de vie ; elle ne sentira même plus l'intérêt du mouvement syndical, qu'elle désertera progressivement. Mais au même moment, les structures de représentation sont âprement disputées entre un notable charismatique et la jeune Fédération du parti socialiste SFIO qui finira par récupérer l'héritage électoral en 1936. Cette conquête ne peut s'expliquer autrement que par l'entretien psychologique d'une affectivité sans doute trop lointaine pour créer des militants en grand nombre, mais suffisante quand il s'agit de choisir un bulletin de vote. Le choc affectif résultant du conflit social (sentiment d'injustice, violence sociale etc.) devint plus important, d'un point de vue politique, que l'issue réelle du conflit. La conscience politique se forgea sur une impression forte à laquelle on donna des débouchés collectifs : c'est le talent des acteurs politiques en présence qui faisait alors la différence. Dès 1907, Marcel Cachin, prenait, de ce point de vue, un avantage évident :

« Le département des Landes est l'un de ceux qui viendront le plus rapidement au socialisme si le parti y mène une propagande continue. Les salaires y sont des plus bas, la vie des prolétaires, misérable, et l'insolence du capital, sans bornes ¹. »

¹ Le Socialiste, 24 février 1907.

L'opération prendra plus de temps que n'aurait pu le faire croire ce jugement sans nuance : la prospérité ultérieure faisant effet de retardateur, il faudra attendre une crise pour que la clientèle en réserve se regroupe. Ceci se produira en 1936 avec une mobilisation contre le gouvernement, les propriétaires passant désormais au second plan. On leur ménagera un compartiment dans les wagons de la tactique partisane, comme caution d'un discours idéologique, qui sans eux manquerait de relief sensible. Désormais spectateurs d'une réalité déterminée par le jeu du marché international, ils seront cantonnés dans une posture symbolique qui n'aura d'autre utilité que de servir au fonctionnement de la vie politique départementale.

Ainsi se confirme l'une des clés de compréhension de la société politique française, qui se crée à la fois sur des références historiques et sur des mobiles affectifs.

L'histoire, qui ne devrait léguer que des faits, transmet surtout des instincts : cela peut faire vivre un appareil représentatif, mais demeure insuffisant pour affronter la réalité. De fractionnements [p. 238] en fractionnements, la forêt landaise, elle-même, a pris ses distances par rapport à son milieu humain, occupé à d'autres jeux. Ses utilités concrètes ont déperî en proportion des fonctions symboliques nouvelles, servant des causes qui lui sont parfaitement étrangères. Elle est maintenue comme miroir, comme prétexte, comme espace stratégique. Son écologie est ainsi à reconstruire.

Pendant que se développait une telle superstructure, que devenait en effet la réalité originelle ? Aux belles années de l'après-guerre, marquées par une hausse permanente des cours, ont succédé à partir de 1930 des années de récession permanente, favorisée par l'apparition de nouveaux producteurs au prix de main-d'œuvre dérisoire (Portugal, puis Grèce et Chine). Toutes les parties prenantes se sont coalisées pour maintenir au prix d'un subventionnement coûteux une activité condamnée d'avance dans la mesure où son prix de revient demeurerait sensiblement plus élevé que celui de ses concurrents. Lorsque l'effort de l'État fut devenu excessif (mais il fut patient), l'activité avait disparu d'elle-même, après quarante ans d'une agonie entretenue, sans solution de remplacement, mais également sans crise sociale grave. À l'instant fatal de la fin du soutien artificiel des prix, soit en 1983, il ne restait plus que 150 gemmeurs dans le massif, étrangers à 50 %. Comment expliquer cet acharnement autrement que par la transposition de l'utilité économique du gemmage en utilité sociale puis en utilité politique ?

La meilleure preuve en est fournie par cet étonnant programme départemental de « relance du gemmage », développé en 1981 par le personnel politique issu du parti socialiste, dont toute la formation s'était nourrie du thème de l'injustice sociale opposant le gemmeur prolétaire au propriétaire nanti. Le moteur de ce programme (avec le cortège d'expériences sans lendemain et de dépenses publiques versées à fonds perdus) ne pouvait plus être l'enjeu économique et social. Mais il restait le symbole, il restait la cause, indissociable des engagements idéologiques des acteurs eux-mêmes au moment de leur jeunesse, contre toute

réalité, mais avec la force aveuglante de la dialectique. La forêt, pour sa part, évoluait sur son domaine : désertée depuis la guerre par les gemmeurs, perdant dès lors une fonction sociale élargie, elle demeurait seulement le digne attribut d'une propriété qui [p. 239] n'était plus exploiteuse – faute de combattants –, mais qui n'en gardait pas moins, en ces périodes d'attraction idéologique, ses autres défauts. Elle était latifundiaire (donc exorbitante), elle profitait à des citadins traîtres à leur terroir, elle était le signe visible de fortunes le plus souvent dynastiques, autre scandale, à l'heure des grandes mobilités sociales. La symbolique décrite plus haut poursuivait sa malédiction avec un acharnement fallacieux. La réalité faisait surgir une forêt ruinée par les incendies d'après-guerre, morcelée par les héritages et maintenue en tant que telle par la vertu d'avantages fiscaux liés à sa détention.

Toutes les analyses économiques conclurent à la rentabilité incertaine et particulièrement médiocre du placement forestier ; les tentatives de groupements forestiers bancaires aboutirent à la déconvenue des épargnants ; les utilités concrètes de la forêt devinrent peau de chagrin au fur et à mesure que s'enflaient ses utilités symboliques.

Devant ces contradictions, réglées de plus en plus par la transformation de vastes espaces en champs de maïs, la question posée aux sciences sociales n'est plus celle de l'origine et de la définition de la forêt de Gascogne, mais bien celle de la perpétuation inexplicable d'un héritage boisé par des propriétaires que tout condamnait à la conversion – physique ou monétaire – mais qui continuaient de couvrir un million d'hectares.

En paraphrasant André Siegfried (« *partout j'ai vu des arbres, nulle part j'ai vu des hommes* »), on est amené à constater que la définition « paysagère » des Landes reste leur malédiction. Comble d'ironie, lorsque la forêt a pu, un moment, s'identifier à une réalité sociale forte, comme celle du gemmage, c'était encore sur un symbole momentané, celui de l'exploitation prolétarienne du gemmeur, que s'est construit un appareil politique socialiste particulièrement durable.

Nous nous sommes interrogés ailleurs (dans notre travail de thèse) sur la façon dont se sont manifestées les identités sur le plan législatif dans les Landes sous la V^e République. Constate-t-on un espoir de rectification, de remise en place, par la vertu du suffrage, des bouleversements économiques ? Si ces populations sont insaisissables, l'expression du vote offre un moyen, presque mécanique, de les faire entrer dans la normalité de l'expression [p. 240] démocratique. Or quelle a été notre surprise de constater à cette occasion que les typologies en usage, notamment celles qui relient la distribution du vote à l'âge et au statut socio-économique, ne s'appliquaient guère à notre sujet ; que les critères de préférence ne procédaient pas d'une analyse politique globale (au prix de contradictions avec la réalité locale), et que la structure du suffrage s'accordait seulement à une culture d'isolat et d'archipel. D'où un vote d'équipe, de fidélité clientéliste, un vote viager et charismatique largement décalé par rapport au contenu des programmes et aux enjeux de la classe politique nationale. Cette structure durable

fut parfaitement assimilée par la classe politique départementale, qui sait en jouer et rentabiliser dans ce décalage politique son seul fonds de commerce : sa clientèle électorale. D'où l'apparition d'idéologies d'entretien, créatrices de structures de fidélité mais en même temps d'allégeances. Le système politique landais a ainsi réinventé le fief, et tout fief est successible (ce qui n'est pas le cas d'une déshérence provisoire comme l'a bien montré le scrutin du 25 janvier 1998 : le socialiste Henri Emmanuelli, un temps inéligible pour des raisons extra-locales, reprit brillamment et durablement son poste de député). Dans ces conditions la « bulle politique » landaise n'est remise en question que par la disparition définitive, naturelle, volontaire, ou provoquée, du titulaire de tout mandat. Nous sommes donc loin du débat d'idées, ou même de la préférence partisane. Ce ne sont pas deux siècles de démocratie qui peuvent normaliser une pratique sociale fondée sur le groupe de voisinage et entretenue par le désert, y compris forestier, porté aussi par le phénomène de production de notables depuis la Révolution (analysé dans le développement consacré à la territorialisation politique). Rien n'empêche à ces approches singulières d'intégrer la démocratie et de la valoriser sous certains aspects. Il en est ainsi du scrutin, occasion de distraction dominicale et de retrouvailles animées au centre du village. Le succès de cette forme de rencontre vaut aux Landes des taux d'abstentions toujours inférieurs à la moyenne nationale, ce qui peut faire croire aux commentateurs extérieurs qu'elles sont civiques et parfaitement intégrées. Nous pensons qu'il s'agit d'une transposition, qu'elles sont rituelles, ce qui n'est pas la même chose. Elles peuvent aussi jouer sur des images contradictoires de la forêt utilisées habilement par les notables politiques.

[p. 241]

L'exploitation de la puissance onirique de la forêt

[Retour au sommaire](#)

Les landes préforestières, nous l'avons vu, étaient porteuses de mythes et leur figure emblématique en était le pâtre, serviteur, bien malgré lui, des représentations initiales et déformantes dont Taine, en 1884, fournit un raccourci saisissant :

« De temps en temps, on aperçoit la silhouette d'un pâtre sur ses échasses, inerte et debout comme un héron malade. »

Mais le pâtre disparut au fur et à mesure de l'avance de la forêt, même si, nostalgie aidant, il inspira encore en 1940 des expressions épiques :

« Jadis, on pouvait voir, hérons mélancoliques

*Bizarrement perchés sur leurs pattes de bois
 Maints bergers qui gardaient des troupeaux faméliques
 Loin de l'ombre, des toits
 Et ces grands échassiers vêtus de peaux de chèvre
 Appuyés contre un pin, de l'aurore à la nuit
 Semblaient, gardiens épars du royaume des fièvres
 Les prêtres de l'Ennui
 Où sont-ils maintenant ? Ont-ils laissé leurs rêves
 Accrochés, tels des nids, au branchage des pins¹. »*

Dans cette dernière description, c'est déjà l'image d'Épinal qui est dessinée, celle du berger historique, offert à l'imaginaire contemporain. Mais la figure est morte et elle semble transmettre le flambeau mythologique aux « *branchages des pins* » qui y fera son « *nid* ».

Ainsi, l'auteur pressent peut-être des successions dans l'ordre des représentations identitaires qui complètent obstinément l'évocation des déserts. L'*homme bleu* ou le *Touareg* du Sahara, l'*Indien* d'Amazonie, sont les points de passage obligés de la pensée quand elle s'aventure vers ces contrées généralement hostiles. Ils sont la compensation rassurante de la sécheresse minérale ou de l'enfer végétal, et leur puissance de représentation est aussi forte que leur rareté. Le désert landais a changé, l'herbe des marécages a été remplacée par la forêt uniforme, le pâtre a laissé la place au gemmeur, puis aujourd'hui au chasseur. Les paysages se sont transformés, mais la fonction reste la même : forger un personnage de rattachement à une société introuvable pour tenter de surmonter la contradiction qui [p. 242] demeure entre le désert et les hommes. Comme l'écrit très justement Marie-Dominique Ribereau-Gayon-Redon² :

« Bergers, chasseurs et gemmeurs fonctionnent comme des axes autour desquels tourne la société landaise, chacun des personnages connaissant sa période de gloire à son tour et les trois assurant à eux seuls la continuité dans le temps par des réseaux symboliques qui les unissent par-delà leurs différences objectives. »

La forêt a servi de cadre à ces transmutations plus qu'elle ne les a directement provoquées : le même auteur explique qu'un référent symbolique puissant était nécessaire pour que le gemmeur prenne la place du berger. C'est la menace du feu

¹ Henry de la Tombelle *Le Sud-Ouest économique*, n° 317-318, 1940.

² Marie-Dominique Ribereau-Gayon-Redon : « *Berger, gemmeur, chasseur des landes de Gascogne : les emblèmes d'une production identitaire continue* », Thèse EHSS, Toulouse, 1996.

qui assure cette transmission naturelle, le feu omniprésent dans le fantasme collectif landais, que Bernard Manciet caractérise de la manière suivante :

« On confond dans une même peur les solitudes effrayantes des landes, le fantasme du feu, la crainte des envahisseurs et le mystérieux berger du désert¹. »

Le gemmeur, comme, avant lui, le berger, tirera son pouvoir symbolique de la menace permanente d'incendies volontaires qu'il pouvait faire courir sur la forêt, même si, aujourd'hui, les spécialistes de la défense contre l'incendie finissent par regretter sa disparition et la surveillance qu'il pouvait exercer. Le chasseur, à son tour, peut jouer de ce mobile :

« Pour pérenniser la chasse et faire la loi qui leur convient, les chasseurs brandissent, voire mettent à exécution la menace d'incendie². ».

Mais l'installation récente du chasseur dans le vêtement de figure identitaire régionale fait plus volontiers appel à l'effroi du fusil, qui n'est d'ailleurs pas tellement éloigné de celui du feu. « *La tentation d'utiliser les fusils pour faire avancer les choses plus vite* » est, elle aussi, une menace constante que rappelle Jean Seinlary, Président de la fédération de chasse de la Gironde :

« Si nous baissons les bras, il y aura de la casse sur le terrain. Les chasseurs ne se laisseront pas faire et il n'y aura plus personne pour les tenir...³. »

Autre trait commun entre les trois figures : la fréquentation solitaire et ressentie comme exclusive des espaces infréquentés, ceux que l'on n'atteint pas usuellement, qui caractérise un même nomadisme, issu d'un rapport à l'espace fort ancien :

[p. 243]

« En d'autres régions, on choisira d'autres manières de faire masse. L'accroissement démographique est la plus fréquente, me semble-t-il. Ce ne

¹ Bernard Manciet : « *Le triangle des Landes* » Denoël, 1981, p. 106.

² Marie-Dominique Ribereau-Gayon-Redon, *op. cit.*, p. 65.

³ Marie-Dominique Ribereau-Gayon-Redon, *op. cit.*, p. 47.

fut pas le cas des Landais plus enclins à rechercher des activités susceptibles de compenser la faible densité humaine, de maîtriser les grands espaces par des déplacements incessants, ce que font chacun à leur manière nos trois personnages s'opposant ainsi radicalement à l'agriculteur d'hier et au maïziculteur d'aujourd'hui dont les champs se trouvent toujours à proximité de la maison et dont l'activité n'entraîne aucune forme de "nomadisme" ¹. »

Le feu, le nomadisme, auxquels Marie-Dominique Ribereau-Gayon-Redon ajoute l'action dans le long terme, le fait de « se livrer à un travail de vie et de mort simultanément et non successivement, de travailler un être "féminisable", que l'objet de l'activité bénéficie d'une inscription mythologique afin que l'agent puisse faire office de médiateur entre des mondes opposés »... tels sont les ingrédients que l'ethnologie peut retenir pour mieux comprendre les parentés entre ces trois figures qui s'épanouissent sur la terre landaise. S'appuyant sur des ressorts plus anciens (mais aussi plus troubles) que la simple conquête des arbres par la sylviculture, ils indiquent aussi les limites du projet transformateur des landes par la forêt. Si « l'ombre des pins rend les troupeaux malades » ², si, en même temps, le gemmeur surgit de l'agonie du pâtre sur échasses, si le chasseur prolonge leur mémoire, porteurs successifs de symboles permanents, c'est que la forêt a manqué son but de normalisation définitive des habitants. Le progrès de l'hygiène, l'essor des communications, l'émergence du confort, n'ont pas empêché que la forêt se constitue comme un autre monde, comme d'autres landes, forestières sans doute, mais toujours marquées par leur immensité, leur spécificité, et quand le vent les agite à l'excès, par le vieil effroi qu'elles suscitent.

C'est le propre des *mondes différents* de provoquer l'appréhension des hommes et la production des mythes. La forêt n'est pas, en ce sens, tellement éloignée de l'océan, monde privilégié en la matière. À ces deux mondes peut s'appliquer la réflexion d'Andrée Corvol :

« À toutes les époques, l'écart s'avère considérable entre les réalités de la forêt et de leur perception ³. »

Quels que soient les progrès de l'écologie, qui pourraient consister à réduire les écarts entre les deux mondes – l'humain et [p. 244] le naturel –, la différence perceptible, sensitive, entre les deux pôles, continuera un certain temps encore à réveiller chez ceux qui les fréquentent des instincts enfouis. L'effroi, le mythe, et les figures identitaires qui en résultent ne sont que la résultante de cette

¹ Marie-Dominique Ribereau-Gayon-Redon, *op. cit.*, p. 78.

² Bernard Manciet, *op. cit.*, p. 13.

³ Andrée Corvol, in « La forêt » « Les lieux de mémoire III les France I\Conflits et partages ». Sous la direction de Pierre Nora, Gallimard, 1993.

confrontation, et la forêt landaise entretient l'alchimie. La permanence des grands espaces inverse l'ordre attendu de l'évolution du rapport de l'homme et de son milieu :

« En effet la transmission du système de représentation du berger au gemmeur puis au chasseur va à l'encontre du sens de leurs relations dans l'histoire de l'humanité où l'homme est passé du chasseur à l'éleveur et non l'inverse ¹. »

Au fur et à mesure que les Landes se rapprochent des centres urbains, la forêt s'isole davantage de la préoccupation quotidienne des Landais. Le gemmeur a déjà pris sa place dans la collection des figures folkloriques et un écomusée lui est consacré à Luxey ; le chasseur est probablement au sommet de sa gloire depuis que des menaces européennes ont provoqué la constitution d'un mouvement politique à son propos. Il n'est pas non plus anodin que ce soit justement dans les Landes que le parti « Chasse, pêche, nature et traditions » ait obtenu le score record en France aux élections européennes de 1998 (16 %). Citons de nouveau Andrée Corvol qui relie ce phénomène à l'« éternel » de la lande :

« À défaut de travailleurs, qui donc pourrait par conséquent mieux que le chasseur – voué à la traque du gibier sauvage par définition – incarner aujourd'hui la civilisation de la lande et son mode de sociabilité ². »

Sommes-nous à la veille, comme il y a soixante ans pour le gemmage, de la transformation d'une figure identitaire en mouvement politique durable ?

Il manque sans doute à la figure du chasseur une assise sociale suffisante pour que les mêmes phénomènes se reproduisent à l'identique. En revanche, il est marqué, à la différence du précédent, par son caractère minoritaire et peut constituer pour les « forestiers » un pôle de convergence reconnaissable au travers de l'affirmation des différences. Thème de minorités qui aspirent à devenir agissantes et s'apprêtent à vivre difficilement le paradoxe des landes contemporaines : une forêt massivement omniprésente avec une population qui lui devient de plus en plus étrangère.

¹ Marie-Dominique Ribereau-Gayon-Redon, *op. cit.*, p. 123.

² Andrée Corvol, « *Lieux de mémoire* ».

[p. 245]

L'identité trompeuse des Landes : de la forêt économique aux habitats naturels

[Retour au sommaire](#)

Que devient un terroir déchu après le broyage successif de ses identités, leur instrumentalisation, leurs reconstructions successives ? D'un point de vue strictement humain, la question peut paraître sans importance : le référent forestier et univoque des landes de Gascogne est une fabrication d'État dont les complicités agissantes sont le plus souvent périphériques aux landes et à leurs habitants. La forêt triomphante s'accompagne aujourd'hui soit de la désertification (grande lande), soit de la soumission économique des acteurs locaux à des groupes multinationaux. Et le seul groupe d'origine régionale (Papeteries de Gascogne) est à la merci de prises de contrôle étrangères sous forme d'OPA, le moment venu. La forêt, à défaut des hommes, a comblé les vides et ses détenteurs s'attachent à souligner sa valeur économique, quand ses spectateurs utilisateurs, citadins pour la plupart, se contenteraient d'une forêt espace vert, paysagée, et... gratuite. Pour les uns, matière première renouvelable et richesse régionale, la forêt landaise est, pour les autres, dotée de fonctions collectives, écologiques et non marchandes. La tension entre ces deux points de vue est déjà latente, et les affrontements ne manqueront pas de se produire. Mais ces deux focalisations, sur l'économique, ou sur l'écologique, sont elles-mêmes incomplètes. Elles traduisent des options antagonistes à propos de l'évolution de « l'objet landais », qui demeureront arbitrées par l'État.

« La forêt économique » : discours tactique ou réalité diluée ?

[Retour au sommaire](#)

Le discours économique émanant des sylviculteurs met en exergue, depuis quelques années, la fonction productive de la forêt de Gascogne (concept de « forêt bois ») et sa contribution substantielle à la richesse régionale dont il est flatteur de constater qu'elle est équivalente à celle du vignoble bordelais. Ces vérités macro-économiques sont certes utiles à marteler, à destination d'une opinion régionale qui les a longtemps ignorées, ou d'une sphère politico-administrative parfois tentée d'arbitrer en faveur des pro-[p. 246] meneurs citadins, qui sont aussi des électeurs. La réalité et les évolutions économiques récentes, masquées par les agrégats, ne vont pourtant pas dans le sens d'un épanouissement de la fonction économique de la forêt. Et comme tout ce qui est forestier ne peut s'apprécier que sur le long terme, il convient pour dresser un état

des lieux rapides, de se reporter à l'histoire du massif depuis la seconde guerre mondiale.

C'est à cette époque, en effet, que remonte le lent déclin du gemmage, entretenu par l'argent public jusqu'à la fin des années soixante-dix, et dont les causes, nous l'avons vu ¹, résident dans la concurrence destructrice de pays à faible coût de main-d'œuvre. Phénomène de mondialisation avant l'heure, la disparition du gemmage et des 20 000 emplois qu'il avait pu générer, s'est accompagnée des destructions massives provoquées par les incendies de 1949, qui s'élevèrent à 370 000 hectares, soit le tiers du massif. Vingt ans plus tard, en 1969, le constat d'un groupe d'universitaires demeurerait laconique :

« La région connut une grande prospérité au début de ce siècle. Mais la mévente de la gemme puis des poteaux de mine et des bois mit fin à "l'âge d'or de la forêt landaise" : à la veille de la dernière guerre, l'économie landaise chancelait ; dans ce vaste massif forestier, exploité plus qu'entretenu, les rendements de la sylviculture déclinaient. L'absence de main-d'œuvre et de protection, le mauvais entretien des sous-bois rendirent catastrophiques les incendies des années sèches 1940-1950 et surtout celui de 1949. Ils semèrent partout la ruine et la mort. Le problème landais devint national : il fallait reconstruire l'économie régionale en fonction des données nouvelles des marchés forestiers, avec le souci d'assurer la sécurité des populations et l'équilibre économique des exploitations ². »

Depuis cette époque, la forêt s'est cependant reconstruite : protégée efficacement contre son principal fléau par une défense contre l'incendie axée sur la prévention, aidée un temps dans ses reboisements par le Fond forestier national, encouragée par un système fiscal adapté qui réduit les droits de succession, la forêt landaise voit sa productivité augmenter régulièrement, grâce essentiellement aux progrès des techniques sylvicoles. Avec 3 450 000 m³ de bois produits annuellement, elle contribue pour [p. 247] près de 50 % à la production totale de l'Aquitaine. Mais un gisement de matière première est condamné à une paupérisation inéluctable s'il ne parvient pas à conserver les valeurs ajoutées liées à sa transformation. Les évolutions constatées depuis vingt ans sont assez alarmantes.

La première transformation (sciages de bois brut) ne concerne que 40 % des sciages de la région. Ce phénomène de déperdition locale s'accroît depuis 1998 en raison d'importations massives de bois bruts de la part de l'Espagne, équipée de nombreuses scieries modernes et productives et pauvre en matière première.

¹ Cf. *supra*, « La transformation d'une utilité provisoire en symboles durables : le gemmage », art. cit.

² Pierre Barrère, Robert Heisch, Serge Lerat, *La Région du Sud-Ouest*, Paris, PUF, 1969.

La seconde transformation (bois déroulés, panneaux et contreplaqués, parquets et lambris) est marquée par l'entrée en scène de groupes internationaux tels que Smurfit (irlandais), Egger (autrichien), World Investment Corporation (belgo-zaïrois).

Enfin le secteur papetier est partagé entre Smurfit (usine de Facture), le groupe canadien Cascades et Tembec (usine de Tartas), et Papeteries de Gascogne (usine de Mimizan), seul groupe régional subsistant.

L'extériorisation de la mise en valeur des bois peut provoquer, dans un premier temps, une dynamique favorable à la hausse de la matière première, et les cours enregistrés en 1998 et 1999 ont retrouvé les niveaux atteints en 1976, mais elle entraîne en même temps une désindustrialisation rampante, dont la disparition rapide des scieries petites ou moyennes est l'un des signes les plus inquiétants. À moyen ou long terme, faute d'une solidarité structurelle, locale ou financière, entre sylviculteurs et transformateurs, la forêt landaise court le risque de n'être plus qu'une variable de coût ajustable au gré des nécessités d'une industrie ou de clients aux échanges volatils. Car, dans le même temps, des pays nouvellement forestiers (Chili, Brésil, Afrique du Sud...) développent des peuplements à croissance rapide, mieux adaptés au marché que le seul pin maritime et bénéficient de coûts structurels (fiscalité en particulier) beaucoup plus favorables. Le concept de « filière-bois régionale », qui avait un temps laissé augurer le développement d'un complexe de transformation enraciné dans le massif ne résiste pas à des stratégies beaucoup plus diversifiées de la part d'acteurs internationaux désormais omniprésents, à l'intérieur même de la forêt landaise. Ainsi, le groupe Gascogne n'est pas [p. 248] parvenu à développer un modèle de sous-traitance par essaimage local de PME, comme l'ont réussi les grands groupes de construction automobile avec leur réseau d'équipementiers, ou les districts économiques de l'Italie lombarde. Enfin, les tentatives d'intégration par l'amont menées collectivement par les sylviculteurs et leurs instances syndicales n'ont jusqu'à présent jamais réussi. L'importance macroéconomique de la forêt landaise, au plan régional, et même européen, masque une dégradation permanente de ses retombées en termes d'emploi et de création de richesses proprement locales.

Près d'une scierie sur deux a disparu pendant les trente dernières années, avec des effets destructeurs sur l'équilibre des petites communes, en particulier dans la grande lande, puisqu'en de nombreuses localités, le travail mécanique du bois offrait en général dix à quinze emplois salariés, peu qualifiés, mais adaptés à des populations déjà marquées par la tradition forestière. Aujourd'hui, 64 entreprises subsistent avec un effectif total de 1 522 salariés ¹, quand on en comptait 120 au début des années soixante-dix, pour un effectif de 2 400 salariés.

¹ Chiffres cités par Jean-François Auby, *Économie du département des Landes*, Sud-Ouest, Université, 1998, p. 81.

Les industries de seconde transformation, présentes en zone forestière, y compris les papeteries, regroupent, quant à elles autour de 4 500 salariés, chiffre qui était également supérieur il y a trente ans, compte tenu des concentrations et des investissements de productivité opérés.

Au total, la filière-bois landaise génère aujourd'hui 6 339 salariés appartenant à 198 entreprises. En notre période d'emplois rares, ce chiffre ne peut manquer de paraître substantiel. Marque-t-il pour autant une domination économique de la forêt, et de son appareil industriel, sur le périmètre des landes de Gascogne ?

Pour en rendre compte, on peut faire l'inventaire des emplois industriels générés dans le département des Landes et mesurer la part relative de la filière bois.

C'est globalement au quart du total des emplois industriels de l'ensemble du département des Landes que contribue la filière-bois. Il s'agit d'un apport important, mais néanmoins minoritaire et sensiblement inférieur au poids du bâtiment (8 020 salariés ou artisans). L'analyse doit cependant être nuancée selon les périmètres observés et la localisation des industries.

<i>Emplois du Secteur Secondaire</i>	<i>Département des Landes</i>
filière bois	6 339
industrie agroalimentaire	4 500
Constructions aéronautiques	1 500
Industrie chimique	1 600
Matières plastiques	620
Cuir et chaussures	500
Métallurgie	1 000
Bâtiment	8 020
Total	24 079 (chiffres de 1995)

En Chalosse et dans le Sud du département sont concentrées les industries agroalimentaires, les constructions aéronautiques, les matières plastiques, les industries du cuir et de la chaussure, et la métallurgie, mais aussi l'industrie de l'ameublement (Hagetmau) qui génère à elle seule autour de 1 600 emplois. Le tissu industriel le plus diversifié et le plus abondant est donc situé en périphérie du massif, mais aussi dans les zones où le peuplement est le plus dense.

À l'inverse, dans la zone forestière, la filière-bois peut apparaître localement comme la seule pourvoyeuse d'emplois industriels. Cela est particulièrement vrai pour les communes situées près des grands axes (Nationale 10) ou celles dotées d'une papeterie (Mimizan et Tartas).

Enfin, sur la zone littorale, qui constitue aujourd'hui un nouveau pôle économique, l'activité soutenue du bâtiment et des travaux publics provoque davantage d'emplois secondaires que le travail du bois. Mais c'est surtout par le développement de l'emploi tertiaire qu'est marquée cette nouvelle économie, à

l'instar de celle des agglomérations majeures, en croissance régulière, de Mont-de-Marsan et de Dax.

Si en matière d'emplois industriels, la forêt et la filière-bois ne sont plus que très localement significatives, en termes d'activité générale, leurs parts sont encore moins substantielles. Les Landes, avec 64,52 % de leur population travaillant dans le commerce et les services se rapprochent du taux aquitain (68,52 %), lui-même très voisin du taux de la France entière (69,8 %). Cet essor des [p. 250] emplois tertiaires est lié au développement spectaculaire du tourisme et du thermalisme pendant les vingt dernières années :

« On estime que les Landes accueillent 25 % des touristes de l'Aquitaine. Le chiffre d'affaires est de l'ordre de 2 milliards de francs. Il représente 20 000 emplois environ ¹. »

C'est le cordon littoral qui absorbe l'essentiel de ce secteur d'activité, de même que Dax et sa périphérie concentrent les 10 000 emplois directs ou indirects liés au thermalisme. Tourisme et thermalisme assurent à eux seuls aux Landais plus d'emplois que l'ensemble du secteur secondaire, bâtiment compris, et cinq fois plus que la filière-bois.

Mais deux particularités contribuent à relativiser encore plus le poids économique de la forêt.

L'importance des services non marchands constitués par les installations militaires n'est pas à négliger. À elles seules, celles-ci font vivre 12 000 personnes à Mont-de-Marsan, 5 000 à Biscarrosse, 1 600 à Dax. Le ministère de la Défense est, à lui seul, le premier employeur du département, et ses activités rayonnent largement sur la partie forestière :

« Ce sont au total 20 000 personnes, soit 7 % de la population landaise, dont la subsistance dépend des installations militaires ². »

La part de plus en plus importante prise par les retraités dans la population apparaît de plus en plus visible. Ce groupe représentait en effet 21,1 % de la population des Landes (chiffres de 1990) contre 16,3 % pour la France entière, et 19,3 % pour l'Aquitaine. Mais les premiers résultats du recensement de 1998, ainsi que des constatations sur le terrain, confirment cette tendance déjà ancienne ³. Alors que les Landes ont un solde naturel déficitaire d'environ 500

¹ Jean-François Auby, *op. cit.*, p. 98.

² Jean-François Auby, *op. cit.*, p. 105.

³ Sondage privé auprès des acquéreurs de terrains à bâtir à Biscarrosse, en 1998 et 1999.

personnes par an depuis 1975, elles enregistrent cependant un solde migratoire positif qui dépasse 2 000 personnes par an depuis 1995. Cet apport provient essentiellement de retraités issus d'autres régions qui choisissent les Landes comme lieu d'installation définitif, souvent après un premier contact lié à une mutation militaire. Ils choisissent surtout le Sud du département, le cordon littoral, les agglomérations. Enfin, ils accentuent le phénomène de regroupement urbain de la population, à l'intérieur du département, qui est constant depuis le début du siècle.

[p. 251]

La forêt désertée au profit des agglomérations

[Retour au sommaire](#)

De recensement en recensement, les Landes deviennent paradoxalement un département plus urbain que rural... Certes, les définitions de l'INSEE sont à manier avec précaution puisque sont considérées comme urbaines les communes dont la population est supérieure à 2 500 habitants, autrement dit les gros bourgs qui peuvent parfaitement avoir conservé leur « ruralité », à condition d'en trouver une définition acceptable. Mais, dans les Landes *« le phénomène le plus nouveau est l'apparition, derrière les deux centres urbains de moyenne importance traditionnels du département, Mont-de-Marsan et Dax, d'unités urbaines démographiquement dynamiques d'une population comprise entre 15 000 et 20 000 habitants et qui offrent désormais à leur population et à la population rurale qui l'entoure un niveau de services de type urbain »*¹.

Les Landes ont vu se créer progressivement six agglomérations groupant plus de 15 000 personnes. Ce sont elles qui absorbent les augmentations de la population du département, en même temps qu'elles favorisent l'exode interne au département, en provenance tant de la zone agricole que de la zone forestière.

Comme l'indique le tableau ci-dessous, la population agglomérée deviendra majoritaire après l'an 2000, sachant que la population totale des Landes s'élevait à 320 894 habitants, selon les estimations de l'INSEE en 1994².

¹ Jean-François Auby, *op. cit.*, p. 25.

² Dossier INSEE Aquitaine, Bordeaux, 1994.

<i>Agglomérations landaises</i>	<i>Population en 1990</i>	<i>Prévisions pour l'an 2000</i>
Soustons	17 106	18 751
Saint-Martin-de-Seignanx	17 870	19 913
Parentis-en-Born	17 532	19 415
Saint-Vincent-de-Tyrosse	19 486	23 417
Mont-de-Marsan	44 668	46 669
Dax	44 127	46 981
Total	160 609	175 146

[p. 252]

Il est par ailleurs utile de constater que ce mouvement vient de loin, et que la tendance au regroupement des Landais se manifeste dès la mise en place du réseau de communications, s'ajoutant aux regroupements effectués hors de leur région d'origine, comme le montre le tableau suivant de l'Insee ¹.

<i>Évolution de la répartition entre populations urbaines et rurales</i>	<i>Population urbaine</i>	<i>Population rurale</i>
1876	65 575	237 933
1901	72 137	219 449
1936	79 156	172 280
1946	86 206	162 189
1968	125 353	152 028
1975	140 728	147 595

Ces chiffres, bien que révélant des tendances nettes, d'ailleurs observées dans l'ensemble des départements français, ne transforment pas pour autant les Landais en citadins. Mais s'ajoutant à ceux illustrant le renouvellement de la population exclusivement par apport extérieur, ils manifestent la perte de la ruralité des Landais d'aujourd'hui, contrairement à l'image qu'ils peuvent donner. Décalage entre les idées reçues, qui ont la vie dure, et la réalité « galopante » des évolutions du XX^e siècle ?

Le constat est réaliste, mais il n'explique rien. Penser, à l'heure où l'information est devenue instantanée et omniprésente, que l'adaptation au changement serait une nouvelle contrainte du siècle, que nous serions écartelés entre des mythologies – stables – et des réalités – insaisissables – débouche sur un préjugé suspect et largement idéologique. L'adaptation au changement, souvent

¹ Reproduit par Louis Papy, *Le Midi atlantique. Atlas et géographie de la France moderne*, Paris, Flammarion, 1982. p. 365.

douloureuse, constitue la loi du genre humain. Ce qui est nouveau, c'est qu'après être restés pendant des millénaires le fait de forces jugées irrépessibles (famines, maladies, guerres), subis de manière inéluctable et conjurés par les seuls secours de la religion, les changements sont aujourd'hui [p. 253] provoqués par la propre course des artefacts produits par le pouvoir, consolidés et légitimés par le filtre de l'État. Or l'État est performant pour créer des référents collectifs, des totalités culturelles, qui produisent des constructions institutionnelles ; mais il se prend à son propre piège quand il s'agit d'accueillir le changement, car les systèmes sont rigides, défensifs, en quelque sorte fermés à toute nouveauté susceptible de les remettre en cause.

Ainsi le changement moderne n'est plus subi, il est imposé, et il prend, dès lors, une dimension politique, celle d'un rapport de forces, accompagné de son mode d'emploi. Première règle : la culpabilisation. Le changement est inéluctable, factuel, spontané, irrépessible. La déviance n'est rien d'autre que le refus de se plier aux disciplines sociales, mais très précisément codifiées, que la protection des systèmes rend nécessaire au nom, justement, de ce changement dont ils s'emparent comme justificatif idéologique de leur pouvoir et des soumissions dont ils se nourrissent.

Deuxième règle : la remise en question des immunités personnelles. Non que le droit de critique, la flatterie de l'épanouissement individuel, le développement des possibilités de choix, n'aillent pas dans le sens d'un essor de l'individu. Mais il importe que cet individu soit privé de systèmes de référence autonomes et inévitablement concurrents des systèmes collectifs. Le consommateur peut s'épanouir, de même que le contribuable, de même que le bénéficiaire, de même que l'assuré social, de même que l'adhérent, de même que le convivial, de même que l'assujéti. Pour que ces référents partiels, émiettés, et réducteurs, puissent représenter quelque chose, quitte à ce qu'ils peuplent l'horizon de toute vie, il importe que rien ne puisse s'opposer à leur prévalence. D'où la tentative de pulvérisation des identités capables d'offrir une distanciation suffisante : l'identité familiale est ringarde, l'identité religieuse est intégriste, l'identité locale est en mutation. Concernant cette dernière, il est probable, que le constat soit exact, mais il faut bien convenir que le terme de « mutation » présente des commodités suffisantes pour que la présentation de *L'État de la France* puisse en faire la tête de chapitre de toutes ses présentations des régions françaises. « L'Aquitaine : une identité en mutation », le « Centre : une identité en mutation », « Midi-Pyrénées : une identité en mutation », et ainsi de suite pour les vingt-deux régions françaises ¹ !

[p. 254]

¹ Serge Cordellier, Élisabeth Poisson *et alii*, *L'État de la France* 97-98, Paris, La Découverte, 1997.

La conséquence la plus immédiate des deux règles ainsi illustrées, c'est de condamner à la confusion – cette perte de sens invoquée çà et là – le moindre observateur de bonne foi.

Ainsi, l'identité landaise, comme sous-partie de la région aquitaine est effectivement en mutation, comme nous l'avons montré à travers l'évolution de sa démographie et de ses activités économiques. Mais de quelle mutation s'agit-il ? Quel est son avant, et quel est son après ?

Son avant est déjà marqué du sceau de la fabrication idéologique – et nous avons vu par quels durables procédés : l'identité forestière landaise s'est construite sur la destruction de la réalité agropastorale, et elle est déjà une identité de remplacement qui a donné naissance à un système de regroupements d'intérêts où l'État forestier a pris largement sa part. De ce point de vue, l'identité landaise faite de nature, de ruralité, de corridas, de banda et de vachettes, mais aussi de chasse aux petits oiseaux ou aux canards sauvages, s'associe pleinement à l'artefact mis en place à partir du milieu du XIX^e siècle. Cette référence, conserve, nous allons le voir, une utilité politique.

Son après, forcé par les faits, peut-il déboucher sur une nouvelle identité locale, qui se rapprocherait des nouvelles réalités ?

Rien n'est moins sûr, tant les « landes forestières » modernes sont renouvelées par des populations dont les destins se croisent, dont les origines géographiques sont multiples et qui se retrouvent à travers des identités professionnelles (anciens militaires par exemple), des préoccupations de classe d'âge (retraités), mais pour lesquelles l'identité locale est depuis longtemps passée aux oubliettes de l'histoire. L'homme moderne consomme du local, comme il consomme de la ville, ou des services, sans s'identifier à cette référence locale, à la fois réductrice et totalisante. Les références totalisantes quant à elles, comme les religions, s'excluent mutuellement. La culture dominante, totalisante, ne peut souffrir que des identités locales se reconstruisent. Et pourtant, que de possibilités pour tout groupe humain implanté dans de grands espaces !

L'espace, des expériences et des sagesses renouvelées, une attraction extérieure : tous les ingrédients sont réunis pour qu'une identité, au moins pionnière, puisse faire des Landes une [p. 255] sorte de *far west* européen. Mais elles n'en prennent pas le chemin. L'aventure conquérante n'est pas le fait principal des retraités, et pour que ce chantier ne s'ouvre pas, l'État s'apprête à enfermer les habitants dans les contraintes d'une identité périmée, qui, lorsqu'elle était exacte les a fait fuir, quitte à les attirer quand elle est devenue fausse...

Cette dialectique est implacable, parce qu'elle permet de tirer de discours antagonistes, celui – économiste – des forestiers, et celui – impérialiste – des mouvances écologiques, le même renforcement d'un objet « landais », désormais forestier, et bientôt paysager, sur lequel se construisent l'occupation délétère des administrations et les justifications de corporations surtout citadines et extérieures. Sur ce plan, et depuis deux siècles, le seul absent reste l'habitant réel qui préférerait, selon les cas, des centres de soin pour ses vieux jours, des touristes

plus permanents et bénéficiant d'équipements plus complets, de salaires ou de revenus plus décents quand il travaille pour la forêt. Il s'y ajoute aussi le souci de la liberté de ses loisirs, et on admettra, que familier d'une nature environnante six fois plus abondante qu'en Allemagne ou Hollande, quatre fois plus que pour l'ensemble de la France ¹, il ne comprend pas pourquoi l'on prétendrait lui mesurer son droit de chasse...

Mais la dialectique fait son chemin et les landes « paysagères » ne s'annoncent pas plus humanisantes que les landes forestières. Le glissement d'un concept à l'autre ne manque pas d'être marqué de cette continuité, même si des nuances nouvelles obligent à s'interroger sur la transformation de l'objet landais lui-même.

¹ Densité des landes forestières, littoral compris : 25 habitants au km² ; Aquitaine : 34,6 habitants au km² ; France 105 habitants au km² ; Europe : 146 habitants au km².

[p. 257]

LA TERRITORIALISATION SYMBOLIQUE

[Retour au sommaire](#)

Au fur et à mesure que les Landes, en dépit de leur inconsistance, se construisent dans les cénacles restreints des instances de Mont-de-Marsan, elles n'ont véritablement de sens que pour ce que Robert Muchembled a très justement qualifié de « culture des élites »¹. Elles sont, par le département, devenues un objet institutionnel ; elles vont bientôt devenir un objet économique et social. Mais qu'en est-il pour les Landais eux-mêmes, au moment où une identité « forestière » leur sera finalement consentie ? Par quelle alchimie seront-ils absorbés, sans réelle transition, dans un modèle qui bouleverse tout à la fois leur rapport à l'espace, leur mode de vie, leur paysage, leur langue ?

Certes, avant que le système forestier ne se mette définitivement en place, un écrivain tel que Félix Arnaud ne manqua pas de réagir contre la destruction de la culture populaire qui, selon lui, devait accompagner l'avancée des arbres et la disparition des moutons. Ses propos furent vifs :

« L'originelle bonté de la douce race landaise restait encore intacte au fond de nos cœurs, où à présent, à leur place, grimacent tous les sentiments d'envie, de haine et d'orgueil démesuré, dont au contact des étrangers et des idées nouvelles, nous sommes maintenant pour jamais infectés »².

Pour mieux expliciter ce sentiment, Éric Audinet ajoute :

« L'intrusion de "la caste repue et tonitruante des profiteurs", de "l'esprit de lucre effréné", l'assainissement, le remembrement, la vente des communaux (...), voilà le mal et voilà ce qui détruit la pureté et l'existence intemporelle de l'ancienne lande »³.

¹ Robert Muchembled, *Culture populaire et culture des élites*, Paris, Flammarion, 1978.

² Félix Arnaud, *Un Jour sur la grand'lande*, Bordeaux, L'Horizon Chimérique, 1988.

³ *Ibid.*, préface.

[p. 258]

Face à un trouble moral, annonciateur d'un « ethnocide culturel », Félix Arnaudin (1844-1921) prend soin de compiler proverbes, récits, expressions, chansons, photographies, et, cinquante ans avant l'ethnographe de la France rurale, Arnold Van Gennep, il réalise, pour les landes de Gascogne, l'archivage d'une culture populaire condamnée par l'irruption soudaine de la modernité. Il décrit avec une profonde poésie la fin inéluctable du lien du peuple immémorial avec ses racines au-delà du « territoire » étatisé :

« On sent l'homme familier des douces mélancolies du soleil couchant répandues par le désert, et qui, lentement, inconsciemment, s'est imprégné de toutes les grandeurs de cette terre primitive, rendues solennelles par l'éloignement de toutes choses...¹. »

Sans doute, « l'habitant » des landes (qui ne fait pas qu'habiter son espace, mais qui est aussi « habité » par lui) avait été préparé de longue date par l'émergence de ce que Robert Muchembled qualifie de « structures totalisantes » (l'Église, l'État, le Roi), mais celles-ci n'avaient pas suffi à remettre en cause le mode original de son rapport à l'espace, de son équilibre vivrier fait d'une pluralité de ressources et d'une identité essentiellement tribale. Alors, qu'ailleurs, les procédés d'acculturation se mettaient en place à partir du XV^e siècle, dans les landes de Gascogne, ils paraissent avoir fait comme une entrée en force, à la suite de la loi de 1857. Mais le moment même du « basculement », selon les sociétés locales étudiées, ne fait pas l'unanimité des chercheurs : si tous s'accordent pour situer à la fin du XIX^e siècle la victoire définitive du processus d'uniformisation culturelle, chacun voit à sa manière le facteur décisif et la période précise pendant laquelle il se manifeste.

Ainsi, pour Eugen Weber² ce qui a emporté l'ancien monde (« ce monde que nous avons perdu »), c'est la lutte victorieuse des « hussards noirs de la République » contre les dialectes et patois toujours en usage à la fin du XIX^e siècle³. Maurice Crubelier, pour sa part, détecte une montée en puissance des procédés de domestication de l'enfance à partir de la Contre-Réforme catholique, avec un achèvement dans l'école laïque et obligatoire⁴. Le regard est encore différent chez Maurice Agulhon, plus pointilliste, puisqu'observateur précis de l'intégration politique de la Provence, qui en révèle le fait générateur [p. 259] à

¹ Cité par François Lalanne, « La grande lande dans l'œuvre de Félix Arnaudin », in *Les Landes dans l'histoire*, Dax, Société de Borda, 1978.

² Eugen Weber, *La Fin des terroirs*, op. cit.

³ La formule est de Charles Péguy.

⁴ Maurice Crubelier, *L'Enfance et la jeunesse dans la société française 1800-1950*, Paris, Armand Colin, 1968.

travers les soubassements culturels et sociaux mis en mouvement par l'agitation de 1848 et ses conséquences pour la République ¹.

Tous semblent s'accorder toutefois sur le constat d'un véritable « totalitarisme culturel » qui a accompagné le triomphe de l'État républicain et chacun y trouve une explication précise, sans, d'ailleurs, que les versions individuelles ne deviennent contradictoires. Il est vrai que cette nouvelle recherche, menée essentiellement par des historiens, prend de court le « politiquement correct » actuel au service d'une « démocratie occidentale » toujours menacée et à parfaire. Cependant la critique révélée par la recherche historique ne peut que remettre en cause les fondements mêmes de la république moderne. Si réellement le modèle républicain français n'est que l'achèvement d'un processus prémédité, durable, visiblement sans frein d'uniformisation culturelle et de fusion des mentalités, il faut bien en accepter la conséquence, au demeurant terrifiante, qui n'est autre que l'aliénation également « culturelle » de l'ensemble des citoyens. Les corrélations sont telles qu'il est à craindre que ce type d'aliénation soit même indispensable au succès de la « démocratie avancée » puisque son succès s'appuie sur le deuil préalable des identités familiales, locales, confessionnelles, et sur l'hégémonie du standard de l'anonymat citadin, statutaire, laïc. Dans ces conditions, l'aliénation économique expliquée et déplorée par l'auteur du *Capital* n'est plus le point central de la question sociale ; elle n'est qu'une facette, qu'une illustration historiquement délimitée d'un mouvement autrement plus vaste qui permet de la rendre aujourd'hui beaucoup mieux supportable...

Les étapes de la normalisation culturelle

[Retour au sommaire](#)

Les Landais, à la recherche de leur âme, n'ont pas échappé à ce laminage des esprits. Bien plus, ils y ont été confrontés plus brutalement que dans d'autres régions de France atteintes depuis plus longue date par le réseau intégrateur. Bien pire, les landes forestières ont fait l'objet d'une construction *ad hoc* : elles ont [p. 260] été plongées dans la « modernité » au forceps, comme on plonge l'enfant qui se présente mal dans la vie et elles ont tout reçu en même temps, à la manière d'un « pack ». C'est l'émergence simultanée et hégémonique de la forêt, de la propriété foncière, et des communications terrestres qui signe ici le basculement explicitement organisé par la loi de 1857. L'appareil scolaire, s'appuyant sur des communes désormais prospères, viendra compléter un dispositif, une fois les structures de base mises en place. Quelles sont-elles ?

La propriété foncière, en tout premier lieu, a été la grande nouveauté « totalisante » que la loi de 1857 mit définitivement en place, après que

¹ Maurice Agulhon, *op. cit.*

l'institution communale ¹ en ait favorisé, non sans mal, l'accoutumance auprès de populations habituées depuis toujours à l'usage collectif de la plupart des surfaces. La généralisation de la forêt, imposée par le pouvoir central, s'accompagna de l'imposition universelle de la propriété : par opposition à l'espace « libre » et « collectif » des landes à moutons, les landes à pins ne se conçoivent pas sans l'appropriation du sol, ne serait-ce que par incompatibilité naturelle entre des animaux brouteurs et de jeunes plants offerts à leurs appétits. Certes, les forêts usagères présentent des exemples de conciliation possible ; mais il s'agit de forêts « immémoriales », jardinées, et non cultivées, et... préexistantes. La forêt qui se généralise suppose et impose une propriété exclusive, la mise en cadastre de tout un territoire.

Malgré son antinomie avec la société agropastorale, ce couple forêt/propriété s'est pourtant constitué depuis la fin de l'Ancien Régime sous l'impulsion des notables instruits (notaires, géomètres, intendants de seigneurs). Bien plus, la propriété privée s'est accrue de 25 % pendant la première moitié du XIX^e siècle par usurpation des landes communales ². Mais c'est la loi de 1857 qui assura sa généralisation et son succès définitif en autorisant les communes à vendre le quart des landes communales, ou du moins, celles qui restaient encore leur propriété ³. Les conseillers municipaux, déjà propriétaires, profitèrent bien entendu de cette nouvelle possibilité et la propriété privée concerna désormais la majorité de l'espace autrefois affecté aux parcours des bestiaux et aux usages collectifs. Dans ces conditions, la loi de 1857 permit davantage de consolider la structure sociale exis-[p. 261] tante que de faciliter une redistribution de la richesse, au demeurant virtuelle, tant que la forêt n'était pas constituée. C'est ce que constate Jean-Pierre Lescarret au terme d'une étude complète portant sur la commune de Sagnac-et-Muret, parfaitement représentative des autres communes de la grande lande :

« Si l'on tient compte des liens du sang et des alliances matrimoniales, quelques « grosses familles » ont accaparé l'essentiel du patrimoine communal. Ces familles étaient déjà les plus considérables, d'après le rôle de la taille ordinaire de 1713. Il y a donc stabilité dans l'aisance ou la richesse, mais accentuation des contrastes ⁴. »

Ainsi, la diffusion sociale de la propriété viendra après coup, par l'effet des morcellements successoraux, et ce sera une propriété forestière. Les Landes en

¹ Cf. *infra*, première partie.

² Roger Sargos, *Contributions à l'histoire du boisement des landes de Gascogne*, Bordeaux, Delmas, p. 423.

³ Circulaire du 4 juin 1857. Recueil des actes administratifs du département des Landes, n° 13, 10 juin 1857.

⁴ Jean Pierre Lescarret, « La vente des landes communales de Sagnac-et-Muret », in *Les Landes dans l'histoire*, Dax, Société de Borda, 1978, p. 349.

ont gardé l'apparence trompeuse d'une structure latifundiaire, facilitée par l'émergence brutale de propriétés de plusieurs centaines d'hectares, consolidées par des stratégies d'alliances matrimoniales si bien relevées par François Mauriac ¹. Pourtant, la forêt landaise est aujourd'hui morcelée par la logique des successions : l'effet rongeur de patrimoine du *Code civil* a finalement fait son œuvre, même s'il subsiste, presque à titre d'anecdote, de rares domaines supérieurs à 1 000 hectares. Des fortunes aussi brillantes que généralement éphémères ont pu émerger à l'âge d'or de la résine (1920-1930) ; elles ont rarement donné naissance à des dynasties durables ; de même que le capitalisme d'entreprise qui a pu en dériver un moment n'a pas survécu, sauf exception, aux efforts des fondateurs.

Modèle de référence sociale, la propriété forestière landaise n'a jamais été généralisable à l'ensemble des habitants, à l'inverse du modèle chalossais qui a vu tout au long du XX^e siècle la diffusion exemplaire de la petite propriété agricole ². La propriété forestière s'est diffusée avec le temps, mais sans prendre ce caractère de référent socioculturel accessible, d'enjeu à la fois patrimonial, familial et professionnel que la propriété agricole a pu revêtir dans la plupart des campagnes françaises. Bien pire, la paupérisation relative des populations forestières consécutive à la disparition progressive des revenus issus de la gemme (à partir de 1945) a renforcé cette différence. Sans le gemmage, le nombre d'hectares nécessaires pour disposer à une échelle fami-[p. 262] liale d'une exploitation économiquement viable augmenta considérablement, la taille de la propriété « utile » devint de plus en plus inaccessible et le tissu social pouvant vivre de la forêt se réduisit d'autant. Il en fut ainsi du petit propriétaire qui travaillait lui-même ses pins et pouvait ainsi disposer d'un revenu annuel et régulier. La fin du gemmage a signifié la fin de ce type d'exploitation accessible au plus grand nombre.

À l'inverse, la propriété chalossaise, même réduite à quelques hectares, s'est révélée comme suffisante pour que se développent des exploitations rentables d'élevage de volailles (canards gras, poulets sous label), qui constituent aujourd'hui l'essentiel de la structure économique des régions situées au sud de l'Adour. Ainsi, dans les landes forestières, la propriété n'est, le plus souvent, qu'un lien symbolique de rattachement avec des parents disparus ou le signe d'appartenance à une contrée originale pour ceux, nombreux, qui ont rejoint la foule solitaire des grandes villes.

Il est d'ailleurs bien possible que le système forestier unidimensionnel issu de la loi de 1857 se soit traduit pour la majorité des habitants par l'alternative suivante, au demeurant tragique : le départ ou la prolétarianisation.

Comme l'a remarqué Robert Arambourou :

¹ Cf. François Mauriac, *Thérèse Desqueyroux* et *Le Mystère Frontenac*.

² Jean Cailluyer, *Regards sur l'histoire sociale des Landes*, op. cit.

« Terre d'immigration durant les trente-cinq premières années du XIX^e siècle, les Landes deviennent ensuite foyer d'émigration. Comme la population atteint son effectif maximal en 1856, son dynamisme biologique lui permet, semble-t-il, de supporter assez facilement ces pertes qui pourtant s'accroissent vite après 1851. Les difficultés commencent donc avec le Second empire : l'émigration s'accélère et ceux qui restent paraissent incapables d'accroître leur nombre et même de le conserver ¹. »

Le fait que la population des cantons forestiers landais ait diminué de 43 % entre le recensement de 1876 et celui de 1968 est l'indice incontestable d'une réaction de l'habitant des landes par l'exode à la généralisation de la forêt ². Il est frappant de constater que ce mouvement s'amorce au moment-même où l'économie forestière commence à toucher ses premiers dividendes, quand la première génération de pins livre de la résine à un cours soutenu, pour cause de guerre de sécession américaine. La demande de [p. 263] main-d'œuvre, liée aux besoins de récolte de la résine, ne fit pourtant que s'accroître : en 1900, la population occupée par le gemmage s'élevait à 20 000 personnes, soit près d'un tiers de la population totale des cantons forestiers. Tributaires du travail de récolte de la gemme pour subsister dans leur pays, les gemmeurs le furent aussi des cycles économiques et des fluctuations de prix touchant cette mono-production. À l'intérieur d'un mouvement général d'exode des Landais, il a existé un exode rural spécifique, indexé sur les aléas de l'industrie gemmière, touchant ceux qui n'étaient pas partis plus tôt et s'étaient fixés dans les cantons désormais forestiers. Qu'on impute cette fuite, comme Jean Cailluyer, à la « condition sociale » du métayer-gemmeur, ou tout simplement à la crise économique ouverte par les années trente, ne change rien à la permanence d'un phénomène engagé de longue date et que l'apogée de « l'arbre d'or » ne parvint pas à inverser :

« L'entre-deux guerres est pour le département une période encore plus tragique que les précédentes en dépit de l'aisance que la montée des cours de la gemme et des résineux procure momentanément ³. »

La nouvelle économie forestière s'est ainsi avérée moins capable que l'antique système agropastoral d'assurer la présence sur son sol des populations landaises. Le monde rural traditionnel, tel qu'on l'observe en Chalosse, a connu aussi des saignées démographiques, mais par crise, du fait de la surproduction, sous le second Empire, puis après être passé par l'école républicaine et l'expérience de la Grande Guerre. La propriété foncière forestière, loin de devenir un mode de

¹ Robert Arambourou, « Notes pour une histoire de la population des Landes », extrait du *Bulletin de la Société de Borda*, Dax, 1964.

² Jean Cailluyer, *op. cit.*, p. 266.

³ Robert Arambourou, *op. cit.*

structuration sociale et culturelle, s'est ainsi transformée malgré elle en facteur d'exclusion territoriale.

Son irruption brutale, son caractère unidimensionnel (le pin maritime et lui seul), se sont heurtés à l'inadaptation d'une part notable de la population. Celle-ci, dès que s'est amorcée la destruction de son mode de vie traditionnel, a quitté les lieux, non sans prendre le détour de la condition gemmière, tandis que ceux qui sont restés ont profité des bienfaits économiques de la transformation forestière. Sur la fin du XIX^e siècle, l'ensemble des communes forestières s'est doté d'écoles publiques pimpantes, couvert de clochers néogothiques, et a fait entrer les Landais [p. 264] encore fixés dans la « modernité », tandis que les autres ont été la rejoindre ailleurs... dès qu'ils en eurent la possibilité.

Car la mise en communication de l'archipel landais avec le reste du monde, corrélatif avec la généralisation de la forêt, eut comme conséquence, ainsi que le signale A. Larroquette, de « mettre les têtes à l'envers »¹. La formule est expressive et elle rend compte probablement de la rupture radicale – sur le plan culturel – provoquée par la mise en communication de ce qui avait été jusqu'à présent une « société polysegmentaire », « *un système social composé de multiples sous-groupes : clans, lignages, familles et relations de parenté, groupes d'âge, corporations, confréries et confraternités, paroisses et quartiers, communautés villageoises ou urbaines, etc. (...)* »². Tout d'un coup, l'espace accessible, qui ne dépassait pas les huit à dix kilomètres séparant les villages-centres et les rendant fréquentables à pied entre le lever et le coucher du soleil, cet espace familial et maîtrisé s'élargit en fonction des horaires établis par les compagnies de chemin de fer. Certes, il fallait encore compter trois heures en 1895 pour aller de Biscarrosse à Mont-de-Marsan, « chef-lieu » distant de 90 kilomètres. Mais ceci revenait à décupler les possibilités de déplacement, et derrière elles, à provoquer la surrection, inédite pour les Landais de souche, d'un « ailleurs » insoupçonné qui ne les renvoya pas toujours à leurs propres conditions d'existence. Dès que la brèche fut ouverte, grâce à la multiplication des voies ferrées d'intérêt local qui créèrent un réseau beaucoup plus dense qu'aujourd'hui, on enregistra une demande sociale pressante pour parfaire et compléter les possibilités ainsi offertes. Entre 1895 et 1905, on observe à Biscarrosse, mais aussi à Parentis en Born, une abondance de délibérations « utilitaires » de la part des conseils municipaux : elles formulent des demandes d'aménagements d'horaires, de renforts de trains, ou de correspondances plus commodes. Il en va de même vis-à-vis du Service postal auquel on reprochait de ne pas mettre en place des levées plus fréquentes permettant de profiter des rapidités offertes par « le progrès » des transports ferroviaires³. Les communes devinrent à cette époque le lieu de convergence des réclamations des usagers du service public de la communication, ce qui montre qu'il était devenu une nou-[p. 265] veauté

¹ A. Larroquette, *Les Landes et la forêt landaise*, Mont de Marsan, 1935, p. 189.

² Robert Muchembled, *Culture populaire et culture des élites*, op. cit., p. 382.

³ Registre des délibérations de la commune de Biscarrosse (1895-1905).

désormais perçue comme existentielle. Faut-il en déduire que l'exode observé dans les landes forestières au moment où elles furent rejointes par le progrès technique ne fut qu'une contradiction apparente ?

Les nostalgies – récentes et souvent intellectuelles – du « terroir » assimilé de façon compensatoire et schizophrénique à un « patrimoine », font parfois lire derrière le terme d'exode, celui de contrainte ou de nécessité. Pourquoi ne pas réhabiliter celui de délivrance, qui est en accord avec son sens biblique...

Ce concept pourrait bien s'appliquer aux landes forestières. Le rapprochement des espaces atteignables, par le raccourcissement, puis par l'individualisation des temps de transport, a pu favoriser un exode assumé et volontaire. Il faudrait, pour en juger, multiplier les monographies, encore trop rares, telles celle de Charles Boucher à propos de Lugos¹. Elle révèle des tendances déjà anciennes à la mobilité des habitants touchant un minuscule village de la grande lande soumis dès le XVIII^e siècle à l'attraction bordelaise. Le raccourcissement des distances qui s'offrit aux landes à partir de 1860 grâce au chemin de fer est d'abord voulu pour les marchandises : il s'agit de permettre l'évacuation aisée des produits forestiers. Par la même occasion, il va permettre aux Landais de partir vers les lumières de la ville ou de tous autres cieux qui présentent pour eux l'avantage inédit de la nouveauté et, sans doute, d'un autre confort. Comment expliquer autrement une baisse de la population que tout, par ailleurs, progrès médical, assainissement du pays, contribue à fortifier ? Mais comment ne pas citer ici, à nouveau, pour illustrer les « nostalgies » générationnelles ayant accompagné l'exode subi ou choisi vers la grande ville, l'ouvrage de Roger Boussinot (cf. supra²), *Vie et mort de Jean Chalosse, moutonnier des Landes*, racontant la fin d'un berger de la transhumance dans les rues de Bordeaux, dans les années soixante ?

L'exotisme, l'altérité dérangeante, qui avait si longtemps caractérisé, comme une malédiction, le regard porté sur l'habitant des landes, celui-ci va l'appliquer, dès qu'il en aura la possibilité, aux contrées nouvelles qu'il lui sera désormais possible de fréquenter. Juste retour des choses quand on prend la mesure du décalage constaté dans une lettre d'un préfet des Landes au ministre de l'Intérieur datée du 31 décembre 1858 :

[p. 266]

« Le Landais, en général, ne sait ni lire, ni écrire. Il ne comprend pas le français ; il n'a d'autres lieux de réunion que l'église, où il se rend par habitude et l'auberge qu'il fréquente par goût. Le reste du temps, il erre seul dans la lande et les pignadas : les étrangers ne viennent pas l'y chercher, qui

¹ Charles Bouchet, « Lugos, commune des Landes », monographie, 1959.

² Roger Boussineau, *Vie et mort Jean Chalosse, moutonnier des Landes*. Paris Denoël, 1981.

lui apprendraient à se plaindre, à critiquer les actes d'un gouvernement qu'il ne connaît que par ses bienfaits » ;

Et, plus loin :

« Si l'année est dure, il restreint son ordinaire, déjà si misérable, déserte les assemblées, se renferme chez lui et attend, morne et triste, que les beaux jours reviennent ¹. »

Pourquoi ne pas admettre que le Landais, finalement influencé par le discours officiel tenu à son égard, ayant atteint le niveau de conscience permettant de s'effrayer de sa misère, que personne ne lui avait révélée jusqu'alors, n'ait pas choisi de prendre la poudre d'escampette dès que le désenclavement lui en eût offert la possibilité ? La forêt nouvelle, peu généreuse en activités, mis à part le gemmage, n'a pas détruit l'isolement, pas plus que le réseau ferré, qui n'a, en fait, offert qu'un moyen nouveau... de s'en affranchir définitivement. Une part importante de la population des landes désormais forestières, mais anciennement agropastorales, est partie vers « l'étranger » faute, comme l'exprime le préfet, de l'avoir attiré jusque-là. Quitte à ce qu'une « réappropriation », après le passage à la ville, ne s'opère plus tardivement, après la guerre de 1945. Entre-temps, le Landais aura fait son entrée dans la « modernité », à titre individuel et aura quitté un terroir vivrier désormais incapable de le faire vivre ², pour retrouver un simple lieu de villégiature.

Ceux qui sont restés ont accueilli – à la fois et en même temps – le système forestier en tant que moyen de subsistance et la culture républicaine comme moyen d'intégration. Deux systèmes univoques, voulus par l'État, destinés à remplacer de manière antinomique le cadre traditionnel de la société agropastorale fait de pluri-activités et de communautarisme. Dans cette transformation, l'habitant des landes, principalement pluri-actif, autarcique et vivrier, est devenu le client d'un système forestier spécialisé, indissociable d'une « modernité » étrangère. Sans doute, l'appareil scolaire est venu à la rescousse pour amortir le [p. 267] choc, et comme partout ailleurs, il favorisa le changement par le conditionnement en instillant une culture de déracinement. Il jouera, dans les Landes comme ailleurs, un rôle de facilitation, il prédisposera les esprits à accepter tous les bouleversements sans résistance organisée, accomplissant ce que Maurice Crubelier remarque très justement :

¹ Archives départementales des Landes, PS 371.

² Le remplacement des parcours à mouton par les semis de pin a entraîné mécaniquement la réduction des capacités nutritives des landes, puisque celles-ci étaient directement liées à l'équilibre agropastoral. Cf. 1^{ère} partie.

« Ce n'est pas le moindre paradoxe de cette école si ruralisante que des historiens du monde paysan puissent en dire aujourd'hui "qu'elle a toujours désorienté et coupé de son milieu le fils de paysan" (J. P. Houssel), qu'elle a joué le rôle d'une institution d'expulsion, et non d'adaptation »¹.

De même Francine Muel² a démonté la capacité républicaine de détruire des mondes et de les reconstruire sous un mode culturel ou symbolique : tel l'instituteur faisant le réapprentissage de la culture des jardins en redingote et fournissant à ses élèves petits paysans la genèse de la culture écologique, ou plus généralement, en opérant *« une mise à distance de la réalité paysanne au profit de l'exaltation d'un éternel paysan »*³.

Dans cette perspective, on comprend pourquoi l'échassier landais, qui est en train d'être remplacé par le résinier, soit suspendu aux murs du folklore au fur et à mesure que la réalité qu'il représente s'enfuit dans les limbes. Le premier incarnait le pays des moutons, vaincus par les pins, le second la réalité forestière utile, désormais désertée par l'homme. C'est peut-être pour cela que les enfants du primaire visitent systématiquement la forêt usagère de Biscarrosse...

Une interrogation demeure : si l'on compare les communautés landaises à celles du Languedoc ou de Provence, on constate l'absence de résistance organisée à l'emprise de la culture uniformisatrice instillée au moment de la consolidation de la république. Serait-ce que la culture traditionnelle des landes de Gascogne, reposant essentiellement sur des modes précis de sociabilité non institutionnalisés ne présentait pas d'aspérités suffisantes ? Et que les seules résistances furent paisibles, intériorisées, familiales éventuellement, mais rarement collectives ?

À la suite de Bernard Traymont, on peut constater la vigueur, toujours subsistante, de comportements sociaux hérités de la culture populaire traditionnelle : rapports socialisés et rituels à l'occa-[p. 268] sion de la chasse à la palombe, importance résiduelle du groupe de voisinage et ritualisation de ses pratiques sociales, rituels des réseaux de classes d'âge (notamment les banquets de classe) transposés dans les pratiques multiples canalisées par les réseaux de sociabilité catholiques ou laïques tout au long du XIX^e et du XX^e siècle. Sans oublier, en plus de la diffusion des rites religieux dans divers endroits sacrés (arbres saints, rosaires, croix de mission, lieux de pèlerinages...), dans chaque village, bourg ou quartier des villes, les pratiques familiales traditionnelles (dont les noces), marquées par des fêtes périodiques (aux calendriers chargés), des agapes, des rencontres liées aux rites de passage de l'existence commémorées

¹ Maurice Crubelier, *L'Enfance et la jeunesse dans la société française*, op. cit.

² Francine Muel, « Les instituteurs, les paysans et l'ordre républicain », in *Actes de la Recherche en Sciences sociales*.

³ *Ibid.*, p. 57.

aussi par le rite de la photographie de groupe ou individuelle (bien étudié par l'ethnologue américain Neil Big)¹.

La République, avec le statut des associations issu de la loi de 1901, allait offrir aux vieux modes de regroupements sociaux des prolongements nouveaux. Les associations sportives (notamment le rugby, le football, le basket, implantés de façon différenciée dans les divers « petits pays »), les patronages, les sociétés de chasse et de pêche..., se développèrent avec un succès manifeste dans les Landes forestières dès que la densité humaine le permit, sous le contrôle de la police spéciale et de la Préfecture des Landes, lieu d'inscription officielle des activités associatives. Les habitants s'approprièrent ainsi des structures intermédiaires de sociabilité qui furent plus sûrement que les institutions officielles de participation (commune comprise) le lieu privilégié de leurs engagements civiques et de leurs pratiques sociales modernistes. La notabilité, dans les landes forestières, s'atteignait d'abord par l'apprentissage de responsabilités dirigeantes, même modestes, au sein d'une association locale. Un président de comité des fêtes ou de club sportif pouvait être une figure redoutablement concurrente pour le maire d'une commune, et lui-même devait souvent sa place à un apprentissage réussi dans une association. Il en résulta une pratique municipale faite d'arbitrages subtils entre les habitants et les structures associatives de regroupement qui étaient devenues le filtre essentiel, et parfois unique, des préférences – ou des hostilités – à l'égard de l'équipe municipale. Mais ce phénomène ne fut en rien spécifique aux Landes ; il s'appuya seulement, ici, sur des prédispositions anciennes.

[p. 269]

Au-delà des survivances de la culture villageoise orale, gestuelle et communautaire, la culture républicaine dominante toléra les formes « archaïques », en soi peu rebelles aux mœurs nouvelles, tant elle avait à faire avec l'apprentissage obligé d'une culture écrite, verticale et délocalisatrice. De fait chaque habitant, pris entre le haut et le bas, négocia sans cesse avec les deux modèles, de façon acculturée. Parfois, avec des difficultés et des décalages que révèlent notamment les enquêtes sur le niveau d'instruction des conscrits des Landes (un des départements les plus retardataires de France, au moins jusqu'en 1914), ce que repérèrent avec insistance les rapports des Inspecteurs d'Académie.

Au terme de ces constatations, tout converge pour ne voir dans l'identité forestière landaise qu'un assez remarquable processus de réduction des réalités humaines : réduction conceptuelle, puisque la société agropastorale était aussi forestière, mais pas uniquement ; réduction quantitative puisque la population forestière fut soumise dès l'origine à des contraintes extérieures malthusiennes, étant condamnée, par le système forestier lui-même, à devenir peau de chagrin.

¹ Bernard Traimont, *La Sociabilité rurale dans l'ancienne lande. Histoire et structure*, op. cit. Cf. également la thèse de Neil Big, *La Photographie rurale et la vie sociale en Chalosse (Landes)*, CREPAC d'Aquitaine, Association des Musées des Landes, Bordeaux, 1985.

Car l'espace forestier fut largement confiscatoire, l'espace culturel installé par l'école républicaine, essentiellement exogène et l'espace social de référence connu, quant à lui, des bouleversements par le brassage issu de la mise en place des communications nouvelles. Les Landes forestières modernes sont issues de ces processus aliénants, et elles ont petit à petit servi de référent aux populations restées au pays. Par ailleurs, jamais elles n'ont cessé d'être un projet économique mûri dans l'ombre des bureaux des ingénieurs et des préfets. Sous de tels hospices réducteurs, pouvaient-elles constituer pour autant une identité collective réelle, autre qu'imaginaire, autre qu'« inventée » ?

L'identité landaise périnée

[Retour au sommaire](#)

Le succès des associations d'originaires (les « Landais de Paris » ou de Bordeaux), l'approche journalistique d'une « âme landaise », vague mélange de communication avec Dame Nature, de persistance d'un accent méridional, le tout enrichi du folklore de la vachette et des bandas, tous ces poncifs ont-ils suffi à identifier une réalité sociale spécifiquement locale au cours du XX^e siècle, voire aujourd'hui lorsqu'ils arrivent à se maintenir encore ?

Ce serait bien une exception : tous les terroirs, ou ce qu'il en reste, n'ont plus d'autre choix pour exister que de faire appel aux emblèmes folkloriques, tel l'accordéon joué par le président Giscard d'Estaing pour flatter l'« Auvergnat ». Les connivences spontanées entre « pays », qui peuvent s'appuyer sur des ressemblances de tempérament ou des similitudes de goût, sont de même instrumentalisées à l'échelle de l'individu. Le jardin secret des Français en quête de racines provinciales, c'est l'ultime réflexe libertaire, le moyen irrépensible de sauver l'autonomie de la personne au travers d'une identité locale contre l'anonymat inhumain des qualifications socio-économiques et statutaires. Peu importe que cette identité soit imaginaire, que les terroirs soient moribonds, ce qui compte c'est de puiser des ingrédients, y compris dans l'histoire, et de se constituer en être « situé » dans une société qui s'exaspère des différences de situation.

Pour que les identités locales, y compris la landaise, inspirent des résistances plus authentiques, il faudrait qu'elles s'incarnent sur des lignées durables, comme il s'en conserve encore ça et là en France, ce qu'on appelle les « vieilles familles », accrochées avec fidélité et persévérance sur le sol de leurs ancêtres. Et encore... « Jacquou le Croquant » ou autres figures de permanences locales sont révolues. Force est de constater que l'habitant des landes forestières contemporaines est de plus en plus un passager occasionnel et qu'il devient résident permanent, davantage par libre choix ou par occasion que par naissance. Les croissances spectaculaires au XX^e siècle de Dax, Mont de Marsan ou Biscarrosse proviennent de l'installation définitive d'anciens fonctionnaires

séduits au hasard de leurs carrières par « l'ambiance » landaise. Ils y établissent leur résidence de retraite ou de vacances et se fixent alors durablement. Mais leur culture, leurs racines, leurs origines, sont parfaitement exogènes. La véritable matrice landaise n'est pas vraiment une culture ; elle demeure un rapport à l'espace, une manière de se sentir bien sous un climat propice, avec une impression trompeuse de liberté. Cet attrait artificiel et convenu n'implique pas que les hommes aient vraiment leur place.

[p. 271]

Dans les années soixante, lors de l'installation à Biscarosse du Centre d'Essais des Landes, le clivage entre Landais d'origine et nouveaux venus provoqua l'instauration pendant dix ans d'une véritable société duale. Le Centre avait ses propres associations, des équipements réservés à ses employés, ses installations de loisir protégées de toute fréquentation « extérieure ». Même la paroisse se trouva un temps traversée par le phénomène : le vieux curé fut perçu comme le fédérateur de tous ceux qui se reconnaissaient dans « l'ancienne » population, tandis que ses successeurs affichaient une volonté intégratrice, tout en souffrant, comme tant d'autres, de la désaffection croissante des fidèles. Puis, peu à peu, les fusions se sont opérées, « vieux landais » et « nouveaux arrivants » entrant dans le même standard fait des mêmes émissions de télévision, de villas identiques en lotissement, fréquentant les mêmes supermarchés, et se plaignant, les uns et les autres, du temps qu'il pourrait faire en allant acheter le journal...

L'évolution convergente des deux groupes vers cette sorte d'atonie sereine ne suffit pas à créer une culture « locale » ou à l'entretenir. Avec trente ans de recul, si le même phénomène d'implantation avait lieu aujourd'hui, tout indique que les clivages anciens ne se reproduiraient pas. C'est que l'ingénieur de l'armement n'aurait plus à s'étonner de découvrir dans la population locale des « résignés-niers » et en déduire qu'elle est plutôt attristante.

L'identité forestière s'éloigne et, avec elle, les quelques particularités dont elle était porteuse. Elle laisse cependant subsister des ralliements émiettés aux mêmes déterminismes spatiaux qui, décidément, sont bien le ciment général des habitants. Ainsi, le citoyen nouvellement installé se montre le défenseur le plus farouche de son paysage immédiat, celui qui risquerait d'être modifié par l'arrivée d'un nouveau voisin, ou par la réalisation d'un équipement public. Le patriotisme local se réduit ainsi bien souvent à un égoïsme exacerbé qui refuse à l'autre ce dont on jouit soi-même, qui ne dépasse pas les limites de son jardin et qui prétend réserver pour soi le privilège illusoire de s'approprier un « paysage ». Piètre citoyenneté, mais terrain de chasse inespéré pour les associations de défense de l'environnement, aussi vaste, en dépit de densités vertigineusement différentes, sur la côte lan-[p. 272] daise que dans les banlieues vertes de Paris ou de Lyon. Alors, les communes, éloignées de leur splendeur passée qui avait, un temps, fait d'elles le seul pouvoir institutionnel local, concilient des intérêts catégoriels s'efforçant, non sans mal, d'opposer des synthèses locales à la « tyrannie » des

directives préfectorales qui continuent de construire un « objet landais » à leur manière. Comme l'écrit Denis Tillinac :

« Il n'y a plus de notable sur le plateau. Plus de pouvoir à visage humain opposable à celui du commentateur dans le poste de télévision »¹.

Plus de notables, et, faute de résiniers, plus d'identité forestière, sinon partielle, qui distinguerait le particularisme de la population locale et créerait une quelconque extranéité à l'égard de ses visiteurs. C'est bien ce dont témoigne un habitant de Saucats à propos des incendies de forêt² :

« La forêt était notre outil de travail. Privée et cultivée, elle dépendait du labeur de l'homme et devait être défendue par ceux qui concourraient à son développement. À l'époque, tous les habitants assuraient au sein des associations communales de DFC³ un rôle de surveillance et de gardiennage. Aujourd'hui, seuls les propriétaires restent aussi liés à la forêt et épaulent les pompiers. On ne peut plus réunir l'ensemble des concitoyens pour lutter au son du tocsin, sur les lieux d'un sinistre. Les préoccupations sont différentes, l'approche de la forêt est différente et notre expérience, il y a cinquante ans est donc, elle aussi, différente ».

Ces propos signent l'acte de décès d'un « pays », et une preuve complémentaire en est offerte par la prolifération des musées « d'histoire populaire » : musée de la gemme à Luxey, musée d'histoire locale à Biscarrosse, musée des « arts et traditions populaires » à Solférino, hameau qui ne compte que trois ou quatre maisons. Il n'y a guère que le journal *Sud-Ouest* pour entretenir par ses nécrologies (très suivies), ses comptes rendus de rencontres sportives ou municipales et son réseau de correspondants locaux, ce qui peut rester du patriotisme de village.

Mais ce n'est pas pour autant que le pouvoir n'exerce plus sa pression ; celle-ci s'est même démultipliée au moyen de procédures, de traitements catégoriels et d'artifices financiers. Face à un [p. 273] électeur qui lui fait part de difficultés comportant des enjeux politiques, tels que des risques de licenciements, tout député ou conseiller général, de gauche ou de droite, prodigue des encouragements sincères. Mais il n'a plus le pouvoir de prendre le dossier de A à Z et le système administratif ou judiciaire l'engloutit. De même, l'appareil

¹ Denis Tillinac, *Les Masques de l'éphémère*, Paris, La Table ronde, 1999.

² *Sud-Ouest Gironde*, 22 août 1999, témoignage de Michel Giraudeau, fils de Roger Giraudeau, l'un des combattants du feu lors des grands incendies de 1949.

³ Défense de la Forêt Contre l'Incendie (DFCI).

administratif, conforme à ses traditions d'abstraction, a gommé les aspérités offertes par les différences de situation dont seule l'histoire locale pourrait rendre compte : à l'occasion d'un récent contentieux portant sur la propriété des dunes littorales, près de trois fonctionnaires se sont mobilisés pendant un an pour rechercher des titres de propriété, d'ailleurs sans succès. Ceci signifie qu'on administre à Mont de Marsan, comme à Mende, ou à Sarcelles, par statistiques ou par sondage, par réunion ou par directive et que la connaissance des administrés, réduits à des matricules, en est revenue au stade de l'observation primitive des insectes qu'on croyait issus de la « génération spontanée ». Comme le soulignait pertinemment Michel Foucault :

« En fait le pouvoir produit ; il produit du réel ; il produit des domaines d'objets et des rituels de vérité »¹.

La découverte de ce processus si magistralement vérifiée à propos du système carcéral par le philosophe, ne vaudrait-elle pas également pour le système territorial issu de la Révolution, dont les landes de Gascogne offrent certainement une illustration, puisqu'elles sont éminemment une construction du pouvoir en tant que telles ?

Hypothèse inquiétante, dont il faut bien mesurer l'étendue : le « réel » dans lequel est plongé l'homme moderne est la fabrication, aux origines frelatées, d'un pouvoir sur lequel il n'a plus de prise, qui va forger ses visions, ses préjugés, jusqu'à sa propre identité, comme nous l'avons vu à propos de l'identité locale landaise. Cette machinerie d'objets, ces artefacts, qui jalonnent désormais son existence, sont devenus assez puissants pour qu'il ne s'aperçoive même plus de l'aliénation absolue qu'elle signifie, car, sinon, il se révolterait. Ainsi, au pouvoir de conquête, encore visible au XIX^e siècle dans la résistance des terroirs, a succédé un pouvoir de contamination construit sur l'homogénéisation de la culture, l'impératif de l'insertion statutaire, et la rigueur des systèmes. De ce point de vue, les Landes, avec seu-[p. 274] lement un temps de retard, n'ont rien à envier au Languedoc décrit par deux historiens de la vie paysanne :

« Le XIX^e siècle fait aboutir cette perte d'identité, la concentration politique, la concentration économique, l'uniformisation culturelle par l'école achèvent un lent processus d'intégration nationale. Aujourd'hui, le mouvement se poursuit et s'aggrave, la civilisation, produit de masse, écrase les virtualités créatrices, l'Occitanie devient terrain militaire exotique, Floride que l'Europe découvre le long de la côte sous le décor uniforme d'une

¹ Michel Foucault, *Surveiller et punir*, Paris, Gallimard, Collection « Tel », 1998, p. 227.

architecture standardisée ou comme campagne en représentation dans le grand vide humain des parcs naturels »¹.

Ce changement de posture passe par le conditionnement inéluctable des mentalités, l'installation de réflexes de soumission indolores et convenus, préalables de tous les conformismes politiquement acceptables. Condition nécessaire à l'instrumentalisation générale dont peut rendre compte le rabaissement à l'imaginaire, au virtuel, de ce qui reste de l'autonomie individuelle :

« L'autoproduction du sujet moderne, c'est l'autoproduction de règles virtuelles qui ne dépendent plus, à l'extérieur, d'une réalité universelle, mais d'un enchaînement de règles formelles privées de finalités et de signification. Quelle dignité accorder alors à un être réduit à un jeu de construction ou à un mode d'emploi et qui, à s'être complètement instrumentalisé – le sujet contemporain ne pense plus et n'agit plus, il fonctionne – ne garde au fond de lui non pas un supplément d'âme, mais un moignon d'âme »².

Par quelle malédiction la « cité terrestre » a-t-elle ainsi perverti jusqu'aux fondements de la « cité de Dieu », que Saint Augustin, en son temps, savait lointaine, mais cependant édifiable, et comment l'envisager avec des « moignons d'âme » ?

L'inventaire est en cours, et des analystes aussi différents que Maurice Crubelier ou Michel Foucault arrivent au même résultat, l'un à propos de l'école, l'autre de la prison : deux institutions verticales qui manquent leur but officiel, mais que les gouvernements conservent avec acharnement parce qu'elles assurent des fonctions moins avouables : l'intégration par le dressage pour l'école, la protection de l'illégalisme officiel pour la prison. « L'invention des Landes » est bien la traduction terri-[p. 275] toriale des mêmes subversions : elle se construit sur la mythologie du « landais-barbare », lui fabrique, tout en le détruisant, une identité de remplacement (le « réel » produit par le pouvoir), et instrumentalise cette construction (les Landes-paysage contemporaines). En faisant entrer les populations dans un système économique acceptable, par le biais de la propriété forestière, puis en lui faisant partager au moyen d'une identité artificielle l'acceptation des valeurs nouvelles, l'État français a fait place nette : une grande partie de la population a quitté les lieux, tandis que celle qui subsistait se soumettait très naturellement au système de la mono-production sylvicole. Enfin il a directement comblé les vides, par annexion territoriale ou apport de

¹ Daniel Fabre et Jacques Lacroix, *La Vie quotidienne des paysans du Languedoc au XIX^e siècle*, Paris, Hachette, 1978.

² Jean-François Mattei, *La Barbarie intérieure. Essai sur l'immonde moderne*, Paris, PUF, 1999.

populations extérieures (fonctionnaires). Et il s'apprête à modeler encore, à sa manière, la « réalité landaise » en tentant de placer les populations sous les sujétions du plan « Natura 2000 ». Ainsi, « l'objet » landais (un territoire objectivé, effectivement) demeure avec insistance une construction intellectuelle très fonctionnelle pour les administrations, les comités et les institutions multiples qui se greffent autour de cette « réalité » produite et que le système politique, en dépit des désaffections chroniques qu'il suscite, s'efforce d'entretenir. Pour l'entretenir, avant qu'il ne disparaisse complètement, on l'utilise, bien entendu, à des fins de reconnaissance collective. Le « Landais » inventé, le « Landais » dépouillé garde encore de son utilité politique comme « Landais » fantôme. En 1983, le président du Conseil général des Landes, Henri Emmanuelli, justifiait une intervention coûteuse du département dans le domaine culturel de la manière suivante :

« Un atout supplémentaire pour la connaissance et l'épanouissement de "l'âme" landaise, témoin irremplaçable de notre culture, dont nous avons à partager en commun la charge et la fierté ¹. »

Une structure territoriale est ainsi devenue le moyen de légitimation du pouvoir, quand elle ne devait que demeurer son simple cadre d'exercice. L'identité forestière des Landes, que l'on pouvait croire un moment ancrée sur la réalité, n'est, après examen, que l'un des passages obligés, l'une des fourches caudines, tendue avec adresse par l'État du XIX^e siècle pour faire naître, [p. 276] ici comme ailleurs, « l'homme moderne ». C'est l'archéologie de cette subversion et de cette invention que nous avons tenté de décrire en l'ancrant dans le territoire... Territoire, qui, cependant, par un étrange boomerang de l'histoire, subit aussi, au-dessus des déformations et des artefacts introduits par l'administration et la politique, les affres de cette nature sauvage que l'État prétend domestiquer de façon « durable » : le terrible ouragan de décembre 1999.

¹ Cité par Annick Dubourg, *Une Politique culturelle pour les Landes : quel enjeu ?* Bordeaux, Mémoire DEA, IEP de Bordeaux, 1983.

Un retournement de l'histoire : la forêt dévastée, humiliée par l'État

[Retour au sommaire](#)

Forêt des hommes, forêt construite, forêt cultivée, forêt protégée contre les incendies grâce à la prévention... La forêt de Gascogne en deviendrait presque technique, une sorte d'*instrumentum*, issue à la fois des laboratoires agronomiques et des convulsions de l'histoire. C'est bien ce tableau que nous avons tracé, en allant chercher loin ses matériaux d'origine, dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle, et en y glissant progressivement des ingénieurs, des préfets, et des bergers transformés en gemmeurs, puis des syndicats et des administrations qui ensèrent la forêt en tant qu'objet naturel dans des textes innombrables, et la placent sous le contrôle d'organismes pléthoriques, techniques, économiques, fiscaux et juridiques... Ces ingrédients sont ceux de toute forêt de plantation, qui renvoie à des gestes prométhéennes, où l'arbre est conquérant, comme l'homme qui l'établit, où la forêt est comme un bouquet tendu par sa main sur des territoires désaffectés. Selon cette configuration, l'opposé de la plantation forestière, c'est le défrichement, opération également humaine, généralement étalée dans le temps, et plus ou moins maîtrisable par des moyens de droit.

Mais lorsque le défrichement est immédiat, massif, sauvage, il s'appelle tempête, tornade, ouragan... Peu importe. En moins d'une heure, le souffle mauvais et d'une intense violence arrache, casse, tord, blesse et tue parfois. Les cieux noirs libèrent, entre les éclairs tournoyants, une gifle de liquide qui traverse les toitures. [p. 277] Le claquement de la foudre, le grondement du vent, le craquement des branches et des troncs qui défont ajoutent leurs voix lugubres à ces visions effrayantes. La seule miséricorde de cette nature en colère, c'est de boucler son œuvre de destruction en peu de temps... comme une mort subite. Chez les forestiers qui arpègent, quand tout est redevenu calme, les parcelles ravagées, c'est la consternation, la tristesse du deuil, parfois l'angoisse de la ruine. Nous sommes en 1999, le 28 décembre : la fin du monde et l'angoisse millénariste ne sont plus tout à fait des fantasmes... 91 millions de m³ de troncs et de branches jonchent le sol aquitain, 40 000 personnes sont sans électricité, les dégâts s'élèvent à deux ou trois milliards de francs selon les premières estimations. Tempête du siècle, du « jamais vu », « une violence inouïe », chaque tempête destructrice est incongrue, anormale, exceptionnelle, comme en 1976, en 1990, en juillet 2003 sur le littoral nord des Landes. Sans compter les tempêtes dont on ne parle pas, déchues dans ce cas au rang modeste de coup de vent sans importance, au moins tous les trois mois. Cette fois, les Landes risquent de partager avec le Finistère, les préférences d'Éole et pourraient bien se transformer en landes bretonnes.

Face à des événements aussi irrésistibles, les propos théologiques ont depuis longtemps déserté les conférences de presse, y compris ceux à la Voltaire mettant en cause la Providence, lors du séisme de Lisbonne. C'est la nature, au sens le plus large, qui l'a remplacée, mais, cette fois, affublée d'une qualification à la fois savante et expressive : le dérèglement climatique. Ce bouc – émissaire aussi incertain pour la communauté scientifique que porteur pour l'idéologie ¹, n'en demeure pas moins mystérieux. La tempête, sans être divine, porte les attributs, réels ou supposés, de la Transcendance ; elle est cette force incontrôlable, irrésistible, souveraine et gratuite qui vient d'en haut. En outre, elle se manifeste par une rupture immédiate, un avant et un après, et faute d'encourager un culte, elle se prête parfaitement, comme tout passage, à un rite social d'accompagnement, de réparation puis d'oubli. Ce sont les coulisses de la catastrophe qui occupent les énergies et les esprits, bien plus que l'événement lui-même, qui n'est guère qu'un très mauvais souvenir, quand on est encore là pour en parler. Sous cet angle d'observation, la répétition des tempêtes sur le massif boisé de Gascogne, [p. 278] si elle n'a guère fait évoluer la science des climats, a au moins permis aux acteurs de la forêt de perfectionner un rituel, un protocole d'adaptation, en termes vulgaires : une gestion de crise qui se déroule selon une chronologie subtile.

La première phase est celle de l'accompagnement. C'est le temps de l'émotion, des mots de réconfort et des poignées de main apitoyées. On pleure la forêt saccagée :

« Tout est remis en cause... C'est un authentique désastre, sans précédent... C'est une catastrophe qui nous laisse sans voix ². »

Propos de deuil qui pourraient concerner un être cher et qui provoquent mécaniquement des condoléances attristées et l'intervention avantageuse du politique. Les ministres se déplacent en hélicoptère, viennent faire l'état des lieux, serrent les mains : tant qu'elle dérange seulement les emplois du temps, la compassion qu'inspirent les catastrophes et, mieux encore, les catastrophés, est du meilleur effet médiatique, et la partition est relativement aisée à jouer. On se trouve ici dans la phase des discours attendus : souffrance partagée, solidarité nationale à mettre en œuvre, les meilleurs sentiments s'expriment avec profusion. Après deux ou trois jours (il faut bien laisser planer un soupçon de doute, ce qui optimise l'effet d'annonce), le gouvernement « lâche » les premiers chiffres. Une ligne de tant de millions est immédiatement débloquée, sans attendre le bilan définitif ; le décret « d'état de catastrophe naturelle » est en préparation et il permettra l'indemnisation de toutes les victimes et de tous les dégâts ; les fonds à

¹ Celle-ci commence quand on dénonce des responsables, réels ou supposés, coupables même indirectement de l'accident, fût-il climatique.

² *Sud-Ouest*, 29 décembre 1999.

affectation spéciale, oubliés dans les tiroirs, sont appelés à la rescousse... bref, un effort sans précédent permettra de transformer le cataclysme en simple mauvais souvenir. Nous sommes toujours dans la phase émotionnelle, celle qui fait suite à l'événement, en gros, la semaine qui suit l'accident. Celle-ci est décisive, non pour les victimes de la crise, mais pour les autorités qui jouent la montre : voyage éclair d'un ministre, interviews, premiers bilans. Médiatiquement, et donc politiquement, ce sont ces quelques jours qui font la crise, puisqu'après, elle n'existe plus, ou elle est remplacée par une autre. On aura bien compris que le fameux effet d'annonce est indissociable d'un rythme médiatique qui commande son amplitude. Une crise bien gérée est celle qui montre au plus grand nombre l'autorité politique réactive par rapport à la catastrophe, c'est-à-dire com-[p. 279] patissante et généreuse. Vision cynique, ou simple observation d'un protocole qui semble tellement bien réglé qu'on pourrait presque en faire un manuel pratique à l'usage de ministres néophytes ? Conduite à tenir en cas de catastrophes naturelles, gros accidents et autres calamités à impact médiatique et financier.

La tempête, comme on s'en doute, n'est pas la seule à figurer dans ces occasions de déplacement improvisé des ministres en province. Il faut y ajouter les incendies (comme toujours dans le Sud-Est), les inondations et glissements de terrain, les gros accidents de train ou d'avion, et, depuis peu, les canicules. Que ce soit la forêt, un village inondé par la crue d'un torrent, une usine qui explose en centre-ville, comme pour les explorations de Nicolas Hulot, c'est la séquence « émotion » qui vaut surtout d'être mise en exergue et interprétée par le personnel politique. Après on soigne ses plaies, et surtout, on fait les comptes. Commence alors le temps de l'attente.

Le *Figaro* du 10 juillet 2000, soit six mois après la tempête, pouvait titrer : « *Les forêts du Sud-Ouest oubliées par l'État* » et tracer un tableau désolant du moral des sylviculteurs, et... de l'état des forêts. Certes, des mesures d'urgences avaient permis de rétablir l'électricité dans les chaumières et de débayer les voies d'accès principales. Début janvier, l'armée de terre était même venue en renfort des pompiers et des « hommes au service des hommes » dont on savait, qu'ils avaient, comme toujours avec l'EDF, fait un travail remarquable. C'est après que les choses devinrent plus difficiles. Très vite, le dégagement des parcelles sinistrées et l'exploitation des chablis ont révélé l'ampleur du désastre financier : le mètre cube selon les départements se vendait entre cinq et quinze fois moins cher... quand il trouvait preneur. Voilà pour la perte sèche. Mais comme un malheur n'arrive jamais seul, les autorités administratives ont fait de la remise en état et du reboisement un slogan impératif. « *On nous propose 4000 francs par hectare pour nettoyer nos forêts. Mais l'on sait que cela nous coûtera le double compte tenu du reboisement obligatoire qu'il y a à faire derrière* »¹, déclara même assez excédé un particulier.

¹ Le *Figaro*, lundi 10 juillet 2000.

Les désolations n'ont pas le même goût selon les tables où on se les voit servir. Pour l'opinion générale, ce sont trois ou quatre séquences au journal de 20 heures ; pour le corps administratif, [p. 280] ce sont des désordres, fussent-ils naturels, qu'il s'agit de faire disparaître le plus tôt possible ; pour les détenteurs de forêts sinistrées, ce sont des ruines, plus ou moins accentuées, et la colère d'assister, comme souvent en pareil cas, à des curées à grande échelle qui ne laissent pas que des perdants. Ainsi, le dispositif public mis en place consista essentiellement à subventionner les exploitants forestiers par une prime au transport des chablis, ou à aider les coopératives et les industriels à organiser des aires de stockage... en attendant des jours meilleurs qui, près de quatre ans après, ne sont pas arrivés. On a donc délibérément choisi de stimuler la demande de bois, sans lui imposer de prix, ce qui n'a pas permis de « vidanger » toutes les forêts dévastées, en particulier en Médoc, tout en créant un exceptionnel effet d'aubaine pour les acteurs de la transformation, papetiers en premier lieu. Tout s'est passé comme s'il s'agissait d'oublier le plus vite possible un mauvais moment, en mobilisant l'essentiel des moyens pour évacuer les bois abattus, avec une efficacité certaine : en six mois près de cinq millions de m³ sur les huit millions à terre, ont été absorbés ou stockés, ce qui, en soi, est une belle performance !

La consolation était mince pour les propriétaires ruinés qui manifestèrent leur colère à partir de l'été 2000 et durant toute l'année 2002, confrontés aux désillusions de l'après-tempête. Les quinze mille francs d'aide à l'hectare promis par le ministre de l'Agriculture Jean Glavany, ou plutôt « lâchés » sur le moment, comme au téléthon, s'étaient transformés, tout compte fait, en 4000 f. C'est qu'après la gestion émotive de la crise, qui impose des promesses apaisantes, arrive le temps des arbitrages administratifs et des additions budgétaires : en la matière tout devient très vite insupportable, parce que, par définition, rien n'était prévu. La machine bureaucratique ne supporte pas l'exception, y compris la catastrophe exceptionnelle. Celle-ci dérègle les rouages délicats des budgets planifiés et des charges de service, elle est aussi une catastrophe administrative, ce que les victimes devraient aussi comprendre, à la fin !

L'après-tempête (ou l'après-cataclysme), pour cette raison, doit être une phase silencieuse et réservée à un traitement exclusivement politique. Tout converge en effet – au sommet – pour que [p. 281] la catastrophe soit oubliée le plus vite possible : d'abord l'ordre du jour médiatique a changé, ensuite, la catastrophe est malheureusement toujours coûteuse, enfin, plus le temps passe, plus on peut escompter que l'éloignement dans les souvenirs s'accompagnera de l'effacement de bien des factures. Le pouvoir politique s'appuie, comme souvent, sur les trésors de patience et de courage que provoque l'adversité chez tous les peuples, et le peuple de France en particulier. Très cyniquement, il va en jouer, en retardant les paiements promis, en compliquant les procédures, en révisant les montants annoncés. Réduire la facture finale, telle est l'obsession des décideurs publics lorsqu'ils rentrent dans une détestable logique d'indemnisation, inévitablement colossale quand on ne veut oublier personne et quand les assureurs

refusent d'assumer la totalité du fardeau. C'est bien ce qui se passe pour les tempêtes forestières, contre lesquelles les forêts sont non assurées et non assurables, et où l'État, assureur en dernier recours, endosse volontiers le rôle de l'expert de compagnie, tatillon et pingre par principe. N'étant pas en position contractuelle, l'État digère à sa manière les promesses intempestives des ministres toujours généreux devant les caméras. De même que les rédacteurs des très petites lignes qui s'ajoutent au contrat d'assurance, et que personne ne lit, savent les interpréter quand la charge d'indemnisation devient trop lourde, de même, les chefs de bureau déploient leurs talents économes pour enlever tout contenu réel aux « promesses », tout en maintenant l'illusion, le plus longtemps possible, que tout sera accompli comme prévu.

C'est comme cela qu'en France, pour une tempête en forêt, comme pour tant d'autres domaines, on fabrique en permanence des promesses non tenues, et, symétriquement, on surenchérit et on exagère ses besoins, puisque, presque par convention, on réclame dix, pour obtenir peut-être... un !

Ces phénomènes, après la tempête de 1999, ne pouvaient que se déployer avec une particulière intensité. Dès le 15 janvier 2000, sur la base d'évaluations encore incomplètes, le montant des dommages, au niveau national, s'élevait déjà à 35-40 milliards de francs ¹. À cette date le Groupama-Gan avait enregistré 400 000 déclarations et d'autres groupes mutualistes (MAIF, MACIF, MAAF, MATMUT) en étaient à 850 000 dossiers pour un montant de 6 mil-[p. 282] liards. Au début de la saison d'été 2000, les propriétaires forestiers sinistrés et non assurés ne pouvaient que s'en remettre à la « solidarité nationale » et ils en attendaient toujours les résultats. Ils formulaient des propositions pour trouver, à l'avenir, des solutions de prévoyance (plan d'épargne forêt, fonds de calamité forestière), qui furent toutes repoussées. L'heure de la manifestation sonna bientôt et le secrétaire général du syndicat des sylviculteurs du Sud-Ouest en battit le rappel :

« Rien de tel pour se faire comprendre que de barrer la route nationale 10 un 30 juillet. On tire nos dernières cartouches. Quelques troncs suffiront pour leur prouver combien le Médoc ne ressemblera plus jamais à ce qu'ils ont connu ². »

La manifestation eut lieu et fut télévisée ; trois mois plus tard, après mobilisation du ban et de l'arrière-ban forestiers, les sylviculteurs concernés obtinrent un régime d'indemnisation forfaitaire, finalement bien accueilli par la profession... plus d'un an après la tempête.

On s'attendrait à ce que l'après-tempête, après avoir connu le calme, la turbulence et le dénouement, connaisse une phase strictement administrative, sans

¹ Le Monde, 15 janvier 2000.

² Sud-Ouest, 10 juillet 2000.

doute lente, mais « sûre » et régulière. Et bien là encore, ce serait faire preuve de naïveté ! Quatre ans après, les dossiers de la Gironde ne sont pas tous traités, tandis que ceux des Landes l'ont été avec diligence. Vérité à Sore (Landes), erreur à Saint-Symphorien (Gironde), cette fois c'est la bonne volonté des services qui fait la différence... Jusqu'à la prochaine tornade, comme celle du 15 juillet 2003, qui réduisit à néant tous les arbres compris dans un couloir traversant le Nord du littoral landais, provoquant quatre morts et la destruction de plusieurs campings. Les gestionnaires de ces territoires sinistrés vont connaître exactement les mêmes phases caractéristiques de la « gestion de crise » : honneur des médias, visite éclair d'un ministre, promesses de solidarité, annonce de déblocage immédiat de sommes « conséquentes »... puis le silence radio. Trop peu nombreux pour réellement « compter », c'est-à-dire exister aux yeux des dirigeants, ils tentent de conserver espoir en se disant que le sinistre étant très localisé et circonscrit à environ 10 000 hectares, chiffre insignifiant par rapport à celui de 1999, il rendrait plus facile une indemnisation, plus supportable parce [p. 283] que moins massive. Cette analyse qui pouvait avoir quelque pertinence quand les budgets étaient alimentés risque bien de s'avérer superfétatoire quand les finances deviennent rares. La trentaine de propriétaires concernés, y compris les communes, fourniront un bien modeste cortège pour arracher des subsides !

Ils pourront toujours verser au tribunal de l'opinion le fait qu'une indemnisation de la part de l'État n'est qu'un juste retour des choses, puisque celui-ci encaisse annuellement un impôt forfaitaire tenant compte du revenu final de la vente des bois. À condition que le bois parvienne à maturité et échappe aux coups de vent qui le cassent en deux et au pourrissement accéléré. L'indemnisation, dans ces conditions, n'est guère que le remboursement d'un trop perçu. Mais tout cela est bien trop technique !

Ainsi va la « gestion durable », si chère à Bruxelles et aux idéologues écologistes de toutes tendances, au sujet d'un objet qui dépend, malgré eux, des caprices du ciel...

La « forêt des Landes », fabriquée par l'État, apparaît en définitive humiliée par lui lorsque la nature reprend ses droits... Serait-ce là un « signe » de « la fin des territoires », négligé par le rationalisme contemporain au-delà des multiples contradictions de la machinerie étatique, de ses artefacts et des identités brouillées qui l'accompagnent ? En parlant des « caprices du ciel » justement, faut-il entendre par là que la forêt constitue en fait un objet qui ne peut qu'échapper, en définitive, au monde administratif qui prétend, depuis les « Lumières », s'en rendre « maître et possesseur » à travers des dispositifs et des procédures de pouvoir innombrables déployés en plus de deux cents ans d'existence ?

C'est en tout cas la leçon que tira, lui, bien avant « le réchauffement » de la planète, Nicolas Machiavel, dans ses *Histoires florentines*. Cela, après le passage du terrible ouragan qui avait dévasté la Toscane en 1456, laissant « stupides » les hommes du temps face à ce « tourbillon poussé par des puissances d'en haut,

qu'elles fussent naturelles ou surnaturelles » (« causes que je dis du ciel »), en les plaçant devant la scène de « l'antique chaos »¹...

FIN

¹ Sur la relation et l'interprétation de cet ouragan de 1456, cf. Michel Bergès, *Machiavel, un penseur masqué ?*, Paris, Bruxelles, Édition Complexe, 2000, p. 180-182. Pour la relation par Machiavel concernant cet événement certainement dû « au réchauffement climatique », cf. *Histoires florentines*, in *Œuvres complètes*, traduites et annotées par Edmond Barincou, Paris, Gallimard, col. « Bibliothèque de La Pléiade », 1952, p. 1280-1281.